

SONIA DRIDI

A portrait of Joe Biden, an older man with white hair, wearing a dark blue suit, light blue shirt, and a red and blue striped tie. He is looking slightly to the right with a serious expression. The background is a composite image featuring the United States Capitol building and the American flag. The text 'JOE BIDEN' is overlaid in large white letters on a dark blue background. The letter 'i' in 'BIDEN' has a white star above it. A red horizontal bar is positioned below the name.

**JOE
BIDEN**

**LE PARI DE
L'AMÉRIQUE ANTI-TRUMP**

éditions du
ROCHER

Joe Biden

Sonia Dridi

Joe Biden

Le pari de l'Amérique
anti-Trump

éditions du
ROCHER

Tous droits de traduction,
d'adaptation et de reproduction
réservés pour tous pays.

© **2020, Groupe Elidia**
Éditions du Rocher
28, rue Comte Félix Gastaldi - BP 521 -98015 Monaco

www.editionsdurocher.fr

ISBN : 978-2-26809-10419-5
EAN Epub : 9782268104607

*À Shayan et Jeremy,
à mes parents.*

Les nom propres suivis d'une astérisque indiquent que les propos rapportés sont issus d'un entretien avec l'auteur.

Introduction

Jamais sans ses aviateurs, le costume toujours bleu, un large sourire qui dévoile ses dents blanchies, Joe Biden est un type simple. Il rafole de la glace, passer du temps avec sa famille et prendre le train.

Joe Biden c'est « Average Joe », une expression en anglais qui signifie « Monsieur tout le monde ». « Oncle Joe », comme il est surnommé aux États-Unis, est souvent dépeint par les médias comme un homme aimable mais d'une autre époque, terre à terre et sans relief.

Les Américains le connaissent aussi pour ses nombreuses gaffes.

Lorsque l'on m'a proposé d'écrire un livre sur Joe Biden, j'ai hésité. Le personnage semblait peu attrayant, trop lisse, un papy un peu has been, a priori sans histoire. En tout cas, rien de comparable à l'américain dream qui a porté Barack Obama à la Maison-Blanche.

Je suis arrivée aux États-Unis en juin 2015. À l'époque Joe Biden est encore le vice-président populaire du premier président africain-américain, avec lequel il affiche une grande complicité. Il est l'homme des dossiers internationaux, le politicien expérimenté et sympathique.

Mais depuis, il a vieilli, maigri, il manque cruellement d'énergie. Donald Trump se fait un plaisir de le surnommer « Sleepy Joe », Joe l'endormi.

Dès l'annonce de sa candidature en avril 2019, le prétendant, qui n'a plus besoin de se présenter aux Américains, caracole en tête des sondages. Il ne fait pas rêver mais il inspire confiance. Toutefois, très vite, les démons du passé ressurgissent, sa campagne patine, il bafouille pendant les débats...

Ce que je vois sur le terrain pendant les primaires c'est un manque d'enthousiasme criant de la part des démocrates pour Biden. Le « révolutionnaire » Bernie Sanders, la talen-tueuse Kamala Harris, le jeune vétéran polyglotte Pete Buttigieg ou la sénatrice progressiste Elizabeth Warren rameutent les foules. Biden, lui, parle dans des petites salles à moitié vides, avec en grande majorité, des personnes âgées. Les autres candidats ont plus d'énergie, de charme, d'audace et d'idées. Ils redonnent du « peps » à un parti démocrate encore traumatisé par la défaite d'Hillary Clinton. La jeune génération, très mobilisée depuis la victoire de Donald Trump, espère du renouveau. Les jeunes progressistes ne veulent surtout pas d'un Biden, trop centriste.

Début 2020, après des premiers résultats catastrophiques pendant les primaires démocrates, plus personne ne s'attend à sa nomination. Personne n'est vraiment emballé par sa candidature.

Mais coup de théâtre, Joe Biden fait un retour specta-culaire. Il devient le candidat du parti démocrate, à 77 ans. Un *come-back* incroyable que personne n'avait prédit.

Il est comme ça Joe Biden. C'est l'homme des résurrections improbables, toute sa vie n'est faite que de hauts et de bas, de tragédies terribles et de grandes réussites. C'est une série de montagnes russes.

Au-delà des clichés, c'est un personnage fascinant. Un personnage attachant, parfois ombrageux, avec des côtés obscurs et un fort ego.

Il a une vie romanesque que j'ai découverte en rencontrant son entourage et ses amis d'enfance. Je ne pensais pas autant m'amuser en écrivant sur « Oncle Joe ».

A-t-il une chance de remporter la prochaine élection ou doit-on s'attendre à un flop comme avec Hillary Clinton donnée gagnante en 2016 ?

Tout d'abord, 2020 n'est pas 2016. Lors de la dernière élection présidentielle, en parcourant les États-Unis, je suis tout de suite frappée par l'impopularité de Clinton. De la Caroline du Sud au Missouri en passant par la Californie, je rencontre de nombreux électeurs blasés, qui ne se sentent pas représentés par la candidate. En particulier les jeunes, qu'ils soient Blancs ou issus des minorités. En revanche, j'observe un enthousiasme débordant sur le terrain pour Donald Trump. Je rencontre des électeurs pressés de bousculer les élites washingtoniennes, ils espèrent une meilleure économie avec un businessman à la tête du pays et apprécient son franc-

parler. Je me dis alors que le candidat républicain fera un très bon score à l'élection, sans pour autant penser qu'il gagnerait.

Et puis la personnalité de Joe Biden n'est pas aussi clivante que celle d'Hillary Clinton. La candidate inspire de l'antipathie chez de nombreux Américains, même au sein du parti démocrate. Pour beaucoup, Biden, quant à lui, est juste *boring*, ennuyeux.

On est aussi loin de la guerre ouverte entre les partisans d'Hillary Clinton et ceux de Bernie Sanders. Joe Biden, malin, a réussi à unir son camp en tendant rapidement la main aux progressistes.

Le candidat démocrate peut également compter sur le soutien d'électorats clés : les cols-bleus, c'est l'une des raisons qui a poussé Obama à le choisir comme colistier, et les personnes âgées.

À la mi-mandat de la présidence Trump, je me demande si Joe Biden va de nouveau tenter sa chance, une dernière fois, malgré son âge avancé. À cette époque, il n'y a pas encore beaucoup d'options côté démocrate. Et le temps presse. En février 2018, lorsque j'interviewe Pete Souza, le célèbre photographe d'Obama qui a capturé des centaines de moments entre le Président et son vice-président, je lui pose la question. Souza me confie : « Ma mère qui a 91 ans m'a demandé si Joe Biden allait se présenter, j'ai dit que je ne savais pas, mais je pense qu'il le fera... Et elle m'a dit "eh bien si Joe Biden est candidat, je ferai activement campagne pour lui" ! »

Comme le révèle cette anecdote, c'est le chouchou des seniors, un électorat qui est primordial dans une élection américaine.

Joe Biden peut aussi compter sur la fatigue des Américains : les gens en ont assez de Trump, ils sont lassés des polémiques, des attaques à tout va. En 2016, beaucoup de démocrates pensaient que l'ancien roi de la télé-réalité ne pourrait jamais remporter les élections et ils ne se sont donc pas déplacés aux urnes. Cette fois, ils savent qu'il peut être réélu. La mobilisation sera un facteur déterminant en 2020.

Aujourd'hui, la majorité des électeurs républicains qui ont voté pour Trump en 2016 sont déterminés à mettre de nouveau un bulletin avec son nom dans l'urne. Selon un sondage Gallup, en juillet 2020, 91 % des républicains se disent satisfaits par sa présidence. Mais ses opposants sont plus nombreux dans le pays (en mai 2020, 31 % des Américains s'identifient comme démocrates, 25 % comme républicains et 40 % comme indépendants).

Enfin, il bénéficie d'une conjoncture exceptionnelle. Il manquait à Joe Biden un mouvement et un programme, mais les crises qui ont déchiré le pays redonnent du sens à sa candidature.

À l'heure où ces lignes sont écrites, en août 2020, plus de 150 000 décès ont été amputés au coronavirus aux États-Unis. Le Président est massivement critiqué par deux tiers des Américains pour sa gestion de la pandémie. On sent qu'il perd pied. Il est aussi accusé par l'opposition de diviser le pays lors des manifestations *Black Lives Matter*, les vies noires comptent. Trump ne peut plus surfer sur les bons résultats de l'économie américaine, frappée par la récession, alors il agite la menace d'une montée de l'insécurité liée aux mouvements antiracistes. Face aux déclarations chocs et aux faux pas du président, Joe Biden montre de la compassion, il se pose en leader responsable, se fait discret, reste discipliné et évite (la plupart du temps) les maladresses. La campagne qui s'annonçait être d'un ennui mortel, entre un papy coincé dans sa cave et un président infernal dont les controverses ne nous surprennent plus, devient tout à coup très intéressante.

Les crises révèlent cruellement les réalités d'un pays fracturé, dans lequel pro et anti-Trump ne se parlent quasiment plus.

La force de Biden est de pouvoir aujourd'hui rassembler autour de lui des Américains de tous les âges et de toutes les origines, et même quelques républicains, tous motivés par leur détestation de Donald Trump. Il n'a pas eu grand-chose à faire, ce sont les événements qui ont joué en sa faveur.

Le fait d'être un rempart contre l'imprévisible Donald Trump suffira-t-il à le faire élire ? S'il devient président, arrivera-t-il à satisfaire un parti démocrate de plus en plus divisé, entre le centre gauche et les progressistes ? Pourquoi ce candidat par défaut peut-il gagner ? J'espère que ce livre vous apportera quelques éléments de réponse pour mieux comprendre Joe Biden, l'homme et le candidat.

I

Un revenant

L'ouverture du bal

Les manches de sa chemise rayée bleu et blanc retroussées, sourire Colgate de rigueur, Joe Biden avance, décidé, suivant une chorégraphie rodée depuis des années. Il a un geste pour chacun de ses partisans, les étreint, les recon-forte. Sans oublier aucune grand-mère, aucun bébé – tout le monde a droit à un *hug*¹, à un petit mot. Il embrasse ses supportrices comme s'ils étaient de vieux amis. Quand une dame pose une main sur son épaule, il lui rend la pareille, approche son visage à quelques centimètres du sien, jusqu'à disparaître presque sous son grand chapeau de paille. Une Afro-Américaine méchée de bleu, qui n'en revient pas d'être si près de lui, fait un *selfie*, tout sourire. Il pose ses mains sur le fauteuil roulant d'un jeune homme, se penche pour lui parler, les yeux dans les yeux.

On lui confie ses malheurs: un combat contre une maladie, la perte d'un proche ou d'un emploi. Comme au confessionnal.

Parfois, il donne son numéro de téléphone. Son équipe piaffe en coulisse. Il est comme ça, Joe Biden.

Nous sommes le 18 mai 2019, à Philadelphie. C'est là que le candidat a décidé de tenir son premier meeting de campagne officiel, sous un grand soleil, à quelques pas des *Rocky Steps*, les marches du Philadelphie Museum of Art, rendues célèbres par le film dont le héros, le boxeur Rocky Balboa, est incarné par Sylvester Stallone.

Décidé à remporter son dernier combat, Joe Biden, à la silhouette élancée, arrive sur scène dans un costume bleu avec sur le nez ses fameuses lunettes de soleil Aviator, dont il se sépare rarement. Après avoir été

présenté par Jill, sa femme, toute pimpante dans sa robe jaune, il enlève sa veste sous les encouragements de ses partisans et commence son discours : « Nous choisissons l'espoir plutôt que la peur, la vérité plutôt que le mensonge, l'unité plutôt que la division. Il est temps de relever la tête, d'ouvrir nos cœurs et de nous rappeler qui nous sommes : nous sommes les États-Unis d'Amérique ! » La foule, conquise, applaudit. Parmi elle, des ouvriers, des employés de banque, des médecins. Des Noirs, des Blancs. Il n'a pas choisi cette ville au hasard : elle se trouve en Pennsylvanie, là où il a grandi, dans un « État-pivot », l'un des États où le vote change d'une élection à l'autre et où les résultats font basculer le scrutin. En ce moment, tout lui sourit : il est en tête des sondages alors qu'il est à peine entré dans la course.

Dans le public, beaucoup ont la cinquantaine ou plus. Depuis leur enfance, ils ont vu le candidat à la télévision, dans les journaux ; ils ont suivi le feuilleton de sa vie, avec ses succès et ses échecs. Depuis ses premières années au Sénat, Joe Biden a pris des rides, s'est fait poser des implants capillaires et, dit-on, a fait de la chirurgie esthétique. Il n'a rien perdu de sa bonhomie.

Dans le carré VIP, on peut apercevoir Tony Blinken* en polo noir, détendu, distingué, les cheveux poivre et sel toujours impeccablement coiffés. L'ancien conseiller adjoint à la Sécurité nationale et secrétaire d'État adjoint sous Barack Obama souffle désormais à l'oreille du candidat sur les dossiers de politique étrangère. Le haut fonctionnaire américain, dans un français parfait, déclare à propos de son patron : « C'est quelqu'un de très humain qui aime les gens. C'est surtout ça que les Américains retiennent de lui². »

En effet, « Oncle Joe », comme on le surnomme affectueusement aux États-Unis, a pris l'habitude, depuis le début de sa carrière politique, de s'attarder auprès de ses électeurs, de leur prodiguer des gestes pleins d'attention et de les rassurer. Son ami de longue date, le sénateur démocrate du Delaware Tom Carper*, qui a fait campagne pour lui en 2020, confie ceci : « Il est heureux de faire ça. Il aime faire ça. Par exemple, lorsque j'ai fait campagne pour lui dans le Michigan en début d'année, vous savez combien de gens j'ai croisés qui m'ont dit qu'ils l'avaient rencontré personnellement ? Je trouve ça incroyable. J'ai entendu dire de la bouche de personnes très différentes : "Ah, je l'aime vraiment bien !" Vous savez, quand vous faites campagne, vous avez souvent une seule chance de faire

bonne impression. Les gens perçoivent tout de suite son humanité, sa chaleur, le fait qu'il s'intéresse à eux³. »

Début 2019, Joe Biden est le favori de la course à la présidentielle. Son équipe de campagne est très confiante, même si elle joue la prudence. Après l'élection stupéfiante de Donald Trump en 2016, plus personne aux États-Unis n'ose rien prédire.

L'Iowa, une catastrophe

Quelques mois plus tard, le 3 février 2020, le candidat se retrouve dans l'Iowa. Comme tous les quatre ans depuis 1972, cet État rural aux plaines onduyantes et aux nombreux champs de maïs donne le coup d'envoi des primaires. Les caméras du monde entier sont braquées sur l'État du Midwest qui compte moins de 1 % de la population américaine, est on ne peut moins diversifié, mais donne le ton pour le reste de la campagne. En effet, depuis 2000, le vainqueur des *caucus* dans cet État est le candidat désigné du parti démocrate. Ces *caucus* représentent un exercice surprenant et souvent acrobatique. Cette année 2020 l'aura particulièrement prouvé.

Pour ce vote, ni isoloir ni bulletin : les électeurs se prononcent lors de réunions publiques en faveur de leur candidat, groupés dans une salle autour du « capitaine » qui le représente. En début de soirée, plusieurs petites assem-blées se forment autour des partisans de Joe Biden, de Bernie Sanders, d'Amy Klobuchar, de Pete Buttigieg, d'Elizabeth Warren et d'autres candidats moins connus. Plus de mille sept cents lieux de vote sont improvisés dans des églises, des écoles, des salons ou des gymnases. Joe Biden est, depuis le lancement de sa campagne, le grand favori des sondages nationaux.

Or, dès le début du tournoi, à 19 heures précises, les journalistes présents dans les divers bureaux de vote font le même constat : les assemblées favorables à Joe Biden sont clairsemées, voire indigentes.

Au fil de la soirée, la débâcle semble annoncée pour le candidat. C'en est presque gênant. On devine les membres de son équipe de campagne anxieux. La sueur dégouline sur leur visage, malgré le froid glacial. On imagine la déception de Jill, qui a rempilé pour une troisième campagne électorale, dernière tentative pour le candidat âgé de 77 ans.

Certes, l'Iowa n'est pas représentatif de l'ensemble du pays. Certes, son équipe de campagne n'a pas misé sur cet État. Les résultats sont tout de même extrêmement décevants. Au fur et à mesure que les chiffres tombent, les observateurs pressentent que l'ancien vice-président va connaître une défaite.

Comment sa campagne en est-elle arrivée là ? Certains membres de son équipe, cités dans *Politico*, parlent de « putain de désastre », de « merdier » : « *shit show* » dans le texte. C'est en tout cas un démarrage compliqué pour Joe Biden, pourtant habitué aux routes sinueuses.

À l'issue du premier tour, seuls les candidats ayant fédéré assez de supporters, c'est-à-dire 15 % de l'assemblée, restent en lice. Les partisans des candidats dits « non viables » ont alors le choix soit de rejoindre le groupe d'un candidat encore dans la course, soit de tenter de convaincre suffisamment de partisans d'autres candidats éliminés de les rejoindre afin de faire passer leur favori au-dessus du seuil éliminatoire, soit encore de s'abstenir. Au terme du second tour, le nombre de délégués est proportionnel aux résultats des différents candidats. Dans les élections américaines, ces délégués sont des intermédiaires : une fois élus, ils sont envoyés à la Convention nationale où ils votent pour le candidat du parti. Les délégués ont des profils divers : ils peuvent être des militants, des juristes, des étudiants ou encore des notables de leur État.

Le nombre de délégués élus dans chaque territoire est défini en fonction de la taille de l'État et de son importance dans l'élection. L'Iowa envoie quarante et un délégués à la Convention nationale, ce qui est très peu par rapport à un État comme la Californie, qui en envoie quatre cent quinze. Pour revendiquer la victoire, un candidat doit en rassembler au moins mille neuf cent quatre-vingt-onze.

« Non viable », « non viable »... De bureau en bureau, le même refrain revient régulièrement à propos de Joe Biden. Le procureur général de l'Iowa, Tom Miller, doit se résigner à rejoindre le camp d'un autre candidat démocrate « modéré », Pete Buttigieg, car Joe Biden, son premier choix, a rapidement été disqualifié dans sa circonscription.

Très vite, les premières tendances montrent Pete Buttigieg et Bernie Sanders au coude à coude, tandis que l'ancien colistier de Barack Obama est loin derrière.

Pete Buttigieg représente pour beaucoup une alternative à Joe Biden. L'ancien maire de la petite ville de South Bend, dans l'Indiana, vétéran,

fervent catholique et ouvertement gay, est deux fois plus jeune que lui. Sa candidature attire les nombreux démocrates qui ne veulent pas d'un progres-siste aux idées révolutionnaires comme Bernie Sanders mais qui ne s'enthousiasment pas non plus pour « papy » Biden. Ce dernier n'affiche pas l'énergie de ses rivaux tel Bernie Sanders, pourtant âgé d'un an de plus que lui, ou Elizabeth Warren, 70 ans. Cela se ressent lors de ses meetings de campagne : pas de foule déchaînée ; les électeurs qui se déplacent sont souvent des personnes du troisième âge, et les jeunes se comptent sur les doigts de la main. Alors que le candidat socialiste Bernie Sanders est très populaire auprès des *millenials* et de la génération Z.

Ce *caucus* est un désastre pour l'ancien vice-président. Mais ce soir-là – une aubaine pour le candidat –, sa très médiocre performance est rapidement éclipsée par le fiasco que représente l'annonce des résultats. En cause, une nouvelle application spécialement conçue pour la primaire et qui devait permettre de faire remonter de façon plus simple et efficace les résultats des bureaux de vote. Sauf que, très vite, des dysfonctionnements se multiplient. Le parti parle d'« incohérences ». Lorsque les responsables des bureaux de vote tentent de transmettre les résultats, des messages d'erreur apparaissent.

Les résultats officiels du *caucus* devaient être donnés en début de soirée. À 21 h 30, un bon tiers seulement est disponible.

Peu après 1 heure du matin, alors que la plupart des Américains ont renoncé à les attendre et sont allés se coucher, avec l'impression de quitter une soirée ratée, le chef du parti démocrate de l'Iowa, Troy Price, prend la parole. Les résultats seront connus « plus tard ».

L'entreprise qui a développé l'application s'appelle « Shadow », ce qui signifie « opacité ». Ça ne s'invente pas ! Selon le *New York Times*, elle a été lancée à la hâte par d'anciens membres de la campagne de Hillary Clinton. Le moment est très embarrassant pour les démocrates, qui attendaient ce début des primaires depuis si longtemps, pressés de désigner un candidat solide face à Donald Trump. De quoi renforcer les critiques sur la complexité archaïque des *caucus*.

Beaucoup d'observateurs assurent que, après le désastre de 2020, leur forme actuelle va disparaître.

Le soir de la débâcle, alors que les résultats définitifs se font toujours attendre, Joe Biden fait un rapide discours au côté de Jill, en affichant un sourire de circonstance, peu enthousiaste. Le candidat ne semble pas très

confiant et dit seulement qu'il « sent bien » les résultats. Plutôt que de parler de l'Iowa, il préfère rappeler qu'il est le rempart contre le président américain : « Il faut mettre fin à cette période. Nous ne pouvons pas permettre à Donald Trump d'être de nouveau élu à la présidence des États-Unis. »

Quelques jours plus tard, Joe Biden avoue, à propos de ce début de primaires : « Je me suis pris un coup de poing dans le ventre. » Les résultats définitifs tombent une semaine plus tard. Pete Buttigieg remporte le *caucus* avec 26,2 % des voix, suivi de près par Bernie Sanders qui en obtient 26,1 %, puis par Elizabeth Warren avec 18 %. Joe Biden arrive en quatrième position, avec 15,8 % des voix. Il remporte seulement six délégués contre quatorze pour Buttigieg, douze pour Sanders et huit pour Elizabeth Warren.

La raison de ce fiasco ? Une mauvaise campagne sur le terrain. Joe Biden a parié avant tout sur son expérience et sur le fait qu'il était déjà bien connu des électeurs. Or, les habitants de l'Iowa sont exigeants. Ils aiment voir les candidats les courtiser tout au long de l'année précédant le vote. Il faut aller de *diner* en *diner*⁴, mordre dans un hamburger ou faire un *selfie* avec un habitant. Il faut multiplier les meetings dans des écoles, des gymnases, chez des particuliers. Bref, il faut se balader dans cet immense État rural où campagnes publicitaires et interviews télévisées ne suffisent pas à convaincre.

Joe Biden s'est tout de même rendu à la *State Fair* en 2019 (la grande foire qui a lieu tous les étés dans l'Iowa et où l'on voit les candidats avaler des *corn dog*, des saucisses frites, ou la peu ragoûtante glace au bacon). Être candidat à la présidentielle américaine commence par se lancer dans une aventure culinaire. Il a fait le strict minimum. Susan Judkins*, un membre du conseil municipal de Clive, dans l'Iowa, confie au *New York Times* que « c'était frustrant de ne pas voir son équipe de campagne tenter d'aller à la rencontre de plus de gens. Les autres équipes ont embauché des personnes bien connues des habitants de l'Iowa, qui ont de l'influence⁵ ». Joe Biden y a, quant à lui, dépêché d'anciens collègues sénateurs, dont la moyenne d'âge devait avoisiner les 70 ans.

Selon Luis Navarro⁶, un Américain d'origine péruvienne de 57 ans, *manager* de la campagne Biden en 2008, c'était un choix délibéré des stratèges que de ne pas se concentrer sur l'Iowa et le New Hampshire. Jusqu'à ce qu'ils réalisent-tardivement – qu'ils risquaient « d'être

embarrassés » par les résultats. Ils se réveillent en fin d'année 2019, car des signaux alarmants commencent à se multiplier. Alors, début décembre, l'équipe de campagne organise un tour en car dans l'État, pour aller à la rencontre des habitants des zones les plus reculées, auquel elle donne le nom de *No Malarkey !*, soit « Sans foutaises ! » Tout comme le terme « foutaises » en français, *malarkey* n'est plus guère utilisé, et surtout pas par la jeune génération que le candidat tente de séduire. C'est donc avec un slogan ringard inscrit en gros sur son car que Joe Biden emprunte fièrement les routes enneigées. Sur les réseaux sociaux, les jeunes se moquent de cette campagne et le jugent « déconnecté » de ses électeurs.

Enthousiaste, convaincu que la politique est avant tout faite de rapports humains, il fait vingt-sept arrêts en huit jours, de la rivière Missouri au Mississippi. Il est déjà trop tard. Ces quelques semaines ne lui permettent pas de rattraper les mois qu'ont passés les autres candidats à arpenter l'Iowa. Certains électeurs lui font même la leçon, s'étonnant de le voir pour la première fois à quelques jours du scrutin. Au sein de l'équipe de campagne Biden, on se tire dans les jambes et on rejette la responsabilité de l'échec les uns sur les autres, entre acteurs locaux et nationaux, entre les vieux conseillers et les jeunes recrues. L'ancien colistier d'Obama réorganise donc sa campagne qui ne semble plus tenir qu'à un fil. Anita Dunn, proche conseillère du candidat et ancienne directrice de communication de Barack Obama, se voit confier davantage de responsabilités. Elle est notamment chargée de jouer le rôle d'arbitre entre les différentes factions et doit rassurer les donateurs, très inquiets.

Le New Hampshire, la fin de Joe Biden ?

Une semaine après le fiasco dans l'Iowa, se déroule la primaire dans le New Hampshire. Joe Biden chute dans les sondages nationaux et beaucoup d'observateurs parient déjà sur la fin de sa carrière politique, en cas de mauvais résultats dans l'État du granite, le 10 février.

Ces derniers sont encore plus mauvais qu'attendus : avec 8,4 % des voix, le candidat arrive en cinquième position et n'obtient aucun délégué. Un moment humiliant pour un ancien vice-président. Aucun candidat ne s'est jamais remis de telles défaites. La panique monte dans le camp Biden. Dans le hall de l'hôtel *Renaissance Savery*, à Des Moines dans l'Iowa, un

journaliste de la chaîne NBC entend John Kerry, l'ancien secrétaire d'État de Barack Obama, ami de longue date de Joe Biden, discuter de la campagne. Il énonce au téléphone ce qu'il devrait faire pour entrer dans la course à la présidentielle, comme, par exemple « se retirer du conseil d'administration de Bank of America », « arrêter d'être payé pour faire des discours ». Cette conversation entraîne toutes sortes de spéculations mais John Kerry nie, peu de temps après, sur Twitter, avoir l'intention de se présenter.

Les proches du candidat sont nerveux.

Tony Blinken*, conseiller de Joe Biden en politique étrangère, admet que les résultats du New Hampshire « étaient encore pire » que ce qu'ils avaient pu envisager. Mais « Biden gardait le moral et nous étions déterminés à poursuivre les deux compétitions qui étaient devant nous⁷ ».

Business Insider publie un éditorial intitulé « Abandonne, Joe Biden. Le New Hampshire prouve que tu es fini. »

Mais, le 22 février, à la troisième primaire, dans le Nevada, État dans lequel le vote hispanique est important, il limite la casse en arrivant deuxième avec 20,2 % des voix. Son rival, Bernie Sanders, le coiffe avec 46,8 % des voix. Son équipe de campagne commence à reprendre espoir. Blinken explique : « Le Nevada, c'était vraiment le début du retour de Biden. Je crois que c'est ça qui a donné un peu de confiance, par exemple, à Clyburn, qui a joué un rôle déterminant en Caroline du Sud. »

La Caroline du Sud, la renaissance

Le parlementaire démocrate James Clyburn, dit « Jim Clyburn », 79 ans, est un faiseur de rois. Il jouera un rôle essentiel dans les primaires du 29 février, en Caroline du Sud.

Le vieux politicien, à la carrure imposante et aux airs de sage avec ses lunettes fines posées sur un visage serein, est élu depuis près de trente ans dans cet État clé. C'est le plus haut responsable noir du Congrès. L'ancien président Barack Obama dit de ce fils de pasteur charismatique : « C'est l'une des rares personnes que le Congrès écoute. »

Jim Clyburn* et Joe Biden sont très proches. L'élu noir se rappelle l'avoir rencontré juste après sa réélection au Sénat, en 1978 : « Un ami

l'avait invité à dîner. Tous ceux qui s'intéressaient à la politique à l'époque avaient entendu parler de ce jeune prodige, sénateur du Delaware. On s'est bien entendus, on est tous les deux du Sud ! Pour moi, Joe Biden incarne ce qu'on appelle "un type bien"⁸. »

La femme de Clyburn décède quelques mois avant les primaires, en septembre 2019, et le candidat démocrate se rend à ses obsèques. Clyburn*, ému, confie : « Ma femme était une grande fan de Joe Biden. » Leur vieille amitié n'empêche pas l'élu de lui dire ses quatre vérités. Clyburn* l'appelle en effet, la veille de l'annonce de son soutien, pour le secouer : « Je lui ai dit qu'il faisait campagne comme un sénateur, qu'il fallait adopter une approche différente. Ce serait mieux, par exemple, de faire campagne comme un pasteur. Les pasteurs délivrent souvent des sermons en trois points ; donc, je lui ai dit de penser à trois choses à chaque fois qu'il aborde un sujet ou répond à une question. *Primo* : Que va changer mon élection pour vous ? *Deuxio* : Que va changer mon élection pour votre famille ? *Tertio* : Que va-t-elle changer pour votre communauté? Et ainsi de suite s'il parle de l'éducation, du logement. Je lui ai aussi dit d'arrêter toutes ces déclarations décousues, ces platitudes pompeuses. Les gens ne retiennent pas ces choses-là. »

La famille de Clyburn reflète le fossé générationnel qui existe au sein du parti démocrate. Son petit-fils, Walter A.C. Reed, était un membre de la campagne de Pete Buttigieg. Il s'en amuse d'ailleurs : « J'ai dit à mon petit-fils : "Si c'est là où est ton cœur, alors vas-y et fonce." Je lui ai aussi dit que je ne lui avais jamais donné de fessées lorsqu'il était petit et que la première sera le jour de l'élection ! »

Comme la plupart des démocrates de sa génération, Jim Clyburn souhaite voir un candidat modéré accéder à la présidence. Déterminé à aider Joe Biden à gagner, il le présente aux électeurs de son État comme « l'antidote » contre Donald Trump. Lors d'un discours, trois jours avant la primaire, l'élu du Sud déclare avec émotion : « J'ai peur pour mes filles, pour leur avenir, l'avenir de leurs enfants et de leurs petits-enfants. » Et d'ajouter : « Nous connaissons Joe Biden. Mais ce qui est plus important, c'est que Joe Biden nous connaît. » Une phrase qui marquera les esprits.

Clyburn déclare avec fierté : « J'avais deux choses en tête : lui faire gagner la primaire en Caroline du Sud et faire en sorte que ça crée une vague pour la suite de l'élection. Je voulais l'aider à redéfinir sa campagne. Ça ne marche pas aujourd'hui. Cette fois, ça a marché. »

Et c'est la résurrection pour le candidat à la mine de plus en plus fatiguée. Il remporte cette primaire haut la main avec 48,4 % des votes. Il a près de trente points d'avance sur Bernie Sanders. La difficulté, pour le sénateur du Vermont, d'attirer le vote des Noirs, un électorat crucial pour les démocrates, est confirmée. Certains activistes noirs lui reprochent de ne pas assez mettre l'accent sur la question raciale et les inégalités dans le système judiciaire. Surtout, les Noirs les plus âgés, ceux qui se déplacent dans les bureaux de vote, ne veulent pas de changement radical : ils sont rassurés par des candidats qu'ils connaissent, tel Clinton en 2016 ou Biden en 2020.

Au lendemain de sa victoire, lors d'un discours dans la ville de Columbia (Caroline du Sud), Joe Biden triomphe : « Nous sommes bien vivants ! » La foule enchaîne : « Président Joe ! Président Joe ! »

Joe Biden est allé bien au-delà des pronostics pour la primaire de Caroline du Sud. Non seulement il l'a emportée à trois contre un chez les Noirs, qui représentent 60 % des électeurs démocrates dans cet État, mais il domine chez les Blancs – récoltant 40 % des voix dans des districts comptant peu d'électeurs noirs.

L' élu afro-américain a fait basculer sa campagne. Et la victoire de Biden, dans l'État du Sud, résonne dans tout le pays. Selon Larry Sabato⁹, un politologue renommé de l'Université de Virginie, éditeur de la newsletter *Sabato's Crystal Ball*, Joe Biden est considéré comme loyal au président Obama. Les électeurs afro-américains sont loyaux à Obama. Ils ont donc voté en masse pour Joe Biden.

« C'est intéressant, car Joe Biden entretenait une relation d'amitié avec Clyburn et sa femme depuis vingt ou vingt-cinq ans. Et il a démontré que cette politique à l'ancienne, faite de vraies relations, où on entretient une vraie confiance et des amitiés, ça a un impact », note Tony Blinken. Le fidèle de Biden relativise les échecs précédents : « Le Nevada et la Caroline du Sud sont des États beaucoup plus représentatifs de l'électorat démocrate. L'Iowa et le New Hampshire sont des États qui sont à 94, 95 % blancs. Et puis, le mécanisme dans l'Iowa, avec le *caucus*, n'est pas représentatif de l'État lui-même. Il favorise les gens qui ont la capacité de passer trois ou quatre heures à voter. Beaucoup ne disposent pas de ce temps-là ; ce n'est donc vraiment pas un processus démocratique. »

Super Tuesday, *le triomphe*

Le 3 mars, Joe Biden attaque le *Super Tuesday*¹⁰ en pleine forme, revigoré.

Laminé en Caroline du Sud, Pete Buttigieg regagne l'Indiana et annonce, le 1^{er} mars, mettre fin à sa campagne. Le lendemain, Amy Klobuchar fait de même et appelle à voter Joe Biden. Pete Buttigieg lui déclare à son tour son soutien et s'affiche avec lui au Texas.

La voie est dégagée au centre. Confiant, Biden lance de Houston que « la plupart des Américains ne veulent pas de promesse de révolution, mais la garantie de résultats ». Une référence claire à la « révolution politique » promise par le sénateur Sanders. L'ancien vice-président, dont le programme reste flou, promet quant à lui de battre Trump. C'est donc avec optimisme que son équipe de campagne approche le grand jour. La Virginie donne le ton, dès le début de la soirée : les premiers résultats montrent qu'il est largement en tête. C'est un bon début puisqu'elle envoie quatre-vingt-dix-neuf délégués à la Convention. Plus tôt dans la journée, dans les bureaux de vote de cet État voisin de Washington D.C., on sentait que le vote utile allait dominer cette primaire. Dans un quartier populaire où habitent des personnes de toutes origines, à Arlington, de nombreux électeurs confient voter pour Joe Biden, par défaut. Ils déposent leur bulletin dans l'urne comme des automates, sans passion ni ferveur. Une Afro-Américaine, la cinquantaine, est venue voter de bonne heure, décidée à voir Donald Trump quitter la Maison-Blanche. Elle affirme n'être « fan » d'aucun candidat mais, selon elle, Joe Biden a le plus de chances de gagner face à Donald Trump. Une électrice d'origine asiatique vote elle aussi pour Biden, « car il a bon cœur », tandis que sa fille va voter pour Bernie Sanders. Les plus jeunes électeurs rencontrés dans cette école transformée en bureau de vote disent presque tous voter pour le candidat socialiste, en raison de son programme de justice sociale, favorable à l'assurance santé et soucieux du climat. Beaucoup d'autres affectionnent particulièrement le candidat socialiste mais ils craignent qu'il ne puisse gouverner. James, un électeur, confie : « J'ai voté pour Biden. J'aime beaucoup Bernie Sanders mais je pense qu'il va trop diviser le pays ; il va le cliver peut-être même autant que le président actuel. J'aimais bien Amy et Pete mais ils ont tous les deux apporté leur soutien à Joe Biden, donc il faut voter pour lui ! » Si

Buttigieg n'avait pas abandonné, il l'aurait choisi : « Ç'aurait pu être notre Macron ! » Beaucoup mettent en avant l'expérience de Joe Biden, comme Claudia, une jeune Hispanique venue accompagnée de sa mère et de sa fille : « Il a été à la Maison Blanche avec Obama, alors il sait comment ça marche, en coulisse, il a ça de plus par rapport à Bernie Sanders. » Elle est persuadée que Biden battra Trump. Un électeur qui a choisi de voter pour l'ancien maire de New York, Michael Bloomberg, décrit Joe Biden comme quelqu'un de « faux » : « Je pense qu'il affiche certaines positions seulement pour gagner. »

Les démocrates ont voté en masse ce jour-là pour un candidat qui les rassure avant tout face au fougueux et indomptable Donald Trump. C'est le choix de la prudence plutôt que celui de la révolution.

Megan Jensen¹¹, une Californienne qui a voté pour Elizabeth Warren, confie: « Ce qui m'a étonnée, c'est de voir le nombre de mes amis qui sont d'accord avec la plupart des idées de Bernie, mais se soucient de savoir s'il réussira à travailler avec ses opposants politiques et s'il pourra vraiment appliquer ses idées. Certains ont fini par voter pour Elizabeth Warren, car ils n'arrivaient pas à choisir entre Biden et Bernie. Plusieurs m'ont aussi dit: "J'aime vraiment Warren et elle serait un super-président, mais elle ne sera pas élue, donc je vote pour Biden." »

Une employée du Département d'État à Washington, qui a voté pour l'ancien vice-président, confie, sous couvert d'anonymat : « Il n'y a rien d'excitant chez Biden. Mais c'est le seul candidat démocrate pour lequel les républicains désenchantés, déçus par Trump, peuvent voter. Ils ne voteront pas pour un candidat qui s'identifie comme socia-liste et a fait son voyage de noces à Moscou ! »

Joe Biden finit par remporter dix États lors du *Super Tuesday*, dont le Texas qu'espérait remporter le sénateur du Vermont grâce à l'électorat hispanique qui lui est très favorable. Le succès de l'ancien vice-président est bien plus important que ce qu'attendaient les observateurs. Il crée la surprise dans des États comme le Massachusetts et le Minnesota. Bernie Sanders est freiné dans son élan.

L'ancien sénateur du Delaware, donné perdant quinze jours plus tôt, semble désormais impossible à arrêter.

Tony Blinken* revient sur ce moment historique dans une élection américaine : « C'est du jamais-vu ! Il a fallu gravir à nouveau une montagne et convaincre les gens d'être patients. Certains se disaient qu'il

était impossible de remonter la pente. Évidemment, si en Caroline du Sud cela ne s'était pas passé comme nous le pensions, Joe Biden aurait été prêt à revoir ses calculs. Mais il était assez confiant et pensait pouvoir être remis dans le jeu. En revanche, lui-même a été surpris par la rapidité de ce qui s'est passé après¹². » C'est la victoire du candidat qui promet un retour à la « normale ». Beaucoup le trouvent trop vieux, trop gaffeur, trop « plastique ». Mais l'ancien élu lifté rassure à cause de ses années d'expérience dans deux hauts lieux du pouvoir : le Congrès et la Maison-Blanche.

Selon Luis Navarro*, il fait en quelque sorte partie de la « culture populaire ». Les Américains savent à quoi s'attendre avec lui, il a une renommée bien établie : « Il ne prend pas toujours des pincettes pour s'exprimer, mais les gens le connaissent. Et, vu celui qui occupe la Maison-Blanche, les électeurs veulent quelqu'un sur qui pouvoir compter plutôt que de prendre un risque avec un candidat plus progressiste. »

C'est donc Joe Biden qui mène désormais la course des primaires, lui dont la campagne commençait à souffrir sur le plan des finances. Bernie Sanders récolte quelque 46,5 millions de dollars rien que pour le mois de février. Joe Biden reçoit 17 millions de dollars pour le même mois. Mais pendant les vingt-quatre heures suivant sa victoire en Caroline du Sud, il empoche 5 millions de dollars en ligne. Rassurés, les donateurs ressortent leurs chéquiers. Cette résurrection improbable, c'est l'histoire de sa vie. Et les Américains sont friands de ces traversées du désert : ils aiment voir des hommes K.-O. se relever.

1. Accolade, fait de prendre quelqu'un dans ses bras : c'est la manière dont se saluent souvent les Américains.

2. Entretien avec l'auteure le 18 mai 2020.

3. Entretien avec l'auteure le 17 avril 2019.

4. *Diner* : restaurant qui sert des plats typiques américains, dans une ambiance décontractée.

5. Katie GLUECK, Jonathan MARTIN, Thomas KAPLAN, "What Went Wrong for Joe Biden in Iowa", *New York Times*, 5 février 2020.

6. Entretien avec l'auteure le 20 avril 2020.

7. Entretien avec l'auteure le 1^{er} mai 2020.

8. Entretien avec l'auteure le 15 juillet 2020.

9. Entretien avec l'auteure le 10 avril 2020.

10. Le *Super Tuesday* désigne un mardi du début du mois de mars de l'année d'élection présidentielle où un grand nombre d'États votent simultanément lors de primaires. Le 3 mars 2020, 14 États ont voté.

11. Entretien avec l'auteure le 6 mars 2020.

12. Entretien avec l'auteure le 1^{er} mai 2020.

II

« Middle-class Joe »

Scranton

Même si Joe Biden a quitté Scranton il y a plus de soixante ans, il s'en est toujours servi comme d'un argument de campagne. « Le gosse de Scranton » est un slogan de l'équipe Biden. Dans un spot de campagne, on voit des images de la ville où il a grandi, située en plein cœur de la Pennsylvanie, l'un des principaux États industriels et miniers du pays.

Sur des photos en noir et blanc, le jeune Joe Biden, au sourire malicieux, est dans les bras de son père ou aux côtés de ses frères et sœur. Sur l'une d'elles, il pose fièrement dans son jardin avec une batte de baseball presque aussi grande que lui. Ce sont les images d'un gosse issu de la classe moyenne, qui a grandi dans un environnement modeste et aimant.

« Joe n'a jamais oublié d'où il vient », dit la voix off, qui est celle de sa sœur, Valerie.

C'est de là, assure Joe Biden, que viennent ses valeurs. Il dit avoir appris à Scranton le patriotisme, l'amitié et la foi. Son histoire, c'est celle d'un rêve américain.

Joseph Robinette Biden Jr. est né à Scranton le 20 novembre 1942. C'est le premier enfant de Joseph R. Biden Sr. et de son épouse Catherine Eugenia Biden (née Finnegan). Son grand-père paternel était originaire de la ville de Baltimore et sa grand-mère paternelle, Mary Elizabeth Biden (née Robinette), descendait de huguenots français qui avaient émigré en Angleterre puis dans le Maryland et en Virginie de l'Ouest. Son grand-père maternel, Ambrose Finnegan, était un descendant d'immigré irlandais. Né à

Scranton, il s'est marié avec Geraldine Blewitt, la fille d'un sénateur de Pennsylvanie. Ce fut le seul homme politique de la famille avant Joe Biden.

Joseph Biden grandit dans une famille soudée, entouré de ses deux frères cadets, Jim et Frank et de sa petite sœur, Valerie. La fratrie partagera les succès et les chagrins du frère aîné dans les années à venir. Valerie, un « garçon manqué », passe ses journées avec Joe et ses amis. Elle devient vite la meilleure amie et la confidente de son grand frère, et le restera.

Le dimanche, toute la famille va à la messe. Ensuite, les hommes se retrouvent dans la cuisine pour discuter sport et politique, deux disciplines qui ont très tôt attisé la curiosité du petit Joe. Il décrit souvent son père comme l'une des personnes qui l'ont le plus influencé. À sa naissance, Biden Sr. et son riche frère possèdent une entreprise familiale d'armurerie, « Sheen Armor Company ». Pendant la Seconde Guerre mondiale, elle croule sous les commandes ; les frères Biden roulent en décapotable. Dans les années 1940, la charmante petite ville de Scranton, entourée par les montagnes Allegheny, est surtout habitée par des Américains aux origines irlandaises, italiennes et polonaises.

C'est au côté irlandais que la famille Biden s'identifie le plus. L'ancien vice-président met d'ailleurs tellement cet héritage en avant que son nom de code pour les services secrets, lorsqu'il est à la Maison-Blanche, est « Celtic ». Il est aussi connu pour son *Irish temper* : il perd vite patience. Gare à ceux qui osent le provoquer !

La Pennsylvanie est aujourd'hui un État clé dans l'élection présidentielle américaine. L'*establishment* du parti démocrate compte sur Joe Biden pour remporter cet État qui a voté pour le candidat démocrate à chaque élection depuis 1992, jusqu'à la victoire saisissante de Donald Trump en 2016.

Joe Biden pense pouvoir y séduire les électeurs en mettant en avant son côté « classe moyenne ». Il s'est appuyé pendant toute sa carrière sur ses origines modestes pour se montrer proche du peuple. Par exemple, il aime répéter qu'on le surnomme « Middle-Class Joe », « Joe classe-moyenne », sauf que c'est lui qui s'est donné ce surnom et qui l'emploie à longueur de discours. En octobre 2018, dans le Kentucky, quelques mois avant de déclarer sa candidature à l'élection présidentielle, il lance : « Je sais qu'on m'appelle "Middle-Class Joe". Ce n'est pas censé être un compliment. Cela veut dire que je ne suis pas très raffiné. Mais je sais ce qui fait de ce pays ce qu'il est : des gens ordinaires qui font des choses extraordinaires. »

En 2015, lors d'un discours dans l'Iowa, il affirme, à propos de son surnom : « À Washington, ce n'est pas un compliment. Si je fais partie de la classe moyenne, alors je ne suis pas quelqu'un de distingué. Mais je sais une chose : c'est la classe moyenne qui a construit ce pays. »

Parfois, il change un peu de version, avec une touche d'humour, comme cette fois, dans le New Hampshire, en 2012, lorsqu'il faisait campagne pour la réélection de Barack Obama : « Je ne vis plus de la même façon que j'ai grandi. J'ai une très belle maison et vous me payez bien. Mais je n'oublie pas, je n'oublie pas. »

Il utilise aussi souvent un langage familier, populaire. Il emploie régulièrement, dans ses discours, le terme *folks*, qui signifie « les amis, les gars ».

Charlie, Tommy et Larry, ses amis d'enfance de Scranton, le décrivent comme un jeune homme amusant, fédérateur, un « leader » qui aime prendre des risques. Ils ont fait les quatre cents coups ensemble, comme la fois où Joe Biden, alors âgé de 8 ou 9 ans, a accepté un pari. Il s'est jeté sous un énorme camion-benne (qui avançait très lentement) et est ressorti de l'autre côté, indemne.

C'était un peu le Tom Sawyer du coin. Des décennies plus tard, les trois compères ont continué à être invités aux événements familiaux et politiques de la famille Biden. Ils étaient tous présents lors de son investiture à la vice-présidence.

Joe Biden aime s'entourer, encore aujourd'hui, de sa famille et de ses amis d'enfance.

Comme de nombreux enfants catholiques irlandais à l'époque, Biden, qui met régulièrement sa foi en avant, a pensé à la prêtrise. Un jour, à l'âge de 12 ans, rentré de l'école après qu'un père trappiste leur ait rendu visite, il a parlé de cette vocation à sa mère. Elle a tenté de le décou-rager : « Si tu en as encore envie quand tu seras plus âgé, alors pourquoi pas ? Mais tu es bien trop jeune pour prendre une telle décision. »

Le bégaiement

« Jean » Biden, sa mère, ne supportait pas la méchanceté, raconte le candidat dans son autobiographie, *Promises to Keep*. Elle a, par exemple, dit à Jim, le petit frère, d'aller « casser le nez » d'un enfant qui s'en prenait

à de plus petits que lui et lui a donné 1 dollar, une fois sa mission accomplie.

Si elle a transmis au jeune Joe des valeurs catholiques, elle lui a aussi appris à ne pas se laisser faire.

Enfant, l'ancien vice-président souffrait de bégaiement. Un jour, à l'école Saint-Paul, Sœur Eunice se moque du petit Biden qui a du mal à prononcer son nom de famille.

Elle répète en bégayant : « Mr Bu-bu-bu-Biden ! » Joe, humilié, en colère, part en courant de la classe.

Furieuse de le voir rentrer si tôt, sa mère lui demande des explications et, lorsqu'elle apprend ce qui s'est passé, celle qu'il décrit comme « timide, très respectueuse de l'Église », débarque *illico presto* à l'école. Elle s'avance d'un pas déterminé vers la religieuse et l'avertit : « Si vous reparlez de cette manière à mon fils, je reviendrai vous arracher ce fichu de votre tête. Vous me comprenez¹ ? » Joe Biden décrit la « rage » et la « honte » qu'il a ressenties jusqu'au lycée à cause de son handicap. Il dit même : « Je craignais que le bégaiement soit mon épitaphe. Et, certains jours, je me demandais comment j'allais pouvoir le surmonter. » Un oncle dont il était très proche bégayait lui aussi, bien plus que Biden enfant. Il était surnommé « l'oncle Boo-Boo », car il n'arrivait pas à dire son nom correctement. En grandissant, le petit Joe était terrifié à l'idée de finir comme lui, pourtant le seul membre de sa famille à être allé à l'université. Il écrit dans ses *Mémoires* qu'« Oncle Boo-Boo a souffert d'un bégaiement terrible toute sa vie et il s'en est servi comme d'une béquille, une excuse pour tout ce qu'il n'a pas réalisé dans son existence. Il ne s'est jamais marié, n'a jamais eu d'enfant, et n'a jamais eu sa propre maison. Il avait beaucoup de talent mais il l'a gâché. » Cet oncle, ridiculisé toute sa vie, est devenu alcoolique.

Joe Biden, quant à lui, ne boit pas, traumatisé par cette histoire familiale. Sa petite sœur, Valerie, assure elle aussi que son bégaiement a été formateur : « Il savait ce que c'était d'être différent et d'être la cible de moqueries². »

Déterminé à combattre ce bégaiement, il récite tous les soirs devant le miroir des passages des livres du poète américain Ralph Waldo Emerson et de l'Irlandais William Butler Yeats. Même épuisé, découragé, il n'abandonne pas. À force de persévérance, il réussit à surmonter son handicap. Cela se passe au lycée, dans le Delaware. Lors de la cérémonie de remise des diplômes, en 1961, il doit monter sur scène pour accueillir

l'assemblée : des centaines d'élèves et leurs parents. Les mots lui viennent facilement, les phrases s'enchaînent sans anicroche, il ne bégaie plus : « C'était la confirmation que ce bégaiement ne me retien-drait plus », se réjouit-il.

Toutefois, il admet ne jamais s'en être vraiment débarrassé : « C'est toujours en moi, comme le rappel que chacun traîne ses valises derrière lui³. » Mais Biden fait de ce handicap une force : « Vaincre mon bégaiement m'a enseigné l'une des leçons les plus importantes de ma vie : lorsque l'on se fixe un but, il n'y a rien que l'on ne puisse pas faire. »

Et il s'en sert de plus en plus en campagne. Le 19 décembre 2019, lors du débat télévisé entre les candidats démocrates à Los Angeles, il imite volontairement un enfant qui bégaie. Une façon d'amener la conversation sur un handicap qui a tourmenté sa jeunesse : « Ma femme et moi avons une liste de vingt à cent personnes que nous appelons au moins une fois par semaine ou par mois pour les épauler, leur dire : "On est là." Je leur ai donné mon numéro de téléphone personnel ; elles restent ainsi en contact avec moi. Parmi elles, il y a un jeune garçon qui me dit : "Jjjjjjjj' arrive pas à parler. Qqqqqqu'est-ce que je peux faire ?" »

Mais cela n'a pas été forcément compris. Certains ont qualifié la façon dont Joe Biden a abordé le bégaiement de maladroite ; d'autres, ignorant son histoire, se sont moqués de lui. C'est le cas de l'ancienne porte-parole de la Maison-Blanche, Sarah Sanders, qui s'est empressée de twitter : « Jjjjjjjjjjjjjjjjjjjje n'ai vraiment aucune idée de ce que raconte Biden. » Tout comme son patron Donald Trump, la fille du gouverneur républicain Mike Huckabee ne fait pas dans la dentelle. Sa réaction a suscité beaucoup d'indignation sur la Toile et, chose rare dans cette administration, la malheu-reuse a dû faire son *mea culpa* : « J'aurais dû exprimer mon opinion de façon respectueuse. » Elle a également effacé le tweet controversé. Joe Biden lui a répondu sur Twitter : « J'ai travaillé toute ma vie pour combattre le bégaiement. Et je suis fier d'être un modèle pour les enfants qui passent par là. Cela s'appelle "l'empathie". »

Wilmington

À Wilmington, on trouve la gare Biden, la piscine Biden et quelques-uns de ses restaurants favoris.

Tout le monde, ou presque, a une histoire à raconter sur Joe, l'enfant du pays.

Larry Lambert⁴, 40 ans, roule fièrement au volant de sa Cadillac noire. Cet Afro-Américain au visage rond et sympathique doit beaucoup à l'ancien sénateur. Il vient du même quartier de la classe moyenne que Biden, Claymont. Il le rencontre en 1997 dans un club destiné à la jeunesse, le Boys and Girls Club. Il se rappelle un homme « chaleureux, empathique » engagé auprès des jeunes : « C'était mon héros. » Issu d'un milieu populaire, le jeune homme grandit en multipliant les activités bénévoles au sein de sa commu-nauté. Le sénateur Biden le reçoit alors au Congrès pour lui remettre un prix. Quelques années plus tard, Larry Lambert, dont la mère et le grand frère sont décédés lorsqu'il était enfant, perd aussi son père. Responsable de sa petite sœur, il se demande comment finir ses études à l'université, alors qu'il n'a pratiquement plus aucune ressource. Désespéré, il écrit à Joe Biden. L' élu envoie *illico* une lettre à la direction de l'Université Temple de Philadelphie et les deux dernières années de Lambert lui sont offertes. Aujourd'hui, il est candidat démocrate aux élections législatives du Delaware. « Je lui dois beaucoup », confie le jeune politicien, qui votera en 2020 pour son mentor.

Lorsque l'ancien élu passe en ville, il s'arrête souvent prendre un *cheesesteak*, ces gigantesques sandwiches au bœuf, dégoulinants de fromage. Il assure que ceux du « Claymont Steak Shop » sont bien meilleurs que les légendaires *cheesesteaks* de Philadelphie. Son lycée était situé juste en face de l'enseigne ouverte en 1966 et, aujourd'hui, Biden se fait un plaisir d'y retourner, comme au bon vieux temps. Demi Kollias* est la patronne des lieux depuis quinze ans. La dernière fois qu'elle l'a vu, c'était en mars 2020. Elle montre fièrement les photos affichées sur les murs de la sandwicherie où on la voit au côté de Joe Biden. Le candidat pose également tout sourire dans les cuisines. « À un moment, il venait presque toutes les semaines ici. Je l'ai rencontré plusieurs fois. Il est très sympa, très poli, très attentionné. Il venait beaucoup avec sa femme et leur fille. Sa femme est réservée. Parfois, il commandait même des sandwiches à faire livrer quand il regardait les matchs de football chez lui, avec des amis. Il soutient beaucoup les petites entreprises locales. Et puis, je crois qu'il est très bon en politique étrangère⁵. » Attablés à côté, un couple et leur jeune

fils dégustent la spécialité locale. Duron Anderson, le père, un Afro-Américain, explique pourquoi il votera pour le candidat démocrate : « Trump, c'est un militant. Avec lui, c'est ça ou rien. Il crée tellement de chaos, c'est fatigant. Ce serait plus calme avec Biden. »

Joe Biden ne déclenche pas un enthousiasme fou, même dans sa ville, mais pour beaucoup, c'est une valeur sûre.

Une fois que l'on a fini de jouer à « Où est Charlie » à Wilmington et repéré les lieux qui rendent hommage au vice-président, on n'a pas très envie de s'attarder dans cette ville de quelque 71 000 habitants. Les rues y sont tristes ; de nombreux quartiers sont déprimants. Plusieurs usines ont fermé dans les années 2000, comme Chrysler en 2008 et General Motors peu de temps après. Beaucoup d'habitants ont perdu leur travail et la violence a explosé. En 2012, c'est la troisième ville la plus violente du pays, en comparaison avec près de cinq cents villes de la même taille.

Mais lorsque la famille Biden y déménage en 1953, l'économie est florissante. À l'époque, la société de chimie Dupont, fondée par un immigré français fuyant la Terreur, Éleuthère Irénée du Pont de Nemours, emploie une grande partie de la population.

Les Biden sont poussés à quitter Scranton car, après la Seconde Guerre mondiale, le business d'armurerie des frères s'écroule. Joseph Sr. tente de rebondir en ouvrant un magasin de meubles avec un ami, mais ce dernier s'en va avec la caisse. La ville de Pennsylvanie est touchée par la crise économique et le père de Joe Biden va de petits boulots en petits boulots. Le train de vie de la famille, qui fut un temps extravagant, grâce aux investissements de l'oncle Bill Sheen, en prend un coup. Les Biden emménagent donc à contrecœur dans le Delaware, où le père de Joe Biden trouve un emploi stable. Il nettoie les chaudières d'une entreprise de climatisation. Il deviendra plus tard un vendeur de voitures d'occasion réputé. Joe Biden dit de lui que « c'était le plus élégant, le plus soigné des vendeurs de voitures que le Delaware ait jamais vu ».

Joe mène la vie tranquille d'un lycéen américain. Son quotidien ressemble à celui que l'on voit dans les séries télévisées : il joue au baseball, au basketball, au football ; il est « populaire » et a une jolie petite amie, Maureen Masterson. Il se démarque de ses amis blancs par son inquiétude au sujet de la difficile déségrégation dans l'État. Dans l'un des *diner* qu'il fréquente régulièrement avec son équipe de football, les Noirs ne sont pas admis. Le seul Afro-Américain de son école fait partie de

l'équipe et, selon le biographe de Joe Biden, Jules Witcover, le jeune Joe aurait poussé tous ses camarades à quitter le restaurant après que le propriétaire eut refusé que l'écolier noir y dîne. Il lui avait proposé de commander son repas et d'aller le manger dans sa voiture.

Joe Biden rejoint rarement les cortèges de manifesta-tions. Il n'est pas un adepte de la désobéissance civile mais, très tôt, il fait de l'égalité raciale un combat.

Il ne cache pas ses ambitions. Son ami Dave Walsh se rappelle qu'il « devait avoir 17 ans, on était dans mon jardin et mon père lui a demandé: “Joe, que veux-tu faire ?” Il lui a répondu : “Mr. Walsh, je veux être président des États-Unis”⁶. »

1. Jules WITCOVER, Joe BIDEN, *A Life of Trial and Redemption*, William Morrow, 2010.

2. Jules WITCOVER, Joe Biden, *op. cit.*

3. Joe BIDEN, *Promises to Keep*, Random House, 2008.

4. Interview avec l'auteure le 24 juin 2020.

5. Interview avec l'auteure le 24 juin 2020.

6. Jules WITCOVER, Joe Biden, *op. cit.*

III

Joe et Neilia, l'ascension en politique

Quand Joe rencontre Neilia

Leur rencontre a des airs de comédie romantique améri-caine. Cela se passe sur une plage des Bahamas. Le *golden boy* au large sourire repère la jolie blonde sur son transat. C'est le coup de foudre.

Le lycéen du Delaware avait décidé de passer le *Spring break* en Floride, lieu très prisé pour ces fameuses vacances de printemps, souvent sources de nombreux excès pour les étudiants américains. Mais le jeune Joe, qui est accompagné de deux amis, ne boit pas et s'ennuie vite sur les plages de Fort Lauderdale. Il plante le décor, dans ses *Mémoires*¹ : « C'étaient les mêmes gens qu'à l'université, mais à moitié dénudés et très alcoolisés » et « il y a environ dix mille gars pour une fille ». Découragés, les compères retrouvent le sourire lorsqu'ils tombent sur cette publicité : « Aller-retour à Nassau pour 25 dollars. » Nul doute, on est bien dans les années 1970... Ils débarquent donc à Paradise Island. C'est le premier vol en avion de Joe Biden. Les trois camarades se font des amis à l'aéroport qui leur offrent de « squatter » dans leur appartement. À leur arrivée, ils repèrent la plage d'un hôtel très chic. Ils chipent des serviettes de bain à des résidents qui les ont suspendues sur la clôture et se promènent, ni vus ni connus, dans l'établissement. « On avait repéré deux filles assises sur des chaises longues au bord de la piscine, près de la plage. Une brune et une blonde. "Je prends la blonde !" ai-je lancé. "Non !" a dit mon ami. "Elle est pour moi !" »

Les deux amis décident de tirer à pile ou face, mais le jeune Joe n'attend pas de voir de quel côté la pièce tombe et fonce vers la blonde. Son ami se

rabat donc sur la brune : « Elle était très séduisante et portait un maillot de bain en imprimé léopard ; il ne semblait pas trop déçu. » Neilia aussi semble avoir repéré le jeune homme. Un ami de Joe se présente tout d'abord : « Salut, je m'appelle Mike ! », ce à quoi elle répond : « Tu me fais de l'ombre, Mike. » Puis Joe se présente : « Salut, je m'appelle Joe ! » « Salut Joe. Je m'appelle Neilia Hunter. »

Joe Biden se rappelle « son magnifique sourire et ses beaux yeux verts² ». Neilia a un autre *date*, un « rendez-vous galant » avec un jeune homme, John, prévu ce soir-là mais, alors qu'il descend de son yacht à la rencontre de la jeune fille désormais bien entourée, elle lui lance : « Je suis désolée John, mais Joe et moi allons dîner ce soir. » C'était une excuse pour se débarrasser de ce camarade de fac un peu trop collant. Fou de joie, le jeune étudiant du Delaware propose effectivement à la jeune fille de New York de l'emmener dîner. Il n'a plus que 17 dollars en poche et suggère donc d'aller manger un hamburger. Mais l'addition est de 20 dollars. Neilia, qui a probablement lu la panique sur son visage au moment de payer, lui glisse discrètement de l'argent sous la table.

C'est le début d'une longue histoire d'amour entre le *kid* de la classe moyenne blanche, catholique, et la jeune fille de bonne famille, protestante.

Joe Biden est convaincu, dès leur première soirée, que Neilia Hunter est la femme de sa vie. Il leur reste quatre jours de vacances et les deux tourtereaux se voient tous les jours. Avant leur départ de l'île paradisiaque, Joe lui lance : « Tu sais qu'on va se marier ? » Neilia le regarde droit dans les yeux et souffle : « Je pense, oui... »

Lorsqu'il rentre chez lui, le jeune homme s'empresse d'aller trouver sa sœur, qu'il surnomme « Val », et s'exclame, fou de joie : « J'ai rencontré la femme avec qui je vais me marier ! »

Le week-end d'après, il emprunte la voiture de son père, concessionnaire, et roule jusqu'à Skaneateles, dans l'État de New York, pour voir sa petite amie.

Il se rend alors compte combien la famille de Neilia est plus fortunée que la sienne. Son père possède plusieurs restaurants ; leur maison est immense et ils ont un bateau pour naviguer sur le lac voisin.

Joe y retourne pratiquement tous les week-ends. Mais les parents de Neilia, membres de l'Église presbytérienne, ne voient pas d'un bon œil que leur fille fréquente un catho-lique, même s'ils l'apprécient. Un soir, Neilia lui annonce, sur le pas de sa porte, que son père ne veut plus qu'elle le voie.

« J'ai cru que j'allais mourir, là, sous son porche. » Mais, devant l'entêtement de sa fille, M. Hunter cède.

Joe Biden, un sportif plein d'avenir, quitte même l'équipe de football très prisée de son université pour éviter d'être pris tous les week-ends par les entraînements. Il préfère aller voir sa douce et assurer sa carrière. Son objectif est de devenir avocat, puis de se lancer en politique.

En 1965, Joe Biden est accepté à l'école de droit de l'Université de Syracuse, tout près de chez Neilia. La première année, il fait le strict minimum. L'un de ses camarades l'accuse de plagiat. Selon Joe Biden, c'était une faute d'inattention, car il avait encore une fois bâclé un papier, sans citer comme il le fallait ses sources. Il est convoqué par ses professeurs qui concluent qu'il n'a pas volontairement triché, mais il devra repasser cette option l'année suivante.

Après sa première année de droit, Joe Biden épouse Neilia Hunter à Skaneateles, dans la grande maison de sa belle-famille, au bord du lac. La jeune femme accepte d'être mariée par un prêtre catholique, pour le plus grand bonheur de Joe Biden, et au grand dam des Hunter. L'ancien vice-président admet, dans ses *Mémoires*, qu'il n'a jamais vu « un homme entrer dans une église aussi mal à l'aise que M. Hunter ». Les jeunes mariés déménagent alors à Wilmington, dans le Delaware. En cadeau de mariage, le père de Joe Biden lui offre une Corvette. Le couple emmène parfois les enfants du voisinage faire un tour en voiture et manger une glace. Jane, l'une de ces anciennes jeunes voisines, se rappelle : « C'était un moment tellement génial, et pas seulement en raison de la glace et du tour en Corvette. Aussi parce que, pour des jeunes qui avaient la vingtaine, ils étaient extrêmement généreux de leur temps et de leur argent. Ils n'étaient pas du tout égoïstes comme beaucoup à cet âge-là³. » Ils adoptent un chien et l'appellent « Sénateur ».

Le virus de la politique

Quelques jours après l'assassinat de Martin Luther King, le 4 avril 1968, des troubles éclatent à Wilmington.

La Garde nationale l'occupe pendant neuf mois : c'est la plus longue occupation d'une ville américaine par des forces armées depuis la guerre

civile. Joe Biden estime que cette opération militaire correspond à une réaction excessive. Mais il n'est pas aux premiers rangs des manifestations du mouvement des droits civiques.

C'est à travers son métier d'avocat qu'il espère affirmer son engagement pour davantage de justice sociale et d'égalité. Dans ses *Mémoires*, il explique qu'en feuilletant des biographies à la bibliothèque de son université, il arrive à la conclusion que ceux qui réussissent à Washington sont soit issus de familles riches et bien introduites, soit avocats. C'est ce qui l'a poussé à faire des études de droit.

Il commence à travailler pour le cabinet Prickett, Ward, Burt & Sanders. Mais il se rend rapidement compte que défendre de grandes entreprises ne répond pas à sa vocation. Démocrate, issu de la classe moyenne, il se sent mal à l'aise dans cet exercice, d'autant plus que la ville est encore très marquée par les tensions raciales. Une cause qui l'anime davantage.

Il souhaite défendre les personnes que le système fragilise. Il finit donc par quitter son travail et frappe à la porte d'un cabinet d'avocats commis d'office. Quatre-vingt-dix pour cent de ses clients sont Afro-Américains, issus des quartiers est de Wilmington.

« Je ne pensais pas pouvoir changer le monde en 1968, mais je pensais pouvoir y apporter ma modeste contribution⁴. »

Joe Biden est plein de bonne volonté, sans briller dans ses plaidoiries. Errol « Mad Dog » Larkin, 73 ans, l'un de ses anciens clients, a passé cinq ans derrière les barreaux, pour vol. Il confie à propos de Biden : « C'était un mec sympa, mais il n'arrivait pas à convaincre les juges ! La prison était remplie de gens qui l'avaient eu comme avocat⁵. »

Joe Biden, au départ enregistré comme électeur indépendant, devient démocrate, encouragé par son nouveau patron, Sidney Balick, une figure locale du parti.

À 27 ans, il est approché par la section du Delaware pour se présenter au conseil régional, dans une circonscription largement acquise aux républicains. Il en parle à Neilia et elle l'encourage, car elle est elle-même intéressée par la politique. Il embauche Valerie pour diriger sa campagne. C'est la première d'une longue série de collaborations entre le frère et la sœur.

Méthodique, déterminée, Valerie Biden se plonge dans la campagne corps et âme, et transforme le sous-sol de la maison familiale en Q.G. Elle embauche des « capitaines » pour chaque quartier, se procure des

informations sur les habitudes électorales des habitants aux dernières élections. Les deux jeunes frères, Jimmy et Frank, s'occupent quant à eux de recruter une armée de jeunes bénévoles et Joe Biden fait du porte-à-porte dans des quartiers de la classe moyenne qui votent généralement pour les conservateurs. « Je savais comment leur parler. Ils voulaient avant tout un gouvernement qui agisse et une politique d'austérité. »

En 1970, Joe Biden remporte l'élection, alors que le parti démocrate enregistre de nombreuses défaites dans l'État.

Encouragé par cette victoire, le jeune homme commence à lorgner vers Washington.

Entre-temps, le 3 février 1969, le premier enfant du couple naît, Joseph Robinette Biden III, dit « Beau ».

Neilia, dynamique et enthousiaste, propose à son mari d'organiser des dîners dans la maison de ses parents, tous les dimanches. La mère et la sœur de Joe Biden l'aident en cuisine et le jeune politicien invite ses amis du parti à partager un repas et discuter politique. Un soir, ces derniers lui demandent de les aider à recruter un bon candidat pour l'élection sénatoriale de 1972. Ils approchent un ancien gouverneur, un juge, des chefs d'entreprise... Tous refusent. Il faut dire que le candidat républicain, James Caleb Boggs, ancien gouverneur, sénateur, est jugé imbattable. Il n'a pas perdu une élection depuis 1946.

Et puis, un jour d'été 1971, dans l'un de ces motels glauques que l'on trouve sur les bords des routes américaines, le *Hub Motel*, à Dover, ses amis du Parti démocrate lui font une offre. Ils sont réunis dans cette ville du Delaware pour leur convention annuelle. Henry Topel et Bert Carvel le font asseoir sur le lit miteux et, devant leur mine sérieuse, Joe Biden s'inquiète. « Nous pensons que tu devrais être le candidat. »

La première réaction de Joe Biden est de dire qu'il est trop jeune. En effet, l'élection a lieu en novembre 1972, et il aura 30 ans⁶ à la fin de ce mois-là, tout juste à temps pour être investi en janvier 1973. Mais il n'aura pas l'âge légal pour être sénateur pendant la campagne.

Même s'il a d'autres projets à l'époque, comme créer son cabinet d'avocats et retaper leur maison, suite à cette discussion au Hub, il pense sans cesse à l'élection. Neilia aurait préféré qu'il continue de pratiquer le droit ; elle rêvait qu'il devienne juge de la Cour suprême. Mais Joe Biden n'a aucune envie d'être juge : il a en tête la Maison-Blanche depuis son adolescence.

Et, malgré la popularité de son adversaire, soutenu par le président de l'époque Richard Nixon, Joe Biden, déjà très sûr de lui, est persuadé qu'il peut gagner.

La campagne pour le Sénat, une affaire de famille

Un an et demi avant l'élection, la famille Biden s'active et dédie une grosse partie de son temps à la campagne. Joe, Neilia, Valerie et la mère du candidat organisent des centaines de « cafés » dans tout l'État. La sœur cadette est chargée d'identifier les quartiers, d'inviter au moins quarante femmes ; la famille apporte *donuts* et café. Une fois les électrices bien installées, Joe Biden se lance dans ses discours. De quoi se faire rapidement connaître dans tout le Delaware. Les trois enfants du couple, Beau, Robert Hunter, né le 4 février 1970, et leur petite dernière, Naomi, née le 8 novembre 1971, font souvent partie du voyage.

Neilia, qui a un sens de la politique bien aiguisé, le conduit de meeting en meeting. Il s'arrête à tous les feux rouges pour serrer la main des automobilistes derrière lui, puis se dépêche de retourner dans sa voiture au côté de sa femme.

Son frère Jimmy est chargé de collecter des fonds pour la campagne.

Avec Neilia, ils organisent des dîners avec des experts et des professeurs pour débattre des sujets du moment et renforcer les connaissances du jeune candidat : la guerre au Vietnam, les droits civiques, les droits des femmes... Ils ne font aucune impasse. Biden juge que la guerre au Vietnam est « stupide », que c'est une « énorme perte de temps, d'argent et de vies ».

Le sénateur Boggs, républicain loyal à Richard Nixon, n'ose attaquer le président sur cette guerre de plus en plus impopulaire dans les deux camps. Joe Biden a donc un boulevard pour se positionner comme le candidat anti-Vietnam. De nombreux jeunes, séduits par ses positions, décident de se porter volontaires pour sa campagne.

Lors de la convention démocrate, en juin 1972, le candidat déclare : « Ne nous parlez pas de génération de la paix lorsque tous les jours des centaines d'avions traversent le ciel d'Indochine, que d'innombrables femmes, enfants, vieillards fuient, leur chair brûlée par le napalm. Pendant ce temps, l'âme de l'Amérique est tourmentée et une génération

d'Américains associe la “politique étrangère” au seul décompte des corps et aux décombres qui remplacent de paisibles hameaux⁷. »

Le jeune homme commence à se faire remarquer par les journalistes politiques de l'État, mais la plupart des observateurs pensent qu'il lui sera très difficile de battre son redoutable adversaire. Même ses amis les plus proches doutent fort de sa victoire. Ted Kaufman, l'un de ses conseillers, très proche de lui, l'avertit : « Je dois être honnête avec toi: je crois que tu n'as aucune chance de gagner⁸. » Trois mois avant l'élection, un sondage le montre avec 20 points de retard sur son rival.

Mais les républicains s'inquiètent. Ils observent la lente ascension de Joe Biden dans les sondages et l'accusent de vouloir utiliser le Sénat comme un tremplin vers la Maison-Blanche.

Une semaine avant l'élection, ses adversaires achètent de l'espace publicitaire dans un journal pour publier une publicité anti-Biden : on y voit une photo de la Lune avec cette légende : « La seule chose que Joe Biden ne vous a pas promise. » Mais le journal se met en grève au même moment et la publicité n'est jamais publiée.

Sénateur

À quelques jours de l'élection, les parents de Neilia, républicains, viennent aider à faire campagne. Le jour J, Joe Biden prend une suite à l'hôtel Du Pont, du nom de la célèbre famille du Delaware d'origine française. Très vite, les résultats le montrent en tête. Il a de bons scores, notamment dans les quartiers républicains où lui et sa femme ont passé des heures à frapper aux portes, vantant les mérites de son programme et rassurant les habitants quant à son jeune âge.

Les résultats tombent: Joe Biden obtient 115 528 votes face au vétéran de la politique, sénateur de longue date, qui en obtient 112 542.

Boggs concède la victoire : « Belle campagne, Joe ! »

Ce dernier lui répond, abasourdi et un peu gêné : « Je suis désolé, sénateur. »

Le 7 novembre 1972, à 29 ans, Joe Biden remporte la victoire face à un vieux dinosaure de la politique et devient le plus jeune sénateur de l'histoire récente du pays.

Quand il raccroche, un silence de plomb s'abat dans la chambre d'hôtel. Les Biden et leurs proches sont interloqués. « Je crois que nous étions tous un peu choqués⁹ », se rappelle Joe Biden. « Tout cela semblait irréel. » Le père de Neilia brise le silence : « Eh bien Joe, si ma fille doit être mariée à un démocrate, autant qu'il soit sénateur des États-Unis ! »

Le politologue Larry Sabato* se remémore ce moment historique : « Je me souviens encore de la soirée où Joe Biden a été élu au Sénat. Les gens étaient stupéfaits qu'un jeune de 29 ans ait réussi à battre un sénateur républicain sortant, bien implanté et soutenu par Nixon. C'était vraiment un exploit¹⁰. »

Son père abandonne alors son travail de vendeur de voitures d'occasion pour se lancer dans l'immobilier. Il ne veut pas, dit-il, qu'un sénateur ait un père concessionnaire.

-
1. Joe BIDEN, *Promises to Keep*, *op. cit.*
 2. Joe BIDEN, *Promises to Keep*, *op. cit.*
 3. Jules WITCOVER, Joe Biden, *op. cit.*
 4. Joe BIDEN, *Promises to Keep*, *op. cit.*
 5. Robert SAMUELS, “What a Lifeguarding Job on the Black Side of Wilmington Taught Joe Biden about Race”, *Washington Post*, 12 juillet 2019.
 6. 30 ans est l'âge légal selon la Constitution des États-Unis pour devenir sénateur.
 7. Joe BIDEN, *Promises to Keep*, *op. cit.*
 8. Brian NAYLOR, “Biden’s Road to Senate Took Tragic Turn”, *NPR*, 8 octobre 2007.
 9. Joe BIDEN, *Promises to Keep*, *op. cit.*
 10. Entretien avec l'auteure le 10 avril 2020.

IV

Rêves brisés

L'accident

Joe Biden ne s'attarde pas le soir de sa victoire. Neilia et lui prévoient de se lever tôt pour entamer une tournée de remerciements. Cette nuit-là, ils ont du mal à s'endormir. Ils pensent à leur prochain déménagement à Washington D.C., à la nouvelle maison qu'ils devront acheter, à la nouvelle école où inscrire leurs deux fils...

Le 20 novembre 1972, le jour de l'anniversaire du jeune élu, une grande fête est organisée pour célébrer ses 30 ans. C'est un anniversaire très particulier : il a enfin atteint l'âge d'éligibilité des sénateurs. Sur une rare photo de sa famille de l'époque, on le voit couper un gros gâteau à la crème au côté de Neilia, avec Hunter, qui salive déjà sur sa part.

Les semaines suivantes, en attendant le début de son premier mandat, le 6 janvier, il fait des allers-retours au Congrès pour se préparer. Le jeune couple est débordé et, à une semaine du 25 décembre, ils n'ont pas encore eu le temps d'acheter un sapin et de faire les courses de Noël. Le 18 décembre 1972, alors que Joe Biden part en direction de la capitale pour la journée, Neilia, qui devait l'accompagner, décide de rester, pour acheter le sapin, les trois enfants sous le bras.

Le jeune élu, accompagné de sa sœur Valerie, est assis dans le bureau du sénateur Byrd lorsque le téléphone sonne. C'est son frère, Jimmy: il souhaite parler à leur sœur. Lorsque cette dernière raccroche, Joe Biden comprend à la pâleur de son visage qu'il s'est passé quelque chose de grave. « Il y a eu un léger accident. Rien d'inquiétant, mais nous devons rentrer à la maison¹. »

Joe Biden a tout de suite un mauvais pressentiment : « Elle est morte, c'est ça² ? » Valerie ne répond pas. Le Congrès organise leur transport à l'hôpital en avion. Lorsque l'élu du Delaware arrive et voit le visage de son frère, Jimmy, il comprend que le pire est arrivé. Neilia et leur fille de 13 mois, Naomi, ont été tuées dans un accident. Un semi-remorque qui transportait des épis de maïs les a percutées, envoyant le SUV dans un fossé. Les deux garçons sont en vie mais Beau a de nombreuses fractures et Hunter est blessé à la tête.

« Je ne pouvais pas parler ; j'ai senti un immense vide dans ma poitrine, comme si j'allais être aspiré par un trou noir. »

C'est le début d'une période extrêmement sombre pour le jeune homme tout juste élu. Sa mère, Valerie et son frère Jimmy s'organisent pour ne jamais le laisser seul lorsqu'il veille sur ses fils, jour et nuit, à l'hôpital.

Il confie avoir pensé au suicide mais tient le coup, pour Beau et Hunter : « Je savais que je n'avais d'autre choix que de me battre pour rester en vie³. »

Il doit être investi au Sénat deux semaines après, mais n'arrive plus à s'imaginer la scène sans sa femme. Il prévient des collègues, notamment le chef de la majorité démocrate au Sénat, Mike Mansfield, qu'il ne souhaite plus être sénateur. Le Delaware peut s'en trouver un autre, mais ses fils ne peuvent avoir un autre père.

Ses collègues font tout pour le convaincre de ne pas abandonner. Surtout le sénateur et ancien vice-président des États-Unis de 1965 à 1969, Hubert Humphrey.

Il l'appelle pratiquement tous les jours à l'hôpital. Le jeune élu broie du noir.

Lorsque sa mère ou sa sœur veille auprès des garçons à l'hôpital, il en profite pour sortir dans les quartiers les plus sordides avec son frère Jimmy et fait tout pour « chercher la bagarre ». « Je ne pensais pas être capable d'une telle rage. » Finalement, il écoute le sénateur Mansfield. Il doit bien cela à Neilia, qui a tant œuvré pour son élection. Il accepte de se lancer dans l'aventure pour six mois. Six mois pour commencer. Joseph Robinette Biden Jr. prête serment au côté du secrétaire du Sénat, Frank Valeo, depuis la petite chapelle de l'hôpital, le 5 janvier 1973. Il avouera plus tard que, dans son désespoir et sa dépression, il a pensé de nouveau à devenir prêtre.

Sa vie de sénateur débute alors qu'il vit un cauchemar. « Perdre Neilia et Naomi m'a enlevé toute joie d'être sénateur⁴. »

Certains collègues semblent gênés et ne savent que dire devant son malheur. D'autres ne cessent de lui lancer des invitations, que ce soit pour aller à la salle de gym du Sénat, aux *happy hours* dans le quartier de Capitol Hill, aux dîners organisés dans la capitale. Le sénateur Teddy Kennedy, le frère du défunt président John Fitzgerald Kennedy, lui rend régulièrement visite dans son bureau, situé dans le bâtiment Dirksen, l'un des nombreux édifices qui constituent le Congrès à Washington.

Mais, lors de ses premiers mois au Sénat, Joe Biden ne cherche pas à tisser de relations avec ses collègues ou les journalistes. Chaque jour, il attend avec impatience le moment de retrouver ses fils. Ses *staffers*, ses employés, apprennent à reconnaître les jours où il n'est pas d'humeur pour converser. Certains le décrivent comme émotif, avec un fort tempérament.

Les assistants d'autres sénateurs parient même sur le temps que Joe Biden réussira à tenir à son poste au Sénat.

Entre-temps, Valerie et son mari Bruce ont emménagé chez lui pour pouvoir s'occuper de ses jeunes garçons. La sœur du sénateur a quitté son poste d'institutrice et joue le rôle de mère pour Beau et Hunter. Chez les Biden, la solidarité familiale passe avant tout.

« Valerie a été le roc qui m'a permis de tenir le coup et de reconstruire ma famille », affirme Joe Biden. Il assure toujours aujourd'hui qu'elle est sa meilleure amie. Son frère Jimmy l'accompagne quant à lui à la plupart des événements auxquels doit se rendre le sénateur pendant sa première année en tant qu'élu, pour ne pas le laisser seul.

Amtrak Joe

Joe Biden a une obsession : passer le plus de temps possible avec ses fils. Il promet de rentrer tous les soirs dans le Delaware, que ce soit en voiture, en avion ou, le plus souvent, en train. Il fait le trajet de soixante-quinze minutes entre Washington et Wilmington pendant trente-six ans. Avec ses milliers d'allers-retours, il devient, au fil des décennies, un visage familier et très apprécié des passagers et des employés d'Amtrak, l'entreprise ferroviaire américaine.

Un ancien membre de son équipe se rappelle avoir préparé quotidiennement des briefings pour qu'il puisse les lire dans le train, mais ils lui reviennent souvent sans aucune annotation, car Joe Biden préfère

passer son temps à discuter avec les bagagistes, les passagers, les lobbyistes, les employés de la restauration ou autres chefs d'entreprise. Plusieurs fois, le train est parti avec un peu de retard pour qu'il puisse l'attraper. Beaucoup, à Amtrak, gardent un très bon souvenir de lui.

Demandez à Sheila Marlowe, une Afro-Américaine de 66 ans, qui promène son chien dans les rues de Wilmington. Avec sa robe cintrée multicolore, ses lunettes de soleil blanches et ses longues tresses blondes, elle fait presque jeune fille. Elle a travaillé pendant trente-cinq ans pour Amtrak, à la gare située dans le centre-ville. Elle y a vendu des billets, a annoncé les trains... et lorsqu'on prononce le nom de Biden, elle exulte : « Ah, je l'adore ! C'est un gars génial, un bon père de famille, et il a toujours soutenu les Afro-Américains. Quand il était sénateur, je le faisais parfois monter dans le train. Chaque fois qu'il me voyait, il me saluait toujours et me disait : "*Hey girl.*" C'est quelqu'un qui est pour le peuple. Je prie Dieu qu'il gagne. »

Les Biden ont même organisé chez eux des barbecues pour les employés d'Amtrak.

Ses contacts du réseau ferroviaire lui sont utiles, aujourd'hui encore. Le 6 mai 2020, Richard « Rick » Chesley, partenaire du cabinet d'avocats DLA Piper, organise une levée de fonds virtuelle pour Joe Biden. Il raconte avoir rencontré le candidat il y a des années lors d'un trajet en train et que, sénateur à l'époque, il lui avait dit tout de suite de l'appeler « Joe ».

Son côté naturel et sympa lui est un atout incontestable. Tony Blinken*, conseiller et ami du candidat, rencontre le sénateur à la fin des années 1990, alors qu'il travaille au sein du Conseil national de sécurité, sous Bill Clinton. En 2002, il entre à la commission des Affaires étrangères du Sénat, présidée par Joe Biden. Ce dernier s'entretient tous les mois avec Blinken pour discuter des sujets de politique internationale. Depuis, le diplomate francophone et franco-phile est devenu son conseiller principal pour les affaires étrangères. « C'est quelqu'un qui est très, très chaleureux, très, très abordable. C'est ce qui m'a frappé chez lui quand j'ai commencé à le côtoyer. Il n'y a aucune différence entre l'homme public et l'homme privé. Celui que vous voyez chez lui, au bureau, c'est le même personnage qu'on voit à la télévision, dans les débats, dans les discours. C'est ce que j'ai beaucoup apprécié ; pas d'artifice chez lui. C'est quelqu'un qui met à l'aise très facilement et très rapidement. »

Même ceux qui sont en désaccord avec ses positions politiques, en général, l'apprécient. Lee Murphy* connaît bien Joe Biden. Cet ancien conducteur de train Amtrak habite Wilmington et fait aujourd'hui campagne pour le Congrès des États-Unis du côté républicain. À ses heures perdues, il est aussi acteur.

Le sénateur le raccompagnait parfois en voiture chez lui, à la sortie du train.

Murphy, qui a toujours été impliqué en politique, admet : « C'est un gars sympa. Je retardais le train parfois pour être sûr qu'il l'attrape. On a développé une amitié à force de se voir. On parlait politique, de nos familles. Je n'ai jamais voté pour lui mais je l'ai toujours apprécié. Vous savez, à cette époque, les gens pouvaient être en désaccord politiquement et être amis! Aujourd'hui, c'est plus difficile. J'ai rencontré beaucoup de politiciens de la côte Est dans ce train. Joe et les autres élus du Delaware avaient les pieds sur terre. Alors que des gens de New York, comme Chuck Schumer, Jerry Nadler et compagnie, étaient vraiment désagréables. »

Cet ancien employé d'Amtrak, qui a joué le rôle du secrétaire à la Défense dans la célèbre série *House of Cards*, conclut : « Certes, il a un immense ego ! »

-
1. Joe BIDEN, *Promises to Keep*, *op. cit.*
 2. Joe BIDEN, *Promises to Keep*, *op. cit.*
 3. Joe BIDEN, *Promises to Keep*, *op. cit.*
 4. Joe BIDEN, *Promises to Keep*, *op. cit.*

V

Le Sénat, une seconde famille

Entente cordiale

« Je n'ai jamais pensé que le Sénat était ma destinée, mais cela faisait partie de mes rêves », écrit Biden dans ses *Mémoires*. La peine du jeune élu s'estompe, la colère commence à se dissiper ; il sort de son enfermement.

Il accepte certaines invitations et passe du temps avec ses collègues. C'est le début d'une relation très forte entre lui et le Congrès, qu'il finit par considérer comme sa seconde famille. Il y tisse des amitiés tant dans le camp démocrate que dans le camp républicain, dans une Amérique où élus de droite et de gauche apprécient encore de passer du temps ensemble. Ses relations personnelles l'emportent sur la logique des partis.

Il s'inspire du *Delaware Way*, soit l'art du compromis. D'après cette tradition politique, la solution à tout problème, politique ou social, devrait inclure une bonne dose de consensus et de compromis entre démocrates et républicains. Dans ce petit État de la côte Est, les élus des deux bords se côtoient régulièrement et parviennent à des accords lorsque cela les arrange.

Tom Carper*, sénateur du Delaware, très proche de Joe Biden, explique cette tradition : « Que quelqu'un soit ton opposant politique ne veut pas dire qu'il soit ton ennemi. Dans le Delaware, on n'est pas toujours d'accord en politique, mais on est en général d'accord sur les principes¹. »

Carper a lui-même baigné dans cette culture. En 1992, le gouverneur républicain Michael Castle et lui décident d'« échanger » leurs postes. Ils se mettent d'accord pour se présenter à la place de l'autre avec une opposition quasi inexistante. Une tradition politique aujourd'hui très critiquée par la jeune génération : elle y voit surtout un moyen de préserver un petit cercle

de politiciens bien installés depuis des décennies, majoritairement blancs et âgés.

Cette capacité du candidat à être apprécié des élus des deux bords marquera sa carrière, tout comme celle du défunt sénateur républicain John McCain, dont il était très proche.

En 2015, le sénateur républicain Lindsay Graham déclare au *Huffington Post* : « Si vous n'admirez pas Joe Biden en tant que personne, vous avez un problème. Vous devez vous remettre en cause, car comment ne pas l'aimer ? Il est, je pense, la personne la plus sympathique que j'ai rencontrée en politique. » Depuis, Graham est devenu un ardent soutien du président Donald Trump et les deux anciens amis ont pris leurs distances.

Joe Biden est surtout pragmatique. C'est un moyen d'arriver à ses fins dans les méandres du Congrès. À son arrivée au Sénat, il y a encore ce qu'on appelle les « démocrates bourbon », ces élus du Sud du pays, qui s'alignent sur des valeurs conservatrices. Cette expression, utilisée de 1872 à 1904, s'applique encore à quelques sénateurs sudistes.

Au début de son mandat, alors que Joe Biden pestait contre un élu républicain qui s'en prenait aux minorités, aux homosexuels, à Martin Luther King et à tout autre élément qui pouvait remettre en cause son statut d'homme blanc privilégié, son mentor, le sénateur Mansfield, lui asséna : « Ton travail est de trouver ce qu'il y a de bon chez tes collègues, ce pourquoi leur État les a élus, et de ne pas te focaliser sur leurs mauvais côtés. » C'est la devise qu'il fera sienne au Sénat.

Liaisons dangereuses

Joe Biden cherche toujours à voir le bon côté chez les gens, mais certaines de ses relations ne passent pas dans le camp démocrate. Lors de ses premières années à la Chambre haute, il se lie rapidement d'amitié avec des sénateurs ségré-gationnistes, John Stennis et James O. Eastland. Eastland affirmait, entre autres propos racistes, que les Noirs étaient « une race inférieure ». Stennis a quant à lui soutenu la condamnation et l'exécution de trois métayers dont les aveux de meurtres avaient été obtenus sous la torture. Ces condamnations ont ensuite été annulées par la Cour suprême.

Ces liaisons dangereuses lui valent, encore aujourd'hui, de nombreuses critiques.

L'ancien vice-président de Barack Obama a jugé opportun de rappeler, en pleine campagne présidentielle, les relations très cordiales qu'il entretenait avec ces sénateurs ségrégationnistes.

Le 18 juin 2019, lors d'une soirée de levée de fonds à New York, il déclare, en adoptant l'accent du Sud : « J'étais dans le même groupe que James Eastland. Il ne m'appelait jamais “*boy*” (“garçon”), mais toujours “*son*” (“fils”). »

Le terme *boy* était considéré, à l'époque des lois « Jim Crow » instaurant la ségrégation raciale, comme un terme raciste envers les jeunes Noirs.

Le sénateur afro-américain Cory Booker, ancien candidat à l'investiture démocrate, lui demande alors des excuses et lui rappelle que ses relations avec des ségrégationnistes ne sont « pas un modèle ».

Moins de dix jours plus tard, le 27 juin, lors de la seconde partie du premier débat démocrate à Miami, la sénatrice Kamala Harris l'attaque sur ses propos et réussit à le déstabiliser. Celle dont le père était jamaïcain et la mère indienne affirme avoir été touchée par ses déclarations : « Je ne crois pas que vous soyez raciste. Mais c'est personnel, et ça m'a blessée de vous entendre parler de la bonne réputation de deux sénateurs américains qui ont construit leur carrière sur la ségrégation raciale dans ce pays. » Elle renchérit en lui reprochant de s'être opposé au *busing*, cette politique d'intégration qui permettait de transporter des enfants des quartiers noirs vers des écoles à majorité blanche.

Le busing, au cœur de la tempête

La sénatrice métisse, sachant certainement qu'elle touche une corde sensible, déclare, émue aux larmes : « Il y avait une petite fille en Californie qui appartenait à la deuxième génération de la famille à pouvoir aller dans une école publique, en bus, chaque jour. Cette petite fille, c'était moi. » Ce soir-là, Kamala Harris conquiert le cœur des électeurs démocrates et est rapidement qualifiée de « gagnante » du débat. Joe Biden, mal préparé, est mis sur la touche et a du mal à rebondir. Il se défend mollement, la mine fermée : « Je n'ai pas fait l'éloge de racistes, ce n'est pas vrai. »

À la fin du débat, dans le carré presse, les journalistes se ruent vers la candidate, tout sourire, confiante. On se marche sur les pieds pour essayer d'obtenir un « sonore », une petite interview de la star de la soirée. Des dizaines de caméras, iPhone et micros braqués sur elle, Kamala Harris revient sur la polémique à la Une sur les chaînes d'informations ce soir-là : « Je pense juste qu'il faut être honnête sur ce qui s'est passé. J'ai beaucoup de respect pour Joe Biden. Mais je crois qu'il est très important de se rappeler l'histoire de notre nation. Et c'est de l'histoire récente, cela m'a directement touchée. Quand on parle de ces problèmes, on ne peut pas en parler avec nostalgie. Je sentais qu'il fallait le dire, et c'est pour ça que je l'ai dit. » L'ancien vice-président, quant à lui, boude les journalistes. Aucune apparition en coulisse.

Ce n'est pas la première fois que Joe Biden est sous le feu des critiques au sujet de l'intégration par le ramassage scolaire. En 1978, juste avant sa réélection au Sénat, il se balade au festival annuel du poulet dans le Delaware. Une blonde qui tient par la main ses deux jeunes fils fonce sur lui et, arrivée à sa hauteur, elle leur lance, très énervée : « Les garçons, je veux que vous rencontriez le sénateur Biden. Regardez-le bien, c'est l'homme qui a ruiné vos existences. C'est à cause de lui que vous allez être *bused* – transportés par bus. » Elle ne souhaitait sûrement pas que ses enfants fréquentent des écoles avec une forte population afro-américaine.

Contrairement à ce qu'elle pensait, et comme l'a souligné Kamala Harris, Joe Biden s'opposait à cette mesure. Selon lui, elle était contre-productive. Étant donné son aversion pour la ségrégation, il n'était pas contre l'intégration des Noirs dans les écoles publiques blanches, mais il craignait, comme ce fut largement le cas, que les familles blanches retirent leurs enfants de ces écoles et aillent vers le privé. Dans les années 1970, en effet, de nombreux Américains blancs décident d'aller vivre en banlieue pour cette raison. Joe Biden prend l'exemple du centre-ville d'Atlanta, où les écoles publiques, qui accueillaient 80 % d'enfants blancs, ont vu ce chiffre chuter à 30 % alors que, dans le même temps, 90 voire 95 % d'enfants blancs fréquentaient désormais les écoles de banlieue.

Il avoue à l'époque avoir été secoué par les attaques. Des élus démocrates lui ont même demandé à quel moment il avait rejoint le clan des « racistes ».

Le *busing* a été mis en œuvre pour la première fois aux États-Unis en 1971 dans la ville de Charlotte, en Caroline du Nord. En 1978, un juge

décède un plan de déségrégation incluant le *busing*, lequel concerne les trois quarts des écoles publiques du Delaware.

Joe Biden craint que le sujet lui coûte sa réélection mais, apprécié des habitants de son État, il rempile pour un deuxième mandat.

Étoile montante du parti

En 1974, le magazine *Time* place Joe Biden dans sa liste des « 200 visages de l'avenir », le décrivant comme « sûr de lui » et « hyper-ambitieux ».

Au départ, vu son moral au plus bas et ses allers-retours constants dans le Delaware, certains élus le jugent peu fiable, trop distrait, mais il gagne peu à peu en crédibilité.

Sa première année au Sénat est dominée par l'enquête du Watergate. Soucieux de voir l'enquête se dérouler de la façon la plus équitable possible, il conseille à ses collègues démocrates de procéder de telle sorte que Richard Nixon soit entendu au Congrès avec « justesse ». Dans un discours au Sénat, il cible les médias : « *L'impeachment* (“mise en accusation”) est un sujet trop important pour être laissé à la presse, aussi légitimes que soient ses objectifs². »

Devant le refus de Nixon de fournir les enregistrements qui lui étaient réclamés par le procureur spécial Archibald Cox, invoquant le « privilège de l'exécutif », Joe Biden finit par rejoindre ses collègues et réclame la démission du président républicain. Richard Nixon quitte son poste le 9 août 1974. Joe Biden déclare : « Pour le bien de notre Constitution et celui de nos enfants, il faut que cela soit clair : sa démission ne fut pas le résultat de pressions politiques, seulement la conséquence de la rupture de confiance vis-à-vis des citoyens³. »

Il souhaite toutefois se concentrer principalement sur les dossiers concernant le Delaware. Il dira même dans une interview : « Une chose qui m'inquiète, franchement, c'est qu'ici, à Washington, il y a une tendance à vouloir faire de moi une figure nationale, un candidat aspirant à la présidentielle de 1980. J'aimerais que les habitants du Delaware réalisent que ma priorité, c'est le Delaware. Si on passe trop de temps à Washington, il est facile de penser que l'on est important. Finalement, c'est une chance

pour moi de faire ces allers-retours quotidiens et de sortir de cette ville. Je n'ai pas l'intention de me présenter [à la présidentielle] mais je vous mentirais si je disais que cela ne m'intéresserait pas dans cinq, dix ou vingt ans, si l'opportunité se présentait. » Son style aussi est remarqué, et il est désigné en 1974 comme l'un des dix hommes les mieux habillés du Sénat par le *San Francisco Chronicle*.

Son caractère bavard est aussi bien connu. Le sénateur républicain Bob Dole a déclaré des années plus tard : « Quand Joe se levait pour parler au Sénat, on savait tous qu'on avait au moins trente ou quarante-cinq minutes devant soi pour aller au bureau ou même aller se faire couper les cheveux. Non pas que nous ne voulions pas écouter ce qu'il avait à dire. Mais il l'avait déjà probablement dit ! »

En 1975, il rejoint la puissante commission des Affaires étrangères, à sa plus grande satisfaction.

Depuis son élection, il fait de la politique internationale une priorité. La nomination d'un élu si jeune au sein de ce prestigieux comité est assez exceptionnelle et confirme sa position d'étoile montante du parti. Peu de temps après l'avoir rejoint, il assiste à une réunion en présence du secrétaire d'État de l'époque, Henry Kissinger. Il arrive en retard, car il s'est trompé de salle et s'assoit discrètement en entrant. Quand c'est à son tour de prendre la parole, Kissinger le coupe et interpelle le président de la commission, Mike Mansfield : « Je croyais que les assistants n'étaient pas autorisés ? » Alors qu'un de ses adjoints lui écrit rapidement sur un papier le nom du sénateur, le secrétaire d'État dit : « Je vous prie de m'excuser, Sénateur Biden », en écorchant son nom.

Pour sa première mission, il s'envole vers le golfe Persique afin d'évaluer la situation des otages américains en Iran. Mais l'ambitieux, l'ancien avocat qui se pose comme le défenseur des droits civiques a aussi des vues sur la commission judiciaire du Sénat.

En 1977, il arrive à intégrer le comité, chargé en particulier d'effectuer les auditions des juges fédéraux, y compris ceux de la Cour suprême, nommés par le président. Au sein du mouvement de défense du droit des Noirs, certains lui reprochent de ne pas réussir à bloquer plusieurs nominations de juges conservateurs sous l'ère de Ronald Reagan.

Il devient président de la commission en 1987 et le restera jusqu'en 1995.

Son ami sondeur d'opinion, Patrick Caddell, le pousse à se présenter pour les primaires démocrates en 1984. Joe Biden hésite, avant de finir par accepter et, dans la même journée, de revenir sur sa décision. Les médias invoquent des raisons familiales. Dans ses *Mémoires*, il confie qu'il n'avait pas encore répondu à des questions importantes : « Pourquoi se présenter ? Pour faire quoi ? » Il admet : « Selon mes propres critères, je n'étais pas prêt à être président. »

En 1984, Ronald Reagan remporte un second mandat à l'élection présidentielle. Joe Biden, quant à lui, se présente pour un troisième mandat au Sénat. Son opposant, John M. Burris, se rappelle : « Notre stratégie, c'était d'énerver Joe, car il avait un caractère explosif ! » Malgré les nombreuses attaques, sa forte présence sur le terrain et son armée de jeunes volontaires le conduisent de nouveau vers la victoire.

Il peut aussi compter sur le soutien des hommes d'affaires du coin. Le Delaware est un petit paradis fiscal aux États-Unis : il y aurait plus de sociétés enregistrées que d'habitants. Plus de la moitié des entreprises américaines cotées en bourse y sont domiciliées.

Pendant sa longue carrière au Sénat, Joe Biden soutient de nombreuses politiques en faveur des banques et des grandes entreprises.

Il fait, par exemple, partie des rares sénateurs démocrates à avoir voté, en 2005, aux côtés des républicains, une loi jugée trop favorable aux créanciers, la Bankruptcy Abuse Prevention and Consumer Protection Act.

Il est aujourd'hui critiqué par l'aile gauche du parti démocrate qui lui reproche sa proximité avec les milieux financiers.

Mais « Middle-Class Joe » se targue d'avoir fait partie des élus les plus « pauvres » du Congrès. Il a débuté avec un salaire de 42 500 dollars par an qui a évolué pour atteindre 174 000 dollars lors de ses dernières années en tant qu'élus. Il devient en 2008 le vice-président aux moyens les plus modestes, avec une fortune nette estimée à moins de 150 000 dollars. Il obtient une belle augmentation, avec un salaire de 230 000 dollars par an à la vice-présidence. Puis, lorsqu'il quitte l'administration Obama, il fait fortune. Les universités et les milieux d'affaires se l'arrachent, avec des discours rémunérés jusqu'à quelque 200 000 dollars. En 2017, avec sa femme Jill, ils signent un contrat avec la maison d'édition Flatiron Books pour 8 millions de dollars. Joe Biden écrit deux autobiographies *Promises to Keep* et *Promise Me, Dad*. Jill écrit aussi la sienne : *Where the Lights Enters : Building a Family, Discovering Myself*. Il gagne également 540

000 dollars par an grâce au *think tank* qui porte son nom à l'Université de Pennsylvanie.

En 2019, lorsqu'il publie ses déclarations d'impôts, elles révèlent que le couple Biden a gagné plus de 15 millions de dollars entre 2017 et 2018. Après avoir signé avec la maison d'édition, ils achètent une grande maison de vacances avec six chambres sur l'une des plages les plus prisées du Delaware, Rehoboth Beach. C'est dans cette maison que le clan Biden se retrouve depuis, toutes générations confondues, en vacances et pour souffler pendant la campagne électorale.

Il s'en est écoulé du temps depuis l'époque où il faisait des pieds et des mains pour lever des fonds ! En 2004, un jeune rabbin du Delaware organise la *shiv'ah*, la « veillée funéraire », d'une vieille dame juive. M^{me} Greenhouse vivait avec des moyens très modestes ; son appartement est trop petit pour recevoir ses quelques proches. La cérémonie se déroule donc dans la buanderie de l'immeuble. Vers la fin du service, il voit débarquer le sénateur Joe Biden, la tête baissée, et en perd presque ses moyens. « J'ai failli faire tomber mon livre de prières, tellement j'étais saisi. » Il s'approche, incrédule, vers le célèbre politicien et lui demande ce qu'il fait là. « Écoutez, la première fois que j'ai fait campagne, en 1972, M^{me} Greenhouse a donné 18 dollars, car c'était tout ce qu'elle pouvait se permettre. Depuis, tous les six ans, pour chaque réélection, elle me donnait 18 dollars. Je suis là pour lui montrer mon respect et ma gratitude. » Dans la foi juive, le nombre 18 porte chance. Le rabbin est très ému : « Il n'y avait pas de média présent au service, juste quelques personnes âgées. Il est venu car c'est un *Mensch*, un "homme bon". »

La loi contre les violences faites aux femmes

Au début des années 1990, alors qu'il préside la commission judiciaire, Joe Biden part en croisade contre les violences faites aux femmes. Il est marqué par un chiffre : en 1991, au moins 1,1 million d'agressions, meurtres et viols envers les femmes ont lieu dans les foyers et sont rapportés à la police. On estime que les agressions non consignées sont près de trois fois supérieures. Joe Biden se rend notamment compte que certains États, dont le Delaware, n'instaurent pas de poursuites judiciaires en cas de

viol conjugal. Il est choqué de voir que les peines pour viols sont diminuées si la femme en question est une compagne du violeur. Lui et son équipe entendent le récit de plusieurs femmes abusées. Ils enquêtent auprès de commissariats de police, d'abris pour les femmes victimes de violences, de centres de crise. Joe Biden est touché par de nombreux témoignages.

Il y a, par exemple, une femme dont le petit ami lui a cassé le bras avec un marteau ; une adolescente de 15 ans poignardée par son ex-petit copain ; un homme qui a cassé les jambes de son chien pour terroriser sa femme...

Le bureau du sénateur rédige le projet de loi, co-écrit par la démocrate Louise Slaughter, avec le soutien de nombreuses associations de défense du droit des femmes.

Cette proposition de loi prévoit un budget de 1,6 milliard de dollars pour enquêter sur les crimes à l'encontre des femmes, poursuivre en justice les agresseurs, et former le personnel compétent, que ce soit des policiers ou des infirmiers. Joe Biden, qui connaît bien les rouages du Congrès, s'allie avec un républicain, le sénateur Orrin Hatch, pour obtenir le soutien des élus de droite. Cette loi en faveur du droit des femmes, appelée le « Violence Against Women Act » est adoptée quelques années plus tard par un vote de 235 voix contre 195 à la Chambre des représentants et de 61 voix contre 38 au Sénat. Elle est signée par le président Bill Clinton le 13 septembre 1994.

Un bureau chargé de la lutte contre les violences domestiques est créé au sein du ministère de la Justice.

Victoria Nourse, l'experte juridique qui a travaillé avec Biden sur cette loi, se rappelle que de nombreuses passagères du train reliant Wilmington à Washington venaient remercier Joe Biden. Tony Blinken* explique à quel point cette loi est importante dans la carrière de Biden : « Il a passé sa vie au Sénat à aider les femmes en danger. Le Violence Against Women Act, c'est la chose dont il est probablement le plus fier. C'est grâce à lui qu'une *hotline* existe pour que les femmes en danger puissent appeler au secours⁴. »

Aujourd'hui encore, l'ancien sénateur ne manque pas une occasion de mettre en avant cette législation.

Lors d'une levée de fonds virtuelle, le 29 avril 2020, en Floride, à propos des violences sexuelles dans l'armée il déclare : « On doit changer la culture des abus dans ce pays, notamment dans les forces armées. Ma priorité, si je suis élu, sera de faire en sorte que le département de la

Défense agisse de façon urgente pour s'assurer que les survivantes soient soutenues et les auteurs d'abus sexuels jugés pour leurs crimes. Comme vous le savez, j'ai rédigé la loi Violence Against Women Act, j'ai transformé la façon dont ce pays obtient justice pour les victimes et les accompagne. »

-
1. Entretien avec l'auteure le 17 avril 2020.
 2. Jules WITCOVER, Joe Biden, *op. cit.*
 3. Jules WITCOVER, Joe Biden, *op. cit.*
 4. Entretien avec l'auteure le 1^{er} mai 2020

VI

Jill, le pilier

Le mariage

Un soir de 1975, en arrivant à l'aéroport de Wilmington, une image hypnotise Joe Biden : celle d'une jeune femme blonde sur une affiche. La modèle, Jill Tracy Jacobs, pose pour une campagne de publicité pour des parcs de la région. Alors qu'il n'a pas eu de rendez-vous galant depuis la mort de Neilia, il se dit : « Voilà le genre de femme que j'aimerais rencontrer¹. »

De retour chez lui, son frère Frank lui donne le numéro d'une fille. Elle lui plaira, c'est sûr, car « elle n'aime pas la politique ! » Il l'encourage à l'appeler pour qu'elle sorte avec leur groupe d'amis ce soir-là, mais il n'en a pas envie. Le lendemain, sans grand enthousiasme, il compose le numéro et invite la jeune femme à dîner. Lorsqu'il arrive sur le pas de sa porte et qu'elle apparaît, il se rend compte que c'est la fille qu'il a vue en photo à l'aéroport la veille.

De son côté, Jill Jacobs, de neuf ans sa cadette, a l'habitude de sortir avec des garçons en jeans et t-shirt. Elle le voit débarquer avec son blazer et ses mocassins, et se dit que ça ne va jamais marcher.

Il l'emmène dîner à Philadelphie puis ils vont voir *Un homme et une femme* de Claude Lelouch. La soirée se passe si bien que, lorsqu'elle rentre chez elle, à 1 heure du matin, Jill appelle sa mère : « Maman, j'ai enfin rencontré un gentleman. »

Il a 32 ans, elle en a 24. Il est veuf et a deux enfants ; elle est fraîchement divorcée et ne cherche pas à avoir de relation sérieuse.

Elle entame cette année-là sa première année en tant que professeur et ne souhaite pas sortir avec un homme politique. Elle a voté pour Joe Biden à la dernière élection, encouragée par des camarades de classe, mais ne s'intéresse pas à la politique.

Malgré ses quelques réticences en raison de leurs situations respectives, Jill continue de voir Joe. Le jeune élu lui présente ses fils et elle intègre rapidement la famille Biden. Si bien que, un matin de 1976, alors que Joe Biden est en train de se raser, Beau et Hunter, 7 et 6 ans, entrent dans la salle de bains avec une mine très sérieuse. Ils ont une suggestion à faire : « On devrait se marier avec Jill. Qu'en penses-tu, papa ? » Le jeune veuf est ravi. Mais la première fois qu'il demande la main de Jill, elle refuse. Elle n'est pas sûre d'être prête à assurer le rôle de mère à plein temps. Elle n'a pas envie non plus de devenir une personnalité publique ; or, c'est inévitable si elle épouse un sénateur. Les deux jeunes gens continuent tout de même leur romance et Joe Biden prend son mal en patience. Selon Jill, il lui demandera encore au moins quatre fois sa main, mais elle repoussera le sujet à chaque fois. « Je lui disais : "Pas encore, pas encore." J'aimais tant les garçons et je sentais que ce mariage devait marcher, pour eux. Ils avaient perdu leur mère et je ne voulais pas qu'ils en perdent une autre. Je devais être à 100 % sûre. C'était un grand pas à franchir. »

En 1977, c'est l'ultimatum. Le sénateur part en Afrique du Sud pour un voyage de dix jours et prévient sa compagne : à son retour, soit elle accepte de l'épouser et il renonce à se présenter pour un second mandat au Sénat, soit ils se séparent.

Jill décide de dire oui et, malgré son désamour de la politique, elle laisse son conjoint poursuivre ses rêves.

Elle se rend compte alors qu'elle intègre une famille où règne une grande ambition. Les frères de Joe Biden, Frank et Jimmy, l'emmènent dîner et mettent cartes sur table : c'est le rêve de la famille que Joe devienne président et ils veulent savoir si cela lui pose un problème. « Je pensais que tout ça n'allait pas durer. »

Les deux jeunes gens se marient dans une église à New York, le 17 juin 1977.

Une cérémonie intime réunit environ quarante personnes, leurs familles et leurs amis proches. Les mariés passent ensuite leur lune de miel à Manhattan. Avec Beau et Hunter. Le quartet va voir un spectacle à

Broadway puis manger des hamburgers avant de retourner à leur hôtel. Rien d'extravagant.

Les deux garçons Biden appellent Jill « Mom », et leur mère Neilia « Mommy ».

Beau confiera plus tard² : « J'ai été chanceux d'avoir eu deux mères. Quand "Mom" est entrée dans la vie de notre père, elle est entrée dans celles de mon frère et moi également. Nous étions présents à chaque moment important pour former de nouveau une famille. »

Jill emménage dans la grande maison que Joe Biden partage avec sa sœur Valerie et son mari. La transition s'est faite en douceur pour que Beau et Hunter ne soient pas trop perturbés dans leur routine.

Le 8 juin 1981, naît Ashley Biden. Peu de temps après, Jill reprend ses études ; elle obtient un master en anglais à l'Université de Villanova en Pennsylvanie, puis un doctorat ès sciences de l'éducation de l'Université du Delaware. Luis Navarro*, proche de la famille Biden, assure : « Jill est son pilier. Elle est sa partenaire, dans tous les sens du terme³. »

Dr Jill

Une partenaire qui tient à son indépendance. Jill Jacobs devient une Biden, mais elle préfère se faire appeler « Dr Biden » que « M^{me} Biden ».

Elle est née le 3 juin 1951 à Hammonton, dans le New Jersey, et a grandi à Willow Grove, en Pennsylvanie. C'est l'aînée de cinq filles. Elle est d'origine italienne. Son nom de famille était Giacoppa avant d'être anglicisé en Jacobs. Son père, un ancien employé de banque, devient directeur d'une caisse d'épargne. Sa mère est femme au foyer.

Ses parents ne sont pas religieux mais Jill décide de rejoindre l'Église presbytérienne lorsqu'elle est en troisième, au collège.

Au lycée, c'est une « rebelle ». Elle dit même que ses professeurs doivent « se retourner dans leur tombe⁴ » de savoir qu'elle est devenue enseignante. Elle pense plus à ses sorties et à ses petits copains qu'à ses devoirs, mais une matière retient son attention : l'anglais. Sa grand-mère lui envoyait régulièrement des livres. Jill adore écrire et lire. Elle décide alors d'être institutrice.

Elle se marie une première fois en 1971, à peine le lycée terminé, avec un ancien joueur de football américain, Bill Stevenson. Ils étudient ensemble à l'Université du Delaware et ouvrent un bar très fréquenté où se produisent des artistes qui émergent... dont Bruce Springsteen.

Un soir, Bill l'emmène célébrer la victoire d'un jeune sénateur : Joe Biden. Elle ne le rencontre pas ce soir-là mais serre la main de sa femme, Neilia. Elle repart en pensant à quel point cette famille Biden semble parfaite : un jeune sénateur, sa très jolie épouse et leurs trois adorables bambins. Peu de temps après, elle entend à la radio la nouvelle de la mort de la femme et de la fille de Joe Biden alors qu'elle est au volant. Elle s'arrête pour réciter une prière.

En 1974, Bill Stevenson et Jill Jacobs divorcent.

Pour gagner un peu d'argent, elle pose pour quelques photos mais assure ne jamais avoir été mannequin. Elle étudie l'anglais et les arts à l'université du Delaware puis enseigne l'anglais dans des lycées. Elle termine un master en sciences de l'éducation en 1981, avec une spécialisation lecture, puis cesse de travailler pendant deux ans pour s'occuper de ses trois enfants. Elle reprend ensuite sa carrière de professeur et enseigne l'histoire à des élèves souffrant de troubles émotionnels. Elle est également professeur au sein d'un programme pour adolescents dans un hôpital psychiatrique. En 1987, elle obtient une maîtrise en arts et en anglais. Puis elle reprend des études sous son nom de jeune fille en 2007, la cinquantaine passée, et obtient un doctorat ès sciences de l'éducation.

Jill Biden continue d'enseigner à plein temps lorsqu'elle devient seconde dame des États-Unis, ce qui ne manque pas de surprendre dans le microcosme de Washington.

Elle raconte, en juin 2020, lors d'un événement de campagne organisé en ligne : « Enseigner n'est pas juste un travail. C'est une vocation. Quand nous sommes arrivés à Washington D.C., j'étais profondément honorée d'être deuxième dame, mais je ne pouvais pas abandonner ce qui fait partie de moi, enseigner. » Elle donne aussi des cours d'écriture dans une université de Virginie, l'État voisin de la capitale.

Elle s'enthousiasme pour ce style de vie : « J'apprécie cette diversité dans mon existence, entre les réceptions à la Maison-Blanche et la correction des examens. Dîner avec les personnes les plus puissantes au monde et faire cours à des mères célibataires en espérant qu'elles puissent ainsi avoir un meilleur emploi. Se dépêcher d'enfiler une robe de cocktail et

des talons dans les toilettes de l'université pour arriver à temps à une réception à la Maison-Blanche... »

Elle s'amuse de se retrouver parfois dans des situations assez surréalistes : « Je n'oublierai jamais d'avoir dû corriger des devoirs dans Air Force Two [l'avion du vice-président], quand tout le monde dormait ! »

Un soutien indéfectible

Un jour, des membres éminents du parti démocrate s'installent confortablement dans le salon des Biden pour tenter de convaincre l'élu du Delaware de se présenter à l'élection présidentielle de 2004 afin de tenter d'évincer George W. Bush. Jill est assise au bord de la piscine, furieuse. Elle ne pense pas que cette année-là soit la bonne. Elle en a assez et décide d'écrire en gros sur son estomac au feutre noir « NON » et parade ainsi dans le salon tandis que se poursuit la réunion. « Je crois qu'ils ont reçu le message », confie-t-elle, malicieuse, dans ses *Mémoires*. Un épisode qui n'étonne pas ses proches. Jill Biden est connue pour son côté facétieux. Ses petits-enfants racontent par exemple que cet fan de course à pied est du genre à ramasser des serpents morts et les mettre dans un sac pour faire peur à quelqu'un. « Ce n'est pas une grand-mère typique ! » Malgré son désamour pour la politique, elle devient peu à peu la championne de son mari. Et prend goût à ce rôle.

En 2008, elle en est persuadée, Joe Biden doit se présenter. Elle travaille quatre jours par semaine et, tous les vendredis, prend l'avion et rejoint le candidat qui fait campagne, enchaîne les rallyes, les levées de fonds et le porte-à-porte, puis retourne en classe le lundi à 8 h 30.

Joe Biden aime répéter qu'il s'est marié à quelqu'un de « plus intelligent » que lui.

Jill Biden, qui laisse régulièrement des messages sur le miroir de son mari, est en tout cas très appréciée et respectée.

Le sénateur Carper, du Delaware, un vieil ami de Joe Biden, confie : « Je sais à quel point Joe Biden aimait sa première femme. De l'avoir perdue et d'avoir trouvé quelqu'un comme Jill... wow! Il est l'un des hommes les plus chanceux sur terre ! Avec Joe Biden, vous n'avez pas simplement Joe, vous avez Jill aussi. Ils viennent en lot ! Quelle chance ce serait de l'avoir comme première dame. Lorsqu'elle était à la Maison-Blanche, avec

Michelle Obama, elles ont fait davantage que quiconque pour les familles de soldats en huit ans ! Je me rappelle les débuts de Jill en politique, lorsque Joe effectuait encore son premier mandat au Sénat. Un jour, elle a dû le remplacer pour faire un discours lors d'une cérémonie de remise de diplômes ; elle était pétrifiée à l'idée de s'exprimer devant des centaines de personnes. Elle s'adresse maintenant très régulièrement à des foules de milliers de gens et elle est extra ! J'étais à une levée de fonds avec elle en décembre 2019, dans le Delaware. Il y avait environ cinq cents personnes. Elle était si bien... J'ai d'ailleurs dit à Joe : “Tu sais, elle est meilleure que toi !” »

Jill s'applique pour chacune des missions qui lui est confiée. Mais, contrairement à son mari, c'est une introvertie.

Étant donné l'enjeu, l'ancienne deuxième dame n'a jamais autant fait campagne que pour l'élection présidentielle de 2020. Elle a mis de côté son travail et s'y investit à temps plein. L'enseignante s'escrime au côté de son mari, car elle ne veut surtout pas voir Donald Trump remporter un second mandat.

Elle va même jusqu'à le défendre physiquement lors d'un meeting de campagne à Los Angeles, le 4 mars 2020. Alors qu'il entame son discours devant des centaines de partisans, une manifestante *vegan* bondit sur scène. Jill Biden s'interpose entre elle et son mari, et la repousse. Des membres de l'équipe de campagne viennent à sa rescousse, rapidement rejoints par les services de sécurité. La vidéo de cette scène devient virale. Sur Twitter, les commentaires vont bon train : « Jill Biden devrait être nommée secrétaire à la Défense. » Lors d'une levée de fonds en Californie, Joe Biden s'en amuse : « Je suis sûrement le seul candidat dont la femme est aussi le garde du corps. » Jill multiplie les supports pour faire campagne. Elle publie, en juin 2020, un livre pour enfants intitulé *Joey*, qui raconte en images l'histoire de son mari, de son enfance en Pennsylvanie à son élection au Sénat. Connue pour sa franchise, elle n'a pas hésité à lancer aux électeurs démocrates que son mari n'était peut-être pas le candidat idéal mais qu'il fallait voter pour lui quitte « à se boucher un peu le nez » car il était le plus à même de vaincre Trump.

En ces temps de coronavirus, l'ancienne deuxième dame, toujours élégante, le brushing parfait, organise des visites « virtuelles » avec des Américains de tout le pays. Elle s'exprime du sous-sol de leur maison du Delaware ou de leur résidence secondaire sur la côte.

Un jour, elle parle avec des membres de la communauté hispanique en Arizona ; un autre, elle s'entretient avec des professeurs pour discuter du défi que représente le fait de faire cours *via* Internet en pleine pandémie. En tant qu'ancien professeur, le sujet lui tient à cœur. « Je vous promets que, si j'ai l'honneur de devenir première dame, je travaillerai pour vous tous les jours. Les instituteurs trans-forment notre monde. »

En pleine crise sanitaire, elle déclare que les écoles doivent recevoir plus d'équipements de protection et que les élèves traumatisés par les conséquences du coronavirus devraient pouvoir obtenir un soutien psychologique.

Pour promouvoir l'Obamacare, elle parle souvent de sa sœur, Jan, une serveuse sans assurance santé qui a pu recevoir une greffe de cellules souches grâce à la loi votée pendant le mandat Obama-Biden. « Cette loi a sauvé la vie de ma sœur. »

Lors d'une de ces nombreuses levées de fonds, elle encourage les femmes à jouer un rôle actif dans l'élection présidentielle de 2020 : « Nous n'avons jamais vu une élection avec des enjeux si concrets, si immédiats. Cela nous rappelle que, dans une présidence, il faut pouvoir être préparé au pire, pouvoir être capable de gouverner en temps de chaos et avoir la capacité de voir au-delà de la politique partisane, au-delà de l'intérêt individuel, dans le but de faire ce qui est bon pour le pays. C'est pour ça que nous avons besoin de votre aide, car les femmes ont du pouvoir. Nous savons comment nous organiser ; nous prenons soin des nôtres, nous votons. Nous décidons des élections. »

1. Joe BIDEN, *Promises to Keep*, *op. cit.*

2. Jules WITCOVER, Joe Biden, *op. cit.*

3. Entretien avec l'auteure le 20 avril 2020.

4. Jill BIDEN, *Where the Light Enters: Building a Family, Discovering Myself*, Flatiron Books, 2019.

VII

Campagnes et faux pas

1988, Joe le plagiaire

Joe Biden rentre toujours de ses voyages à l'étranger avec des tonnes d'histoires, prêt à impressionner ses collègues et sa famille. En 1979, l'élu du Delaware conduit une délégation de jeunes sénateurs au Kremlin, à la demande du président Jimmy Carter, pour discuter avec les Soviétiques des nouvelles règles et des conditions du traité SALT, le premier traité sur la limitation des armes stratégiques entre l'URSS et les États-Unis. Les négociations ne se passent pas comme il le souhaite et il lance au Premier ministre soviétique, Alexei Kossyguine : « *Don't bullshit a bullshitter* », soit « Ne raconte pas de salades à un mec qui en raconte ».

À la fin des années 80, il tente de changer son image d'élu trop bavard, léger, superficiel, en mettant en avant son expérience en politique étrangère, après plus de dix ans au sein du comité des Affaires étrangères du Sénat.

Il assure qu'il connaît le monde et l'Amérique « comme peu de politiciens ». Pendant une décennie, il a voyagé partout dans le monde et rencontré de nombreux chefs d'État et de gouvernement.

Confiant, fort de ses expériences, le jeune sénateur ambitieux et pressé pense être prêt à réaliser son rêve : accéder à la Maison-Blanche.

Début 1987, il passe de nombreux week-ends en Iowa, dans le New Hampshire et en Caroline du Sud, les États cruciaux pour les primaires américaines dans lesquels il multiplie les discours.

Il est persuadé d'y avoir une chance et compte sur la génération des baby-boomers, impatients de voir de nouveaux visages prendre les rênes du parti démocrate.

Jill s'inquiète de l'impact que cette campagne risque d'avoir sur leur vie familiale, avec leurs trois enfants. Joe Biden ne rate ni un match ni un anniversaire : sa famille passe toujours au premier plan. Il la convainc de se lancer dans l'aventure : « Ça ne peut pas nous faire du mal ! » Inévitable chez les Biden, la famille et les proches du sénateur sont consultés. Ils se réunissent dans sa maison de Wilmington, qu'il appelle « La Station », pour prendre une décision.

Le sénateur pense avoir d'autant plus de chances que le favori dans la course à l'investiture démocrate jusqu'à présent, Gary Hart, a retiré sa candidature en mai 1987, en raison d'une affaire extra-conjugale qui fait les gros titres et scandalise l'Amérique.

Le 9 juin 1987, Joe Biden annonce sa candidature. Il choisit un endroit qui lui est familier: la gare de Wilmington. C'est Valerie, sa sœur complice, qui ouvre le bal et le présente à une foule déjà conquise par l' élu local. Il arrive ensuite avec Jill; ses parents, émus, sont derrière lui et ses enfants sagement assis sur le côté. Il déclare devant quelques centaines de supporters: « J'aimerais obtenir votre aide alors que j'annonce aujourd'hui ma candidature pour la présidence des États-Unis. »

Puis, avec ses parents, ses frères et sœur, enfants et amis, il monte dans un train direction Washington, pour lancer la campagne. Accompagnés de nombreux médias, ils refont le trajet quotidien que fait Joe Biden depuis quatorze ans. Dans un train qui lui a permis de concilier ses vies professionnelle et personnelle, dans lequel il est passé de l'état de jeune élu traumatisé par un terrible drame personnel à celui de politicien chevronné, comblé, avec sa famille recomposée.

Mais dix-sept jours après le lancement de sa campagne, le juge de la Cour suprême Lewis F. Powell Jr., nommé à vie, annonce prendre sa retraite. En tant que président du comité judiciaire du Sénat, Joe Biden doit confirmer ou rejeter le choix de son successeur par le président des États-Unis.

Powell Jr. jouait un rôle crucial car, nommé par le président républicain Richard Nixon en 1971, il votait plutôt avec les libéraux ces dernières années sur des sujets tels que l'avortement ou la discrimination positive.

Joe Biden comprend tout de suite qu'il s'agit d'un gros dossier, qui risque de compliquer sa campagne. La Maison-Blanche décide en outre de nommer un juge très conservateur, Robert H. Bork, que l'on compare à Antonin Scalia¹, installé par Reagan l'année précédente.

Bork s'oppose notamment à l'avortement et les démocrates craignent qu'il remette en cause *Roe v. Wade*, l'arrêt voté en 1973 qui défend ce droit. Certains l'accusent d'avoir des opinions sexistes et racistes. La communauté du mouvement des droits civiques doute de la capacité de Biden à remporter la bataille contre la nomination de Bork ; beaucoup préféreraient que Ted Kennedy prennent la tête du comité judiciaire.

Sur l'avortement, la position du sénateur catholique fait aussi débat au sein de l'aile gauche du parti : il soutient l'amendement Hyde de 1976 et s'oppose à l'usage de fonds fédéraux pour financer l'avortement, sauf en cas de viol, d'inceste ou de danger pour la vie de la mère.

Mais il fait de cette nomination un combat personnel ; il dit craindre pour l'avenir de l'Amérique avec une Cour suprême qui pencherait à droite. Il se plonge dans le passé de Bork, décortique toutes ses déclarations, ses écrits pour pouvoir dresser un portrait inquiétant du candidat et gagner le cœur des sénateurs et de l'opinion publique.

Absorbé par la préparation de cette audition historique, il demande à Jill d'aller faire campagne pour lui dans l'Iowa et le New Hampshire. Mal à l'aise avec la politique, surtout pendant les premières années de leur mariage, elle accepte d'aider son mari en qui elle croit profondément.

Elle travaille à cette époque comme tuteur pour enfants dans un hôpital psychiatrique mais, pendant plusieurs mois, elle part trois ou quatre jours par semaine dans l'Iowa. La jeune femme encore timide va à la rencontre des habitants dans les *diners*, les cafés, chez des particuliers... Joe Biden note dans ses *Mémoires* qu'elle est si appréciée que des personnes lui déposent des cookies faits maison à son motel. La jeune éducatrice commence à s'enthousiasmer pour la politique et les campagnes. Elle assure son mari qu'ils vont certainement gagner l'Iowa.

À Washington, sa candidature intrigue. Joe Biden, qui fuyait les reporters comme la peste depuis son arrivée au Sénat, surtout pour éviter les questions sur sa vie personnelle, doit désormais les courtiser. Pour les journalistes politiques, l'élu reste une énigme: ils savent peu de choses sur lui, excepté qu'il file tous les soirs prendre le train pour retrouver sa famille dans un petit État que la plupart ne connaissent que de nom.

Pendant cette première campagne, Joe fait du Joe : il fait des discours sans fin et dit ce qu'il pense sans détour, surtout lorsqu'il est nerveux.

Lors d'un meeting de campagne, un agitateur l'accuse d'avoir exagéré son parcours académique. Il répond du tac au tac : « Je pense avoir un QI

plus élevé que le vôtre. » Beaucoup d'observateurs lui reprochent de faire le « show » et de manquer de substance.

Joe Biden qui, jusqu'à présent, se concentrait essentiellement sur l'audition à venir du juge Bork, se rend au débat le plus attendu de l'été, celui qui se déroule à la populaire *State Fair*² dans l'Iowa, le 23 août. Il n'a pas eu le temps de se préparer et arrive comme une fleur sur la scène. Confiant malgré tout. « Je pensais vraiment que je pouvais me débrouiller en improvisant lors de l'événement de campagne le plus important de l'été³. »

Il n'a préparé ni introduction ni conclusion et l'un de ses conseillers lui glisse qu'il n'a qu'à conclure sur Kinnock. Un peu plus tôt, William Schneider, un journaliste de CNN, avait montré à Joe Biden un spot de campagne du politicien britannique Neil Kinnock, lors de sa candidature face à la Première ministre Margaret Thatcher.

À la fin du débat, Joe Biden reprend donc du Kinnock pour souligner ses origines modestes, et part dans une envolée lyrique : « Pourquoi Joe Biden est-il le premier de sa famille à aller à l'université? Une famille qui descend de mineurs? N'étaient-ils pas intelligents? Étaient-ils faibles? Non, seulement, ils n'avaient pas de tribune de laquelle s'exprimer. »

Silence dans la salle, beaucoup sont émus. Joe Biden remarque une femme avec les larmes aux yeux au premier rang et se dit qu'il a réussi sa prestation. Il quitte la scène du débat, plutôt fier de lui, mais un de ses assistants l'intercepte, interloqué : « Tu sais que tu n'as pas mentionné Kinnock ? » Joe Biden, qui s'est approprié cet extrait du discours du chef du parti travailliste sans le citer, n'est pas très inquiet : « Je n'ai pas trouvé l'endroit où glisser la référence⁴. »

À la rentrée, en septembre, il devance tous les autres candidats en matière de levées de fonds.

Selon les premiers sondages, il est très populaire dans l'Iowa avec quelque 10 % des intentions de vote. Sa femme, Jill, est de plus en plus confiante.

Un reporter du *New York Times*, Robin Toner, qui le suit notamment dans le New Hampshire, écrit qu'il a une étonnante capacité à émouvoir. La plupart de ses discours sont ponctués de hochements de tête, de larmes à l'œil. Il est charismatique, sympathique et son histoire personnelle touche les Américains.

Malgré l'avenir plutôt lumineux pour l'équipe du candidat, il y a des frictions entre les membres de la campagne. Certains jeunes « gourous » ont du mal avec l'organisation du candidat et ne comprennent pas, par exemple, qu'il préfère aller voir un match de football de ses fils plutôt que d'être présent dans l'Iowa.

L'audition au Sénat sur la nomination du juge Bork doit débiter le mardi 15 septembre 1987. Joe Biden est à Washington le samedi matin qui précède pour assister au baptême de sa nièce, Caroline Nicole, la fille de Jimmy. Un article à la Une du *New York Times* perturbe ses plans. Il est signé de la désormais célèbre journaliste américaine Maureen Dowd. Elle remarque que Joe Biden a utilisé une déclaration de Neil Kinnock quasi mot pour mot lors du débat du 23 août dans l'Iowa, sans le citer. Elle explique qu'il a mentionné le politicien britannique lors d'autres événements de campagne pendant l'été et pointe du doigt son oubli dans un article intitulé « *An Echo from Abroad* », « Un écho de l'étranger ».

Joe Biden apprendra qu'un membre de la campagne du démocrate Michael Dukakis a envoyé à la journaliste une vidéo avec son discours et celui de Kinnock juxtaposés. Le candidat passe donc son dimanche au téléphone avec des reporters pour tenter de s'expliquer; il admet être embarrassé mais ne prend pas encore la mesure de la gravité de l'affaire. Il explique avoir toujours cité Kinnock et avoir fait un simple oubli, dû à son manque de préparation. Cette histoire est un os à ronger pour les journalistes qui se mettent à fouiller son passé. Le *Mercury News*, journal basé à San José en Californie, l'appelle pour lui demander s'il n'aurait pas utilisé une citation de Bobby Kennedy⁵ dans l'un de ses discours dans le *Golden State*. Joe Biden réalise alors que l'un de ses assistants chargé de les rédiger a utilisé une phrase de RFK sans le lui dire.

Les journalistes décrivent alors une « habitude », un « défaut récurrent ».

Son image de candidat sérieux est à nouveau entachée.

Jill Biden s'alarme très rapidement de la situation. L'élu ouvre l'audition du juge Bork, alors qu'il est au cœur de suspicions ; les articles questionnant son honnêteté se multiplient. « J'étais en train de livrer deux batailles : l'une avec la Maison-Blanche de Reagan à propos de la nomination du juge Bork, l'autre pour défendre mon nom⁶. »

Peu de temps après le début de l'audience, c'est son histoire de plagiat à l'université de droit de Syracuse qui refait surface.

Un éditorialiste du *New York Times* l'appelle « Joe le plagiaire », un surnom qui lui collera longtemps à la peau.

Biden dit se sentir « au bord du précipice ». Il confiera que cette affaire l'a rongé, lui qui a grandi dans une famille où l'honneur et l'intégrité sont des valeurs fondatrices. Un de ses stratèges de l'époque, John Phillip Marttila, dira l'avoir vu profondément « blessé ». Il lui conseille de faire ses excuses. Même s'il n'avait pas l'intention de tricher à l'examen de droit, l'heure est grave et il faut assumer. Lors d'une conférence de presse, le candidat avoue avoir fait une « erreur stupide », et tient à préciser : « J'ai eu tort, mais je n'ai pas agi intentionnellement. »

L'un de ses anciens professeurs le défend dans la presse et lui fait passer un message, *via* un ami : « Dis à Joe que la prochaine fois qu'il cite la Bible, il ne faut pas qu'il oublie d'en faire porter le crédit à Dieu. »

En 2019, William Schneider, celui qui a fait découvrir Kinnock à Biden, rédige une tribune sur le site politique très suivi à Washington, *The Hill*. Il y écrit que Joe Biden est un homme d'un « immense talent politique, malgré ses occasionnels manques de jugement ». « J'étais frappé de voir le nombre d'électeurs perplexes devant le déchaînement médiatique dans l'affaire du plagiat. Parfois, on m'arrêtait dans la rue pour m'en parler. Beaucoup m'ont dit qu'ils n'étaient pas certains que ce qu'avait fait Biden était si mal. »

Ces affaires poussent les médias à éplucher davantage la candidature de Biden. *Newsweek* rapporte notamment le moment où l'élu du Delaware a perdu son calme dans le New Hampshire et a demandé à un électeur s'il voulait qu'ils comparent « leurs QI ». On lui reproche aussi d'avoir exagéré son rôle dans le mouvement des droits civiques et il doit concéder : « Je n'étais pas un activiste. J'étais engagé mais je n'étais pas dehors en train de manifester. » Il passe un peu pour un imposteur. Sa popularité chute dans les sondages. Vu le climat, il propose même de démissionner en tant que président du comité judiciaire, mais ses collègues démocrates et républicains refusent pratiquement tous, et beaucoup le défendent publiquement. « Ce fut probablement le moment le plus gratifiant d'un point de vue personnel ; je n'avais jamais vécu cela au Sénat. »

Les élus l'excusent, mais le déferlement médiatique est inarrêtable. Des reporters campent devant chez lui. Un journaliste demande même à sa nièce, la fille de Valerie, si son oncle lui a déjà menti. C'en est trop pour la famille Biden.

Une semaine après le début de l'audition de Bork, Joe Biden convoque une réunion familiale à « La Station ». Jill, leurs fils Beau et Hunter, Frank et Jimmy, Valerie, son mari Jack et les parents de Biden sont présents, ainsi que ses conseillers les plus proches. Le sondeur Pat Caddell est persuadé qu'il peut poursuivre sa campagne. Mais Ted Kaufman, son directeur de cabinet et fidèle ami, qui fait pratiquement partie de la famille, veut le protéger : « Il n'y a qu'un seul moyen d'arrêter les requins, c'est de se retirer. » Beau et Hunter sont très en colère et veulent que leur père continue la course, qu'il sauve l'honneur. Ils ont l'impression que leur nom de famille a été sali.

Joe Biden remarque que sa mère n'a pas parlé ; il lui demande son avis : « Je pense qu'il est temps d'abandonner. »

Le candidat, qui veut avant tout protéger le clan Biden, finit par faire une annonce, le 23 septembre 1987, pendant la pause-déjeuner d'une nouvelle audience au Sénat. Devant une foule de journalistes, il déclare, visiblement très déçu et un brin nerveux : « Même si le choix que je dois faire est très clair, je dois vous dire honnêtement que je le fais avec beaucoup de réticence et cela me met en colère. Je suis en colère contre moi-même de m'être mis dans cette position. Et je suis tout autant en colère à cause du cadre politique qui n'a pas permis aux Américains d'apprécier Joe Biden dans son entièreté, pas seulement sous l'angle de déclarations approximatives que j'ai faites. J'en ai conclu que je ne serai plus candidat à la présidence des États-Unis. Il y aura d'autres campagnes présidentielles et je serai là, sur le devant de la scène. En revanche, il n'y aura peut-être pas d'autre occasion pour moi d'influencer le choix du président Reagan pour la Cour suprême. »

Des membres de son équipe sont en pleurs. Certains ont quitté leur emploi, déménagé, changé de vie pour tout miser sur lui. Sa campagne aura duré trois mois et demi.

Pour Joe Biden, qui n'a jusqu'à présent jamais abandonné face aux difficultés, c'est un énorme échec. Il ressent même des douleurs physiques, suite à cet épisode humiliant.

Jill confiera que ce fut vraiment difficile pour son mari d'être attaqué sur sa personnalité et qu'il était déterminé à se présenter de nouveau à une élection présidentielle pour prouver qu'il était « un homme avec des valeurs morales ».

Hunter dira quelques années plus tard : « J'ai trouvé que ce qui s'était passé était incroyablement injuste. Je croyais en mon père. Mais je ne me rappelle pas avoir été amer. J'étais fier de lui. »

Suite à son annonce, le sénateur Ted Kennedy, défait en 1980 par Jimmy Carter lors des primaires présidentielles, lui passe une note lors de l'audience dans l'après-midi : « Il y a une vie après une campagne présidentielle. »

Après cette éprouvante journée, Jill et Joe Biden décident d'aller dîner dans l'un de leurs restaurants favoris à Wilmington. Les clients les reconnaissent vite ; des murmures se font entendre et, au bout de quelques minutes, les Biden reçoivent une *standing ovation*. Dans le Delaware, « Joe » est encore très apprécié.

Une longue traversée du désert

Joe Biden se consacre de nouveau quasi exclusivement à l'audition qui divise de plus en plus l'Amérique, entre conservateurs et démocrates. La confirmation de Bork semble quasi impossible. Le juge pense même se retirer mais il décide de rester jusqu'au bout du processus, encouragé par le président Reagan. Le 23 octobre 1987, le vote a lieu au Sénat et Bork essuie une défaite humiliante, avec 58 votes contre sa nomination et 42 pour. Jamais un juge désigné à la Cour suprême n'avait été « rejeté » de façon aussi nette. C'est une victoire pour Joe Biden et le camp démocrate. Le sénateur apprécié au Congrès a notamment réussi à convaincre les démocrates du Sud, plus conservateurs, à voter contre Bork. Le 1^{er} février 1988, le juge Anthony Kennedy, nommé par le président Reagan à sa place, reçoit le soutien unanime du Sénat.

En février 1988, le soir des *caucus* de l'Iowa auquel il aurait aimé participer, Joe Biden fait un discours à Rochester, dans l'État de New York. Peu de temps après être rentré à son hôtel, il s'évanouit.

Il retrouve ses esprits et, encore étourdi, regarde l'heure : 4 h 10. Il a été inconscient pendant environ cinq heures. Un ami qui l'accompagnait durant ce voyage le met dans un avion et Jill Biden l'emmène de toute urgence à l'hôpital de Wilmington.

Il y subit une ponction lombaire. Il a fait une rupture d'anévrisme, et doit être opéré aussitôt, car sa vie est en danger. Il est alors envoyé dans un hôpital près de Washington.

Le chirurgien le prévient : il peut perdre l'usage de la parole. Beau et Hunter se précipitent à son chevet. Incertain de ce que l'avenir lui réserve, il leur demande simplement de prendre soin de leur mère et de leur sœur. L'opération est un succès. Il reste encore dix jours à l'hôpital. Mais, de retour à Wilmington, les médecins trouvent un caillot dans un de ses poumons et le renvoient à l'hôpital. Il fait une deuxième rupture d'anévrisme et subit une nouvelle opération en mai. C'est le début d'une longue convalescence de sept mois. Une période sombre. Il trouve la force de s'en relever grâce à ses proches et à sa deuxième famille, le Sénat. Le clan Biden célèbre son retour sur les bancs du Congrès en septembre 1988 en l'accompagnant à la gare de Wilmington. Les employés d'Amtrak l'accueillent avec de grands sourires, ainsi que des ballons et des pancartes à son nom. Au Sénat, des élus des deux bords le félicitent pour son retour.

Joe Biden, le revenant, réalise qu'il a eu beaucoup de chance. Sa candidature à la présidentielle était sûrement prématurée ; il décide de ralentir le rythme.

Sa femme et lui sont persuadés que, s'il avait continué la campagne, il serait décédé avant l'élection. Il est réélu en 1990 pour un quatrième mandat au Sénat.

À tous les journalistes qui lui posent la question, Joe Biden dit ne pas exclure de se présenter de nouveau à une élection présidentielle. Howard Fineman, à l'époque employé à *Newsweek*, dit de Joe Biden : « Il est passé de politicien prodige élu à 29 ans à la campagne de 1988 tristement tragicomique. Mais les gens ont vu quelque chose qui leur ont plu en lui et lui sont restés fidèles. »

2008, nouveau fiasco

Joe Biden n'a jamais renoncé. Le 7 janvier 2007, il annonce sa candidature dans la populaire émission de NBC *Meet the Press*. « Je vais être Joe Biden et vais essayer d'être la meilleure version de Biden que je puisse être. Si j'y arrive, alors je peux réussir. Sinon, eh bien, je perdrai. »

Vingt ans après son humiliant échec, il décide de retourner au front. Il se pense le plus qualifié des candidats, notamment sur les dossiers de politique étrangère. Ses proches y voient surtout la volonté d'effacer les souvenirs de sa première tentative.

Il est désormais accoutumé au rythme de la campagne et, dès 2006, il multiplie les allers-retours dans les États où se tiennent les *caucus* et les primaires. Contrairement à sa précédente campagne, il ne se laisse pas envahir par ses multiples conseillers, aux ambitions personnelles toutes aussi importantes les unes que les autres. On retrouve à ses côtés certains fidèles comme Ted Kaufman, John Marttila et Larry Rasky. Mais aussi Anita Dunn qui jouera un rôle important dans sa campagne pour 2020.

Au départ, Joe Biden minimise l'importance de la possible candidature de l'étoile montante du parti, Barack Obama. Dans une interview, en 2007, il déclare : « Je serais un peu surpris s'il décide de se présenter. » Il ajoute que tout le monde pense plutôt à Obama comme un « numéro 2 », c'est-à-dire un vice-président.

Le premier échange entre lui et Barack Obama les laisse tous les deux sur leurs gardes.

À l'époque, le jeune sénateur noir a 43 ans. Désireux d'être nommé au sein du comité sénatorial des Affaires étrangères, il cherche l'aide du vieux lion du Sénat, qui y siège. Ils parlent alors de dîner ensemble et Biden lance à Obama qu'il y a un restaurant italien « qui ne paie pas de mine », à deux pas du Capitole. Obama, un peu vexé, d'autant qu'il venait de gagner des millions de dollars avec la publication de ses *Mémoires*, répond : « On peut aussi aller dans un bel endroit ! Je peux me le permettre. » Il juge la proposition de Biden quelque peu condescendante tandis que l'élu du Delaware trouve la réponse d'Obama arrogante.

Joe Biden fait figure de *senior* par rapport à Obama, mais il est peu connu du grand public en dehors de son État. En avril 2007, un sondage du respecté institut Gallup montre que 38 % des citoyens n'ont jamais entendu parler de Joe Biden et 17 % n'ont aucune opinion sur lui.

Pour cette nouvelle élection, Biden se présente comme le meilleur candidat pour sortir les États-Unis du borbier de l'Irak. Il veut réduire la mission des troupes américaines et retirer toutes les forces de combat d'ici à début 2008. Il est déterminé à montrer son opposition à la guerre en Irak après avoir été très critiqué pour son vote autorisant l'intervention américaine, en octobre 2002. Lorsque sa campagne est officiellement sur les

rails, le 31 janvier 2007, il attaque la stratégie en Irak de Hillary Clinton, en tête des sondages, qu'il qualifie de « désastre » dans une interview à *Good Morning America*. Il a une « solution politique » alors que Clinton a une « solution militaire ». Lui seul peut « restaurer le *leadership* de l'Amérique dans le monde ».

Mais Biden, dont la langue est toujours bien pendue, fonce droit dans le mur dès le début de cette deuxième campagne.

Interviewé par un journaliste de l'hebdomadaire *New York Observer* la veille de l'annonce de sa candidature à la télévision, il déclare à propos de Barack Obama, de plus en plus populaire : « C'est le premier Afro-Américain connu du grand public qui est éloquent, brillant, propre sur lui et beau garçon. C'est une bonne histoire, c'est sûr ! »

« Joe fait du Joe », comme diraient les habitants du Delaware. Il ne se rend pas compte tout de suite du commentaire explosif qu'il vient de faire. Lorsque l'article paraît, son fidèle conseiller Larry Rasky comprend ce qui l'attend. « Le jour où la campagne s'est terminée est le jour où elle a commencé. » Rasky parle de « pire cauchemar » à l'idée de devoir revivre l'année 1987.

Le jour même de la sortie de l'article, et donc de l'annonce de sa campagne, Biden tente de s'expliquer sur la controverse et présente ses excuses à Barack Obama dans le cadre de l'émission satirique *The Daily Show*. Il ne voulait pas dire « propre » mais « frais », à savoir « il a des idées fraîches, nouvelles ». L'explication convainc peu. Ceux qui le connaissent savent que ses propos ne sont pas racistes, mais ils passent très mal auprès du public, notamment auprès des Afro-Américains.

Beaucoup critiquent son ton « paternaliste » sur la question raciale.

Barack Obama ne lui en tient pas rigueur, mais ça n'aide pas à améliorer l'image qu'il a de Biden, après leur première rencontre au Sénat.

Jonathan Darman, journaliste et auteur, commente sur MSNBC : « Si cette gaffe détruit les chances de Biden, peu dans le parti en seront surpris. Le plus grand ennemi du sénateur a toujours été sa propre bouche... Il n'arrive tout simplement pas à contrôler ce qui en sort. »

Ce commentaire sur le sénateur du Delaware rappelle sa remarque, en juillet 2006, sur la communauté indo-américaine. Il avait déclaré à un militant américain, d'origine indienne : « Dans le Delaware, la population qui croît le plus vite, ce sont les Indiens américains. On ne peut pas aller

dans un Seven Eleven ou chez Dunkin' Donuts sans avoir un léger accent indien. Je ne blague pas ! »

Des commentaires considérés par beaucoup comme condescendants.

Luis Navarro*, son directeur de campagne à l'époque, tempore : « Vous savez, Joe Biden est un livre ouvert ! Il est très aimable. Il veut toujours trouver une façon de compatir et de s'identifier aux personnes auxquelles il parle. Et, bon... il est franc⁷ ! »

Au fil des mois, Joe Biden est conforté dans son idée qu'il est le plus « expérimenté ». « Je sais que beaucoup de mes rivaux disent que je ferais un super-secrétaire d'État. Vous regardez les débats ? “Joe a raison, Joe a raison, Joe a raison.” » Il finit même par faire de cette phrase « *Joe is right* » un slogan pour des publicités de campagne.

Mais, dans les sondages, il est loin derrière Obama et Clinton dans les États clés de l'Iowa et du New Hampshire.

Beaucoup lui reprochent ses longues réponses. Joe Biden est connu, depuis le début de sa carrière, pour s'attarder sur de nombreux détails lorsqu'on lui pose une question. Mais il répète qu'il ne souhaite pas que les discussions politiques soient réduites à des *sound bites*.

Lors de certains événements de campagne, son frère Jimmy et son fils Hunter sont obligés de désigner leur montre pour qu'il abrège ses propos. Lors du premier débat démocrate en avril 2007 en Caroline du Sud, le présentateur, un journaliste de NBC News, lui lance que son côté loquace lui a posé des problèmes par le passé et lui demande si, cette fois, il réussira à tenir sa langue. Ce à quoi Joe Biden répond : « Oui. » Il n'ajoute rien, si ce n'est son large sourire. Rires et applaudissements dans la salle : le public est conquis. Luis Navarro, qui suit en direct le débat dans les coulisses, est ravi et soulagé. « C'était vraiment difficile au départ d'attirer la couverture médiatique sur lui. Les médias le traitaient comme si c'était un mort vivant. Et je pense que le moment clé qui a permis de redéfinir Joe Biden a été ce premier débat. »

Au fil de la campagne, Barack Obama l'admire de plus en plus.

Il lui lance même : « Tu sais que je suis bien conscient que tu me bats dans ces débats ? » Barack Obama a confié, des années plus tard, au journaliste Jules Witcover* : « Il répondait aux questions avec une certaine force et une sagesse qui m'ont impressionné⁸. »

En privé, le charismatique et confiant Barack Obama se montre anxieux à l'idée de gouverner⁹. Il concède même que Hillary Clinton, qui ne cesse

de pointer son manque d'expérience, n'a pas tort. L'élu originaire de Chicago est un grand orateur, mais il n'est pas habitué au format des débats et n'est pas toujours à l'aise. De son côté, Biden le traite avec respect et n'en fait pas la cible d'attaques. Ce qui agace d'ailleurs Hillary Clinton. Au cours de l'un des derniers débats avant le *caucus* de l'Iowa, elle va voir Joe Biden et Christopher Dodd, le sénateur du Connecticut, également candidat, et leur lance : « Vous savez, je pensais que vous vous y prendriez mieux que ça pour dénoncer le manque d'expérience d'Obama. »

Côté politique intérieure, Joe Biden se fait notamment remarquer sur l'immigration. Il dit que cela coûterait trop cher de renvoyer les quatorze millions d'immigrés illégaux dans leur pays et déclare que seuls ceux qui ont commis un crime devraient l'être. Les autres devraient pouvoir devenir des citoyens américains. Il parie déjà sur la Caroline du Sud. Il participe, avec les autres candidats, à un *fish fry* annuel organisé par l'élu James Clyburn, le faiseur de rois dans cet État. Les candidats mangent du poisson frit, un plat typique du Sud, tout en rencontrant des sympathisants démocrates locaux. Clyburn se rappelle que, cette année-là, Joe Biden est le dernier candidat à quitter les lieux, car il veut être sûr de rencontrer le plus de personnes possible.

Vingt ans après sa première tentative, sa campagne est bien plus ordonnée. Persuadé que les Américains veulent un candidat qui connaît très bien les Affaires étrangères et la Sécurité nationale, il se vante d'appeler de nombreuses personnalités dans le monde « par leur prénom ». Pendant cette campagne, de plus en plus d'Américains le voient comme un expert en relations internationales ; il est enfin perçu comme un candidat sérieux. Ses mésaventures de 1987 semblent loin derrière lui.

Mais ses finances ne se portent pas beaucoup mieux. Il a du mal à attirer l'attention des donateurs contrairement à l'ancienne première dame, Hillary Clinton, et à l'étoile montante du parti, Barack Obama.

L'heure de vérité approche enfin avec le *caucus* de l'Iowa. Son équipe de campagne y va assez confiante. Mais c'est un immense échec.

Joe Biden recueille 1 % des voix et se positionne à la cinquième place. Un triste et décevant résultat pour lui qui espérait faire valoir son expérience au Sénat et dans le monde pour se positionner comme chef d'État. Les électeurs démocrates n'ont d'yeux que pour Barack Obama et Hillary Clinton.

Luis Navarro¹⁰ lui a sûrement évité une situation humiliante. En effet, certains membres de la campagne, optimistes et encouragés par une presse favorable au candidat, pensaient le mettre dans un avion à la fin du *caucus* pour qu'il soit dans le New Hampshire au moment des résultats, prêt à attaquer cette deuxième étape clé pour l'investiture démocrate.

Or, le directeur de campagne, prudent, va voir Valerie Biden et lui conseille de dire à son frère qu'il vaut mieux rester dans l'Iowa. Il sera sur place pour les célébrations si les résultats sont bons ; sinon, il faudra penser à la suite de la campagne.

Son score dans l'Iowa est si faible qu'il annonce le soir même, le 3 janvier 2008, le retrait de sa candidature.

Son conseiller en communication, Larry Rasky, lui suggère de continuer jusqu'au New Hampshire et il hésite. Sa sœur Valerie s'y oppose et, comme souvent, c'est elle qu'il écoute.

Navarro se souvient : « Ç'a été une décision difficile. Tant de personnes étaient optimistes, avec tous les éloges qu'il recevait dans la presse. Mais il fallait être réaliste, on n'avait pas l'argent pour continuer. » Joe Biden était très déçu, car il pensait vraiment avoir une chance d'être le candidat désigné du parti démocrate, mais cette candidature lui a permis d'être davantage reconnu sur la scène nationale et d'être pris au sérieux. Il en est sorti plus fort.

Il garde la tête haute devant ses partisans : « Il n'y a aucune raison d'être triste ce soir ! »

D'après sa fille Ashley, c'est lui qui a dû reconforter toute la famille par la suite.

Il repart donc pour de nouvelles aventures au Sénat et se prépare à se présenter pour un septième mandat. Il assure ne pas vouloir de « lot de consolation », que ce soit la vice-présidence ou le poste de Secrétaire d'Etat.

Il confie à un reporter de Wilmington que, si le président est démocrate, il aura alors bien plus d'influence en tant que président du comité des Affaires étrangères du Sénat qu'en tant que vice-président. Son conseiller Mike Donilon mentionne aussi la vice-présidence, mais Biden lui dit qu'il n'aime pas jouer les « seconds couteaux ».

1. Juge de la cour Suprême nommé en 1986, titulaire de cette fonction jusqu'à son décès en 2016. Réputé pour son interprétation littérale de la Constitution des États-Unis, il est considéré comme l'un des juges les plus conservateurs de la Cour.
2. Foire avec dégustations en tous genre, concours et démonstration pour mettre en valeur le territoire et l'agriculture locale.
3. Joe BIDEN, *Promises to Keep*, *op. cit.*
4. Jules WITCOVER, Joe Biden, *op. cit.*
5. Robert Francis Kennedy, dit Bobby Kennedy, est le frère cadet du Président américain John Fitzgerald Kennedy. Il fut procureur des États-Unis puis sénateur de l'État de New York.
6. Joe BIDEN, *Promises to Keep*, *op. cit.*
7. Entretien avec l'auteure le 20 avril 2020.
8. Jules WITCOVER, Joe Biden, *op. cit.*
9. Glenn THRUSH, "Obama and Biden's Relationship Looks Rosy. It Wasn't Always That Simple", *New York Times*, 16 août 2019.
10. Entretien avec l'auteure le 20 avril 2020.

VIII

Joe Biden, vice-président

Le choix d'Obama

Peu après son retrait de la course à la présidentielle, son collègue démocrate du Vermont, Patrick Leahy, gribouille une note qu'il lui fait passer sur les bancs du Sénat : « Alors, tu vas être VP ? » « J'espère pas – tu te rappelles l'histoire des deux frères ? » La blague, c'est que l'un part en mer tandis que l'autre devient vice-président et on n'entend plus parler ni de l'un ni de l'autre.

La fonction a longtemps été perçue comme un poste peu gratifiant à Washington.

Le premier vice-président des États-Unis, John Adams, disait : « Je suis vice-président. En cela je ne suis rien, mais je suis peut-être tout. » Selon lui, c'était la fonction la plus « insignifiante » que le pays ait imaginée.

Le sénateur William Cocke du Tennessee disait, au XVIII^e siècle, à propos du choix par les futurs présidents des vice-présidents : « Ils chercheront un homme de talent moyen, dont l'ambition est limitée à cette fonction, et dont l'influence les aidera à être élu président. »

Pour Barack Obama, Joe Biden, sénateur blanc d'un certain âge, catholique issu de la classe moyenne, dont l'histoire personnelle est touchante, est un bon pari pour tenter d'accéder à la présidence sans trop effrayer les Américains les plus conservateurs... et les moins exposés à la diversité raciale.

Il s'inquiète de la réaction des Américains après sa nomination à l'investiture démocrate et se dit qu'un Joe Biden, qui passe bien auprès des

ouvriers blancs, peut l'aider dans des États comme la Pennsylvanie, le Michigan et l'Indiana dans lesquels il a perdu les primaires.

Il lance à son conseiller, David Axelrod : « Barack Hussein Obama, c'est assez de changement pour la plupart des gens. » Il veut une tête chenue et en qui il peut avoir confiance.

Pendant les six premiers mois suivant son abandon dans la course à la présidentielle, Joe Biden est en retrait, alors que Hillary Clinton et Barack Obama se livrent une âpre bataille. Le jeune sénateur de l'Illinois l'a approché pour tenter d'avoir son soutien pendant le reste des primaires, mais le candidat malheureux préfère rester neutre jusqu'à ce que le nominé soit connu. Il lui déclare toutefois : « Si tu gagnes, je ferai tout ce que tu me demanderas. » « Attention, je risque de t'en demander beaucoup ! » En attendant, Joe Biden renforce sa carrure à l'international en allant en Afghanistan, au Pakistan, en Turquie et en Inde en tant que président du comité des Affaires étrangères du Sénat.

Au départ, Obama et ses équipes ont une liste de quelque vingt noms pour la vice-présidence. Parmi eux, Joe Biden, le sénateur Evan Bayh d'Indiana, le sénateur Tim Kaine de Virginie et Hillary Clinton. C'est Barack Obama qui a avancé le nom de Joe Biden, impressionné par sa campagne. Ce dernier n'est toujours pas enthousiasmé par l'idée.

L' élu du Delaware, certain qu'il était le mieux préparé des candidats démocrates pour être président, n'a pas tellement envie de jouer les numéros 2.

Le stratège David Axelrod, ancien conseiller de Barack Obama aujourd'hui consultant politique et commentateur sur CNN, se rappelle : « Biden était un pur produit du Sénat. Il prenait beaucoup en considération les années de service, et Obama, quant à lui, n'en avait pas suffisamment. Je pense qu'il y avait naturellement un peu de méfiance, je ne pense pas toutefois qu'il s'agissait d'hostilité¹. »

C'est justement son expérience au Sénat qui le rend d'autant plus attrayant pour la campagne Obama. Axelrod dit de l'ancien sénateur afro-américain : « Il avait besoin de quelqu'un pour négocier avec Mitch » (Mitch McConnell, le coriace chef de l'opposition républicaine au Sénat de 2007 à 2015).

Dans le clan Biden, il y a de nombreux fans d'Obama. Ses proches l'encouragent à envisager le poste et enragent qu'il ait tout d'abord dédaigné l'opportunité lorsqu'il a été approché par des conseillers

d'Obama. Il raconte dans ses *Mémoires Promise me, Dad* : « Toute ma famille voulait que j'accepte. Beau et Hunt étaient certains que mon expérience allait bénéficier au "ticket". » « Ma mère de 90 ans, qui m'a vu me battre toute ma vie pour les droits civiques et l'égalité raciale, a lancé, lors d'une réunion de famille : "Alors chéri, le premier Afro-Américain de l'histoire qui a une chance de devenir président te demande ton aide et tu dis non ?". »

Il confie à sa femme : « J'ai jamais eu de patron ! Je ne sais pas comment je vais gérer ça. » Ce à quoi Jill répond : « Allez Joe, grandis ! »

Certains assurent qu'il aurait préféré être secrétaire d'État.

Luis Navarro le confirme : « Pour quelqu'un qui a été le président du comité des Affaires étrangères, je pense qu'il se disait que le poste de secrétaire d'État lui allait sur mesure. »

Barack Obama plaide aussi auprès de ses conseillers pour nommer Hillary Clinton qu'il qualifie d'« intelligente, disciplinée, loyale ». Mais ces derniers l'en dissuadent, après le combat féroce qu'ils se sont livré. Les finalistes sont Joe Biden, Evan Bayh et Tim Kaine.

L'équipe Obama lance une enquête approfondie sur les trois hommes, fouillant dans leur vie personnelle et leurs finances. Une fois les informations obtenues, Obama lance à Biden : « Tu étais l'une des personnes les plus faciles pour l'enquête ; il n'y a rien sur toi !!! »

Surtout, aucune information sensible, éliminatoire ne semble avoir été trouvée. Liz Mair² est une stratège républicaine bien connue dans le petit monde politique de Washington. Elle a conseillé des politiciens comme le sénateur Rand Paul ou l'ancienne candidate à la présidentielle Carly Fiorina.

En 2008, elle fait partie d'une équipe chargée d'enquêter de façon non officielle sur les candidats de l'opposition. Son but est de fouiller le passé de leurs rivaux pour trouver des informations négatives ou gênantes. Cette pratique de dénigrement électoral (*opposition research*), est très courante aux États-Unis. Elle confie, depuis le Connecticut : « Il n'y a vraiment rien de très mauvais sur lui. Rien de gros, rien de sale. C'est un gars plutôt *clean*. Joe Biden, c'est le type assez simple qui adore manger de la glace, aime faire la course en Corvette contre Colin Powell³, et traîner avec les pompiers. » Joe Biden passe donc le premier test.

David Axelrod et David Plouffe, directeur de la campagne Obama en 2008, sont chargés de s'entretenir avec les prétendants à la vice-présidence.

Biden les reçoit chez sa sœur Valerie. Axelrod, bien conscient du problème de logorrhée de Biden, lui assène : « Désolé d'être si direct, mais comment être sûr que tu arriveras à te la fermer ? » Biden répond par un long monologue et digresse. Fidèle à sa réputation. Il parle de l'Iowa, d'Obama, du fait qu'il ne veut pas être vice-président et de pourquoi il serait tout de même un bon choix. David Plouffe, aujourd'hui lobbyiste de l'organisation caritative de Mark Zuckerberg, remarque dans *The Audacity to Win* que, avec Axelrod, ils « ne peuvent pas en placer une ». Mais les deux conseillers de Barack Obama sont amusés plus qu'autre chose par la loquacité de leur hôte.

Axelrod le décrit comme quelqu'un de « vrai, sincère, exubérant et crédible ».

Et puis, Obama est déjà familier des discours fleuves de Joe Biden. Un jour qu'il l'écoute parler lors d'une audition au Sénat, le jeune sénateur, mort d'ennui, fait passer une note à l'un de ses assistants : « *Shoot me now* », soit, littéralement, « Achevez-moi ».

L'expérience de Joe Biden en politique internationale, ses excellentes relations avec les sénateurs et son histoire personnelle en font un très bon candidat.

Biden assure qu'Obama n'aura jamais à s'inquiéter, car il est trop vieux pour se positionner pour une autre campagne présidentielle. Mais les deux parties comprennent que, si cela vaut pendant la présidence d'Obama, rien n'est explicitement précisé pour l'après-Obama.

Ses affaires de plagiat, sa propension à faire des gaffes jettent toutefois une ombre sur son parcours. David Plouffe écrit que « c'était dans son ADN, et on ne pouvait pas changer ça ». Ils savent aussi que Joe Biden a tendance à dire ce qu'il pense, sans toujours mettre les formes, quitte à froisser ses interlocuteurs. Justement, Barack Obama veut un vice-président qui le bouscule un peu ; il ne veut pas être entouré de « bénis oui-oui ».

Il a plus d'affinités avec Tim Kaine, mais il le trouve trop jeune et pas assez calé sur les affaires internationales.

Début août 2008, peu avant la convention, Barack Obama et Joe Biden se retrouvent secrètement dans une chambre de l'hôtel *Grave 601* à Minneapolis. D'après *Newsweek*, Biden lance à son cadet : « La bonne nouvelle, c'est que j'ai 65 ans ; donc, tu n'as pas à t'inquiéter sur le fait que je veuille me positionner pour être président. La mauvaise nouvelle, c'est que je veux faire partie des décisions. » Il réclame notamment de pouvoir

être présent à toutes les réunions clés et Obama lui promet qu'il sera la dernière personne à qui il parlera avant de prendre une décision majeure. Biden lui assure alors : « Tu prends une décision et je la suivrai jusqu'à ma mort. » Il promet aussi d'aider Obama dans l'arène du Congrès. Enfin, les deux hommes décident d'avoir des déjeuners hebdomadaires.

Joe Biden reçoit un appel de Barack Obama l'informant de sa décision alors qu'il est chez le dentiste avec Jill. Une demi-heure après avoir accepté, ils sont de retour chez eux et leur fille Ashley devine qu'il vient de se passer quelque chose. Elle demande, tout excitée : « Papa, il t'a appelé n'est-ce pas ? » « Oui. » « Et tu as dit oui ? » « Je t'ai dit que j'accepterais ma chérie. Oui j'ai accepté. »

Elle saute de joie et enlace son père : « Papa, ce qui se passe, c'est l'espoir et c'est historique ! »

Biden blague : « Oui, lui c'est l'espoir et moi l'Histoire !⁴ »

Le candidat démocrate désigné décide d'annoncer son choix sur Internet, un choix inhabituel et novateur pour l'époque. C'est par courriel que les bénévoles de la campagne apprennent le nom du colistier. Le premier meeting au cours duquel les deux hommes apparaissent côte à côte a lieu à Springfield, dans l'Illinois, terre de Barack Obama. Ce dernier présente Biden comme un homme « qui a changé Washington mais que Washington n'a pas changé. C'est un expert en politique internationale dont le cœur et les valeurs reposent dans la classe moyenne ».

Joe Biden se lance alors dans la campagne, n'hésitant pas à s'en prendre au candidat républicain le sénateur John McCain, dont il est pourtant très proche. Il critique son soutien indéfectible à George W. Bush et à la guerre en Irak.

Lors de la Convention démocrate, qui a lieu à Denver en août 2008, Joe Biden présente son fils Beau, procureur général du Delaware à l'époque, officier de la Garde nationale sur le point d'être envoyé en Irak. Beau, à la silhouette athlétique, aux cheveux bien peignés (avec une raie sur le côté qui lui donne des airs de premier de la classe) raconte l'histoire d'un père idéal, qui manquait des dîners mondains à Washington pour assister à l'anniversaire de sa petite-fille. Dans le public, Jill Biden, les larmes aux yeux, vêtue d'une robe bleu roi qui fait ressortir sa chevelure blonde, applaudit à tout rompre celui qu'elle considère comme son fils. Il revient sur la tragédie qui a frappé sa famille et sur ses premiers souvenirs d'enfance, ceux sur son lit d'hôpital, son père à ses côtés. De nombreux

délégués et membres de l'assistance sont émus aux larmes. Le candidat à la vice-présidence, très fier de son fils, arrive sur scène pour accepter officiellement sa nomination. Puis il revient sur son enfance à Scranton, son bégaiement et mentionne une phrase que lui répétait souvent son père : « Champion, quand tu es mis à terre, relève-toi ! » Joe Biden, candidat malheureux à deux élections présidentielles, humilié et longtemps jugé trop léger, fait son entrée à la Maison-Blanche. Il se rapproche du Bureau ovale qu'il convoite depuis sa jeunesse. Lorsqu'il est en campagne, il ne perd pas une occasion de parler de sa famille et de ses racines.

Alors qu'il convoite la Maison-Blanche aux côtés de Barack Obama, il retourne à Scranton avec sa mère pour un pique-nique bien médiatisé dans leur ancien jardin. Et puis, les gaffes s'enchaînent et font le tour de la Toile. La plus mémorable est lorsqu'il demande au sénateur local, Chuck Graham, de se lever pendant un meeting de campagne dans le Missouri : « *Stand up Chuck! Let'em see you !* » Sauf que Chuck est en fauteuil roulant.

Il arrive à rebondir en ce moment très gênant par un peu d'autodérision : « Bon, ça se voit que je suis nouveau ! » Puis, remettant presque en cause le choix d'Obama, il lance que Hillary Clinton est aussi qualifiée, voire plus qualifiée que lui, pour devenir vice-présidente des États-Unis.

Obama en a rapidement assez des commentaires et de la parole trop facile de son vice-président. Les relations se tendent entre le candidat démocrate et son colistier.

Dans leur livre, *Game Change*, John Heilemann et Mark Halperin notent qu'Obama est « de plus en plus à cran » après l'enchaînement des bourdes de Joe Biden.

Quand, en octobre, peu avant l'élection, Biden prédit, lors d'une levée de fonds à Seattle, qu'Obama sera testé avec une crise internationale, le jeune candidat afro-américain s'énerve au téléphone avec ses conseillers : « Combien de fois Biden va-t-il dire des choses stupides ? » Biden s'en excusera. L'équipe de campagne d'Obama finit par lui demander d'utiliser un téléprompteur pour ses remarques. Joe Biden a cela en commun avec le président Donald Trump: il parle souvent sans filtre.

Avec la désignation de Joe Biden, de vieilles histoires refont surface. Ses liens avec la banque sont pointés du doigt. Le *New York Times* révèle également qu'il a utilisé des milliers de dollars dans sa trésorerie de campagne pour ses allers-retours entre Wilmington et Washington, mais aussi pour faire des travaux dans sa grande maison du Delaware. Il aurait

bénéficié d'un prêt intéressant de la part de banquiers qui faisaient du lobby au Sénat. Des employés de MBNA, la grande banque du Delaware rachetée en 2006 par Bank of America, ont contribué à sa campagne de réélection au Sénat en 1996.

« Il semble avoir bénéficié de qui il est : un sénateur américain. Il n'est pas seulement "Amtrak Joe", le Monsieur Tout-le-monde qui prend le train que met en avant la campagne Obama-Biden pour rallier la classe moyenne. »

Son fils Hunter et son frère James sont aussi en ligne de mire: ils sont accusés d'avoir escroqué leur ancien parte-naire d'un *hedge funds*, « fonds spéculatif ». D'ailleurs, Biden « explose » lorsque les enquêteurs de la campagne Obama, chargés de fouiller son passé pour être sûrs qu'il n'y ait pas d'élément négatif ou gênant à son propos, commencent à poser beaucoup de questions sur sa famille, en particulier sur Hunter⁵.

Mais ces affaires ne semblent pas émouvoir le public américain, tout autant abreuvé d'histoires prouvant la bonté et la bravoure de Middle-Class Joe. Dans les colonnes du journal local de Wilmington, il y a, par exemple, le témoignage de Mary Hartnett qui raconte que, trente et un an plus tôt, un jeune garçon lui a arraché son sac et s'est enfui. Le sénateur Biden, qui passait en voiture devant chez elle, a sauté de son véhicule en costume et a poursuivi le garçon jusqu'à ce qu'il finisse par balancer le sac, que le jeune élu lui a fièrement rapporté.

Les Américains s'amuse aussi du drôle de match entre Joe Biden et la colistière de John McCain, Sarah Palin, la gouverneur républicain de l'Alaska, personnage haut en couleur, égérie du mouvement ultra-conservateur du Tea Party.

Pendant les débats qui les opposent, la stratégie de Biden est d'insister sur la détresse économique de la classe moyenne.

Le jour de l'élection, il vote dans le Delaware aux côtés de sa mère, de sa femme et de sa fille.

Barack Obama remporte la présidence, un moment historique, et, dans sa ville de Chicago, il fait un discours chargé d'émotion devant des milliers de partisans extrêmement émus et heureux.

« Si quelqu'un doute encore que l'Amérique est un endroit où tout est possible, se demande si le rêve de nos pères fondateurs est encore vivant, doute encore du pouvoir de notre démocratie, la réponse lui est donnée ce soir. » Il remercie un peu plus tard son vice-président, avec lequel il a déjà

eu des hauts et des bas : « Je voudrais remercier mon partenaire dans ce voyage, un homme qui a fait campagne avec son cœur et qui a parlé pour les hommes et les femmes avec qui il a grandi dans les rues de Scranton, et avec qui il a pris le train pour rentrer dans le Delaware, le vice-président des États-Unis, Joe Biden. »

Les jours suivants, Joe Biden propose d'être en quelque sorte un « conseiller en chef ».

Depuis la présidence Jimmy Carter, la fonction a gagné en visibilité. Le vice-président de l'époque, Walter Mondale, a joué un rôle plus important dans la prise de décision.

Tout comme Mondale, Joe Biden décide de rester généraliste et de ne pas s'enfermer dans un domaine parti-culier. Il est résolu à faire du poste autre chose qu'une roue de secours, mais il veut aussi « rétablir l'équilibre » après le tout-puissant Dick Cheney, le vice-président de George W. Bush. Joe Biden qualifie Cheney de « vice-président le plus dangereux de l'histoire de la République ».

Le 6 janvier 2009, il prête serment devant le Sénat américain, car il a remporté pour la septième fois d'affilée l'élection sénatoriale du Delaware, le jour même de l'élection de Barack Obama. Un peu plus d'une semaine plus tard, il démissionne, et c'est Ted Kaufman, son directeur de cabinet au Sénat, l'un de ses plus proches amis, qui reprend son siège. C'est le *Delaware Way*.

Le 20 janvier 2009, Joseph Robinette Biden Jr. prête serment sur les marches du Capitole aux côtés de Jill dont le manteau rouge contraste avec les costumes et les manteaux sombres qui l'entourent. Il répète d'un ton solennel la prestation de serment, en levant la main droite, sa Bible dans la main gauche. Leurs trois enfants, Beau, Hunter et Ashley, ne peuvent s'empêcher de sourire. La sénatrice démocrate Dianne Feinstein, qu'il a nommée parmi les premières femmes siégeant au comité judiciaire, est au premier rang. Il est le premier catholique romain à être désigné au poste de vice-président des États-Unis, et il devient le colistier du premier président noir du pays.

Premier mandat: Biden et Obama s'apprivoisent

Le 23 mars 2010, plus d'un an après leur installation à la Maison-Blanche, le président Barack Obama signe sa loi historique sur la réforme de la santé, surnommée « l'Oba-macare ». C'est un grand jour pour lui. Il tient à ce que la cérémonie se déroule comme sur des roulettes.

Comme à son habitude, Joe Biden se lance dans une présentation qui n'en finit pas puis, très enthousiaste, il donne une grande accolade au président en lui chuchotant à l'oreille : « *This is a big fucking deal !* », « C'est un putain de gros coup ! » Obama lui tapote gentiment l'épaule puis enchaîne avec son discours. Le vice-président ne se rend pas compte qu'il y a un micro à proximité; sa remarque est diffusée en direct à la télévision.

Joe le gaffeur a encore frappé. Cette fois, Barack Obama s'en amuse. Il lance le lendemain matin, lors du briefing quotidien avec ses conseillers : « Vous savez le meilleur à propos d'hier ? Le commentaire de Joe⁶ ! » Mais les deux hommes que tout sépare (leur style, leurs origines, leur âge) ont mis du temps à s'appivoiser. Leur relation a souvent été décrite sous son meilleur jour, les présentant comme de bons vieux amis, mais la dynamique a beaucoup évolué pendant ce premier mandat.

Joe Biden confie d'ailleurs à son biographe américain, lors de sa première année à la Maison-Blanche : « Ce que j'aime dans notre relation, c'est qu'elle n'est pas superficielle. On n'est pas les meilleures potes ; on ne va pas au cinéma ensemble. Je sais qu'il me respecte et il sait que je le respecte. »

Joe Biden obtient un bureau dans la *West Wing*, « l'aile Ouest », avec un accès facilité au président, ce qui lui permet d'être vite là lorsque des décisions importantes doivent être prises.

Leur déjeuner hebdomadaire a lieu dans la salle à manger privée du chef de l'État. Barack Obama y a disposé des photos de ses filles et une paire de gants de boxe rouges, signés par Mohamed Ali.

Biden s'installe avec Jill dans la somptueuse résidence officielle des vice-présidents, l'Observatoire naval. Fini les allers-retours Washington-Wilmington en train.

Après plus de trois décennies à travailler dans la capitale sans y vivre, Biden et sa femme s'intègrent enfin davantage dans la vie sociale washingtonienne. Ils sortent dans les restaurants du coin, comme *Le Diplomate*, célèbre restaurant français sur la 14^e rue ou, moins *fancy*⁷, la pizzeria *Paradiso* ou le restaurant italien *Capriotti*.

L'une de ses premières missions, et non la moindre, est de remettre sur pied l'économie américaine, dévastée depuis mi-2007. Barack Obama est en effet investi alors que l'une des pires crises financières de l'histoire vient de frapper le pays. Des réunions avec l'équipe en charge de l'économie ont lieu quotidiennement dans le bureau Ovale, tant la situation est grave. Tous les jours, des Américains continuent de perdre leur maison, leur assurance santé, leurs économies. Beaucoup perdent aussi espoir. L'avenir est sombre pour une bonne partie de la population.

Début 2009, Barack Obama présente son plan de relance de 787 milliards de dollars à la Chambre des représentants. L'adoption de ce plan colossal pour redresser l'économie américaine vise à créer ou sauvegarder 3 à 4 millions d'emplois. Il repose notamment sur d'importantes réductions d'impôts à hauteur de 310 milliards de dollars.

Joe Biden est chargé d'user de ses relations au Congrès pour convaincre les élus de voter pour ce plan de relance. Seuls trois sénateurs républicains, dits modérés, se rallient, mais c'est assez pour le faire passer au Sénat.

Le plan est donc validé moins d'un mois après leur installation à la Maison-Blanche, le 17 février 2009. Biden est chargé du contrôle des dépenses: toutes les semaines, il s'entretient avec des gouverneurs et des maires des deux bords pour suivre l'évolution de la situation dans le pays. Il met en place « la règle des 24 heures » : il promet aux élus locaux de répondre à leurs questions dans les 24 heures.

Ce plan suscite des retours mitigés. Pour certains, c'est un échec, pour d'autres, c'est un élément clef du dispositif qui a permis d'éviter une dépression.

Un document de l'équipe présidentielle assurait, en janvier 2009, qu'il contiendrait le chômage à 8 % au maximum. Or, le taux de chômage officiel a bondi à 8,3 % dès février 2009 et s'est maintenu au-dessus de 8 % jusqu'en août 2012. Dans un sondage effectué par la « *business school* » de l'université de Chicago, 46 % des économistes interrogés disent que le plan a été bénéfique, 12 % disent que non, et 27 % sont d'avis incertain. Les élus républicains assurent qu'il a surtout creusé le déficit.

Biden réussit un coup de maître en avril 2009 : il convainc le sénateur républicain modéré Arlen Specter, qui a d'ailleurs voté en faveur du plan de relance, de basculer du côté des démocrates. Le changement d'allégeance de Specter renforce la position des démocrates au Congrès, faisant passer la

majorité démocrate à cinquante-sept sénateurs contre quarante républicains. Biden gagne alors des points auprès du président.

En mai 2009, il retourne à Syracuse et se rend à l'école primaire où Neilia a enseigné. Devant des dizaines d'élèves assis par terre, intrigués par la présence de ce vieux monsieur, il lance : « Mon nom est Joe Biden. J'avais l'habitude de venir traîner ici. Vous savez pourquoi ? J'étais amoureux de la plus jolie maîtresse que j'ai jamais vue ! »

Ému, il emprunte la rue où il habitait avec Neilia. Des voisins l'accueillent, l'enlacent ; beaucoup ont les larmes aux yeux.

Alors que la fin du premier mandat approche, Barack Obama et ses conseillers hésitent à annoncer leur soutien en faveur du mariage gay. Le président sortant se présente à l'élection présidentielle de 2012 face au républicain Mitt Romney et ils craignent de perdre des voix dans les États clés. Ils savent aussi que, si le président reste silencieux, il sera critiqué par de nombreux électeurs de gauche pour son manque de courage politique. Obama compte réserver sa décision pour septembre, juste avant la Convention démocrate.

Alors que la Maison-Blanche est paralysée sur le sujet, Joe Biden fait une annonce imprévue. Interviewé sur la chaîne NBC dans la célèbre émission *Meet the Press*, le vice-président – qui n'était pas favorable au mariage gay en 2008 – déclare le 6 mai 2012 : « Je suis tout à fait à l'aise avec le fait que les hommes qui se marient avec des hommes, les femmes qui se marient avec des femmes et les hommes et les femmes hétérosexuels aient exactement les mêmes droits. » Le présentateur lui demande si l'Administration va se ranger derrière cette cause : « Je ne connais pas la réponse. » Coup de tonnerre à la Maison-Blanche : le vice-président se prononce publiquement avant Obama, ce qui rend furieux ses conseillers. Certains pensent que ce n'est pas fortuit et qu'il se positionne déjà pour 2016. Valerie Jarrett, l'une des principales conseillères d'Obama, l'accuse d'avoir manqué de loyauté envers lui. Après ça, son cercle rapproché exclut de certaines réunions le vice-président et une guerre ouverte éclate contre les conseillers de Biden.

L'un d'eux se souvient d'une vive tension dans les couloirs de la Maison-Blanche : « Certains ont pensé que c'était mauvais pour le président, car ça l'a fait passer pour moins progressiste que son vice-président. Et puis, ça a forcé le président à dire pourquoi il ne souhaitait toujours pas déclarer publiquement qu'il soutenait ce principe. »

Mais, selon le *New Yorker*, Michelle Obama considère « l'incident » comme une « aubaine ». Elle aurait lancé à son mari : « Tu as les mains libres », lui qui était paralysé à l'idée de prendre une décision, dans un sens ou dans un autre.

Joe Biden assure dans ses *Mémoires* qu'il s'est rendu dans le Bureau ovale le lendemain de son interview et qu'Obama lui a dit avec le sourire qu'il avait créé un sacré boucan mais qu'il ne lui en voulait pas de dire ce qu'il pensait.

Coincé, Barack Obama décide de briser son silence. Le 9 mai 2012, il devient, lors d'une annonce officielle très médiatique, le premier président américain en exercice à se déclarer en faveur du mariage homosexuel.

La sortie de Biden lui vaut le soutien d'une bonne partie de la communauté homosexuelle, jusqu'à aujourd'hui.

Sur le plan national, le premier mandat du couple Obama-Biden se termine sur une terrible tragédie. Le 14 décembre 2012, le pays est sous le choc après une tuerie dans une école primaire du village de Sandy Hook, dans le Connecticut. Vingt-huit personnes sont tuées dont vingt enfants. Joe Biden préside alors un groupe de travail chargé de faire des propositions au président pour renforcer la législation sur les armes. Il réclame notamment l'interdiction des fusils d'assaut et des contrôles plus stricts des antécédents de ceux qui veulent acheter une arme.

Sur le plan international, l'administration Obama hérite des conflits en Irak et en Afghanistan, qui coûtent cher à l'Amérique (près de 15 milliards de dollars par mois). Obama, surtout intéressé par l'Asie, se repose beaucoup sur son vice-président pour la politique internationale. Biden est chargé de faire le point sur la situation dans ces deux pays. Peu avant son investiture, en 2008, il va en Afghanistan, en Irak et au Pakistan. Il en revient convaincu qu'il faut poursuivre la lutte contre Al Qaeda et ses dirigeants. Il s'applique à rappeler au cercle rapproché d'Obama que les États-Unis sont allés en Afghanistan en réponse aux attaques du 11 Septembre. Or, depuis, les leaders d'Al Qaeda ont déménagé au Pakistan. Il est peut-être temps de revoir les priorités.

Il veut limiter l'engagement de l'armée américaine en Afghanistan. Au bout du compte, sous l'impulsion de Hillary Clinton, contre l'avis de Joe Biden, Obama autorise l'envoi de quelque 30 000 soldats supplémentaires en Afghanistan en assurant que son plan sera régulièrement révisé.

Ce dossier afghan est l'objet de l'un des premiers désaccords majeurs avec le président. Tony Blinken* se rappelle : « Joe Biden avait vraiment un appétit extraordinaire pour le fond des dossiers. Il est bien connu, par exemple, que sur le dossier de l'Afghanistan, Biden préconisait une approche différente de celle qui a été choisie par le président. »

Plusieurs sources prétendent que Joe Biden lui a conseillé de ne pas donner son feu vert pour le raid qui a abouti à la mort d'Oussama Ben Laden, le 2 mai 2011. C'était trop risqué. Hillary Clinton dit dans ses *Mémoires* que Biden était « sceptique ». Plus tard, très ennuyé par cette version des faits, il s'est justifié en assurant avoir dit au président de « suivre son instinct ».

Ce qui reste de cet événement, dans la mémoire des Américains, c'est la photo de la *Situation room* prise par Pete Souza, le photographe d'Obama. On y voit le vice-président, sérieux et concentré aux côtés du président qui retient son souffle et de Hillary Clinton, secrétaire d'État, les yeux rivés sur un écran, la main sur la bouche, tendue.

Après un arrêt à Helsinki, Biden va à Moscou en 2011 où il a un entretien tendu avec Vladimir Poutine sur le projet de défense antimissile des États-Unis en Europe. Il tente de rassurer le président russe sur les ambitions de Washington, qui souhaite pouvoir contrer la menace iranienne. Mais Poutine ne voit pas d'un bon œil le déploiement de ces systèmes antimissiles dans des pays voisins comme la Pologne ou la Roumanie.

Biden, qui aime raconter ses moments de gloire à l'étranger, écrira qu'il a déclaré au président russe, avec un sourire en coin : « Je regarde dans vos yeux et je ne pense pas que vous ayez une âme. » Ce à quoi le chef du Kremlin aurait répondu, en souriant également : « On se comprend alors. »

Joe Biden, pour qui la famille reste une priorité, a emmené lors de ce voyage sa petite-fille Finnegan, la fille de son fils Hunter. Il veut impliquer le plus possible ses proches dans son travail et trouve toujours des occasions de passer du temps avec eux.

Les trois filles de Hunter et de sa femme Kathleen s'attribuent à l'époque une région du monde. Pour convaincre son grand-père de l'emmener, Finnegan lui dit : « Tu te rappelles, Naomi c'est la Chine et l'Asie. Maisy c'est l'Afrique et moi je suis l'Europe !⁸ »

Ils poursuivent leur route en direction de Munich. Avant de rentrer aux États-Unis, Biden emmène sa petite-fille au camp de concentration de

Dachau et lui dit : « Cela peut de nouveau arriver. Ça arrive dans d'autres parties du monde. »

Son père lui parlait des horreurs de l'Holocauste à la table du dîner et il lui avait transmis une certaine sagesse. Biden s'enthousiasme de voir ses petits-enfants se baigner dans la mer Morte, rencontrer le roi de Jordanie, se faire des amis au Kenya ou s'essayer au mandarin lors d'une visite d'État en Chine. Accoutumé à son rôle, il compte bien poursuivre l'aventure.

Deuxième mandat, le rapprochement

Au moment de lancer la campagne pour le second mandat d'Obama, certains de ses proches se demandent s'il ne devrait pas remplacer Joe Biden par Hillary Clinton, pour obtenir le soutien des femmes notamment.

Finalement, Joe Biden reste à son poste. Le duo est réélu face à Mitt Romney et Hillary Clinton est remplacée par John Kerry.

Les deux hommes sont désormais des *buddies*, des « copains ». Ils ont appris à se comprendre et éprouvent de plus en plus d'affection l'un pour l'autre.

Si bien que, lors d'un de leurs déjeuners hebdomadaires, Barack Obama dit à son colistier : « Si je pouvais nommer qui je voulais pour être président dans les huit prochaines années, ce serait toi, Joe. Nous avons les mêmes valeurs. La même vision. Les mêmes objectifs. »

Biden ne cache plus tellement ses ambitions présidentielles, Obama ne pouvant se présenter à un troisième mandat. Lors d'une interview avec le magazine *QG* en 2013, il déclare : « La première question que je me poserais serait : "Ai-je autant d'énergie qu'avant ? Est-ce que je le sens bien ?" Si vous venez dans mon bureau, vous verrez j'ai deux portraits accrochés : l'un de Jefferson, l'autre de Adams. Deux vice-présidents qui sont devenus présidents. »

Son ancien collègue et ami, le républicain John McCain, ne tarit pas d'éloges à son égard. Il confie au même magazine : « Joe Biden est unique, depuis le jour où il a été élu avant ses 30 ans. Il est unique, car il a joué un rôle dans toutes les crises majeures de Sécurité nationale auxquelles cette nation a fait face ces trente-cinq dernières années. Je ne connais personne comme lui au Sénat. Et puis, regardez le nombre de fois où il a réussi à conclure des accords. Je dirais qu'il a été le vice-président qui a eu le plus

d'influence dans l'histoire moderne. » Il s'amuse ensuite de son côté volubile : « Bon, son discours sur l'État de l'Union serait le plus long de l'histoire ! »

Pendant ses deux mandats, dans le petit cercle washing-tonien, Joe Biden est aussi connu pour son *Irish temper*, son tempérament bien trempé. Une stagiaire à la Maison-Blanche se rappelle le jour où un autre stagiaire a osé regarder sa montre pendant une réunion. Biden perd son sang-froid. Il se met à crier : « *Get the hell out of here* » (« Dégage de là ! »). Le stagiaire a pris la porte.

Tous les autres jeunes assistants sont terrifiés, étonnés de voir le vice-président s'emporter de la sorte. Ses accès de colère sont bien connus de ses proches collaborateurs, presque autant que ses discours interminables.

Obama lui confie toujours les gros dossiers de politique internationale. Parmi les sujets les plus importants pendant son second mandat : l'Ukraine, l'Irak et la Syrie.

Mais le fils de Joe Biden, Beau, adoré de son père, celui qui a choisi de faire de la politique et de suivre sa voie, est gravement malade. L'élégant et charismatique Beau s'amaigrit au fil des mois. Pendant l'été 2013, on diagnostique une aphasie. Quelques mois plus tard, une terrible nouvelle ébranle la famille Biden : Beau a une tumeur au cerveau. En 2014, Beau se fait soigner dans différents établissements et le vice-président tente de le voir le plus possible en jonglant entre ses dossiers et ses déplacements. Il est d'abord hospitalisé à Philadelphie, en Pennsylvanie : le mari de sa sœur Ashley y est chirurgien. Puis il s'éloigne des siens en rejoignant un hôpital de Houston, au Texas.

À ce moment-là, les spéculations s'intensifient : Biden va-t-il tenter une troisième fois d'accéder au Bureau ovale ? L'élection de 2016 approche. Il répond à ses proches et au président qu'il étudie encore les différentes options. C'est la maladie de Beau qui le fait hésiter : il veut être à ses côtés et à celui de sa famille. Beau lui répète que c'est son devoir de se présenter. À la fin du mois de novembre, le clan Biden passe Thanksgiving dans leur maison de Nantucket, comme le veut la tradition. Une tradition initiée en 1975 par Jill et Joe Biden. Ils ne sont pas encore mariés à l'époque et, pour leurs premières vacances ensemble, ils sont partagés entre aller chez les parents de Joe dans le Delaware, chez ceux de Jill en Pennsylvanie ou ceux de Neilia qui les invitent pour pouvoir passer du temps avec leurs petits-enfants. Joe Biden décide donc, pour ne vexer personne, d'emmener sa

petite famille sur l'île de Nantucket, une très jolie petite île au large du Cape Cod, aujourd'hui très prisée par les habitants les plus aisés de la côte Est, dont de nombreux politiciens et célébrités. Depuis, la famille s'est agrandie : Hunter a eu trois enfants de son premier mariage, Beau deux. Les petits-enfants du vice-président surnomment l'île « Nana-tucket » et tout le monde se fait une joie de se réunir chaque année au bord de la plage.

Ces dernières années, ces quelques jours de vacances sont d'autant plus importants qu'ils permettent de donner à la famille un semblant de vie normale, alors que Joe Biden mène un rythme effréné à cause de son poste. Cette année-là est particulière en raison de l'état de santé de Beau mais son père fait tout pour faire comme si de rien n'était. Beau, qui a hérité de son grand sourire, lui a dit, au début de sa maladie : « Papa, ne me regarde pas avec cet air triste. » Biden obtempère.

L'équipe en charge de la communication du vice-président s'approprie une chambre dans la grande maison et Joe Biden passe une partie de son séjour accroché au téléphone. Il s'entretient notamment avec le Premier ministre ukrainien Arseniy Yatsenyuk quelques mois après l'annexion de la Crimée par la Russie de Vladimir Poutine. Il y a une crise de confiance entre le Premier ministre et le président Petro Poroshenko. Quelques jours avant Thanksgiving, le vice-président était à Kiev pour tenter de les convaincre de travailler ensemble.

Mais il reste préoccupé par son fils.

Lorsqu'il rentre à Washington, il écrit dans son Journal : « Observatoire naval, 30 novembre 2014, 19 h 30. Tout juste rentrés de Nantucket. Je prie pour que nous ayons une nouvelle année ensemble en 2015. Beau. Beau. Beau. Beau. »

Il sait que les jours de son fils sont comptés et demande à son chef de cabinet Steve Ricchetti de continuer de confirmer tous ses rendez-vous. Il veut le plus possible rester occupé.

Fin décembre, il représente le président Barack Obama pour les obsèques de deux policiers tués à New York alors qu'ils étaient tranquillement assis dans leur voiture de patrouille. Il rend visite à la veuve de l'un d'eux, d'origine chinoise, à son domicile de Brooklyn. Le policier de 32 ans venait d'acheter un nouvel appartement pour y vivre avec sa femme et ses parents immigrés. Avant de repartir, il donne à la femme son numéro de téléphone personnel. Elle peut l'appeler dès qu'elle a envie de parler à quelqu'un qui a vécu une tragédie similaire. Il sait que, au bout

d'un moment, elle se sentira « coupable » de toujours appeler les mêmes amis ou les mêmes membres de sa famille. Biden a ainsi donné, au fil des ans, son numéro de téléphone à une longue liste d'inconnus ayant vécu la perte d'un proche. Des années après les décès tragiques de sa femme et de sa fille dans un accident, il a besoin de consoler ; il éprouve une immense empathie pour tous ceux qui vivent un tel drame.

Ses proches conseillers continuent d'étudier son éventuelle candidature pour 2016. Mike Donilon et Steve Ricchetti s'occupent de préparer une ébauche de programme, dont le principal leitmotiv est « *We're one America* », « Nous sommes une seule Amérique ». Ils placent la classe moyenne au cœur de la campagne du gosse de Scranton.

Dans l'entourage d'Obama, on parle de plus en plus de la candidature de l'ancienne secrétaire d'État, Hillary Clinton.

Clinton et Biden se fréquentaient à peine avant 2008 mais, lors du premier mandat, ils petit-déjeunent tous les mardis matin, lorsqu'ils sont à Washington, à la résidence du vice-président. La secrétaire d'État le sonde souvent sur l'humeur du président.

En 2013, elle ne fait plus partie de l'Administration mais demande à Joe Biden d'organiser à nouveau un petit-déj, comme au bon vieux temps.

Après lui avoir chanté ses louanges, l'ambitieuse ancienne première dame ne perd pas de temps et lui demande s'il a l'intention de se présenter. Il ne se sent pas de lui confier la maladie de son fils mais lui assure que, si jamais il décide de se lancer une nouvelle fois, il ne mènera pas une campagne « négative » contre elle.

Elle lui annonce qu'elle se présentera. Elle voulait le lui dire elle-même. Joe Biden confie, des années plus tard : « Elle espérait peut-être que je lui dise que j'abandonnais. » Il pense, à l'époque, que la femme de l'ancien président, qu'il admire, n'est pas le meilleur choix pour le parti qui, dit-il, veut une « alternative ». Pas le retour de la dynastie Clinton. Il écrit aussi dans ses *Mémoires* qu'elle ne semblait pas très joyeuse à l'idée de se présenter, comme si elle savait déjà à quel point la campagne allait être brutale.

Biden continue de se plonger dans ses dossiers de politique étrangère. Il s'entretient notamment plusieurs fois avec le nouveau Premier ministre irakien Haider al-Abadi qui demande l'aide des États-Unis dans la bataille de Tikrit. En mai 2015, Washington mène plusieurs raids aériens sur cette ville située au nord de Bagdad pour tenter de déloger les djihadistes du

groupe État islamique. La Maison-Blanche s'est longtemps montrée réticente à intervenir, en raison notamment du soutien de l'Iran aux milices chiites engagées dans la bataille, mais Joe Biden a confiance en son nouvel allié. Barack Obama autorise ces frappes mais il exige un rôle plus important des forces gouvernementales irakiennes à Tikrit.

En février 2015, Biden réunit ses fils et ses conseillers Mike Donilon et Steve Ricchetti pour étudier l'éventuel lancement de sa campagne. Ses conseillers, un mémo d'une vingtaine de pages entre les mains, veulent mettre en avant son authenticité face à des politiciens aux messages très calibrés. Les gaffes font partie du charme, c'est le message. Beau, très affaibli, ne parle quasiment plus. Il murmure des phrases à l'oreille de son frère, qui les répète. Même s'il tente de se maîtriser, Hunter ressent fortement ses émotions. Selon Joe Biden, c'est « comme si Beau déposait ses affects sur les épaules de Hunter. » Ce dernier confie à son père, lorsqu'ils sont enfin seuls ce soir-là : « Je ne supporte pas de voir Beau avoir peur ; je sais qu'il est effrayé. » Ils avaient tous deux envisagé une éventuelle campagne présidentielle pour Beau. Désormais, dit Hunter, « ce doit être toi, papa ».

Fin février, le cœur lourd, Biden part pour le New Hampshire afin de tester son message pour une éventuelle campagne : « Tout ce qu'on a à faire, c'est de donner à la classe moyenne la possibilité de se battre. »

Alors que l'état de santé de Beau se dégrade, Biden se confie le cœur lourd, lors d'un déjeuner, à Obama. En levant la tête, il voit des larmes couler sur les joues du président. « Comme il n'est pas très démonstratif, en privé comme en public, je me suis senti mal à l'aise. Je me suis retrouvé à le consoler. "La vie est si difficile à comprendre", a-t-il dit. »

Obama ordonne alors à Biden d'annuler l'un de ses voyages à l'étranger et de se rendre au Texas où son fils se fait soigner. Hunter est quant à lui presque tout le temps à son chevet. Son rôle, dit-il à un médecin, est de « sauver son frère ». Il lui parle, le masse, lui apporte des sandwiches, s'assoit sur son lit pour l'écouter alors qu'il a de plus en plus de difficultés à s'exprimer.

Le 30 mai 2015, Beau décède. Le clan Biden est brisé, meurtri.

Ses funérailles ont lieu dans une église de Wilmington. Barack Obama y délivre un éloge funèbre très poignant : « Michelle et moi, Sasha et Malia, faisons désormais partie du clan Biden. Et nous appliquons les règles de la famille Biden. Nous sommes toujours là pour vous, nous le serons toujours.

» Puis, prenant dans ses bras son vice-président, il lui chuchote : « Joe, tu es mon frère. »

Chris Martin, le chanteur de Coldplay dont Beau est fan, chante en son honneur « Till Kingdom Come ».

Le Congrès, la deuxième famille de Joe Biden, rend un hommage appuyé à son fils. Élus démocrates comme républicains sont très émus.

La disparition de Beau assombrit l'avenir du vice-président et de sa famille.

Jill confie dans ses *Mémoires* : « Depuis la mort de Beau, je suis brisée. J'ai l'impression d'être un morceau de porce-laine recollé. Les fêlures sont peut-être imperceptibles mais elles sont bien là. »

Chaque année, depuis la mort de Neilia et Naomi, Joe et ses fils se rendaient au cimetière. Jill avait l'habitude d'acheter des roses blanches, les fleurs préférées de Neilia, pour qu'ils les déposent sur sa tombe, mais elle restait chez eux. Depuis la mort de Beau, elle se rend sur la tombe de Neilia avec son mari : « J'ai pensé à la famille qu'on a construite, nous trois. Je lui dois tellement. »

Dans les colonnes du *New York Times*, la célèbre journaliste Maureen Dowd raconte une scène poignante. Lorsque Beau réalise que sa fin est proche, il demande à son père s'il a une minute pour discuter. « Bien sûr, chéri », répond Joe Biden qui tente de garder la face mais est complètement « assommé ». Beau, dont la mémoire flanche et dont la partie droite du visage est paralysée, confie à son père qu'il s'inquiète pour lui. Joe Biden se rappelle : « Mon fils est en train de mourir et il veut s'assurer que je vais bien. » Beau tente de faire promettre à son père qu'il se présentera à l'élection présidentielle de 2016, plaidant que la Maison-Blanche ne doit plus retomber dans les mains des Clinton et que le pays se porterait mieux avec les valeurs des Biden. Hunter pousse aussi son père : « Papa, c'est exactement qui tu es. »

Biden écrira dans son livre en hommage à son fils défunt *Promise me, Dad* qu'il voulait se présenter comme le souhaitait Beau, mais qu'il n'était pas sûr d'avoir assez d'énergie. Il ne savait pas s'il serait prêt ni quand.

Si son fils n'était pas parti si tôt, il est très probable qu'il se serait lancé dans la course à la présidentielle en 2016.

Il sait aussi que la plupart des conseillers d'Obama parient sur une présidence de Clinton.

À partir de janvier 2015, le président est convaincu que son vice-président ne pourra pas gagner face à la candidate et il s'inquiète qu'un long combat pendant les primaires ne divise le parti. Il ne se doute pas, à l'époque, que ce sera bien le cas, mais entre Sanders et Clinton, non entre Clinton et Biden.

En 2016, Barack Obama lui fait comprendre que ce serait mieux qu'il ne se présente pas. Il se demande aussi s'il sera psychologiquement en état de gouverner.

Joe Biden rapporte : « Plus qu'autre chose, il ne voulait pas voir un républicain à la Maison-Blanche en 2017. J'ai compris et, du coup, je ne lui en ai pas voulu. C'était son héritage qui était en jeu* ». »

Près de cinq mois après la mort de son fils, son conseiller Mike Donilon, l'ayant observé un soir, réalise qu'il n'est pas en état de faire campagne. Il lui lance : « Je ne pense pas que tu devrais y aller. » Le lendemain, de la roseraie de la Maison-Blanche, le vice-président, tourmenté, en deuil, annonce qu'il ne sera pas candidat à la prochaine élection présidentielle. Il déclare le 30 octobre 2015 : « Personne n'a le droit de vouloir obtenir ce poste... sauf s'il est prêt à se donner à 110 %. »

Lors de la très populaire émission du célèbre satiriste et animateur de télévision Stephen Colbert, *The Late Show*, il n'exclut pas de se présenter une nouvelle fois à une élection présidentielle : « Ne jamais dire jamais ! » lance-t-il.

Hillary Clinton devient la candidate désignée du parti après une âpre bataille face au candidat socialiste Bernie Sanders. Elle est la première femme candidate de l'un des deux grands partis américains pour le poste de président des États-Unis. Longtemps donnée gagnante dans les sondages et bien qu'ayant obtenu près de 3 millions de voix de plus que son rival, elle perd l'élection face au milliardaire républicain Donald Trump. Il remporte trois cent quatre grands électeurs contre deux cent vingt-sept pour la démocrate.

Le 20 janvier 2017, jour de l'investiture de Donald Trump, Joe Biden et Barack Obama font leur entrée sur la scène installée devant le Congrès; ils avancent aux côtés des leaders démocrates au Sénat et à la Chambre des représentants. Tous ont un sourire forcé. Biden rentre ensuite en train jusqu'à Wilmington. C'est la première fois depuis 1972 que le sénateur devenu vice-président se retrouve sans fonction dans la capitale américaine.

1. Jules WITCOVER, Joe Biden, *op. cit.*
2. Entretien avec l'auteure, le 5 juin 2020.
3. Colin Powell est un général et homme politique américain. Il est chef d'État-Major des armées (1989 -1993) puis secrétaire d'État (2001-2005).
4. Joe BIDEN, *Promises to Keep, op. cit.*
5. Glenn THRUSH, *op. cit.*, *New York Times*, 16 août 2019.
6. Joe BIDEN, *Promises to Keep, op. cit.*
7. Raffiné, distingué.
8. Joe BIDEN, *Promises to Keep, op. cit.*

IX

Jamais deux sans trois

Charlottesville, le déclic

Joe Biden a hésité avant de se jeter de nouveau dans l'arène. Selon son conseiller et ami Tony Blinken, il attendait de voir si quelqu'un d'autre allait se présenter côté démocrate, quelqu'un qui puisse faire le poids face à Donald Trump.

L'élection de 2016 a engendré beaucoup de frustrations chez le candidat. Il a fini par ne pas se présenter mais, la veille du vote, il prévient ses proches : beaucoup de gens vont voter pour Donald Trump et il faut comprendre pourquoi. Il confie au journaliste du *Los Angeles Times*, Mike Memoli, que le parti démocrate a perdu tout lien avec la classe moyenne américaine.

Il déclare même, en 2017, que s'il avait été candidat, il aurait sûrement remporté l'élection.

Il a vieilli. Il sait que la jeune garde démocrate veut du renouveau, non un vieux lion. Depuis la mort de son fils qu'il aimait tant, il tient à être encore plus présent auprès de sa famille. Il pensait que Beau allait pouvoir bientôt jouer le rôle du patriarche dans le clan Biden et, depuis sa disparition, il redouble d'efforts pour passer du temps avec ses proches, ses petits-enfants en particulier.

En 2017, un événement choque une partie de l'Amérique et bouleverse le destin de Joe Biden. Les 11 et 12 août, des manifestations sont organisées par l'extrême droite américaine à Charlottesville, une ville charmante de Virginie, à l'atmosphère du Sud, entourée de vignobles réputés. D'habitude très prisée par les touristes, elle se transforme pendant ces deux jours en

QG des suprématistes blancs. Membres de l'« *alt-right* » et néonazis défilent pour protester contre le retrait de la statue de Robert E. Lee, le commandant des forces sudistes pendant la guerre de Sécession, opposé à l'abolition de l'esclavage. Des contre-manifestants sont présents et la tension monte très vite. Le 12 août, un suprématiste blanc de 20 ans venu de l'Ohio pour assister au rassemblement fonce délibérément au volant de sa voiture dans la foule. Il tue une jeune manifestante antiraciste, Heather Heyer.

Quelques jours plus tard, le 15 août, Donald Trump, qui ne veut pas se mettre les manifestants d'extrême droite à dos, affirme qu'« il y a des gens très bien des deux côtés ». C'est le tollé général. L'Amérique démocrate s'insurge, se révolte face aux propos jugés « incendiaires » de Trump. Beaucoup l'accusent de faire le jeu des racistes. Joe Biden a mal pour son pays.

Tony Blinken¹, l'un des plus proches conseillers de Biden dans la campagne de 2020, explique : « Sa décision a vraiment été prise après les événements de Charlottesville. Il y a eu cette manifestation effroyable, raciste, antisémite... une confrontation entre les manifestants et les contre-manifestants. Et le président Trump a établi une équivalence morale entre les deux côtés... C'est vraiment ça qui a poussé Biden à se mettre en lice pour la nomination démocrate. Ça a été le déclic. » « Tant de gens sont venus pendant cette période lui dire : “Vous êtes le meilleur espoir pour battre Trump et remettre le pays dans la bonne direction.” »

Les mois précédant sa décision, Barack Obama et Joe Biden s'entretenaient une demi-douzaine de fois. Obama lui fait part de ses doutes, mais il lui répond qu'il ne se pardonnerait jamais de manquer une deuxième occasion de battre Trump².

C'est donc assez tardivement par rapport aux autres candidats, le 25 avril 2019, que Joe Biden annonce se présenter à l'élection présidentielle de 2020. Dans une vidéo publiée sur les réseaux sociaux, sur fond de musique mélodramatique et d'images des récentes manifestations, il revient sur les événements de Charlottesville. Le candidat, 76 ans à l'époque, bien rajeuni par le maquillage, n'a plus besoin de se présenter et entre directement dans le vif du sujet. Il se pose en rempart contre Donald Trump : « Nous sommes engagés dans une bataille pour l'âme de cette nation. » L'ancien élu du Delaware joue sur les inquiétudes de l'électorat démocrate, encore secoué par la victoire de l'ex-star de la télé-réalité. « Les valeurs fondamentales de

cette nation, notre rang dans le monde, notre démocratie même, tout ce qui a fait de l'Amérique l'Amérique, sont en jeu. C'est la raison pour laquelle j'annonce ma candidature à la présidence des États-Unis. »

En choisissant ce moment précis pour se lancer dans la campagne (une crise qui fait resurgir les vieux démons de l'Amérique), Biden fait passer un message aux minorités, un électorat important chez les démocrates : Je suis avec vous. En s'indignant, l'ex-vice-président se pose comme le garant d'une autorité morale qui serait menacée. Avec un ton calme et rassurant, armé de son expérience et de son image de modéré, il veut montrer que seul lui peut permettre le retour d'une certaine « normalité » aux États-Unis.

Il déclare, en juillet 2020, lors d'une levée de fonds en ligne : « Si nous ne réussissons pas à unir le pays, nous sommes morts. Nous aurons de graves problèmes. »

Sa femme l'a aussi poussé à sauter le pas, une dernière fois. « J'en ai parlé avec Jill parce que Beau venait de mourir. Je n'allais pas me représenter. Elle m'a dit : "Cette fois tu dois te présenter pour une autre raison. Tu dois stopper ce qui se passe à la Cour suprême. Ce type est horrible, horrible pour tout ce en quoi je crois, Joe. Le droit des femmes, le droit à avorter... autant de sujets qui pour les femmes sont fonda-mentaux." Du coup, elle s'est impliquée comme jamais dans ma campagne. C'est la première fois qu'elle arrête de travailler pour s'occuper de cela à plein temps. » Il a été le dernier candidat à s'engager dans une course qui en compte déjà vingt, un record.

Philadelphie

Toujours soucieux de s'afficher comme le candidat de la classe moyenne, c'est de son État natal, la Pennsylvanie, que Joe Biden organise son premier meeting officiel de campagne. Une énorme scène est installée à deux pas des marches du musée d'Art de Philadelphie. Des Américains blancs et noirs, de toutes origines sociales, attendent le candidat avec impatience et dans la bonne humeur. Les jeunes se font rares. Un groupe de gospel ouvre le meeting en chantant l'hymne national. Joe Biden arrive sous les applaudissements. À ses côtés, Jill et leurs petites-filles.

Le candidat démocrate qualifie le président de « diviseur en chef » et se présente quant à lui comme le rassembleur en chef : « Le pays en a assez

des divisions, des combats, des comportements puérils. » Sans programme clair, il se pose comme l'antidote au président.

La foule est conquise. Sheila Dandridge, une policière afro-américaine, une croix autour du cou, confie tout simplement: « J'aime le fait qu'il ait fait partie de l'administration Obama. »

Dorothy McCain, une Afro-Américaine de 70 ans très chic, sac Vuitton à la main et lunettes de soleil sur le nez, a un objectif en tête, comme la plupart des partisans de Biden : « Je suis là, car l'histoire est en marche. Nous allons virer Trump de la Maison-Blanche et ça commence ici. »

Frank, un Blanc d'une soixantaine d'années, hésite encore à voter Biden face au large choix côté démocrate : « Mais ce que j'aime avec lui, c'est qu'il va ramener la décence, l'honnêteté, l'intégrité et l'intelligence, pas seulement à la présidence, mais dans tout le pays. »

Dans ce rallye électoral, on voit beaucoup d'Afro-Américains et de *blue collar*, les « cols bleus ». C'est un minuscule échantillon, mais ce sont deux électorats très importants lors de l'élection présidentielle américaine. Les Noirs représentaient 12 % des votants en 2016 et les Blancs sans diplômes 44 %. C'est un bon début pour le candidat qui est déjà en tête de tous les sondages nationaux.

Un Joe Biden diminué, vieilli

Mais il accumule les gaffes qui le font paraître parfois quelque peu sénile.

Devant un petit groupe de journalistes, le 25 août 2019, il lance, détendu, chemise bleu ciel déboutonnée sous sa veste bleu marine : « Je suis venu ici un certain nombre de fois. Comment ne pas aimer le Vermont ! » Sympa, il veut flatter les habitants. Sauf qu'il est à Keen, dans le New Hampshire...

Peu de temps avant, toujours dans le New Hampshire, alors qu'il essayait de se rappeler où il venait de faire un discours dans une université, il déclare : « Que l'on soit bien clair : je ne deviens pas fou ! » Rires gênés de son public restreint. En ce même mois d'été, il dit que Bobby Kennedy et Martin Luther King ont été assassinés dans les années 1970... au lieu des années 1960. Bref, Joe le gaffeur frappe encore en ce début de campagne 2019. Et ses conseillers s'agacent de voir les médias ne pas en louper une.

En août 2019, le *Washington Post* titre : « Joe est la Lamborghini des gaffes. »

Mais l'ancien vice-président s'en sort souvent avec un peu d'humour. Il est de nouveau l'invité de la populaire émission du satiriste Stephen Colbert, *The Late Show*. L'animateur pointe du doigt ses trous de mémoire et ses bourdes : « Perdez-vous la tête ? » Joe Biden lui répond : « Écoute, la raison pour laquelle je suis venu sur le *Jimmy Kimmel Show*... » (C'est le nom d'une émission satirique concurrente.) Le public s'esclaffe, l'oncle Joe dégage son sourire légendaire. Colbert ne peut s'empêcher de sourire et d'approuver.

Outre ses bourdes, Joe Biden a un rapport problématique avec la vérité, qui ressurgit pendant cette campagne électorale. Le 11 février 2020, devant des électeurs en majorité Noirs en Caroline du Sud, il déclare : « Ce jour-ci, il y a 30 ans, Nelson Mandela est sorti de prison et a entamé des négociations sur l'apartheid. J'ai eu le grand honneur de le rencontrer. J'ai eu le grand honneur d'être arrêté avec notre ambassadeur à l'ONU dans les rues de Soweto, en essayant de lui rendre visite à la prison de Robben Island ». Sauf que Joe Biden n'a jamais été arrêté. Plusieurs témoignages, dont celui d'Andrew Young, l'ambassadeur américain à l'ONU à l'époque, le confirment. Le *Washington Post* a qualifié sa déclaration de « ridicule ». La campagne Biden a tenté de porter secours au candidat en disant qu'il faisait référence à un épisode dans lequel il avait été séparé de ses collègues noirs à leur arrivée à l'aéroport en Afrique du Sud. Mais la crédibilité de Biden en prend un coup.

Il apparaît aussi lors de cette campagne très diminué, fatigué. Cela se remarque notamment lors des débats. En tête dans les sondages, il est évidemment la cible préférée des autres candidats démocrates.

Lors de la deuxième soirée du premier débat démocrate, le 28 juin, il semble hésitant, presque sonné face aux attaques de ses rivaux. Il se fait notamment malmener par la sénatrice californienne Kamala Harris sur les questions raciales.

Il bafouille régulièrement, ce qu'il met parfois sur le compte de son passé de bègue. En juillet, son équipe espère qu'il va reprendre du poil de la bête lors du deuxième débat à Detroit. Il apparaît en effet plus combatif, malgré ses bafouillages. Il tient cette fois tête à Kamala Harris lorsqu'ils débattent du système de santé. Mais, dans les dernières minutes, il fait une nouvelle bourde qui désoriente les téléspectateurs. Il veut les rediriger vers

son site internet, comme c'est l'usage. Sauf qu'il ne semble pas se rappeler l'adresse et les redirige vers « Joe 30 330 », ce qui semble plutôt être une plateforme sms. Sa gaffe devient virale et est détournée en memes (phénomène repris et décliné en masse sur la toile). Très vite, à cette adresse sur Internet, on trouve un site parodiant un candidat à l'élection présidentielle et même un lien pour soutenir le jeune candidat Pete Buttigieg.

Lors du quatrième débat à Houston, en septembre 2019, alors qu'une question lui est posée sur les réparations du passé esclavagiste, il se lance dans un monologue décousu sur l'éducation et l'Amérique latine.

Au cours des différents débats, il a parfois de petits sursauts et retrouve sa combativité d'antan. Mais le chef de file des démocrates paraît fragilisé.

Donald Trump voit rouge

Donald Trump s'en frotte les mains et l'attaque aussitôt sur son point faible : son côté vieillard cacochyme. Il accueille la nouvelle avec l'un de ses tweets légendaires : « Bienvenue dans la course, Joe l'endormi ! J'espère que tu auras l'intelligence, longtemps mise en doute, de mener une campagne des primaires réussie. » *Sleepy Joe*, « Joe l'endormi », est le surnom qu'utilise le président pour son nouvel adversaire. L'utilisation de surnoms est une stratégie politique chez lui. À force d'être répétés par ses partisans et dans les médias, ils finissent par coller à la peau de ses rivaux. Cela lui permet de faire entrer dans la tête des électeurs des vérités toutes faites. Elizabeth Warren est *Pocahontas*, en référence à ses origines amérindiennes qu'elle aurait utilisées pour entrer à l'université. Bernie Sanders est *Crazy Bernie*, « Bernie le fou ». Il appelait son ancien adversaire républicain, Marco Rubio, *Little Marco* « Petit Marco ». Il ridiculise ses adversaires en espérant les décrédibiliser. Et avant même que Joe Biden annonce sa candidature, il s'inquiète de le voir devenir le candidat désigné démocrate. En mars 2019, lors d'une réunion avec ses proches conseillers à la Maison-Blanche sur la campagne 2020, il laisse échapper ses appréhensions. Selon CNBC, il demande à des personnes présentes lors de la réunion, et qui préfèrent garder l'anonymat, s'il doit s'inquiéter d'une candidature de Biden. Il sait que l'ancien vice-président est populaire dans le pays, notamment auprès de sa base électorale, les Blancs de la classe

moyenne. Ses conseillers, qui le ménagent, affirment que Biden n'est pas assez à gauche pour séduire un parti démocrate en pleine transformation.

À l'annonce de sa candidature, Trump est donc très ennuyé. Il y pense tout le temps. Il va même jusqu'à inter-roger des ambassadeurs à propos de lui lors d'une soirée d'*Iftar* (la rupture du jeûne du ramadan) organisée à la Maison-Blanche le 14 mai 2019, moins d'un mois après le lancement de la campagne de son rival. Au moment du thé, bras croisés et mine fermée, il les bombarde de questions. Certains ont travaillé avec Biden lorsqu'il était à la Maison-Blanche sous l'administration Obama, mais ils n'osent trop s'avancer devant le capricieux et imprévisible locataire de la Maison-Blanche. Trump leur demande ce qu'ils pensent de lui, s'il est sympathique, s'il est intelligent. Ils marchent sur des œufs. Un ambassadeur confie avoir été très étonné par ces questions ; il décrit un Trump « tendu ». Le président n'est pas d'humeur, il ne touche même pas aux pâtisseries orientales. Son équipe de campagne commande des sondages qui montrent tous que Biden flanquerait une raclée à Trump s'il était le candidat démocrate désigné.

Le 6 juillet 2019, le chef de l'État américain tweete : « Joe Biden est un projet de réhabilitation. Certaines choses ne peuvent tout simplement pas être récupérées. La Chine et les autres pays qui nous ont arnaqués pendant des années n'attendent que lui. Il a abandonné nos militaires, nos policiers et notre système de santé. Et il a ajouté plus de dette que tous les présidents réunis. Il ne gagnera pas ! »

Comme souvent les tweets de Trump passent du coq à l'âne, ils ne sont pas toujours très compréhensibles. Mais le message est là : Biden est un faible qui se fera écraser par les pays concurrents des États-Unis. Quand il se sent menacé, Trump sort les griffes.

Il fait pendant un moment de *Sleepy Joe* sa cible favorite sur Twitter. Il s'en donne à cœur joie, notamment lorsqu'il voit les performances très moyennes, parfois très mauvaises, du candidat pendant les débats démocrates. Il se moque de ses nombreuses gaffes, comme en ce 29 février 2020, lors d'un de ses rallyes électoraux devant des milliers de partisans déchaînés : « Joe l'endormi dirait : “Le taux de chômage dans l'État de l'Ohio... Ah non ! Je suis en Caroline du Sud.” Et là tu vois un type arriver avec une pancarte : “Joe, on est en Caroline du Sud!” Et Joe dirait : “Iowa, tu as bien dit Iowa ?” » Il fait rire son public aux éclats en ridiculisant le candidat démocrate.

Selon le *New York Magazine*, son anxiété diminue au fur et à mesure qu'il voit Biden, affaibli physiquement, enchaîner les meetings électoraux devant un public clairsemé. Le magazine explique aussi que Trump, légèrement obsédé par la chirurgie esthétique qu'aurait faite l'ancien sénateur, affirme que ça ne l'a pas vraiment arrangé. Il se demande même pourquoi il porte des polos Ralph Lauren qui dévoilent « ses bras maigres ». Il est tout de même décidé à barrer la route à son opposant et va jusqu'à solliciter de l'aide à l'étranger.

-
1. Entretien avec l'auteure le 1^{er} mai 2020.
 2. Glenn THRUSH, *op. cit.*, *New York Times*, 16 août 2019.

X

L'affaire ukrainienne

Un appel « parfait »

Le 21 septembre 2019, Joe Biden est en train de faire griller des steaks en polo tout en bavardant avec quelque mille partisans réunis pour l'occasion, dans un Iowa au temps encore clément et ensoleillé. Il est à la *Polk Country Steak Fry*, un événement de campagne au cours duquel les candidats se transforment en rois du barbecue. Mais il est préoccupé. La veille, le *New York Times* révèle que Trump a demandé au président ukrainien d'enquêter sur son fils, Hunter. L'information vient d'un lanceur d'alerte, un agent de la CIA détaché à la Maison-Blanche, apprendra-t-on. Le candidat découvre le soir même qu'il n'est plus en première place dans les sondages parmi les électeurs démocrates de l'État du Midwest, détrôné par Elizabeth Warren. Il va devoir passer les prochaines semaines, voire les prochains mois, à défendre la décision de son fils.

C'est une histoire ancienne et qui sent mauvais.

En 2015, Joe Biden est vice-président et fait pression sur l'Ukraine pour qu'elle limoge Viktor Shokin, un procureur accusé d'être trop complaisant dans les affaires de corruption. Les détracteurs du candidat démocrate assurent qu'il a demandé la tête du magistrat pour protéger son fils, Hunter qui, à la même époque, siégeait au conseil de surveillance du groupe gazier ukrainien Burisma, visé par une enquête.

Le parquet ukrainien déclare, début octobre 2019, qu'il n'a « aucune information » à charge contre le fils de Biden.

Très vite, les petites combines du président se retournent contre lui. L'opposition l'accuse d'avoir fait pression sur Volodymyr Zelensky pour

qu'il enquête sur Joe Biden ainsi que son fils.

Le 24 septembre, coup de tonnerre : les démocrates décident d'ouvrir une enquête pour des soupçons de collusion avec l'Ukraine, première étape d'une procédure de destitution contre Donald Trump. Prise dans la tempête, la Maison-Blanche finit par déclassifier et publier une retranscription de l'appel entre les deux dirigeants, datant du 25 juillet 2019.

C'est écrit noir sur blanc : Donald Trump demande à son homologue, novice en politique, d'annoncer une enquête anticorruption contre Biden, qui apparaît à cette époque comme son adversaire le plus redoutable.

Au même moment, cet été-là, il décide de suspendre l'aide militaire de 400 millions de dollars à l'Ukraine. Beaucoup y voient un chantage fait au leader ukrainien.

L'Administration rétorque qu'à aucun moment Trump n'a conditionné cette aide à l'ouverture d'une enquête. L'opposition soupçonne également la Maison-Blanche d'avoir tenté de dissimuler cet appel téléphonique. Le lanceur d'alerte a, en effet, déposé une plainte à la mi-août, affirmant que la retranscription de cet appel a été archivée comme une information classifiée alors qu'elle ne l'était pas. Elle a été transmise au ministère de la Justice, qui l'a classée sans suite. Le directeur du renseignement américain aurait dû informer les commissions parlementaires concernées de l'existence de cette plainte, ce qu'il ne fait pas. Mais son subordonné décide d'avertir les élus. Et l'affaire atterrit dans les oreilles de journalistes du *New York Times*.

Cette plainte révèle aussi que l'ancien maire de New York, le truculent Rudy Giuliani qui a rejoint l'équipe d'avocats personnels de Donald Trump, a tenté durant plusieurs mois de convaincre Kiev d'enquêter sur Joe Biden. C'est donc bien avant juillet que le président aurait essayé d'obtenir l'aide de l'Ukraine pour tenter de trouver de quoi salir Biden.

Molly Montgomery*, qui travaillait sur l'Ukraine au Département d'État au moment où Joe Biden était vice-président, n'en revient pas : « Les accusations contre Joe Biden étaient absurdes. Il s'est énormément investi dans son travail sur l'Ukraine ; il soutenait à 100 % l'indépendance ukrainienne, sa souveraineté et son développement. Il n'avait aucun agenda caché. Je pense que c'est très bien de voir que le public américain l'a vite compris. Je crois toutefois que le vice-président reconnaît que, en ce qui concerne son fils, ce n'était pas un scénario idéal, ce n'était pas prudent, et ce n'était pas bon pour l'image¹. »

En octobre 2019, Hunter Biden contre-attaque dans une interview sur ABC News. Assis dans sa gigantesque cuisine dans sa maison de Los Angeles, vêtu d'une chemise bleue sans cravate, il déclare : « Non, je ne regrette pas d'avoir fait partie du conseil d'administration. Ce que je regrette, c'est de ne pas avoir pris en compte le fait qu'il y aurait un Rudy Giuliani et un président des États-Unis qui allaient écouter ces idées conspirationnistes ridicules. Alors qu'elles ont été discréditées par tout le monde. » Quand la journaliste insiste, avec des mimiques soulignant son étonnement : « Ça ne vous a pas traversé l'esprit, que ce n'était peut-être pas une bonne idée ? » Hunter, qui a l'air de bouillir répond : « Vous savez quoi? Je suis un être humain. J'ai peut-être fait une erreur, oui. Mais si c'est le cas, je n'avais pas d'intentions malhonnêtes ! »

Joe Biden a admis au *New York Times* que c'était une erreur de la part de son fils de siéger au conseil d'administration de l'entreprise ukrainienne. Il ne l'a appris qu'une fois qu'il avait pris sa décision. Il lui a dit : « J'espère que tu sais ce que tu fais. » Biden assure : « Si je suis élu président, une chose que je ferai, ce sera de m'assurer que personne dans ma famille, tant que je serai président, ne soit impliqué, d'une manière ou d'une autre, avec un gouvernement étranger. C'est aussi pour être sûr qu'on ne répète pas ce qui se fait dans la Maison-Blanche de Trump. Personne dans ma famille n'aura de poste à la Maison-Blanche. »

Tel est pris qui croyait prendre

Très vite, les décisions peu judicieuses du fils Biden sont de l'histoire ancienne et les médias concentrent leur attention sur les tentatives de Trump de demander de l'aide à un pays étranger dans le cadre d'une élection.

Corentin Sellin*, professeur agrégé d'histoire et spécialiste des États-Unis, chroniqueur pour le site *Les Jours*, réagit à cette affaire : « Pour l'instant, la tentative d'implication de Hunter Biden est un échec total. L'équipe de Trump a fait une bêtise, car elle n'avait pas assez de grain à moudre. Et si Trump veut avoir une chance de gagner, il ferait bien d'éloigner Giuliani de sa campagne. Cet homme est, par ses outrances, un danger public, y compris pour son camp. Je pense que, pour un électeur de Biden, bon, c'est son fils... Il aurait vraiment fallu qu'il y ait un énorme dossier pour que ça puisse éventuellement marcher... Impliquer les enfants

n'a jamais vraiment marché. Les gens s'en fichent un peu. Ils se disent : bon, les enfants, ce n'est pas forcément de la faute du candidat². »

Le président se défend, comme il en a l'habitude, en dénonçant une « chasse aux sorcières » de la part des démocrates. Il matraque que son appel téléphonique avec le président ukrainien était « parfait ». Il ne voit pas quel est le problème, alors qu'il a tenté d'impliquer un chef de gouvernement étranger dans une élection américaine et qu'il récidive. Le 3 octobre, il déclare en direct à la télévision : « La Chine devrait lancer une enquête sur les Biden. » L'opposition s'agite, dénonce un *quid pro quo*, une locution latine utilisée en droit américain pour évoquer un donnant-donnant, en gros un chantage pour tenter d'obtenir des dossiers compromettants sur un adversaire politique.

Le président, très en colère et vexé par la tournure que prend l'affaire, tente d'identifier le lanceur d'alerte alors que son anonymat est protégé par une loi fédérale.

Il s'en prend également au démocrate Adam Schiff, l'élu en charge de superviser l'enquête du Congrès. Sur Twitter, il suggère même de le faire arrêter pour « avoir donné de fausses informations au Congrès ». Schiff compare quant à lui l'attitude de Trump dans l'affaire ukrainienne à celle d'un « chef mafieux ». Depuis l'élection de Trump, le climat entre démocrates et républicains est détestable et, avec cette affaire ukrainienne, ils deviennent irrécyclables. Joe Biden, en retrait, poursuit tranquillement sa campagne.

Mais attention à ceux qui osent soulever des questions sur son fils. Début décembre, il tient une réunion publique dans l'Iowa où il se sait dans une position assez fragile. Un électeur l'interpelle et l'accuse d'avoir envoyé son fils en Ukraine pour lui faciliter un accès au président ukrainien. Le visage de Biden se tend, il fronce les sourcils et le candidat au caractère bien trempé lance : « Tu es un fichu menteur, mon gars, ce n'est pas vrai. » Il s'avance vers l'électeur, comme s'il voulait lui régler son compte à la fin de la récréation : « Personne n'a jamais dit ça ! » L'électeur, un peu pris de court, tente de se défendre : « J'ai vu ça à la télé ! » Le candidat n'a pas non plus apprécié que son inter-locuteur, la cinquantaine, lui ait aussi dit qu'il était trop âgé pour se présenter. Il répond, très irrité : « Si tu veux vérifier ma forme, on n'a qu'à faire des pompes ensemble. Allons courir, ce que tu veux. Allons passer un test de QI » *Don't mess with*³ Joe. Le candidat au sang chaud part au quart de tour lorsqu'on s'en prend à sa famille. Il

conclut, devant un parterre de personnes âgées qui finissent par huer le pauvre électeur qui n'en démord pas : « Personne n'a dit que mon fils avait fait quelque chose de mal. »

Cet accès de colère est l'autre face du sympathique et chaleureux « Oncle Joe », toujours prêt à en découdre lorsqu'il se sent attaqué. Il a en tout cas gagné la partie face à Trump.

Le 18 décembre 2019, après des heures de débat, la Chambre des représentants à majorité démocrate met en accusation Donald Trump pour « abus de pouvoir » et « entrave au travail du Congrès ». C'est un jour historique. Donald Trump devient le troisième président américain à être mis en accusation, après Andrew Johnson et Bill Clinton.

La chef des démocrates au Congrès, Nancy Pelosi, déclare : « Le 18 décembre est un grand jour pour la Constitution des États-Unis, mais un triste jour pour l'Amérique, car les activités dangereuses du président nous ont forcés à voter ces articles pour l'*impeachment*. »

Des Américains de tout le pays, surtout des démocrates, ont fait le déplacement pour assister au vote ; des places sont réservées au public à l'étage, non loin de la tribune presse. On repère ainsi quelques têtes bien connues.

Michael Moore*, célèbre réalisateur et farouche opposant à Trump, a fait le déplacement de New York. Il n'a pas mis ses habits du dimanche pour l'occasion. Il est assis dans la majestueuse salle du Congrès vêtu d'un sweat-shirt, une casquette noire vissée sur la tête. Accompagné de deux amis, il suit avec attention les débats et ne cache pas sa joie lorsque la mise en accusation est prononcée contre le président. Devant l'ascenseur du Congrès, il confie, enthousiaste : « Nous avons quelqu'un à la Maison-Blanche qui est une menace pour le pays et pour le monde. Donc, c'était vraiment un grand jour, un grand moment. C'est l'une de ces fois où on est vraiment fier d'être Américain⁴. »

Le président tient un meeting de campagne dans le Michigan au moment du vote. Il déclare, furieux, à ses partisans que les démocrates viennent de commettre un « suicide politique ». Il sait qu'il sera très probablement acquitté par le Sénat en majorité républicain, mais se sert de cette épreuve pour galvaniser sa base. Joe Biden, quant à lui, semble indestructible. La plus grosse attaque fomentée par Donald Trump se retourne contre lui. Le candidat démocrate, confiant et tout sourire dit même au *New York Times*, la veille des primaires démocrates : « Écoutez,

c'est simple. Les républicains tentent de me diffamer pour m'arrêter, car ils savent que, si je suis le candidat désigné, je battraï Donald Trump au roulement du tambour ! »

Le 5 février, sans surprise, Donald Trump est acquitté par les sénateurs. C'est la fin d'un feuilleton extraordinaire de la politique américaine.

La Maison-Blanche se réjouit de voir le président « tout à fait innocenté » et dénonce de nouveau une « chasse aux sorcières » orchestrée par les démocrates. Cette stratégie semble fonctionner, puisque la popularité de Donald Trump grimpe : selon un sondage de l'institut Gallup, publié début février, il enregistre 49 % d'opinions favorables, un record depuis son arrivée au pouvoir.

Au même moment, Joe Biden commence très mal les primaires, avec les résultats catastrophiques du *caucus* de l'Iowa. Beaucoup se disent alors que Donald Trump a de bonnes chances d'être réélu.

-
1. Entretien avec l'auteure le 27 avril 2020.
 2. Entretien avec l'auteure le 21 juillet 2020.
 3. Expression en anglais qui signifie « ne plaisantez-pas avec ».
 4. Entretien avec l'auteure le 18 décembre 2019.

XI

Dans la famille Biden, je demande...

Hunter, le mouton noir

L'affaire ukrainienne n'est que la partie émergée de l'iceberg. Hunter Biden a donné bien des cheveux blancs à son père, accumulant les affaires au relent de népotisme. C'est le vilain petit canard de la famille.

Il est diplômé de la prestigieuse University Georgetown en 1992 et c'est pendant ses études qu'il commence à prendre de la drogue, de la cocaïne et à boire beaucoup. Il passe ensuite un an comme volontaire chez les Jésuites dans l'Oregon avant de rejoindre l'école de droit de Yale, en 1996.

En 1997, il achète une maison historique à Wilmington où il vit avec sa femme Kathleen, leurs trois filles et son frère, Beau, dont il est très proche.

En 1996, alors que son père est sénateur, il est recruté par la banque MBNA, le plus gros employeur du Delaware et, accessoirement, l'un des plus importants donateurs des différentes campagnes de Joe Biden. Il en est le vice-président sans être heureux dans cet environnement qu'il décrit comme trop « coincé ». Hunter le rebelle veut plus de liberté et d'indépendance.

Grâce à ses contacts à Washington, il atterrit au département du Commerce, nommé par Bill Clinton. Il y travaille comme directeur en charge du e-commerce, de 1998 à 2001. Il déménage avec sa famille dans la capitale et devient une figure bien connue de la haute société washingtonienne, profitant des nombreux cocktails pour remplir son carnet d'adresses.

Il devient lobbyiste en 2001 mais continue à toucher des honoraires de la banque MBNA. Depuis les années 1990, son père soutient un projet de

loi controversé qui avantage les créanciers, comme MBNA, en rendant plus difficile pour les emprunteurs de se protéger contre la faillite personnelle. Il reçoit ces honoraires en tant que « consultant » jusqu'en 2005, l'année où la loi est finalement votée.

Il poursuit ses activités de lobbyiste avec sa société, Oldaker, Biden & Belair, et ses intérêts convergent souvent avec ceux de son père, qui siège au sein du comité judiciaire du Sénat à cette époque.

Après avoir racheté le fonds Paradigm avec son oncle¹, les déboires se succèdent. Il se lance alors dans un business avec le gendre du futur secrétaire d'État, John Kerry, Christopher Heinz, héritier de la marque de Ketchup et de mayonnaise, ainsi qu'avec un ami de Heinz, Devon Archer. Ils créent une société d'investissement appelée « Rosemont Seneca ». Fin 2013, il va avec son père à Pékin. Joe Biden a une rencontre prévue avec le président chinois Xi Jinping. Son fils en profite pour lui présenter son associé chinois, Jonathan Li. Aucun trafic d'influence n'est prouvé, mais l'image du vice-président en prend un coup.

En 2014, alors qu'il est chargé du dossier ukrainien à la Maison-Blanche, Hunter Biden et Devon Archer sont nommés au conseil d'administration de la compagnie de gaz ukrainienne, Burisma Holdings, qui traverse des troubles financiers et cherche à redorer son image. Il y siège cinq années, d'avril 2014 à avril 2019, pendant lesquelles il reçoit certains mois jusqu'à 50 000 dollars. L'affaire est trop juteuse pour que le clan Trump ne s'en serve pas et ressort en septembre 2019.

Hunter Biden promet qu'il ne travaillera avec aucune entreprise étrangère si son père devient président. Mais ses choix passés risquent de le poursuivre encore longtemps.

Joe Biden semble tout faire pour protéger son fils fragile, dont la vie personnelle est tout aussi tumultueuse que le sont ses affaires. Marié avec Kathleen pendant vingt-quatre ans, ils ont eu trois filles : Naomi, Finnegan et Maisy. Son ex-femme l'accuse pendant leur procédure de divorce, en 2016, de dilapider les économies de la famille dans des « dépenses extravagantes » (drogue, alcool, prostituées, clubs de strip-tease et cadeaux à ses maîtresses)... alors que la famille n'a plus d'argent pour payer les factures.

Elle révèle, des sanglots dans la voix, que Hunter et elle vivent séparés depuis six mois et qu'aucune réconciliation n'est possible. Le juge lui fait passer une boîte de mouchoirs. L'affaire détonne dans le petit milieu

politique de Washington. Kathleen se confie à sa bonne amie, Michelle Obama, l'ancienne première dame, pendant cette éprouvante période. Elles se sont liées d'amitié durant l'administration Obama-Biden. Maisy Biden, quant à elle, s'entend très bien avec Sasha Obama, la cadette.

Mais le scandale ne s'arrête pas là. Peu après son divorce, Hunter Biden retrouve une nouvelle petite amie, Hallie Biden, qui n'est autre que la veuve de son frère chéri Beau, décédé deux ans auparavant. Hunter confie au *New Yorker* que, avec Hallie, ils partageaient le même terrible deuil et qu'ils ont passé beaucoup de temps ensemble en 2016, avant de former un couple en 2017.

Hunter explique aussi de façon étonnamment candide qu'il était dans un état désastreux après la mort de son frère, allant jusqu'à acheter du crack à des sans-abris. Son frère, c'était son univers. Lorsque Beau se réveille à l'hôpital, après le tragique accident qui a coûté la vie à leur mère et à leur petite sœur, il se tourne vers Hunter, lui prend la main et lui dit : « Je t'aime, je t'aime, je t'aime. »

L'étrange couple tente de garder sa relation secrète, mais Joe Biden l'apprend en 2017 lorsque le tabloïd *Page Six*, du *New York Post*, l'appelle pour lui demander de faire un commentaire. La famille est sous le choc, mais très peu de détails fuient. Le clan se referme sur ces tragédies et ces bouleversantes révélations. Hunter raconte au *New Yorker* comment il a prié son père de le soutenir : « Les enfants doivent savoir, papa, qu'il n'y a rien de mal à ça et la seule personne qui peut le leur dire, c'est toi². » Ce à quoi Biden, qui ne refuse rien à ses enfants, lui répond : « Hunter, je ne sais pas si c'est une bonne idée. Mais je ferai tout ce que tu veux que je fasse. » Peu de temps après, un communiqué de la part de l'ex-vice-président est publié : « Nous avons de la chance que Hunter et Hallie se soient trouvés alors qu'ils essaient de reconstruire leur vie après tant de malheurs. Ils ont mon soutien et celui de Jill, et nous sommes heureux pour eux. »

La réalité est moins rose: le couple scandaleux finit par se séparer cette même année. Hunter confie, amer: « On se faisait pourrir tout le temps, par tout le monde. C'était vraiment dur. Et j'ai réalisé que je n'aidais personne en restant. »

Mais, en 2019, alors qu'il essaie de se réinventer à Los Angeles et de faire oublier ses frasques, une nouvelle révélation sulfureuse fait les gros titres : il est poursuivi en justice par Lunden Alexis Roberts qui l'accuse de refuser de reconnaître leur fille, née en août 2018. À cette date, il était

encore en couple avec Hallie. C'est digne d'un *soap opera* hollywoodien. Des tests ADN confirment qu'il est le père ; il finit par reconnaître l'enfant en 2020, et accepte d'envoyer une pension alimentaire à la mère.

Entre-temps, il rencontre Melissa Cohen, une jeune cinéaste sud-africaine de 32 ans, qui a longtemps vécu en Israël, et avec laquelle il se marie en mai 2019... seulement six jours après l'avoir rencontrée. Hunter, 50 ans, ne fait jamais les choses à moitié et décide, le lendemain de sa première *date* avec la jeune femme, de se faire tatouer *shalom* – « paix » en hébreu – sur son biceps gauche. Il avait déjà un tatouage de la région des lacs de New York, là où sa mère a grandi, sur son dos.

Les familles ne sont pas présentes à ce mariage éclair, qui choque leurs proches.

Selon la version officielle, lorsqu'il a appelé son père pour lui annoncer la nouvelle, Joe Biden a dit à Melissa Cohen : « Merci de donner à mon fils le courage d'aimer encore. »

Le nouveau couple accueille son premier enfant, le cinquième pour Hunter Biden, le 28 mars 2020 à Los Angeles. L'ancien *playboy* assure être un nouvel homme et tente de se racheter. Il a troqué la vodka et la cocaïne contre des pinceaux. Eh oui, Hunter s'est reconverti en peintre et passe ses journées dans son atelier, installé dans une splendide maison d'artistes sur les collines de Hollywood.

L'ancien lobbyiste assure au *New York Times* que ce n'est pas un caprice, mais sa vocation : « Pendant des années je n'osais me présenter comme un artiste. Maintenant je me sens à l'aise pour me décrire comme tel. » La peinture l'empêche de devenir fou : « La seule chose qui me reste, c'est mon art. » Il se met à nu et dit vivre avec des démons depuis la mort de sa mère, de sa petite sœur puis de son frère. Il confie même lui écrire encore des lettres. Hunter est un homme brisé, qui n'a jamais vraiment trouvé sa voie.

Luis Navarro, l'ancien directeur de campagne de Biden, très proche de la famille, déclare à propos de lui : « Disons que ça a été dur pour Hunter d'avoir un frère si parfait. »

Beau Biden, le fils modèle

« Beau se souciait des autres. Il charmait, mettait à l'aise. Quand il devait participer à une levée de fonds chic, avec des tas de gens qui se prenaient trop au sérieux, il s'avavançait vers vous et vous chuchotait à l'oreille quelque chose de follement décalé. » Ces mots, ce sont ceux de Barack Obama, lors de l'éloge funèbre qu'il prononça pour Beau Biden. L'ancien président, dans un discours très émouvant et fin, fait passer l'assistance du rire aux larmes, en disant que Beau, c'était « Joe Biden 2.0 » : « Il ressemblait et parlait comme Joe, mais bon, je pense que même Joe admettra que c'était une version meilleure. »

Joseph Robinette Biden III, dit « Beau », est mort le 30 mai 2015, à 46 ans, des suites d'un cancer du cerveau. Joe Biden lui a consacré son deuxième livre, *Promise me, Dad* (« Promets-moi, papa »), dans lequel il raconte le long combat de son fils.

Beau Biden était doté d'un indéfectible optimisme, l'une de ces qualités si américaines. La tragédie de son enfance ne l'a pas brisé comme son frère, mais l'a rendu plein de compassion.

Lorsqu'il est touché par la maladie, il se montre toujours serein et positif devant ses proches, alors que la douleur physique se fait de plus en plus intolérable. Bien sous tous rapports, Beau Biden était la fierté de son père. Le chouchou.

Tout semble réussir à ce fils prodige qui s'applique à suivre ses traces.

Il est diplômé de l'école de droit de l'Université de Syracuse, la région où sa mère, Neilia, a grandi et où a également étudié son père. Il se marie avec Hallie Oliver en 2002. Ils ont une fille, Natalie, et un fils, qu'ils appellent Hunter, du prénom de son frère.

Il se veut irréprochable. Lorsqu'il a la vingtaine, il se fait arrêter avec un ami pour excès de vitesse près de Scranton, la ville natale de son père. L'officier de police reconnaît son nom de famille et, comme c'est un fan de Joe Biden, qui travaille de près avec la police, il décide de laisser repartir Beau avec un simple avertissement. Mais le jeune homme insiste ; il exige son amende et n'accepte aucun traitement de faveur. De 1995 à 2004, il travaille au sein du département de la Justice à Philadelphie, avant de brièvement rejoindre un cabinet d'avocats.

En 2006, il est élu procureur général du Delaware avec 52,59 % des voix. Il est connu pour avoir lutté sans relâche contre les abus sexuels à l'encontre des enfants. Plus de deux cents prédateurs sont arrêtés. Il

poursuit également banques et établissements de crédit accusés de prêts frauduleux.

En bon patriote, il rejoint la Garde nationale du Delaware en 2003, à 34 ans. En 2008, il est envoyé en Irak pour une mission de près d'un an.

Il considère à un moment faire campagne pour le siège du sénateur du Delaware, comme son père, mais décide finalement de se représenter comme procureur général et est réélu en 2010. En 2014, il annonce son intention de se présenter à l'élection du gouverneur du Delaware, mais il est emporté par la maladie un an plus tard. Beaucoup, dont son père et son frère, le voyaient déjà futur président des États-Unis. C'était le pilier de la famille Biden.

À sa mort, le vice-président déclare que « sa vertu absolue en a fait un modèle pour notre famille. Beau incarnait ce qu'aimait répéter mon père : "Un parent sait qu'il a réussi lorsque son enfant fait mieux que lui". »

Les frères, gênants

Au début de l'année 1973, peu de temps après l'élection de son frère au Sénat, James Biden, surnommé « Jimmy », ouvre une boîte de nuit avec un associé, le Seasons Change. Les deux hommes obtiennent plusieurs prêts étonnamment généreux de Farmers Bank pour financer leur établissement situé dans le Delaware, à la frontière avec la Pennsylvanie.

Lorsque James commence à avoir du mal à rembourser son crédit, Joe Biden, qui est membre à ce moment-là de la commission des affaires bancaires du Sénat, s'énerve alors... contre la banque : « Ce que j'aimerais savoir, c'est comment le gars en charge des prêts a laissé les choses aller aussi loin », déclare le sénateur, qui joue le grand frère protecteur lors d'une interview dans un journal local. Selon plusieurs médias américains, la banque aurait accordé des prêts très importants à un très jeune homme sans expérience, au seul énoncé de son nom de famille. Elle pensait que cela allait attirer les clients. En 1975, Joe Biden appelle directement le patron de la banque, car son frère lui dit être « harcelé » par un employé. Ce dernier le met en garde : un défaut de paiement pourrait nuire à l'image du sénateur. James Biden et son associé obtiennent un prêt d'une autre banque, First Pennsylvania. L'établissement financier se serait au préalable entretenu avec Joe Biden. Ce dernier dément, dit que la banque lui a demandé de

convaincre son frère de changer l'équipe de gérants de sa société et qu'il a refusé de se mêler de ses affaires. En 1977, James Biden lâche l'établissement. Depuis, il a été pris dans plusieurs affaires douteuses, et des associés ont fini en prison.

En 2006, James rachète, avec son neveu Hunter, un fonds spéculatif appelé « Paradigm Global Advisors ». Selon *Politico*, James Biden a appelé l'un de ses amis financiers à New York pour trouver du travail à son neveu, Hunter, pour qu'il n'entache pas la campagne présidentielle de son père en 2008 avec ses activités de lobbyiste. C'est comme ça qu'il est tombé sur Paradigm.

D'après un ancien cadre, James Biden met cartes sur table dès le premier jour : il explique que ce fonds serait un moyen de recevoir de l'argent de riches donateurs étrangers, alors que son frère se prépare à lancer sa campagne prési-dentielle : « Nous avons des investisseurs pleins aux as qui font la queue dans leur 747 et sont prêts à investir dans ce fonds³. » Beau Biden, le fils modèle, présent à la réunion, devient rouge de colère et lance à son oncle : « Cela ne doit jamais quitter cette salle, et si tu répètes ça encore une fois, je n'aurai plus rien à faire avec tout ça. »

L'ancien cadre assure que James et Hunter Biden ont retiré plusieurs millions de dollars des caisses de Paradigm pour leur propre usage. « La seule chose que les Biden savaient faire, c'était se faire payer ou demander à retirer de l'argent du fonds. » Paradigm se retrouve mêlée à plusieurs affaires de fraudes et ferme ses portes en 2010.

Jamais à court d'idées et de relations, James se fait alors embaucher par une entreprise de construction, HillStone International, alors qu'il n'a aucune expérience dans le domaine. En 2011, l'entreprise reçoit un contrat de plus de 1 milliard de dollars pour construire des logements en Irak alors que son frère Joe est chargé du dossier irakien à la Maison-Blanche, en tant que vice-président.

Fin janvier 2020, le FBI effectue un raid dans une entre-prise de soins médicaux, Americore, qui détient plusieurs hôpitaux. Là encore, le nom de James Biden est associé. Il aurait rejoint l'entreprise en 2017 en assurant à ses associés que son nom de famille leur ouvrirait des portes. Il promet un investissement de plusieurs millions de dollars en prove-nance du Moyen-Orient, grâce aux relations de son frère. Mais une fois de plus l'investissement n'arrive pas. L'objectif de Biden semble avant tout être d'user de son influence pour s'enrichir. Un ancien dirigeant confie à

Politico que James a emprunté plus de 500 000 dollars et n'a jamais remboursé ce prêt à l'entreprise, aujourd'hui en faillite. En 2012, *Fox Business* estime la fortune de James Biden à 7 millions de dollars. Lui et sa femme Sara ont acheté une maison de vacances en Floride en 2013 pour 2,5 millions de dollars.

Ce n'est pas plus glorieux du côté de chez Frank, le cadet de la fratrie. Longtemps promoteur immobilier, il s'associe en 2009 avec Mavericks in Education, une entreprise regroupant des *charter schools*, des écoles privées destinées à des élèves issus de milieux souvent défavorisés. Son travail consiste à trouver des financements auprès des autorités locales.

Pendant cinq ans, il gagne des centaines de milliers de dollars en tant que lobbyiste. Et il ne cache pas que la position de son frère aîné, Joe, constitue pour lui un privilège. Dans des interviews de l'époque, il parle de son nom comme d'un « atout génial » et s'enthousiasme de voir son histoire de famille lui permettre d'« être automatiquement convoqué » pour des rendez-vous. En 2014, Mavericks est accusée de gonfler le nombre des effectifs pour obtenir davantage de fonds publics. Plusieurs éducateurs sont accusés de comportements déplacés. En 2015, par exemple, la directrice d'une école à Palm Springs est licenciée après avoir été retrouvée sur le siège arrière d'une voiture avec un étudiant, seins nus, un sac de marijuana posé sur le siège avant. Les écoles ont finalement été rachetées en 2017 par le groupe Edison Learning.

En 2016, Frank Biden déclare : « Joe est mon héros. Mon grand frère est le meilleur homme que je connaisse⁴. » Biden est très attaché à ses frères bien qu'ils soient un fardeau pour lui : toute sa vie, il a dû rattraper leurs erreurs, s'occuper de leurs affaires louches, freiner leur appétit de pouvoir.

La sœur, le roc

Chez les Biden, on mêle famille et politique depuis les premiers pas du petit Joe. Valerie Owens Biden a dirigé la campagne de son grand frère lorsqu'il se présenta en tant que délégué de classe, il y a soixante ans, et c'est elle qui a organisé et supervisé toutes ses campagnes depuis. C'est la confidente, l'amie, la conseillère. Elle est omniprésente dans sa vie. Elle

habite dans une petite ville cossue de Pennsylvanie, État voisin du Delaware. Joe Biden déclare dans une église de Caroline du Sud pendant la campagne 2020 : « C'est ma boussole depuis qu'elle a 3 ans. »

Richard Smith*, un ami d'enfance du candidat, encore très proche de la famille explique : « Elle a élevé les enfants, a été sa directrice de campagne. C'est la boss. Elle est tout pour Joe Biden. Elle jouait le rôle de Joe quand il n'était pas là. Et Joe a toujours fait attention à elle comme à la prune de ses yeux⁵. »

Valerie, qualifiée par *Vogue* de « Jane Fonda version classe populaire », est un personnage central dans l'histoire de Joe Biden. Luis Navarro, qui a beaucoup côtoyé « Val » pendant la campagne de 2008, avec laquelle il est encore réguliè-rement en relation, dit d'elle : qu'« elle déborde d'énergie, elle est très vive d'esprit. Elle rit très facilement mais se tient sur ses gardes lorsqu'il s'agit de protéger les intérêts de son frère. Et il n'y a personne d'autre qui se consacre autant à la réussite de Joe Biden, car elle est là depuis le tout début ».

Valerie a débuté sa carrière en tant que professeur des écoles, comme Jill, puis elle a arrêté de travailler pour s'occuper des enfants de Joe Biden avant de dédier entiè-rement son temps aux campagnes de son frère et à un travail de consultante, lié aux activités politiques de son aîné.

Elle est devenue conférencière pour des sociétés comme Bank of America ou la fondation MGM, sur des sujets comme la place des femmes dans l'entreprise ou le langage corporel.

Elle s'est aussi portée volontaire pour participer à un programme sur les femmes au sein du Département d'État, Women's Campaign International, pour lequel elle a beaucoup voyagé à travers le monde. Elle s'est notamment exprimée lors d'une conférence à Bakou en Azerbaïdjan, en 2013, aux côtés de membres du Congrès alors que son frère était vice-président. Les participants américains, couverts de cadeaux, pensaient que cette conférence était organisée par une ONG basée à Houston. C'était en fait une vitrine ; tout avait été financé par la compagnie pétrolière étatique d'Azerbaïdjan, SOCAR, pour tenter de redorer l'image de l'homme fort de Bakou, Ilham Aliyev. Pour cette confé-rence, on ne sait pas très bien combien la sœur Biden a été rémunérée mais, selon le *New York Times*, les sommes avoisinaient parfois 40 000 dollars.

Valerie Owens a eu accès à certains postes et revenus en raison de la position de son frère. En 2016, elle est nommée par l'ancien président

Barack Obama en tant que représentante suppléante à la 71^e assemblée générale des Nations unies. C'est un poste surtout honorifique, payé 26 000 dollars pour une durée de quatre mois. Elle est aussi consultante au centre de recherche fondé par son frère à l'Université du Delaware en 2017, l'« Institut Biden ».

Une porte-parole de la campagne Biden, Elizabeth Alexander, a répondu aux questions sur les postes de Valerie Biden : « Elle et son frère ont toujours formé une équipe invincible depuis qu'ils sont enfants. Certains se demandent : "Aurait-elle réussi sans lui ?" D'autres pensent que c'est l'inverse. » En effet, pour beaucoup, c'est grâce à ses qualités managériales et organisationnelles que Joe Biden a réussi à remporter le siège de sénateur du Delaware en 1972, premier pas dans sa longue carrière politique.

C'est aussi elle qui le convainc de poursuivre sa carrière au Sénat, tout juste amorcée, alors que le jeune élu est frappé par la mort de sa première femme et de sa fille.

En 1995, pendant la cinquième campagne de Biden au Sénat, elle embauche un cabinet de conseil médiatique, Joe Slade White & Company, pour travailler sur des publicités pour son frère. Le créateur de la société est si impressionné par son travail pendant la campagne qu'il décide de la recruter. Elle y travaille jusqu'à ce que cette dernière mette la clé sous la porte en 2016.

Sa fille, Missy Owens, a également profité des relations du clan familial. Joe Biden, qui s'est vanté toute sa carrière de pouvoir travailler avec les deux camps, a demandé, en 1998, au maire de New York de l'époque, Rudy Giuliani, désormais son ennemi politique, d'embaucher sa nièce. Giuliani a accepté, et elle a travaillé dans son équipe pendant environ un an. Au moment où son oncle devient vice-président, en 2009, elle est employée au département de l'Énergie. Aujourd'hui, elle occupe un poste de direction au sein du groupe Coca-Cola à Washington et conseille de manière informelle son oncle. Sa sœur, Casey Owens, est quant à elle recrutée par le département du Trésor en 2009. Elle est aujourd'hui connue sous le nom de Casey Catsello et s'est exilée sur la côte Ouest où elle travaille au sein de l'équipe de management du groupe Starbucks, basé à Seattle.

En 2008, un rapport intitulé « Une affaire de famille », publié par l'organisation sur la bonne gouvernance Citizens for Responsibility and

Ethics, étudie les paiements effectués par les membres du Congrès à leurs proches. Joe Biden est en cinquième position sur la liste des sénateurs qui paient le plus d'argent en salaires ou honoraires à des membres de leur famille. Selon ce rapport, sa campagne sénatoriale, en 2002, a dispensé à Valerie Owens un salaire de 51 286 dollars et a effectué des paiements de 3 618 dollars à Casey Owens. Ces paiements pourraient entrer dans la catégorie des abus.

Richard Painter, un ancien avocat sur les questions éthiques à la Maison-Blanche, déclare : « Joe Biden doit reconnaître que c'est un problème. Il n'arrive pas à contrôler ses frères ; il n'arrive pas à contrôler son fils qui n'est plus un enfant. Mais il devra au moins mettre des cloisons autour de son bureau⁶. » Pendant des décennies, Joe Biden semble, au minimum, fermer les yeux sur les agissements douteux de certains de ses proches.

En septembre 2019, il assure devant des journa-listes, en Caroline du Sud : « Si je suis élu, je bâtirai un mur infranchissable entre nos vies personnelles et le gouvernement. »

Ashley, la discrète

Il y en a une qui reste à l'écart de la politique et des paillettes. Peu connaissent d'ailleurs son prénom ou sont même au courant de son existence. Ashley Biden est une jolie brune de 39 ans, à la même mâchoire bien marquée que son père, au même large sourire et aux yeux bleus pétillants de sa mère. Elle a un master en affaires sociales et milite depuis des années pour la justice sociale. Elle explique sa vocation dans les colonnes du magazine *Marie-Claire* : « Mon père m'a toujours dit que le silence était de la complicité et que je devais défendre quiconque était traité de manière injuste. C'est resté en moi en grandissant et c'est ce qui guide aujourd'hui ma vie professionnelle. » Elle se rappelle avoir visité de nombreuses écoles avec son père lorsqu'elle était enfant et s'être demandé pourquoi certaines étaient en si bon état quand d'autres semblaient abandonnées. Ce fut le début d'une vocation dans le social.

En 2012, elle épouse le chirurgien plasticien et otorhino-laryngologiste Howard David Krein. Il conseille de près la famille et la guide lorsque Beau

Biden tombe malade.

En 2014, elle est nommée directrice du Centre du Delaware pour la Justice, qui travaille sur la réforme de la justice pénale.

En 2017, Ashley fonde la marque de vêtements Livelihood qui vend des *hoodies*, ces sweats à capuche que les Américains ne quittent pas le week-end, entièrement fabriqués aux États-Unis. Dix pour cent des bénéfices sont reversés à des associations à Washington D.C. et dans le Delaware.

Elle raconte avoir créé cette marque en hommage à son frère. « C'était ma boussole. Son cancer m'a mise à terre. Je n'avais d'autre choix que d'avancer, d'essayer de réaliser mes rêves. »

Bien introduite dans la capitale, c'est elle que choisit le célèbre hôtel *Hamilton*, dont le bar est prisé par les politi-ciens et les journalistes, pour créer les nouveaux uniformes de ses employés à l'occasion de sa rénovation, en juin 2019.

Ses *hoodies* ne sont pas aussi clinquants et rentables que les chaussures et les sacs *bling bling* de la marque Ivanka Trump, la fille de Donald Trump, mais certains se posent déjà la question de l'avenir de son entreprise. Ivanka a fermé boutique en 2018.

Ashley, 39 ans, est davantage présente lors de cette campagne 2020 que dans le passé. Contrairement aux filles et belles-filles de Trump, elle n'est pas active sur les réseaux sociaux et se fait discrète. Elle préfère influencer dans l'ombre.

1. Ben SCHRECKINGER, "How 'Middle Class' Joe's Family Cashed in...", *Politico*, 2 août 2019.

2. Adam ENTOUS, "Will Hunter Biden Jeopardize his Father's Campaign?" *The New Yorker*, 1^{er} juillet 2019.

3. Ben SCHRECKINGER, "How 'Middle Class' Joe's Family Cashed in...", *Politico*, 2 août 2019.

4. Lucien BRUGGEMAN, "How Frank Biden Leveraged his Famous Name for Business Gain", *ABC News*, 17 janvier 2020.

5. Entretien avec l'auteure le 24 juin 2020.

6. Ben SCHRECKINGER, "The Biden Family's Strange Business History", *Politico*, 3 août 2019.

XII

L'épine *Me Too*

Anita Hill

Il n'y a pas que la famille qui se révèle être un poids dans la campagne. Joe Biden a passé plus de quarante ans dans la vie politique, assez de temps pour traîner beaucoup de casseroles. Une vraie batterie de cuisine. Il savait, en se préparant à entrer dans l'arène, qu'une affaire en particulier allait lui poser un problème. Alors, quelques semaines avant l'annonce de sa candidature, il appelle Anita Hill pour tenter de se faire pardonner. Il dit regretter ce qu'elle a enduré, vingt-huit ans auparavant.

En 1991, Anita Hill est une jeune professeur de droit à l'Université d'Oklahoma. Cette Afro-Américaine de 35 ans, née dans une famille de fermiers dans un État rural, est la cadette d'une famille de treize enfants. Brillante, elle est diplômée de l'Université de Yale en 1980 et débute sa carrière dans la capitale américaine, pleine de rêves et d'ambition.

En 1991, Joe Biden est à la tête du Comité judiciaire du Sénat. Le premier et seul membre noir de la Cour suprême, Thurgood Marshall, annonce sa retraite à 82 ans, le 27 juin 1991.

Biden est alors chargé de superviser une nouvelle nomination à la Cour suprême, celle du juge Clarence Thomas, nommé par George H. W. Bush.

Un comité sénatorial est mis sur pied pour évaluer la candidature du juge.

Les démocrates sont très critiques. Thomas, un Afro-Américain, est un ultraconservateur. Après le rejet du juge Bork sous Reagan, le président Bush veut absolument nommer un conservateur pour faire pencher la Cour à droite. Clarence Thomas est sur le point d'être confirmé lorsque l'équipe

du sénateur démocrate de l'Ohio, Howard Metzenbaum, reçoit une information qui va chambouler le cours de l'audition et la vie d'Anita Hill.

Le juge aurait harcelé une jeune femme dans les années 1980. Il s'agit d'Anita Hill.

Au départ, elle refuse de confirmer ou de nier ces informations. Joe Biden décide alors d'envoyer le FBI l'interroger. Elle ne souhaite pas que l'affaire soit rendue publique. Mais la radio NPR et le magazine *Newsday* divulguent l'affaire et c'est le début d'une saga judiciaire, dans une Amérique puritaine, alors très religieuse et encore très ségréguée. Sous la pression de groupes de défense des droits civiques, Joe Biden, au départ réticent, retarde l'audition de confirmation du juge. Le processus de confirmation, qui avait débuté en septembre 1991, est rouvert le 11 octobre. Anita Hill sera entendue pendant trois jours.

Biden promet à Hill, anxieuse, qu'elle sera traitée de manière juste et qu'elle pourra témoigner en premier. Mais, après des négociations en coulisse avec les républicains, c'est finalement le juge Thomas qui ouvre l'audience, sous haute tension.

Après les trois coups de marteau du sénateur Biden, le silence se fait soudain dans la salle et Thomas apparaît. Sa femme, une Blanche avec une coupe à la garçonne, est assise derrière lui, sourcils froncés, en colère contre la jeune professeur qu'elle accuse de mentir. Le juge, grave et ému, parle de la « peine », de la « terrible douleur » que ces accusations ont causées à sa famille. Il se dit choqué, surpris et extrêmement attristé par cette affaire. Il conclut de façon dramatique : « Je ne vais pas tendre la corde pour me faire pendre ou, pire, humilier. » Il déclare également que les accusations de la jeune femme sont nourries de stéréotypes racistes.

Anita Hill prend alors la parole devant un comité composé exclusivement d'hommes blancs, âgés, lors d'une audience retransmise en direct à la télévision. Élégante, vêtue d'un tailleur turquoise, stoïque, elle s'exprime de façon éloquente et assurée, même si on la sent très intimidée et émue. Raconter devant le monde entier son histoire, dit-elle, est l'une des expériences les plus difficiles de sa vie. La jeune femme explique avoir reçu de nombreuses invitations de la part du juge, qu'elle a refusées. Elle revient sur ses nombreux commentaires à caractère sexuel, ses propos sur son apparence. Elle parle de commentaires « très sales, dégoûtants ». Elle assure qu'il lui imposait des conversations lors desquelles il décrivait, par exemple, de façon très crue des scènes qu'il avait vues dans des films

pornographiques, dont des scènes de viol. Elle ajoute qu'il lui a fait aussi part de sa vie sexuelle. Qu'elle le prie de ne pas aborder ce genre de sujets avec elle mais qu'il continue.

Pendant cette audience très délicate, Joe Biden lui fait répéter des détails particulièrement douloureux et gênants, par exemple concernant l'affaire de « la canette de Coca ». Lassée, la jeune femme doit de nouveau raconter comment le juge Clarence Thomas lui demande un jour : « Qui a mis un poil pubien sur mon Coca ? » Biden demande aussi à la jeune femme de dire quel incident fut le plus gênant. L'élu donne parfois l'impression, par son ton et ses questions, que Anita Hill est l'accusée plutôt que la victime.

Les quatorze membres du Comité judiciaire du Sénat passent au crible les accusations de Hill ; certains jettent le discrédit sur son témoignage, l'accusent de délirer et deviennent particulièrement agressifs.

Un sénateur républicain, Arlen Specter, pointe du doigt des incohérences dans son témoignage et l'avertit qu'elle pourrait être accusée de calomnie. Un autre, Orrin Hatch, laisse entendre qu'elle aurait inventé toute cette histoire et brandit même une copie de *L'Exorciste* pendant son interro-gatoire. L'audience est hors de contrôle et tourne à la farce. Biden, président du Comité judiciaire, ne cherche pas à calmer ses collègues déchaînés. Le *New York Times* parle de « spectacle surréaliste ». L'audience est suivie par vingt millions de foyers, l'Amérique se passionne pour cette saga et se déchire entre républicains et démocrates.

Entre-temps, les langues se délient et deux autres femmes appellent le Comité judiciaire à propos de la conduite jugée déplacée du juge Thomas. Un avocat de Washington confie aussi au Comité l'avoir vu regarder une vidéo pornographique dans un magasin. Mais Biden décide de ne pas convoquer ces témoins.

Parmi eux, Sukari Hardnett, aujourd'hui avocate dans la banlieue de Washington. Elle décide de témoigner en regardant l'audience en direct à la télévision et en voyant la façon dont Hill est malmenée. Elle décrit son expérience en détail dans une lettre envoyée au Comité judiciaire, mais rien n'y fait. Les années suivantes, Biden a souvent laissé entendre que ces témoins étaient réticents ou s'étaient retirés. Dans un article, le *Los Angeles Times* affirme à l'époque que le président du Comité judiciaire a conclu un accord avec les républicains, qui soutenaient la nomination d'un juge ultra-conservateur, pour ne pas entendre ces témoins.

Finalement, Clarence Thomas est confirmé à 52 voix contre 48, avec l'aide des démocrates du Sud. Joe Biden vote contre. Il l'appelle ensuite pour le féliciter. Pendant toute cette affaire, le sénateur joue sur les deux tableaux et fait des promesses aux deux parties. Plus tard, il confie à la journaliste Florence Graves : « Je pense que la seule raison pour laquelle Clarence Thomas siège à la Cour est qu'il est Noir. Je ne pense pas qu'il aurait pu gagner s'il avait été Blanc. »

C'est une affaire qui a marqué les Américains. Peter Clerkins, ancien directeur de la campagne de Bernie Sanders en Virginie, en 2016, se souvient : « Je crois que j'avais 10 ou 11 ans et je me rappelle que Biden était mis au pilori dans l'émission *Saturday Night Live* pour la façon dont il avait mené les audiences d'Anita Hill et de Clarence Thomas¹. »

Joe Biden est critiqué par l'aile gauche de son parti pour ne pas avoir davantage défendu la jeune femme. Il réalise toutefois, après cette affaire, que le Comité n'est pas organisé pour faire face à des cas de harcèlement sexuel et demande à la sénatrice de Californie, Dianne Feinstein, de les rejoindre. C'est la première femme à siéger au Comité judiciaire du Sénat.

En 2009, elle est la première à présider une cérémonie d'investiture du président des États-Unis, pour la prise de fonction de Barack Obama et de son vice-président, Joe Biden.

L'ancien élu du Delaware a plusieurs fois exprimé des regrets concernant sa gestion de l'affaire, sans s'excuser explicitement pour autant. Au moment de l'affaire Kavanaugh², en pleine ère *Me Too*, les audiences d'Anita Hill refont surface et rappellent à l'Amérique de vieux démons.

Le 29 avril 2019, quatre jours après l'annonce de sa candidature, et peu de temps après son coup de fil à Anita Hill, Biden admet dans une interview sur la populaire émission matinale *Good Morning America* : « En tant que président du Comité judiciaire, je prends la responsabilité du fait qu'elle n'a pas été bien traitée. Je vous prie de m'en excuser. »

Anita Hill déclare au *New York Times*, en avril 2019, qu'elle ne peut pas se satisfaire de ces excuses très tardives. Elle le tient toujours pour responsable du mauvais traitement qui lui a été infligé lors de cette audience historique. Mais elle confie, quelques mois plus tard, qu'elle votera « évidemment » pour Joe Biden s'il est le candidat démocrate désigné. Elle se dit aussi « troublée » par les témoignages qui affluent de femmes accusant le vice-président de comportement déplacé.

Des gestes qui dérangent

Lucy Flores est une jeune femme d'origine hispanique de 40 ans, ancienne élue démocrate de l'Assemblée du Nevada. Le 29 mars 2019, un mois avant l'annonce de la candidature de Biden à la présidence, elle écrit un article sur le site internet *The Cut* intitulé « Un étrange baiser a changé mon opinion sur Joe Biden ». En 2014, alors âgée de 35 ans, elle brigue le poste de lieutenant-gouverneur dans le Nevada. La course est difficile et Joe Biden, vice-président à l'époque, propose de lui venir en aide. La jeune femme aux longs cheveux noirs se sent flattée et lui en est très reconnaissante. Il se présente donc à l'un de ses rallyes de campagne pour tenter d'attirer les foules, trois jours avant la date prévue de l'élection.

L'actrice Eva Longoria, co-fondatrice du Latino Victory Project, est aussi présente. Sur une photo, on voit le vice-président tout sourire entouré des deux jeunes femmes pimpantes. Lucy se prépare à parler : elle est sur le côté de la scène, tandis que les différents intervenants, les uns derrière les autres, forment une longue file. C'est là qu'elle sent deux mains posées sur ses épaules. Celles du vice-président. Elle se raidit. Il se rapproche un peu plus d'elle et se met à sentir sa chevelure. Lucy se dit « mortifiée ». Puis il pose un baiser sur sa nuque. « J'étais embarrassée. J'étais choquée. J'étais confuse (...) Je n'arrivais ni à bouger ni à dire quoi que ce soit. Tout ce que je voulais, c'était que Biden s'en aille. J'ai entendu mon nom et je n'ai jamais été aussi heureuse de monter sur une scène. » Elle qualifie son comportement de « dégradant et irrespectueux³ ».

Elle fait cette révélation un mois avant le lancement de la campagne Biden et beaucoup croient que le potentiel candidat risque d'être déstabilisé. À l'époque des faits, elle se confie à quelques collègues mais dit ne disposer ni de la plateforme ni des mots pour en parler. En voyant les incidents gênants entre Biden et des femmes se multiplier, Lucy est de plus en plus en colère et décide de témoigner. Les républicains jubilent mais sa révélation est accueillie froidement au sein du parti démocrate. Une connaissance lui écrit : « Qu'est-ce que tu es en train de faire ? Tu veux faire gagner Donald Trump ? »

Certains ne sont pas étonnés. Pour le microcosme de Washington D.C., le « cas » Biden est bien connu.

Massages, baisers volés, mains qui s'attardent sur les hanches ou les épaules, l'élu devenu vice-président a multiplié les marques d'affection parfois embarrassantes et troublantes auprès de femmes croisées sur son chemin ces dernières décennies. Il y a, par exemple, la fois où il tient par les épaules la femme du secrétaire à la Défense Ashton Carter, en 2015, en lui chuchotant quelques mots à l'oreille alors qu'il est derrière elle pendant que son mari fait un discours. La photo fait le tour de la Toile ; ses détracteurs le surnomment « *Creepy Uncle Joe* » (« Oncle Joe le pervers »).

Stephanie Carter l'a cependant défendu : « Sur cette photo, il s'agit d'un ami de longue date qui me soutient lors d'une journée difficile⁴. »

En 2015, il embrasse le front de la fille du sénateur Chris Coons. Cette dernière semble gênée.

Il se permet aussi de déposer un baiser sur la bouche de la femme du sénateur républicain Chuck Grassley en 2017. Certains jugent ces comportements déplacés. D'autres pensent que l'« Oncle Joe » est inoffensif et préfèrent mettre ça sur le compte de son goût pour le contact.

Mais des gestes qui pouvaient sembler inoffensifs à l'époque sont réexaminés à l'ère du mouvement *Me Too* et jugés perturbants.

En février 2015, un édito du *Washington Post* est intitulé « Que va-t-on faire de Joe, l'oncle pervers ? » Avant même d'annoncer sa candidature, Joe Biden, favori des sondages, est forcé de présenter ses excuses. Dans une vidéo publiée sur son compte Twitter, le 4 avril 2019, il promet d'être « plus attentif » dans ses relations avec la gente féminine : « Les normes sociales changent. Je le comprends et j'ai entendu ce que disent ces femmes. »

Tara Reade

L'histoire de Lucy Flores permet de délier les langues. Plusieurs autres femmes révèlent avoir elles aussi été gênées par la façon dont Joe Biden les touchait, dans différents contextes.

Mais, en avril 2019, quelques semaines avant l'annonce de sa candidature, le candidat démocrate est accusé pour la première fois d'agression sexuelle. En 1990, Tara Reade est une belle brune aux yeux bleus, à la frange qui tombe sur ses cheveux mi-longs ondulés. Elle rêve de politique et est ravie lorsqu'elle obtient un travail d'assistante dans le

bureau du sénateur Joe Biden. Elle dit au revoir à son petit ami, prend ses chats et fait le voyage en voiture de la Californie jusqu'à la capitale. Elle s'installe dans un dortoir pour filles, à quelques pas du Congrès. Elle travaille pour le sénateur de décembre 1992 à août 1993.

Plus de vingt ans après les faits, elle appelle plusieurs journalistes pour raconter son histoire. Elle affirme tout d'abord avoir été gênée par certains détails, comme lorsqu'un collaborateur lui dit que Joe Biden trouve qu'elle a de jolies jambes et aimerait qu'elle serve les cocktails lors d'une levée de fonds. Selon Reade, Biden met aussi régulièrement ses mains sur ses épaules, son cou, ses cheveux. Elle s'en plaint aux autres membres du bureau et ses collègues lui demandent alors de s'habiller de manière plus classique. Quelques mois plus tard, ses responsabilités diminuent ; elle sent qu'on veut la faire partir. Mal à l'aise, elle finit par rentrer chez elle en Californie, très découragée. Elle affirme avoir eu beaucoup de mal à repartir de Washington.

Lorsqu'elle appelle la journaliste du site internet *VOX*, Laura McGann, en avril 2019, Tara Reade qualifie les faits d'« abus de pouvoir », « mais pas d'agression sexuelle ». Elle ajoute que Biden connaissait à peine le nom de ses jeunes collaborateurs⁵.

Elle encourage McGann à s'entretenir avec l'une de ses amies de l'époque et celle-ci confie à la journaliste : « J'ai un peu honte de dire ça mais ce n'était pas si grave. Il n'a jamais essayé de l'embrasser. Il ne l'a pas pelotée. Je sais que c'est compliqué à expliquer. Ce qui était perturbant, c'est qu'il agissait toujours devant des gens. »

Le lendemain de sa conversation avec la journaliste de *VOX*, Tara Reade lui envoie quatre textos pour la presser de publier son histoire, avertissant que d'autres journalistes, notamment du *New York Times*, sont sur le coup.

Finalement, le 3 avril 2019, quelques semaines avant l'annonce de la candidature de Biden, c'est le journal local californien *The Union* qui la publie.

Cette même année, la journaliste de *VOX* ne diffuse rien, car elle n'arrive pas à obtenir assez de preuves. Rien n'est rédigé non plus sur l'affaire dans les grands médias nationaux, que ce soit le *Washington Post* ou le *New York Times*.

Reade reçoit de nombreuses menaces sur la Toile. Des critiques l'accusent d'être une agente de la Russie car, sur son compte Twitter, elle fait l'éloge de Vladimir Poutine qu'elle décrit comme un « génie »

quelqu'un de « sensuel ». Elle répond qu'elle a écrit ces lignes dans le cadre d'un cours d'écriture créative.

Le comportement de Biden envers les femmes est problématique et jette de l'ombre sur sa campagne mais il reste le favori dans les sondages en ce début d'année 2019 et les démocrates font reposer tous leurs espoirs sur lui. Ils retiennent leur souffle face à ces accusations d'agressions sexuelles.

En mars 2020, l'histoire de Reade refait soudain surface lorsqu'elle est interviewée dans le populaire podcast de Katie Halper, une activiste pro-Sanders, *The Katie Halper Show*. Entre-temps, Tara Reade est devenue une ardente supportrice du candidat socialiste. Elle qualifie dans un article Biden de « version démocrate de Trump ». Cette fois, Reade, 56 ans, a une autre version des faits. Elle affirme que l'ancien vice-président l'a agressée sexuellement en la poussant contre un mur dans les couloirs du Capitole, qu'il l'a embrassée et l'a pénétrée avec ses doigts.

Dans le *New York Times*, des anciens collaborateurs de Tara Reade, auxquels la jeune femme dit s'être confiée, nient avoir été témoins ou avoir entendu parler de cette affaire.

Son amie, qui avait dit à *VOX* que l'histoire n'était pas si « grave », assure désormais qu'elle a en effet été agressée sexuellement. Son frère dit d'abord à un journaliste du *Washington Post* se rappeler que sa sœur avait confié être gênée par la façon dont Biden touchait ses épaules et son cou. Il le rappelle quelques jours plus tard pour dire qu'elle lui avait aussi confié que le sénateur « avait mis les mains sous ses vêtements ». Une ancienne voisine de Reade, une source que l'accusatrice de Joe Biden n'avait pas mentionnée aux médias appelés en 2019, assure à *Business Insider* qu'elle lui avait parlé de l'agression sexuelle en 1995. À propos de son changement de version, Tara Reade déclare à la journaliste de *VOX* : « Mon histoire n'a jamais changé. Je n'ai juste pas donné tous les détails. C'est très simple (...) Je n'ai pas tout dit, car j'avais peur d'un homme très puissant. » *PBS* a interviewé soixante-quatorze anciens collaborateurs de Joe Biden, dont soixante-deux femmes, ayant travaillé avec le sénateur entre 1972 et 2008. Aucune n'a dit avoir été victime de harcèlement sexuel ou de comportement déplacé. Toutes affirment ne jamais avoir entendu de rumeurs ni d'accusations de harcèlement sexuel visant Joe Biden. Ben Savage, dont le bureau était à côté de celui de Tara Reade, explique que la jeune femme a été poussée vers la sortie en raison de ses mauvaises performances au travail, dont il dit avoir été témoin.

D'autres se rappellent que Biden ne voulait justement pas que des femmes soient chargées de servir le café ou d'autres boissons, que ce soit dans son bureau ou dans les comités qu'il présidait. La plupart louent le sénateur pour avoir promu de nombreuses femmes à des postes importants pendant sa carrière au Sénat. Beaucoup parlent toutefois de la forte culture misogyne qui existait au Capitole jusqu'à récemment.

Liz Tankersley, qui a travaillé au Sénat de 1985 à 1993, confie qu'une « liste » circulait entre les femmes sur les sénateurs avec lesquels il fallait éviter de se retrouver seule dans l'ascenseur. Le nom de Joe Biden n'y figurait pas. Parmi les noms cités, les sénateurs Bob Packwood* (il a dû démissionner en raison d'accusation d'agressions sexuelles), Strom Thurmond, ou encore Ted Kennedy. Beaucoup affirment que Joe Biden était sans aucun doute connu pour être quelqu'un de très tactile, qui ne se rendait *a priori* pas compte que cela pouvait gêner, mais qu'il n'y avait rien de sexuel dans ses gestes. De nombreux jeunes employés le considèrent par ailleurs comme une épaule reconfortante sur laquelle s'appuyer. Lorsqu'il touche les cheveux des femmes, certains y voient un côté infantilisant, voire dominateur, mais peu perçoivent ces gestes comme du ressort du flirt.

Megan⁶, 40 ans, collaboratrice d'un sénateur démocrate depuis plusieurs années, explique que « la théorie au Capitole est qu'il était sûrement très affectueux avec Tara Reade, mais personne ne pense qu'il l'a agressée. Il est bien connu pour aimer toucher les gens, de façon parfois embarrassante ; c'est aussi un homme d'un autre temps, *old school*... Si tu étais un homme blanc au pouvoir dans les années 1970 ou 1980, tu te croyais tout permis. Lui, Chris Dodd et Ted Kennedy, c'étaient un peu les rois du Sénat ».

Donald Trump est resté assez prudent sur cette affaire, vu les nombreuses accusations de harcèlement sexuel auxquelles il fait lui-même face. « Je pense qu'il devrait répondre. Ce pourraient être de fausses accusations. J'en connais un rayon sur les fausses accusations. »

Joe Biden reste longtemps silencieux mais, face à la pression qui monte, il finit par s'exprimer le 1^{er} mai 2020, dans la matinale de MSNBC, *Morning Joe*. La chaîne choisit la célèbre journaliste Mika Brzezinski pour le questionner, sans son partenaire de matinale et mari, Joe Scarborough. Biden nie en bloc les accusations : « Je le dis sans équivoque, ce n'est jamais jamais arrivé. » Lorsque la journaliste lui demande s'il se rappelle Tara Reade, il ne répond pas à la question et embraye sur un autre sujet.

À gauche, certains accusent le parti démocrate d'hypo-crisie et de ne pas agir quand c'est gênant politiquement. Mais les femmes du parti démocrate se rangent pour beaucoup derrière Biden. Stacey Abrams, ancien chef de la minorité à la Chambre de Géorgie, déclare : « Je crois Joe Biden. » Les anciennes candidates à la présidentielle, Kamala Harris, Elizabeth Warren et Kristen Gillibrand continuent toutes de participer à des événements de campagne avec Joe Biden, devenu le candidat désigné du parti.

Il obtient même du soutien à droite. Le sénateur républicain Lindsey Graham déclare : « Je connais Joe Biden depuis vingt ans. J'ai voyagé à travers le monde avec lui, je ne l'ai jamais vu faire quelque chose de fâcheux envers une femme, je n'ai jamais entendu qu'il ait eu un comportement déplacé. »

Tara Reade finit par prendre un avocat proche de Donald Trump, Douglas Wigdor, mais il la lâche au bout de deux semaines, ce qui la décrédibilise un peu plus aux yeux de certains démocrates, fébriles à l'idée de voir leur candidat discrédité.

Pour beaucoup, cette affaire n'est pas, et ne sera peut-être jamais, résolue. Les avis restent très partagés et de nombreux Américains ne savent pas quoi en penser.

Tony Blinken*, conseiller de Joe Biden, ne craint pas que cette histoire fasse dérailler la campagne. Il laisse même entendre que ces accusations ont pour objectif de nuire au candidat : « Ça n'a pas marché parce que, justement, les gens connaissent Biden. Ces attaques ne correspondent ni à la réalité ni à la perception qu'on a de lui⁷. »

Maureen Dowd, la journaliste du *New York Times* qui a révélé l'affaire du plagiat de Joe Biden pour la présidentielle de 1988, écrit : « J'ai couvert Biden pendant toute sa carrière politique, il est connu pour être parfois chaleureux, parfois déplacé et trop tactile, avec les femmes comme avec les hommes. Mais ce dont l'accuse Reade est un délit et ne lui ressemble vraiment pas. » Elle s'applique toutefois à ne tirer aucune conclusion.

L'ancien conseiller d'Obama, David Axelrod, qui a poussé l'ancien président à choisir Biden comme colistier, écrit dans un article sur le site internet *CNN* que rien n'a été trouvé sur le candidat lorsque la campagne Obama a fouillé son passé avant de lui proposer le poste de vice-président. Pourtant, ajoute-t-il, les enquêteurs bien rodés à l'exercice « auraient

enquêté sur tout type de rumeurs salaces de ce genre, qui circulent très vite à Washington. Mais il n'y en avait aucune ».

Liz Mair*, la stratège républicaine qui a fait partie de l'équipe d'enquêteurs du parti républicain en 2008, admet aussi ne jamais avoir entendu parler d'une telle agression : « Mon instinct, c'est de me dire que si ça s'est vraiment passé, je suis sûre que nous aurions trouvé certaines traces de cette histoire. Mais je n'ai jamais rien entendu de tel. Et les collègues avec lesquels j'ai travaillé en 2008 non plus. On s'est tous dit : "C'est quoi cette histoire ? D'où ça sort ?" L'équipe Obama a dit la même chose mais ils ont évidemment plus d'intérêt que nous à le dire. » Cette habituée des couloirs du Congrès ajoute : « Il y a des choses que fait Biden qui font flipper les femmes : clairement, il aime l'odeur du shampoing, il aime renifler les cheveux ! C'est bizarre. Mais c'est autre chose que de pénétrer quelqu'un. Ça ne m'étonnerait pas qu'elle ait été victime d'une forme de harcèlement dans ce bureau, mais je ne suis pas convaincue que ça venait de lui⁸. »

Joe Biden déclare tout simplement à la télévision que les personnes qui croient Tara Reade ne devraient pas voter pour lui : « Je ne voterais pas pour moi si je croyais Tara Reade ! »

Volte-face sur l'avortement

Les féministes américaines critiquent aussi sa position sur l'avortement : catholique, il est personnellement opposé à l'IVG. Biden déclare, en 1974, à un journaliste* : « À propos de l'avortement, je suis aussi progressiste que votre grand-mère. Je n'aime pas la décision de la Cour suprême. Je pense que c'est allé trop loin. Je ne pense pas qu'une femme devrait être la seule à décider de ce qui se passe dans son corps⁹. » Il le soutient politiquement mais souhaite que son financement soit limité. Il vote pratiquement toute sa carrière en faveur de l'amendement Hyde, qui limite strictement aux cas de viol, d'inceste ou de danger pour la vie de la mère l'usage de fonds fédéraux pour financer des avortements *via* le système d'assurance de santé publique Medicaid. Pour ses détracteurs, l'amendement Hyde discrimine les femmes les plus pauvres qui comptent sur cette assurance santé et n'ont pas les moyens de s'offrir une IVG. Cet

amendement, qui date de 1976, a été voté après l'arrêt de la Cour suprême dit « Roe vs Wade » qui a légalisé, en 1973, le droit à l'avortement aux États-Unis. Des positions et des déclarations qui choquent l'aile gauche du parti, en pleine ère *Me Too*. L'avortement est l'un des thèmes de campagne les plus brûlants aux États-Unis, qui déchire le pays entre conservateurs et progressistes. Les associations pro-IVG l'attaquent. « Il n'y a aucune excuse politique ou idéologique pour le soutien de Joe Biden à l'amendement Hyde, qui se traduit tout simplement par des discriminations contre les femmes pauvres et issues de minorités » a tweeté l'association en faveur du droit à l'avortement *Naral*. La puissante association de planification familiale *Planned Parenthood* déclare quant à elle : « Nous encourageons vivement Joe Biden à parler aux personnes dont les vies sont affectées par cette politique discriminatoire et à réévaluer sa position. » Ses concurrents démocrates s'affichent, eux, hostiles à cet amendement controversé. Sous la pression des progressistes, en juin 2019, le candidat démocrate annonce qu'il n'est plus opposé à l'usage de fonds fédéraux pour financer des avortements. Il fait volte-face pour séduire l'électorat démocrate féminin et écrit sur Twitter : « Les droits et la santé des femmes sont attaqués d'une manière qui constitue une tentative de revenir sur tous les progrès que nous avons faits au cours des cinquante dernières années. »

En pleine campagne pour l'investiture démocrate en Caroline du Sud, en octobre 2019, un prêtre refuse la communion au candidat, au motif de son soutien au droit à l'avortement.

-
1. Entretien avec l'auteur le 8 mai 2020.
 2. Brett Kavanaugh est un juge siégeant à la Cour Suprême depuis le 6 octobre 2018. Il a été accusé d'agression sexuelle par deux femmes, Christine Blasey Ford et Deborah Ramirez. Des manifestations ont eu lieu dans la capitale pour contester sa nomination, sans succès. Selon un rapport du FBI dévoilé le 4 octobre 2018, « rien » ne confirme les accusations d'agressions sexuelles portées contre le juge. Les démocrates dénoncent une enquête incomplète.
 3. Lucy FLORES, “An Awkward Kiss Changed How I saw Joe Biden”, *The Cut, New York Magazine*, 29 mars 2019.
 4. William CUMMINGS, “Wife of ex-Defense Secretary Defends Biden, Says Viral Photo of them Used “Misleadingly””, *USA TODAY*, 1^{er} avril 2019.

5. Laura MCGANN, “The Agonizing Story of Tara Reade”, *VOX*, 7 mai 2020.
6. Nom d’emprunt.
7. Entretien avec l’auteure le 1^{er} mai 2020.
8. Entretien avec l’auteure le 5 juin 2020.
9. Ryan GRIM, “Freshman Sen. Joe Biden didn’t Like Roe v. Wade in 1974”, *The Huffington Post*, 30 septembre 2015.

XIII

Les Afro-Américains, un atout électoral

La piscine

En 1962, en pleine bataille sur les droits civiques, Joe Biden a 19 ans. Ça barde dans le Sud. Il est frappé par les images des manifestations contre le racisme et de leurs répressions. Il ne fréquente que des Blancs et a envie d'en savoir plus sur la communauté noire. Il candidate alors pour un job de maître-nageur dans un quartier afro-américain. Enfin, ça, c'est sa version.

Richard Smith, dit « Mouse » (« souris ») en a une autre. Cet ancien membre des Black Panthers a aujourd'hui 72 ans, mais paraît plus jeune avec ses jeans, ses baskets et sa casquette vissée sur la tête. Il est élancé, fait même un peu maigrichon, ce qui lui a valu son surnom dans sa jeunesse. En ces temps de coronavirus, il porte un masque au nom de Biden imprimé aux couleurs de l'Amérique. C'est l'un des premiers amis noirs de Biden ; il l'a rencontré lorsqu'il travaillait à la piscine de son quartier mais, selon lui, le candidat avait une autre motivation en y débarquant : « Désireux de rencontrer des Afro-Américains ? Non ! Il avait besoin de fric ! » déclare t-il en souriant. « Il n'arrivait pas à trouver de petit boulot d'été et, ici, c'était le seul job disponible. Alors, la municipalité lui a dit : "Tu n'as qu'à aller travailler à cette piscine, c'est une piscine pour Noirs", et il a choisi de venir¹. »

L'adolescent blanc gringalet débarque donc avec ses lunettes de soleil et son grand sourire. Sifflet autour du cou, il joue le flic alors que des adolescents déchaînés sautent dans la piscine en plein air et courent dans tous les sens. Nostalgique, Mouse est assis sur l'un des murets qui entoure la fameuse piscine. Elle existe toujours ; le bleu du bassin égaie un quartier

sinon triste et délabré, pas aussi pauvre qu'à l'époque mais encore peuplé d'habitants en difficulté. Mouse se rappelle : « Quand Joe Biden est arrivé, il y avait des gangs partout, c'était leur QG, chacun avait son petit territoire. »

Au départ, les jeunes du quartier le « testent » en lui en faisant voir de toutes les couleurs. Certains tentent de le distraire pour que leurs camarades puissent entrer en sautant par-dessus les barrières. D'autres font exprès de l'éclabousser. Il ne se laisse pas faire.

Un jour, CornPop, un membre du gang des Romans, l'un des plus importants dans le coin, l'attend à la sortie : il n'a pas apprécié de se faire sortir de la piscine, alors qu'il essayait d'impressionner des filles. Joe Biden s'est en plus moqué de lui devant ses amis et a même osé dire que la mère du chef de gang l'avait mal éduqué. CornPop a un couteau à la main, prêt à en découdre. Mouse raconte : « Biden était effrayé ; il était vraiment terrorisé. » Armé d'une longue chaîne au cas où, il arrive à désamorcer la situation. Sur les conseils de Mouse et d'un autre maître-nageur noir, il formule des excuses. Grâce à sa répartie, il gagne petit à petit le respect des jeunes du quartier. Les Romans finissent même par lui proposer de jouer tout l'été au basket-ball. D'autres l'invitent à dîner chez eux. Il s'immerge dans la communauté afro-américaine, qui lui était jusqu'à présent si étrangère. Il explique avoir presque l'impression de vivre un « échange » avec des étudiants étrangers. Pour la plupart de ces jeunes noirs, c'est leur premier ami blanc et le premier qui s'intéresse à eux. Il veut tout savoir, leur pose mille et une questions sur ce que c'est qu'être afro-américain aux États-Unis. Un maître-nageur noir lui dit qu'il a parfois peur de s'arrêter prendre de l'essence le soir, car un homme noir seul dans une station-service peut attirer les suspicions. D'autres lui demandent si les femmes blanches sont différentes des noires.

« Les histoires que me racontaient mes amis à la piscine étaient toujours davantage teintées de confusion et de tristesse que de colère », explique-t-il dans ses *Mémoires*. Il qualifie cette période de sa vie de « révélation ». Cet été l'aide à définir sa perspective sur les problèmes raciaux. Alors que Mouse se remémore cette époque qui a changé en partie son destin, Dennis William*, un ancien *kid* de la piscine, devenu policier puis maire de Wilmington de 2013 à 2017, vient le saluer. Williams, le sourire aux lèvres, se rappelle : « On a accepté Joe, car il était cool. Il faisait partie de la famille ! Il est sincère et a les pieds sur terre. »²

Tout comme Mouse, il va voter pour Joe Biden : « Il aurait dû être président depuis longtemps ! Il est juste avec tout le monde. Il veut que la vie de chacun s'améliore ; il veut que tout le monde aime l'Amérique ! »

Biden et Mouse ont un point commun: Mouse est bègue. « Il m'a dit: "Si tu veux t'en sortir, mets-toi devant un miroir et entraîne-toi à parler. Quand tu vois des gens parler, écoute la façon dont ils prononcent les mots. C'est ce que j'ai fait et je me suis amélioré." Il était comme un petit professeur pour moi! » En 1965, Joe Biden rejoint même son ami à une manifestation contre le dernier cinéma ségrégué dans le centre-ville de Wilmington. C'est la première manifestation en faveur du mouvement des droits civiques à laquelle participe le jeune Biden. Et l'une des rares à laquelle il se rendra dans son existence.

Lorsque des violences éclatent dans la ville après l'assassinat de Martin Luther King en 1968, des policiers patrouillent dans les quartiers noirs et un couvre-feu est imposé. Biden est frappé par les inégalités de traitement entre les deux communautés.

Quand il commence à faire de la politique, il demande à Mouse d'être son garde du corps; ce dernier remplit plutôt le rôle de « fixe » dans les quartiers noirs de Wilmington. Cet été le marque profondément et va l'influencer politiquement.

Il fait de l'expansion des logements sociaux une priorité lorsqu'il est candidat aux élections municipales en 1970, ce qui énerve de nombreux habitants blancs qui n'ont pas envie d'avoir des voisins noirs. Ils surnomment Joe Biden *Nigger Lover*, « Celui qui aime les Nègres », un terme devenu très péjoratif dans les années 1970 aux États-Unis. Il n'oublie pas Mouse et ses copains, alors que tout les sépare de plus en plus.

Les deux amis restent en relation au fil des années : « C'était comme un grand frère pour moi », explique Mouse. Il assure que l'élu a eu une influence extrêmement positive sur lui. « On venait de milieux différents : j'étais un enfant à problèmes, il avait une famille solide. J'avais plusieurs choix devant moi : aller en prison, me faire tuer ou galérer toute ma vie. Mais j'étais son ami et je devais donner la meilleure version de moi-même, car il faisait de la politique puis a été élu et il fallait que je le respecte, lui et sa famille ; il ne pouvait pas être associé à un gangster. »

Mouse devient le directeur de la NAACP, l'Association nationale pour la promotion des gens de couleur, dans le Delaware. Dans ses arguments contre le *busing*, Joe Biden s'inspire notamment de son ami pour qui

intégrer des élèves noirs de force dans des écoles blanches est une erreur : « On avait de très bons professeurs, de bons lycées et nos enfants ont dû être conduits en bus en dehors de notre communauté pendant dix ans. Les Blancs ne voulaient pas du ramassage scolaire ; nous n'en voulions pas non plus. »

Mouse choisit Joe Biden, devenu sénateur du Delaware, comme témoin à son mariage : « Il est venu avec Jill. Ils m'ont offert un chandelier en cristal. Les gens étaient étonnés de le voir ! »

Il fait du lobbying auprès de la municipalité pour que la piscine porte le nom de son ami. Elle est donc renommée

« Centre aquatique Joseph R. Biden Jr. ».

En 2017, pour la cérémonie, Joe Biden est là : il s'assoit, en costume bleu, sur la chaise de maître-nageur et déclare : « Je vous dois beaucoup. J'ai énormément appris ici. » Mouse confie fièrement : « Vous savez, c'est un Blanc et, dans une communauté noire, avoir une piscine à son nom, c'est spécial. »

Au cours des années, chaque fois que Biden revient dans sa ville, il présente son ami d'enfance à ses invités. Mouse est fier de montrer une photo de lui au côté de l'ancienne secrétaire d'État américaine Madeleine Albright. Joe Biden, au milieu, les tient chacun sous un bras, tandis que tous trois affichent un large sourire. Il a aussi de nombreuses photos avec sa sœur, Valerie Biden, et ses trois enfants. Beaucoup ont été prises pendant la campagne électorale de 2008. Mouse a été invité plusieurs fois à la Maison-Blanche pendant les mandats Obama-Biden, et n'a d'yeux que pour l'ancien vice-président : « Je n'avais pas grand-chose à faire d'Obama. Ce qui m'intéressait, c'était Joe. »

Il révèle même certaines confidences : « Il m'a dit un petit secret. Il ne voulait pas être vice-président ; il avait énormément de pouvoir au Sénat, il faisait ce qu'il voulait. Il m'a dit : "Mouse, je vais tout perdre. J'aurai même plus mon propre téléphone, je pourrai plus marcher où je veux..." Mais il l'a fait et c'était la bonne chose à faire, car maintenant, regardez, c'est lui le candidat désigné à l'élection présidentielle. »

Il fait activement campagne pour son ami d'enfance ; il est notamment allé dans le New Hampshire pour y faire du porte-à-porte. Mouse et Joe Biden s'appellent réguliè-rement. L'ancien leader afro-américain est persuadé que son ami va l'emporter : « Il va gagner. Si les États-Unis ne

changent pas maintenant, on va perdre notre Constitution et on va se retrouver avec une dictature. »

La loi sur le crime de 1994

Bien qu'il soit aujourd'hui très apprécié au sein de la communauté afro-américaine, beaucoup lui reprochent encore d'être l'auteur d'une loi sur le crime très controversée, adoptée en 1994 sous le président Bill Clinton. The Violent Crime Control and Law Enforcement Act, plus connue sous le nom de « loi sur le crime », a été adoptée par le Congrès après des années de travail réalisé par Biden, à la tête du Comité judiciaire, et d'autres démocrates. Leur objectif était de répondre à la montée des crimes violents dans le pays depuis les années 1960 et jusque dans les années 1990, notamment en raison de l'épidémie de crack. Au milieu des années 1990, d'après un sondage Gallup, plus de 50 % des Américains considèrent que le crime est le problème le plus important dans le pays.

Les démocrates ne veulent pas apparaître *soft on crime*, « pas assez sévères face au taux de criminalité ». Biden consulte notamment Tom Scotto, le président de l'Association nationale de la police, qui l'aide à rédiger cette loi.

Au Sénat, il la promet en disant ne pas vouloir se pencher sur les racines du mal, que ce soit la pauvreté ou la discrimination. Il a une position dure : « Ça importe peu qu'ils soient des victimes de la société ou pas. » Si quelqu'un s'en prend à sa famille, il ne veut pas se dire : « Qu'est-ce qui les a conduits à faire ça ? Ils doivent être envoyés en prison. »

Une position plus proche de celle des conservateurs que de la gauche traditionnelle.

Cette loi prévoit la création d'un fonds de 30 milliards de dollars sur une période de six ans. Elle permet notamment de débloquer plus de fonds pour que les États construisent davantage de prisons ; cent mille policiers sont recrutés pour quadriller les quartiers sensibles. Elle impose des peines de prison plus sévères. L'âge de comparution devant un tribunal fédéral est parfois abaissé à 13 ans. Elle institue le controversé principe des « trois coups » qui oblige les juges à prononcer des peines à perpétuité pour un prévenu condamné pour la troisième fois pour des crimes et petits délits,

quelle qu'en soit la nature. Joe Biden, opposé à ce principe, l'a tout de même soutenu.

La loi a affecté de manière disproportionnée la communauté afro-américaine et renforcé l'incarcération massive des Noirs. Des milliers de Noirs sont envoyés dans les nouvelles prisons. Selon la NAACP, l'Association nationale pour la promotion des gens de couleur, entre 1980 et 2015, la population carcérale aux États-Unis est passée de 500 000 à 2,2 millions de personnes. Sur 2,3 millions de détenus aux États-Unis en 2017, 37 % sont des personnes noires, alors qu'elles représentent environ 13 % de la population³.

Dès que Joe Biden, Chuck Schumer (l'actuel chef de la minorité démocrate au Sénat) et leurs collègues présentent cette loi bipartisane en 1993, les organisations défendant les droits des Noirs s'y opposent. La NAACP déclare que cette proposition de loi est « un crime contre les Américains ».

L'élue du Delaware l'a « vendue » auprès de ses conci-toyens noirs en insistant sur la lutte contre la drogue et les programmes de réhabilitation. Au début des années 1990, la communauté noire réclame certes une réponse rapide aux crimes et au marché de la drogue qui touchent leurs quartiers, mais elle souhaite surtout plus d'emplois, une meilleure éducation et des traitements en faveur des drogués.

Moins du quart de ces fonds débloqués sont finalement alloués aux programmes de réhabilitation.

« Sur la question raciale, le problème avec Joe Biden est qu'il essaie toujours de jouer sur les deux tableaux », estime Jesse Jackson, le charismatique pasteur militant pour les droits civiques.

Un reproche qui lui sera souvent fait. Il aime être l'homme du milieu, entre les républicains et les démocrates, entre les Blancs et les Noirs, ne souhaitant froisser personne et bénéficier du soutien de tous.

Mais Jim Clyburn*, l'influent élu noir, défend l'ancien sénateur du Delaware : « Beaucoup d'entre nous, au sein du Congressional Black Caucus⁴, avons voté en faveur de cette loi. Le crack, la cocaïne, toutes ces drogues, vous n'imaginez même pas à quel point c'était un fléau dans la communauté afro-américaine. Ce qu'il faut rappeler, c'est que les républicains ont remporté les législatives en 1994, ce qui a conduit Newt Gingrich⁵ à devenir le chef de la majorité au Congrès. Les républicains ont alors retiré toutes les choses bien qu'il y avait dans cette loi de 1994. Les gens ne

cessent de parler du principe des “trois coups” mais personne ne dit que cette loi comprenait également le Violence Against Women Act (“loi contre les violences faites aux femmes”), ou encore la loi contre la vente des fusils d’assaut⁶. »

En effet, c’est peu connu, mais Joe Biden l’a plusieurs fois rappelé ces dernières années alors que cette loi lui colle aux basques : la loi sur le crime de 1994 comprend d’autres dispositions légales comme le Violence Against Women Act, l’interdiction pendant dix ans de la vente de fusils d’assaut, et le traitement des toxicomanes.

Sur son site de campagne en 2008, Joe Biden mentionne la loi de 1994 comme « la loi sur le crime de Biden ». En 2020, ce n’est plus sur son site, mais le sujet revient régulièrement sur la table, encore plus depuis les récentes manifestations antiracisme.

L’ électorat noir, un électorat clé

Joe Biden a absolument besoin du vote noir, un des gros piliers du parti démocrate. Les Afro-Américains représentent 12 % de l’électorat aux États-Unis.

Mais ce vote est divisé. D’un côté, il y a les seniors, la génération de John Lewis, figure des droits civiques, légende du Congrès, décédé le 17 juillet 2020 à l’âge de 80 ans. « C’est un homme de courage, de grande conscience, un homme de foi », a déclaré l’ élu démocrate à propos de Joe Biden, en avril 2020.

De l’autre, il y a les jeunes qui ne sont pas convaincus par le candidat.

En 2016, le taux de participation à l’élection présidentielle chez les Noirs a diminué pour la première fois en vingt ans, d’après le Pew Research Center. Il a notamment diminué chez les jeunes hommes noirs. Un sondage *Wall Street Journal-NBC News* montre que Biden a moins de soutien parmi les hommes noirs de moins de 50 ans (70 %) que parmi les femmes noires (92 %).

Selon Antjuan Seawright, jeune conseiller noir du comité national démocrate, le parti n’a pas maximisé ses chances auprès des jeunes hommes noirs, notamment parce que les responsables démocrates ont mis du temps à « comprendre ce qui les motive et ce qui les angoisse ».

Dans une vidéo publiée le 14 mai 2020 sur le site du *Washington Post*, des militantes afro-américaines donnent quelques conseils à Biden s'il veut s'assurer de leur vote. Elles réclament notamment une vice-présidente noire, une juge à la Cour suprême noire et des solutions, disent-elles, qui concernent « le terrorisme domestique systémique [à l'égard des Noirs] et la profonde injustice raciale ».

Elles lui demandent aussi de formuler des excuses au sujet de la loi sur le crime de 1994.

Ces sept femmes, activistes, analystes politiques et auteures, lui rappellent que les Afro-Américaines sont un électorat crucial, qu'elles sont essentielles pour mobiliser les électeurs au sein de leur communauté.

Parmi elles, Alicia Garza*, 39 ans, l'une des co-fondatrices du mouvement Black Lives Matter, « les vies noires comptent ». Elle confie, de sa maison d'Oakland, en Californie : « Je suis inquiète à propos de cette élection, car je ne crois pas que ce candidat suscite beaucoup d'enthousiasme. Les élections aux États-Unis, c'est presque du divertissement. Joe Biden doit s'améliorer. Concernant la communauté noire, je pense qu'il a l'impression d'avoir déjà un large soutien, qu'il n'a donc pas vraiment besoin de faire d'efforts⁷. »

La carte Obama ne suffit plus. Il doit convaincre et mobiliser la jeune génération d'Afro-Américains, plus progressiste que ses aînés.

Le temps presse ; le vote des Noirs sera notamment crucial dans les États pivots, les *Swing States*, comme la Pennsylvanie, le Michigan ou encore le Wisconsin. Certains démocrates s'inquiètent.

Surtout que, même s'ils restent une minorité, le président Donald Trump a gagné en popularité auprès des jeunes Afro-Américains. En 2016, 8 % des Noirs ont voté pour lui. Beaucoup de jeunes noirs croisés pendant cette campagne de 2016 disaient admirer son « succès » dans le monde des affaires mais aussi en avoir marre d'être pris pour un électorat

« acquis » par les démocrates. Selon une étude menée par le Democracy Fund et UCLA Nationscape Project, 29 % des électeurs noirs âgés de 30 à 44 ans et 21 % de ceux âgés entre 18 et 29 ans ont une vision « très favorable » ou « assez favorable » de Donald Trump. Avec son style toujours déconcertant, il fait régulièrement référence à cet électorat, comme ce 30 mai 2020, lorsqu'il lance de la Maison-Blanche: « MAGA* (*Make America Great Again*) adore les Noirs. »

Avant la crise du coronavirus, il aimait afficher les chiffres du chômage, qu'il estimait « historiquement bas » chez les Afro-Américains. Le taux de chômage des Noirs est passé de 16,8 % sous Obama à 7,5 % sous Trump. Mais les analystes estiment que les progrès ont été réalisés sous l'administration Obama et que l'administration Trump en a bénéficié. Selon le Center for American Progress, si l'électorat noir retourne voter au même niveau qu'en 2012, alors le candidat démocrate à la présidentielle « remportera le collège électoral par 294 voix contre 244⁸ ».

Nouvelle campagne, nouvelle gaffe

Le 22 mai 2020, Joe Biden est invité par Charlamagne Tha God, présentateur de *The Breakfast Club*, une émission de radio très populaire chez les Afro-Américains. Une étape obligatoire pour tous les candidats démocrates. C'est une occasion en or de s'adresser directement aux jeunes noirs. Biden est en direct, à l'aise ; tout se passe très bien. L'ani-mateur le presse de questions. Joe Biden doit mettre fin à l'interview. Charlamagne : « Vous ne pouvez pas faire ça à des médias noirs ! Vous devez revenir nous voir quand vous viendrez à New York, VP Biden. Il y a encore un long chemin d'ici à novembre et nous avons encore des questions. » Biden, qui parle plus vite que son ombre, répond, presque agacé : « Alors, comme ça, vous avez plus de questions... Mais je vais vous dire, si vous avez un problème pour décider si vous êtes pour moi ou pour Trump, alors vous n'êtes pas Noir. » Il ajoute, un brin arrogant : « Regarde un peu mon bilan, mon gars ! » Et il cite quelques-uns de ses combats en faveur des Afro-Américains. La vidéo fait le *buzz* en ligne. Une aubaine pour le camp républicain. La campagne de Donald Trump qualifie cet échange de « dégoûtant » sur Twitter. Le fils du président, Donald Trump Jr., écrit que Joe Biden a « une mentalité raciste immonde et déshumanisante ». En quelques heures, le site de campagne de Trump propose des t-shirts à 30 dollars avec la nouvelle bourde de Biden imprimée dessus.

Tim Scott, seul sénateur républicain noir, déclare : « 1,3 million de Noirs américains ont déjà voté pour Trump en 2016. Ce matin, Joe Biden a dit à chacun d'entre nous que nous n'étions "pas Noirs". »

Le parlementaire afro-américain et complice de Joe Biden, Jim Clyburn*, soupire lorsqu'on revient sur cet épisode et avoue avoir « fait la grimace » en entendant le candidat démocrate. « Moi, j'ai compris ce qu'il voulait dire. Mais je sais que dans un monde où on vit avec les petites phrases, les gens vont en faire tout un plat⁹. »

Son ami d'enfance, Dennis Williams, s'en amuse : « Il a une diarrhée verbale, c'est ce que je lui ai toujours dit ! »

Joe Biden se fait remonter les bretelles par son équipe de campagne qui craint chaque jour ses dérapages. L'une de ses jeunes conseillères, Symone Sanders, qui est noire, tente de rattraper le coup et assure sur Twitter que sa réponse était « une plaisanterie ». « Soyons clairs sur ce que le vice-président disait : il soulignait le fait qu'il était prêt à comparer son bilan concernant les Afro-Américains à celui de Trump à tout moment. » Joe Biden « a passé sa carrière à se battre aux côtés des Afro-Américains », assure-t-elle.

Dans une interview sur CNN, il admet : « C'était une erreur. Je n'ai jamais pris la communauté afro-américaine pour acquise. »

Il doit beaucoup au vote des Noirs et il le sait. Juan Williams écrit dans le *New York Times* : « Joe Biden serait à la retraite sans le vote des Noirs. »

George Floyd

Quelques jours plus tard, c'est oublié : Joe Biden se rattrape par un très beau discours.

« Lorsque George Floyd obtiendra justice, alors nous serons vraiment sur le chemin de la justice raciale en Amérique. Et là – comme tu l'as dit Gianna – ton papa aura changé le monde. »

Ces mots, pleins d'empathie, Joe Biden les a prononcés dans une vidéo diffusée lors des funérailles de George Floyd, nouveau héros malgré lui de la cause des Noirs américains. Il s'adressait à Gianna, sa fille, 6 ans, qui, dans une vidéo postée sur les réseaux sociaux déclare, avec un large sourire, deux longues tresses tombant sur son chemisier blanc : « Papa va changer le monde. »

Le destin tragique de Floyd, un Afro-Américain de 46 ans mort sous le genou d'un policier, a enflammé l'Amérique et de nombreux pays dans le

monde. Le drame a aussi permis à Joe Biden de relancer sa campagne, morose et peu suivie, devenue largement virtuelle en raison de la Covid-19. Le 25 mai 2020, une passante filme sur son téléphone l'arrestation très musclée de Floyd : on voit le policier Derek Chauvin appuyer sur le cou de l'homme noir pendant près de neuf minutes. Alors que des badauds s'affolent, ses trois collègues ne bronchent pas. Pourtant, on entend très clairement la victime répéter : « Je ne peux pas respirer. »

Ces images ont secoué un pays encore fortement marqué par les inégalités raciales. Joe Biden, proche de la communauté afro-américaine, réagit rapidement. Il poste une première vidéo sur Twitter le 27 mai dans laquelle il déclare : « La vie de George Floyd comptait », en référence au slogan « *Black Lives Matter* ».

Il salue le limogeage des policiers mis en cause dans cette affaire et appelle à faire plus. « Nous devons nous assurer que la famille Floyd obtienne la réparation qui lui est due et, en tant que nation, nous devons travailler sans relâche à éradiquer ces échecs systématiques qui infligent tant de dégâts chez les gens de couleur à travers le pays. » Des mots forts qui contrastent avec la réponse faible et hésitante de Donald Trump après le drame. Dans une autre vidéo publiée sur Twitter, le 29 mai, il parle du « péché originel » qui continue d'« entacher notre nation ». Il est assez rare qu'un homme politique américain évoque en ces termes l'esclavage et le racisme. Il cible Donald Trump sans le citer en dénonçant « les tweets incendiaires et les encourage-ments à la violence ».

Sa première sortie hors du Delaware, en pleine pandémie, sera pour parler de George Floyd. Le 2 juin 2020, il s'exprime sur la crise sociale depuis Philadelphie. Une fois son masque retiré, il prononce avec gravité les derniers mots de George Floyd : « Je ne peux pas respirer. Je ne peux pas respirer. » Il fait un discours fort, rassembleur. Il déclare que la mort de George Floyd doit constituer un « réveil pour la nation » puis, s'adressant à ses concitoyens : « Regardez où nous en sommes et réfléchissez : veut-on ressembler à ça ? » Le candidat mou, sans relief, reprend du poil de la bête et tacle son adversaire. Il l'accuse de tenir un discours indigne d'un président, celui « d'un chef de la police raciste de Miami dans les années 1960¹⁰ ».

Il condamne également la répression policière des manifestations au parc Lafayette devant la Maison-Blanche. Lors d'une scène quasi surréaliste, les forces de l'ordre usent de gaz lacrymogène et de balles en

caoutchouc pour disperser la foule, le lundi 1^{er} juin 2020. Juste avant cette violente intervention, des manifestants de tous les âges et de toutes les origines scandaient des slogans antiracistes et des religieux distribuaient « de l'eau et des prières » au pied de l'église St Johns, l'église des présidents américains depuis 1816. Pourquoi une si forte répression à l'encontre de manifestants pacifiques ? Pour libérer le passage à Donald Trump qui sort de façon presque théâtrale de la Maison-Blanche, traverse le parc Lafayette en passant devant des murs couverts de graffitis et se poste maladroitement devant l'église. Il bombe le torse, brandit une Bible et assure qu'il ramènera vite « la loi et l'ordre » puis repart au bout de quelques minutes. L'étonnante opération de communication est dénoncée par l'ancien vice-président qui ne manque pas de tacler Trump : « J'aimerais bien qu'il ouvre parfois cette Bible au lieu de la brandir ! » L'opposition démocrate, jusqu'à présent pas très enthousiaste, applaudit ces déclarations largement relayées sur les réseaux sociaux.

Selon le *New York Times*, Trump, réfugié dans le bunker de la Maison-Blanche quelques jours auparavant, lorsque les manifestants sont sous ses fenêtres, est très énervé que cela ait fuité dans les médias. Il décide donc de faire cette étrange intervention. Face à lui, Joe Biden se pose en personnage à la carrure présidentielle. Il rassure une partie de l'Amérique, dont le moral est au plus bas, entre la crise du coronavirus, le chômage qui explose et une nouvelle bavure policière choquante. L'ancien vice-président, dont les vidéos et les discours passaient jusque-là inaperçus, attire l'attention et est écouté. Il s'entretient au téléphone avec la famille de Floyd avant le président Trump. Puis il se rend à Houston pour présenter ses condoléances à la famille de la victime.

Le vice-président et les proches de Floyd sont masqués. Joe Biden porte une attention particulière à la petite fille du défunt qui regarde le candidat avec curiosité. Sa participation aux funérailles est évoquée mais, finalement, son équipe de campagne décide qu'il enverra, au lieu de cela, un message vidéo, sinon son service de sécurité risquerait de perturber la cérémonie. Dans sa vidéo, Joe Biden trouve les mots justes, partage son émotion et dénonce le racisme « systémique » dans le pays : « L'heure de la justice raciale a sonné. Tous les jours, les Afro-Américains mènent leur vie avec une anxiété constante et cette question traumatisante : "Serai-je le prochain ?" » Lors d'une de ses nombreuses levées de fonds virtuelles, il évoque « la pandémie galopante de haine ».

Grâce à quoi, la jeunesse progressiste, diverse, aide le candidat à redonner un peu de dynamisme à sa campagne.

Il appuie également les manifestants qui réclament une réforme de la police. Mais attention, contrairement aux demandes de certains, il s'oppose à des coupes dans les budgets. Le programme du candidat comprend notamment une enveloppe de 300 millions de dollars pour renforcer la police de proximité, à condition que les nouvelles recrues « reflètent la diversité des quartiers qu'elles servent ». Les militants les plus progressistes ne sont pas satisfaits.

Alicia Garza*, la fondatrice de Black Lives Matter, est sceptique : « Nous demandons à ce que les ressources de la police soient réaffectées à des associations dans les commu-nautés, or Joe Biden a récemment dit qu'il voulait investir 300 millions de dollars en plus dans la police à travers tout le pays. Et puis, les gens sont en train de remettre en cause la présence de monuments et de statues rendant hommage aux figures confédérées et j'ai vu qu'il voulait protéger ces statues. » Elle rit nerveusement, soupire et poursuit : « Je veux rester ouverte d'esprit et aimerais dire que ce ne sont que des œillères mais, en fait, il est peut-être juste vraiment à côté de la plaque. Il ne se rend peut-être pas bien compte du moment que l'on traverse¹¹. »

En tout cas, il va trop loin pour l'Association nationale des organismes de police (*National Association of Police Organizations*) qui décide de lui retirer son soutien.

De son côté, Donald Trump, qui dit comprendre la douleur de la famille Floyd, concentre surtout son attention sur les débordements et les pillages en marge des manifesta-tions dans certaines villes.

Lors des funérailles à Houston, le révérend Al Sharpton dénonce l'attitude du président qui n'a « pas eu un mot sur les huit minutes et quarante-six secondes du meurtre par un policier de George Floyd ».

Fin juillet, à quelques mois de l'élection présidentielle et en chute dans les sondages, Donald Trump se pose en président de la loi et de l'ordre. Il annonce l'envoi de quelque deux cents agents fédéraux à Chicago et dans d'autres villes des États-Unis. Depuis la vague de manifestations contre le racisme, et alors même qu'elle baisse en intensité, il dépeint de façon très exagérée des villes démocrates où régnerait l'anarchie. Le président américain, qui utilise régulièrement la peur comme arme électorale, assure

que, si Joe Biden remporte l'élection, alors c'est tout le pays « qui ira en enfer ».

Kamala Harris: un choix tactique

Le choix paraît évident. Sans grande surprise, Joe Biden a choisi une femme afro-américaine comme colistière. Après avoir fait durer le suspense auprès des électeurs démocrates à cran, il a dévoilé le nom de l'heureuse élue le mardi 11 août, sur son compte Twitter : « J'ai le grand honneur d'annoncer que j'ai choisi Kamala Harris, une combattante intrépide en faveur des petites gens, et l'un des meilleurs hauts fonctionnaires du pays, comme colistière. Ensemble, avec vous, nous allons battre Trump. »

La sénatrice de Californie, 55 ans, pourrait devenir la première femme vice-présidente si Biden est élu président. Ce serait aussi la première Noire et la première Américaine d'origine asiatique à devenir vice-présidente. Harris est d'origine indienne par sa mère et jamaïcaine par son père. Elle est mariée à un avocat blanc juif, Douglas Emhoff, père de deux enfants d'une précédente union.

Avec cette annonce, Biden fait passer un message. C'est un geste envers l'électorat féminin, qui rejette en masse la candidature de Donald Trump. Et vu le contexte, avec le mouvement de protestation historique contre le racisme, Joe Biden était sous la pression de choisir une femme noire pour son « ticket ». Alicia Garza, la fondatrice de Black Lives Matter, déclare : « C'est un signal envoyé aux électeurs noirs pour dire que nos votes comptent. Nous espérons que ce choix symbolique d'une femme noire vice-présidente se traduira par de meilleures politiques qui vont améliorer les vies des communautés noires et que cela va améliorer les politiques en place pour toute l'Amérique. »

C'est aussi l'occasion de dynamiser la campagne alors que beaucoup de démocrates sont frustrés à l'idée que leur candidat soit un homme blanc âgé. S'il est élu, le candidat aura 78 ans au moment de son investiture en janvier 2021.

Joe Biden s'est souvent présenté comme un candidat de « transition », qui ne se représenterait pas à un second mandat. Il parie sur une femme qui pourrait devenir candidate à la présidentielle de 2024.

Après l'annonce de sa nomination, Kamala Harris a répondu sur Twitter « Joe Biden peut unifier le peuple américain, car il a passé sa vie à combattre pour nous. Et en tant que président, il construira une Amérique qui se hissera au niveau de nos idéaux. Je suis honorée de le rejoindre en tant que nominée du parti pour le poste de vice-présidente, et je ferai tout ce qu'il faudra pour faire de lui notre commandant en chef. »

Le choix de Biden a été salué sur Twitter par l'ancien président Barack Obama « Je connais la Sénatrice Kamala Harris depuis longtemps. Elle est plus que prête pour le poste. » D'ailleurs Harris est régulièrement comparée à Obama. Son histoire est celle d'un rêve américain, tout comme celle de l'ancien président. Elle est née à Oakland en Californie, son père enseignait l'économie à la prestigieuse université de Stanford tandis que sa mère travaillait dans la recherche sur le cancer du sein. Ses parents divorcent lorsqu'elle a cinq ans et elle grandit avec sa mère et sa sœur Maya à Berkeley en Californie, elles sont très proches de la communauté afro-américaine. Elle passe par l'Université Howard à Washington, une université fondée pour accueillir les étudiants noirs en pleine ségrégation. Lorsqu'elle annonce sa candidature à l'élection présidentielle, elle se présente comme une candidate noire.

Comme Obama, elle est charismatique, a un grand talent oratoire et c'est une travailleuse. Elle s'est notamment faite connaître lors de l'audition du juge de la Cour Suprême Brett Kavanaugh avec ses questions incisives. L'ex procureure s'est aussi illustrée lors des débats démocrates, notamment en s'en prenant à Joe Biden sur son opposition au *busing*. Certains soutiens de Joe Biden ne lui ont pas pardonné ces attaques et ont tenté de dissuader le candidat de la choisir comme sa « numéro 2 ». Même Jill Biden était furieuse, ce qui ne l'a ensuite pas empêché de décrire Kamala Harris pendant la campagne comme un « modèle pour les femmes du pays et notamment pour mes petites-filles. »

Larry Sabato*, politologue dit à propos de Kamala Harris « Kamala Harris est une sénatrice, elle a été procureure générale de Californie et candidate à la présidentielle, elle a énormément de talent. Ce n'était pas son année. Les démocrates étaient décidés à choisir un candidat qui ne ferait pas de vague. Ils ne voulaient pas prendre de risque. Mais Kamala Harris en colistière va renforcer Biden. C'est une excellente politicienne. »

Au départ, Kamala Harris est la coqueluche des médias mais sa campagne, dirigée par sa sœur Maya, s'essouffle rapidement. L'électorat a

du mal à la situer sur l'échiquier politique.

Les progressistes lui reprochent son passé de procureure sévère. À San Francisco, elle avait par exemple pris le parti de poursuivre des parents d'enfants manquant trop réguliè-rement l'école. La gauche l'a critiquée pour cette politique qui sanctionnait surtout des foyers défavorisés, souvent issus de minorités.

Kamala Harris n'apporte pas à Joe Biden un avantage électoral géographique puisque la Californie est un État déjà très opposé à Donald Trump.

Elle est surtout un choix du cœur. La sénatrice était très proche de Beau, le fils défunt de Joe Biden. Tous deux étaient procureurs au même moment, ils ont collaboré sur de nombreux dossiers notamment pendant la crise finan-cière de 2008 et sont rapidement devenus très amis.

Lors d'une levée de fonds le 10 juin, Biden déclare à propos de Harris « C'est une battante. Je le sais car je l'ai observée de près, dans les tranchées. » Il l'a croisée une fois alors qu'elle rendait visite à Beau : « Tu m'as dit je t'aime et j'aime Beau. Je n'oublierai jamais. »

Lorsque l'ancien Vice-Président présente sa colistiè-re lors d'une conférence de presse dans une école de Wilmington le 12 août, dans une salle presque vide en raison de la pandémie, il déclare : « Je les ai vus quand ils se sont dressés devant les grandes banques, ont soutenu les travailleurs et protégé les femmes et les enfants. J'en étais fier à l'époque, et je suis fier à présent de l'avoir comme partenaire dans cette campagne. »

Harris, elle, parle de Beau dès le début de son discours : « J'ai vite appris que Beau était le type de personne qui inspire les gens à être la meilleure version d'eux-même. Quand je lui demandais d'où cela lui venait, il parlait toujours de son père. » Elle n'hésite pas à appeler le candidat qu'elle connaît bien simplement « Joe » en public.

Ensemble, ils promettent de reconstruire l'Amérique post-Trump.

Le duo a électrisé les partisans à la vitesse éclair 24 heures après avoir annoncé le nom de sa colistiè-re, Biden a levé quelques 26 millions de dollars.

Donald Trump enrage, il présente la sénatrice centriste comme « une dangereuse gauchiste ». Il oublie de dire qu'en 2011 et 2013, il a contribué aux campagnes d'Harris lorsqu'elle était procureure générale de Californie.

1. Entretien avec l'auteur le 24 juin 2020.
2. Entretien avec l'auteure le 24 juin 2020.
3. US Census Bureau.
4. Le Congressional Black Caucus est l'un des caucus du Congrès des États-Unis, ils représentent les élus afro-américains.
5. Newt Gingrich est un élu républicain qui devient le président de la Chambre des Représentants dominée par les Républicains en 1995.
6. Entretien avec l'auteure le mercredi 15 juillet 2020.
7. Entretien avec l'auteure le 3 juillet 2020.
8. Juan WUILLIAMS, "Black Voters are Coming for Trump", *The New York Times*, 3 juin 2020.
9. Entretien avec l'auteure le mercredi 15 juillet 2020.
10. Donald Trump a tweeté « quand les pillages commencent, les tirs commencent ».
11. Entretien avec l'auteure le 3 juillet 2020.

XIV

Opération séduction à gauche toute

Joe Biden, candidat désigné sans enthousiasme

Bye Bye Bernie. La mine préoccupée, avec ses cheveux blancs en bataille et ses fines lunettes qui lui donnent des airs de professeur, l'idole des jeunes progressistes remercie ses partisans dévoués, qui voulaient tant y croire en 2020 : « Je veux vous dire mon immense gratitude pour m'avoir aidé à initier une campagne politique *grassroots*, “sur le terrain”, sans précédent, qui a eu un impact profond sur la transformation de notre nation. Je veux remercier les centaines de milliers de volontaires qui ont frappé aux portes, des millions de portes, pendant l'hiver glacé dans l'Iowa, dans le New Hampshire et dans la chaleur du Nevada et de la Caroline du Sud. »

Puis Bernie Sanders, 78 ans, annonce : « Alors que nous gagnons la bataille idéologique, et que nous gagnons le soutien de tant de jeunes et de travailleurs à travers le pays, j'ai conclu que nous ne gagnerons pas cette bataille pour la désignation démocrate. J'annonce donc aujourd'hui la suspension de ma campagne. » Sa décision est aussi liée à la pandémie qui a paralysé sa campagne. Il déclare, de sa maison à Burlington, dans le Vermont : « En voyant la crise qui frappe le pays, je ne peux pas, en toute conscience, continuer à mener une campagne que je ne peux remporter. »

Le sénateur du Vermont, en tête des primaires jusqu'à la Caroline du Sud, doit se rendre à l'évidence : il ne peut pas rattraper le nombre de délégués déjà obtenu par Joe Biden. Après la Caroline du Sud, Biden a continué d'enchaîner les victoires aux primaires : dans le Michigan, le Missouri, la Floride, l'Arizona ou encore l'Illinois.

L' *establishment* démocrate le presse alors d'abandonner. Lors d'un coup de fil au sénateur, avant son retrait, Barack Obama insiste sur l'importance de s'unir pour battre Donald Trump.

Josh Fox*, un réalisateur et activiste « anti-fracking », proche de Bernie Sanders pour lequel il a fait activement campagne, pense qu'il n'aurait pas abandonné si vite s'il n'y avait eu la crise sanitaire : « Le DNC (Comité national démocrate) a dû lui dire: “Si tu continues la compétition, tu vas voir tous ces gens faire la queue dans les bureaux de vote et prendre des risques pour leur santé.” “Je trouve ça insultant”, et Bernie s'est dit : “Si je n'abandonne pas, des personnes vont continuer d'être infectées par le coronavirus¹.” »

Mais, toujours fidèle à ses idées, le sénateur indépendant décide de rester en lice dans les primaires suivantes pour exercer une influence sur le programme du parti.

En bon perdant, il salue aussi Joe Biden, « un homme très respectable ».

Le soir de son retrait, Sanders est l'invité de la populaire émission *The Late Show* du satiriste Stephen Colbert : « Ce n'est pas un secret, les politiques de Joe sont très différentes des miennes. Mais je le connais depuis 2006, j'ai travaillé avec lui lorsqu'il était vice-président. C'est une personne vraiment bien, sa femme Jill est merveilleuse. J'espère pouvoir travailler avec lui pour le faire avancer dans une direction plus progressiste et je pense que c'est un bon politicien, qu'il comprend que, pour battre Trump, il va devoir attirer de nouvelles personnes dans son univers politique et écouter leurs besoins. Les jeunes, les travailleurs... »

Un contraste saisissant avec l'élection de 2016, lors de laquelle Bernie Sanders est resté dans la course jusqu'au bout, même lorsqu'il était évident que Hillary Clinton serait la candidate désignée. Les deux candidats et leurs partisans se sont livrés une véritable « guerre » jusqu'à la fin.

Clinton en a encore gros sur le cœur puisque, dans un documentaire diffusé en 2020, *Hillary*, elle décrit les supporters de Bernie Sanders comme un gang de jeunes mâles blancs, les Bros, qui harcèlent leurs opposants en ligne. Les relations cordiales entre les équipes de campagne de Biden et de Sanders ont permis d'entrer rapidement en négociation. Joe Biden déclare au journaliste de NBC, Craig Melvin, à propos de son ancien rival : « Il a une influence énorme. Bernie compte parmi une demi-douzaine de personnes dans l'histoire américaine qui n'ont peut-être pas été le

candidat désigné mais ont eu un impact très important sur la politique américaine, un impact positif. »

Joe Biden sait bien que, sans le soutien des pro-Sanders, la victoire sera compliquée. Il tweette, le 8 avril, à leur attention : « Je sais que je dois gagner vos voix. Et je sais que cela pourra prendre du temps. Mais je veux que vous sachiez que je vous vois, que je vous entends, que je comprends le sentiment d'urgence qui vous anime. Si nous nous unissons, nous battons Donald Trump. Et, une fois que nous y serons arrivés, non seulement nous reconstruirons la nation, mais nous la transformerons. »

Joe Biden, le candidat du retour à « la normale », en décalage avec les idées progressistes qui secouent le parti démocrate, se pose désormais en réformateur.

Quelques jours plus tard, le 13 avril, le vieux sénateur, que l'on croise souvent grincheux dans les couloirs du Congrès, apporte son soutien officiel à Biden et appelle ses partisans à voter pour lui. Il veut désormais avant tout faire barrage à Trump.

Le 6 juin 2020, Joe Biden obtient les 1 991 délégués nécessaires pour être désigné par le parti. À cette date, son programme est flou, ses finances encore maigres, sa campagne ne fait pas rêver, mais les Américains anti-Trump comptent sur lui pour motiver les troupes et battre le président sortant le 3 novembre 2020.

À la conquête des progressistes, désenchantés

Pour les jeunes progressistes, la déception est immense. Ils rêvaient d'un(e) jeune candidat(e), à l'image de l'élue du Bronx de 30 ans, Alexandria Ocasio-Cortez, dite AOC, égérie de la jeunesse de gauche américaine, dynamique, éloquente et charmante. Elle a de la répartie sur les réseaux sociaux et n'a pas peur du terme « socialisme », un « gros mot » pour les républicains. Trop jeune pour se présenter à l'élection présidentielle de 2020, les progressistes avaient trouvé leur compte avec Bernie Sanders et sa « révolution ».

Ils vont devoir se contenter d'un papy gâteau et gaffeur, centriste, fade, opportuniste.

Beaucoup enragent contre ce résultat qu'ils jugent déprimant et injuste.

Josh Fox* a rejoint la campagne Sanders dès 2016. En tant que militant en faveur de l'environnement, il trouvait « extraordinaire » d'avoir une personnalité issue d'un « mouvement » arriver à cet échelon en politique. Cet Américain de 48 ans, qui en fait dix de moins avec son style de *hipster* new-yorkais, prévient : « La campagne Biden va perdre des votes et perdra l'élection si elle fait comme celle de Hillary et relègue les progressistes aux marges. Vous savez, pour ma génération comme pour la nouvelle génération, l'Amérique est vraiment un endroit difficile à vivre. Les jeunes ont des boulots qui ne leur permettent pas de payer leur loyer. Ils ont des dettes étudiantes faramineuses et des dettes médicales. Nous avons besoin d'une révolution². »

Les membres de l'aile gauche du parti iront voter sans aucune passion. Certains ont tout de même de l'affection pour l'homme. Josh déclare : « Joe Biden est quelqu'un de charmant et intéressant, dans un sens. J'aime le fait qu'il ait pris Amtrak tous les jours, je suis un grand défenseur du train ! Mais un jour il a telle position, le lendemain il en a une autre. J'ai l'impression que tout ce qu'il fait, il le fait pour être aimé. On ne peut pas oublier qu'il a soutenu la guerre en Irak, la loi sur le crime et s'est comporté comme un chien de garde avec Anita Hill. Les gens sont en colère contre ça. Il va devoir faire des excuses. »

Par ailleurs, beaucoup se sont résignés. C'est le cas de Shadi Hamid³, 36 ans, chercheur à la renommée Brookings Institution, qui soutenait activement Bernie Sanders pendant la primaire démocrate et critiquait de façon virulente Biden. « Vous savez, je pense qu'avec la Covid et les manifestations BLM⁴, les attentes des démocrates ont diminué, ils veulent juste éviter d'avoir Trump pour un second mandat. Dans une atmosphère si polarisée, Biden suscite un soulagement par rapport à quatre ans de plus avec Trump. Il n'est pas parfait mais, vu l'enjeu et l'urgence, beaucoup d'entre nous se disent : “Bon, ce n'est pas idéal mais c'est mieux que l'autre.” Je veux juste un retour à la normale et je suis plus à l'aise aujourd'hui avec l'idée d'avoir Biden pour président qu'il y a quatre mois, car nos peurs et nos priorités ont évolué au vu des derniers événements. »

Pete Clerkin*, 39 ans, directeur de la campagne de Bernie Sanders en Virginie en 2016, se veut pragmatique : « Est-ce que je le vois comme quelqu'un qui peut faire un meilleur boulot que le gars au pouvoir en ce moment? Oui. Est-ce qu'il va se comporter comme un imbécile sur la scène mondiale ? Non. Ce n'est pas son style. Je ne pense pas qu'il fera une

immense différence dans ma vie mais je souhaite avoir un chef d'État compétent. »⁵

Pressé de convaincre la jeune génération, désillusionnée, Joe Biden assure pendant une levée de fonds que son cabinet sera composé de personnes qui « reflètent la diversité du parti et ressemblent au pays. Des hommes, des femmes, des gays, des hétérosexuels, des gens du centre, de la gauche. Des Noirs, des Blancs, des Asiatiques ».

La carte AOC

En février 2020, Joe Biden déclarait sur la chaîne NBC News : « Les Américains ne veulent pas de révolution. » Mais, en bon politicien, à peine Sanders écarté, il tend la main aux partisans du sénateur du Vermont et reprend quelques-unes de ses idées « révolutionnaires ». Les deux anciens opposants unissent leurs forces pour former des groupes de travail. Six commissions sont chargées de proposer une feuille de route destinée à réduire la fracture idéologique entre l'aile progressiste de Sanders et celle, plus centriste, incarnée par l'ancien vice-président. L'une d'entre elles a pour thème le changement climatique.

La campagne Biden réalise un coup de force en faisant appel à la star montante du parti démocrate, l'élue Alexandria Ocasio-Cortez, pour diriger ce groupe de travail aux côtés de l'ancien secrétaire d'État, très proche de Biden, John Kerry. AOC, qui a mené une campagne de terrain ultra-dynamique pour Sanders, déclare dans les colonnes du *New York Times**: « Je pense que les gens réalisent qu'il y aura des limites à ce que Joe Biden fera et ça se comprend – il ne s'est pas présenté en tant que candidat progressiste. Mais, au minimum, nous devrions aspirer à mieux que ce que nous avons avant. Je ne veux pas un autre mandat de Trump. »

Dans cette commission figure également la militante environnement Varshini Prakash, qui a popularisé avec son groupe, The Sunrise Movement, le fameux *Green New Deal*, cette ambitieuse politique qui demande au gouvernement des États-Unis de s'éloigner des combustibles fossiles, de diminuer les émissions de gaz à effet de serre ou encore d'investir dans les infrastructures et les énergies renouvelables. Ces jeunes sont désespérés de

battre Trump, qui nie sans vergogne les conséquences du changement climatique et s’amuse même à ironiser sur le sujet.

Il tweete par exemple, en décembre 2018, alors qu’une terrible vague de froid frappe le pays : « Dans l’est, cela pourrait être la veille du jour de l’an la plus froide jamais enregistrée. Peut-être qu’on pourrait en appeler à un peu de ce bon vieux réchauffement climatique contre lequel notre pays, mais aucun autre pays, s’apprêtait à payer des trillions de dollars. Couvrez-vous ! »

Ça ne fait pas rire l’opposition.

AOC ne nie pas que la stratégie la met un peu « mal à l’aise » et prévient que Biden ne peut pas se contenter d’« agiter quelques promesses envers les progressistes ».

En juin, l’équipe de campagne de Biden publie un plan de vingt-deux pages sur le climat. Le *Green New Deal* n’y figure pas mais le camp du candidat démocrate s’engage à réduire à zéro les émissions de carbone d’ici à 2050, comme la France et l’Union européenne. Il promet des investissements publics de 2 000 milliards de dollars sur quatre ans, avec un programme de construction de logements à basse consommation d’énergie et l’ambition d’arriver à une production électrique propre en seulement quinze ans.

La star du mouvement écolo aux États-Unis, AOC, déclare : « Je crois que l’effort du groupe de travail sur le climat a amélioré de façon conséquente et substantielle les positions de Biden. »

Le candidat démocrate joue fièrement sur le contraste avec Donald Trump et lance de son fief, Wilmington : « Quand Donald Trump parle de changement climatique, le seul mot auquel il pense est “canular”. Quand je pense au changement climatique, le terme qui me vient à l’esprit est “emploi”. Des emplois sûrs et bien payés qui vont remettre les Américains au travail. » Biden a promis, s’il remporte l’élection, de rejoindre l’accord de Paris pour le climat. Il en a été l’un des architectes lorsqu’il était vice-président tandis que Donald Trump s’en est retiré avec fracas en 2017.

L’ancien directeur de campagne de Bernie Sanders, Faiz Shakir, chante les louanges du camp Biden qui a « agréé de manière exemplaire la contribution de la campagne de Bernie ».

Waleed Shahid, proche d’AOC et directeur de la communication du groupe de gauche « Justice Democrats », assure : « Joe Biden a le programme le plus progressiste de tout candidat démocrate désigné dans

l'histoire récente. » Les mêmes personnes qui raillaient le candidat centriste, d'un autre temps, célèbrent aujourd'hui les efforts de l'ancien vice-président.

Donald Trump est rendu furieux par l'avance de son rival au cours de l'été 2020 et, le 14 juillet, lors d'une conférence de presse où il est censé évoquer Hong-Kong, il s'obstine à parler de Biden dans un long monologue sans queue ni tête. Il déclare notamment: « Biden est devenu un gauchiste radical ! » « Il propose une plateforme qui va détruire l'économie américaine. »

Virage à gauche

Le programme de Joe Biden propose quelques idées révolutionnaires pour l'Amérique. Outre le climat, cinq commissions ont élaboré une feuille de route destinée à réduire la fracture idéologique entre l'aile progressiste de Sanders et celle, plus centriste, incarnée par Biden. Elles ont planché sur la réforme de la justice, l'éducation, l'immigration, l'économie et la santé.

Certaines propositions sont plus à gauche et plus audacieuses que les politiques de Barack Obama.

Biden promet de geler pendant cent jours, s'il est élu, les retours à la frontière des sans-papiers. Il a admis que les trois millions de retours à la frontière, sous l'administration Obama, étaient une « erreur ». Lors du débat démocrate à Washington, en mars 2020, il lance : « Nous pouvons être une nation d'immigrants et être une nation avec une certaine décence. » Toujours dans l'espoir de courtiser les progressistes, il promet l'université publique gratuite aux Américains dont le foyer gagne jusqu'à 125 000 dollars par an. Dans son programme, Bernie Sanders proposait de rendre l'université gratuite pour tous les étudiants, quel que soit le revenu de leur famille. Biden promet également une hausse du salaire minimum à 15 dollars de l'heure soit 12,8 euros (il est actuellement à 7,25 dollars de l'heure soit 6,21 euros), une proposition qui était au cœur de la campagne du candidat socialiste. Il veut aussi augmenter les retraites pour les plus démunis. Aux États-Unis, il est fréquent de voir des caissiers, des agents immobiliers, des conducteurs de bus de plus de 70 ans, parfois avoisinant les 80 ans. Neuf millions de *seniors* sont encore obligés de travailler pour joindre les deux bouts.

Dans le groupe de travail sur la santé figurent des anciens de l'administration Obama qui ont travaillé sur l'Obamacare, une sorte de marché d'assurances épaulé par l'État, à destination des plus pauvres ou de ceux qui n'ont pas d'assurance fournie par leur employeur. Ils ne vont pas jusqu'à soutenir la proposition phare de Sanders d'une assurance santé universelle « Medicare for All ». Ils craignent sinon de s'aliéner les électeurs qui redoutent de perdre l'assurance que leur procure leur employeur.

Parmi les recommandations, figure l'instauration d'un congé payé de douze semaines en cas de naissance ou de maladie. L'inexistence de cette protection sociale dans le pays a contribué à aggraver la crise du coronavirus, en forçant certains salariés précaires à se rendre au travail, même malades.

Bernie Sanders applaudit la conclusion de ces groupes de travail et déclare : « Je pense que le compromis auquel ils sont arrivés, s'il est mis en œuvre, fera de Biden le président le plus progressiste depuis Franklin Delano Roosevelt. » Ce n'est pas rien venant de la part du socialiste ! Selon CNN, Barack Obama aurait contribué à l'idée de lancer ces groupes de travail, histoire d'inclure les jeunes démocrates.

Pete Clerkin*, qui a activement participé à la campagne de Sanders, remarque une nette différence avec la dernière campagne présidentielle entre les deux finalistes démocrates : « De ce que j'ai pu observer avec la campagne Clinton à la suite de la primaire, il n'y avait pas ce respect et cette main tendue aux partisans du sénateur Sanders. Ses membres avaient une attitude arrogante envers nous⁶. »

Avec ce virage à gauche, Joe Biden espère séduire les jeunes. Selon un sondage de l'Université de Monmouth, seulement un tiers des électeurs de moins de 35 ans le perçoit de manière favorable. Cinquante-neuf pour cent ont une opinion défavorable de lui. Or, la mobilisation de la jeune génération sera décisive.

Lors de l'élection de 2016, la participation des 18-29 ans était de 46,1 % contre 70,9 % chez les Américains âgés de 65 ans et plus. Biden répète souvent, pendant cette campagne électorale, que si les jeunes s'étaient autant rendus aux urnes que le reste de la population en 2016, il y aurait eu 5,2 millions de votes en plus.

Pour Corentin Sellin*, professeur en classes prépara-toires à Dijon et chroniqueur pour *Les Jours*, le vote des jeunes n'est pas gagné: « Tout

l'enjeu, c'est de faire en sorte qu'ils ne s'abstiennent pas. Le problème aujourd'hui c'est : pourquoi se déplaceraient-ils ? Parce que, déjà, il est très âgé, il n'est pas très charismatique et, en plus, ils ne le voient pas⁷ ! C'est pour ça qu'il va falloir qu'il soit très fort sur le programme. C'est comme le *New Deal*, la grande société. Il faut qu'il trouve quelque chose qui imprime et qui imprime en particulier auprès des jeunes. Ça peut être un programme écologique extrêmement développé, mais il faut vraiment qu'il y ait quelque chose qui pousse les jeunes à se dire : "Bon, ce n'est pas notre préféré mais c'est super important de faire barrage à Trump pour un second mandat." Je crois que l'erreur à ne pas faire, et qu'avait faite un peu l'équipe Clinton, c'est de se dire qu'en face, il y a le monstre absolu, le repoussoir. Ils sortiront juste pour aller battre Trump. Eh bien non, pas forcément. Pas forcément⁸. »

Luis Navarro*, l'ancien directeur de la campagne Biden en 2008, a confiance en sa capacité à unifier le parti : « Je pense que Joe Biden a démontré sa capacité à évoluer. Peut-être pas au même degré ou à la même vitesse que les plus progressistes le souhaiteraient. Mais il ne reste pas enraciné dans le passé. S'il n'avait pas cette capacité d'évolution, il ne serait pas encore aujourd'hui une figure pertinente en politique⁹. »

Ses opposants politiques s'agacent de ce côté girouette.

Ceux qui connaissent Joe Biden depuis des décennies sont surpris par ces concessions à l'aile gauche du parti, comme le républicain Lee Murphy*, l'ancien chauffeur de train et candidat républicain au Congrès dans le Delaware : « Le Joe Biden de 2020 n'est pas le Joe Biden que je connais. Et, pour vous dire franchement, j'ai l'impression que c'est Bernie Sanders réincarné ! Il ne soutient plus les choses qu'il soutenait il y a vingt ans. Mais bon, il a toujours voulu être président des États-Unis et c'est clairement sa dernière chance. Il veut tellement être président qu'il en oublie ses valeurs. Pour moi, c'est décevant. Il se plie vraiment en quatre pour cette gauche radicale et ils vont le contrôler une fois qu'il sera élu. » Murphy est toujours très satisfait par le président Trump, pour lequel il a voté en 2016. « Oui, je vais revoter pour lui. Je pense qu'il a mis notre pays sur la bonne voie. On avait la meilleure économie de l'histoire des États-Unis, enfin avant la Covid. Nous sommes plus forts, je crois, dans le monde. Et j'espère être élu au Congrès pour pouvoir travailler avec lui¹⁰. » Ancien acteur dans la série *House of Cards*, le haletant thriller politique qui

se déroule à Washington, il avoue que l'élection de 2020 sera « plus folle et plus riche en rebondissements » que dans la fiction.

-
1. Entretien avec l'auteure le 14 avril 2020.
 2. Entretien avec l'auteure le 14 avril 2020.
 3. Entretien avec l'auteure le 30 juin 2020.
 4. *Black Lives Matter*, les vies noires comptent.
 5. Entretien avec l'auteure le 8 mai 2020”
 6. Entretien avec l'auteure le 8 mai 2020.
 7. Voir chapitre « La crise du coronavirus, une aubaine ».
 8. Entretien avec l'auteure le 21 juillet 2020.
 9. Entretien avec l'auteure le 20 avril 2020.
 10. Entretien avec l'auteure le 17 juillet 2020.

XV

La crise du coronavirus, une aubaine

Une campagne dans la cave

Son immense demeure est située à Greenville, un quartier ultra-bourgeois de la banlieue de Wilmington perdue dans la verdure. Les *mansions* s'y succèdent et les voisins ne s'y parlent pas. Plusieurs 4 x 4 des *secret services* sont postés devant la maison de l'ancien vice-président. Certains employés sont assoupis, le moteur de la voiture en marche pour maintenir la climatisation en ce début d'été. Des hommes du service de sécurité font la ronde. On aperçoit juste un bout de toit avant d'être prié de déguerpir. C'est entre ces murs que Joe Biden a mené sa campagne présiden-tielle pendant la crise du coronavirus, alternant entre son sous-sol où un studio de télévision a été installé en urgence et son patio duquel on entend les chants des oiseaux.

Ce n'est pas ce dont il avait rêvé. Au début de la crise, on se dit que cette campagne va être très longue. Biden vient de faire un retour triomphal, historique. Son équipe de campagne prévoit d'enchaîner les meetings électoraux dans tout le pays pour que « l'Oncle Joe » puisse distribuer des poignées de main, réconforter les vieilles dames, prendre les enfants dans ses bras, rencontrer les ouvriers dans leurs usines.

Mais, quelques semaines après ses victoires décisives aux primaires, la situation sanitaire devient alarmante. Le 9 mars 2020, le candidat tient un dernier rallye de campagne en ces temps de coronavirus, à Detroit, dans le Michigan ; du gel hydro-alcoolique est distribué. Son équipe réalise la gravité de la situation et annule un autre rallye prévu le 10 mars à

Cleveland, dans l'Ohio, tout comme l'équipe de Bernie Sanders, sur les conseils des autorités locales.

Ultra-favori, Joe Biden est stoppé sur sa belle lancée et disparaît des médias. Le hashtag *#Whereis Joe* (OùestJoe) voit même le jour sur Twitter. Quelques jours plus tard, sa direc-trice de communication, Kate Bedingfield, tweete : « Nous avons passé le week-end à installer un studio de télévision dans le sous-sol de Joe Biden. » Elle précise, alors que des rumeurs circulent : « Il n'a pas le coronavirus, mais il a maintenant une caméra. Alors accrochez-vous ! » Effectivement, il faut s'accrocher. Les débuts sont calamiteux. On dirait des vidéos amateurs faites par grand-père. Joe Biden, dont la popularité repose en grande partie sur son côté chaleureux, se retrouve coincé à faire de la télévision dans son « bunker » avec, comme décor de campagne, une bibliothèque blanche flanquée du drapeau américain et une triste lampe de chevet beigeasse. Il s'adresse au public à distance, comme un astronaute de la Station spatiale internationale, généralement via des vidéos diffusées en direct sur son site de campagne. Chaque semaine, son équipe, qui n'aurait jamais imaginé un scénario si étrange, se démène pour tenter de trouver des événements originaux susceptibles d'attirer en ligne les électeurs. L'idée de regarder Biden parler de son sous-sol n'est pas ultra-embal-lante. C'est le début de la campagne la plus surprenante dans l'histoire récente américaine.

Le candidat participe, par exemple, à une *happy hour* virtuelle avec de jeunes démocrates, dont une majorité d'Afro-Américains. Beaucoup ont des verres de vin à la main. Joe Biden, qui ne boit pas d'alcool, sirote une Gatorade, une boisson énergétique américaine. On le voit à des tables rondes virtuelles avec des fermiers, des profes-seurs, des politiques. Il organise de rares conférences de presse via Zoom, lors desquelles on peut voir des stars de la télévision, comme Andrea Mitchell de NBC, dans leur salon. D'autres posent des questions de leur jardin, tête à l'envers, avant de comprendre comment ça marche. Ces rendez-vous en ligne sont souvent un peu chaotiques. Pour varier les plaisirs, le candidat s'installe parfois dans son patio, ce qui donne lieu à des moments très cocasses. Comme cette fois où des cris stridents viennent perturber son discours très sérieux sur l'économie du pays. Il précise que ce sont des oies canadiennes, en provenance du lac. On peut aussi entendre la tondeuse d'un voisin. Quand ce n'est pas un membre des *secret services* en polo rose qui n'a pas compris qu'il était dans le champ de la caméra.

Il multiplie les maladresses, à se demander ce que fait son équipe. Il y a, par exemple, la fois où on le voit faire un signe de la main pour que ses assistants remontent le prompteur. Quelques semaines après le début de cette opération maison, Tony Blinken* confie : « C'est un handicap et nous essayons de trouver des solutions. Pour Biden, c'est frustrant parce que, effectivement, sa grande force, c'est d'être avec les gens en direct. Mais ça joue dans les deux sens, car c'est aussi un handicap pour Trump qui adore ses rallyes énormes avec 10 000 ou 20 000 personnes ; il est incapable évidemment de les faire en ce moment¹. » Mais le président a pour force d'être très populaire sur les réseaux sociaux, notamment Twitter. Il a misé sur le numérique depuis le début de sa campagne en 2015 ; ses partisans savent donc où trouver de l'information sur lui. D'anciens conseillers de Barack Obama, David Axelrod et David Plouffe, écrivent même un *op-ed* le 4 mai, pressant le candidat démocrate de renforcer sa campagne en ligne, tant il est en retard par rapport à son rival et ses quelque 85 millions d'abonnés sur Twitter. Le ton conciliant et poli de Biden sur les réseaux sociaux n'est pas aussi efficace que le style combatif et politiquement incorrect de Trump, qui attire un large public. Privé de ses meetings électoraux, Donald Trump, qui évitait jusqu'à présent la salle de presse comme la peste, se met à enchaîner les conférences de presse quotidiennes à la Maison-Blanche. Une formidable tribune, au départ. Lui qui a largement minimisé la gravité de la crise les premières semaines, allant jusqu'à comparer ce nouveau virus à « une simple grippe », se pose d'un coup en chef d'État préoccupé, entouré de conseillers et d'experts. Fin mars, Mary Ann Mendoza*, une fidèle électrice de Donald Trump habitant l'Arizona, déclare, très énervée : « Tout ça, c'est exagéré par les démocrates. Ils veulent faire mal à Trump alors que l'économie se portait très bien ! Et puis, de toute façon, l'immigration illégale fait plus de morts que le coronavirus² ! » Très vite, Trump scandalise l'opposition avec ses points presse dans lesquels il se félicite constamment de la bonne gestion de la crise par son administration et multiplie les contradictions. Mais son électorat continue d'être séduit par son franc-parler et ses formules chocs. Surtout, ils veulent absolument qu'un républicain soit réélu. C'est notamment le cas des évangéliques, un soutien indispensable pour le président américain. Le pasteur Huey Mills³, chrétien évangélique qui dirige une « Académie chrétienne » à Lancaster en Caroline du Sud, déclare : « Joe est un démocrate et un socialiste ! Je suis tout à fait opposé à

ses valeurs et aux politiques qu'il promet. Je suis un évangélique conservateur et, quelle que soit la foi chrétienne qu'il revendique, je ne la reconnais pas. »

Par opportunisme ou par dévotion, les électeurs de Trump sont quasi imperturbables. Le 24 mars 2020, d'après un sondage Gallup, sa cote de popularité atteint 49 %, son plus haut score jusqu'à présent. En période de crise, les présidents explosent souvent dans les sondages d'opinion. Mais, en comparaison, les cotes de popularité des présidents républicains George Bush et de son fils George W. Bush avaient, quant à elles, atteint autour de 90 % après la première guerre du Golfe pour Bush père et après le 11 Septembre pour le fils. Cette crise permet aussi au charismatique gouverneur de New York, Andrew Cuomo, de s'imposer comme l'homme de la situation, avec des points presse quotidiens, remplis d'informations claires et précises. Sur Twitter, un nouvel hashtag circule : « *Cuomo President* ». À côté, l'invisible Biden fait pâle figure.

Lors d'une de ses nombreuses levées de fonds virtuelles, il admet : « C'est clair, je préférerais être sur le terrain à serrer des mains, regarder les gens dans les yeux, car c'est comme cela que je peux voir ce qu'il y a dans leurs cœurs. C'est comme ça que les gens se lâchent et vous confient leurs soucis. » Il fait également de l'autodérision : « Je n'aurais jamais imaginé faire campagne de chez moi, dans ce studio. Mon frère m'a appelé la dernière fois et m'a dit : "Joe, tu ne passes pas très bien à la télévision. Il faut que quelqu'un t'aide avec les lumières." C'est un nouveau monde et j'essaie d'apprendre. » Malgré les difficultés d'une campagne maison, les levées de fonds, elles, marchent du tonnerre. Plus la peine de dépenser des mille et des cents pour passer d'un salon chic à un autre aux quatre coins du pays ; la campagne Biden fait des économies et récolte des millions de dollars. Un participant avoue même que « les levées de fonds, c'est gonflant. Donc, quand tu cherches une excuse pour ne pas y aller, rien de mieux qu'une pandémie ! C'est clair que c'est beaucoup plus facile de participer à ces levées de fonds virtuelles. Tu n'as pas besoin de conduire et les gens préfèrent donner de l'argent plutôt que de se rendre à ce type d'événements ». Biden organise une vingtaine de levées de fonds en quarante-deux jours, entre le 20 mars et le 1^{er} mai (CBS News). Ses invités n'ont qu'à se connecter sur Zoom de leur salon, leur cuisine ou leur porche, en costume ou en sweat-shirt, souvent un verre à la main. En juin, une levée de fonds organisée avec son ancien complice Barack Obama lui permet de

récolter 11 millions de dollars (9,4 millions d'euros), un record pour sa campagne. Les tickets pour la levée de fonds organisée par Elizabeth Warren partent comme des petits pains ; elle rapporte 6 millions de dollars. Et les stars de Hollywood viennent à la rescousse. L'acteur Mark Hamill, qui joue Luke Skywalker dans la trilogie *Star Wars*, a également organisé une levée de fonds à laquelle trois cent vingt-cinq personnes ont participé. Hamill s'amuse :

« Pour paraphraser une princesse qui m'est chère : “Aide nous JOE-BIWAN⁴, tu es notre seul espoir !” » Il termine sa petite intervention en direct sous le regard ravi et amusé des riches donateurs en lançant : « Que la force soit avec nous, le 3 novembre ! » Et puis, loin des podiums, Biden fait une importante économie de gaffes. Peu à peu, en ces temps de pandémie, tous les soucis qui entouraient sa désignation disparaissent. Que ce soit les divisions au sein du parti démocrate, les incohérences de certains de ses discours ou encore le manque d'enthousiasme entourant sa campagne. Joe Biden, qui essaie d'être président depuis l'époque de l'Union soviétique, n'a jamais été aussi près du but, grâce à un invisible virus. Larry Sabato* explique : « Je pense que cela aide. Nous sommes dans un cas où le président en place se retrouve dans une situation précaire en raison d'un événement qu'aucun président n'aurait pu prévoir – bon, même si, évidemment, il a perdu énormément de temps en répondant tardivement à la crise. Mais très peu de gens ont vu cette pandémie venir. Du coup, Biden se retrouve dans une bonne position. Je pense que ça l'avantage d'être moins visible. Préférez-vous être une cible très visible ou passer sous le radar ? Je préfère passer sous le radar. Lorsque les circonstances sont bonnes, même une machine à gaffes peut l'emporter⁵. »

Joe Biden devait avoir pour difficile tâche de rivaliser avec une « grande gueule », dont les attaques et les sorties fracassantes réjouissent ses partisans. Finalement, il s'efface pendant que son opposant s'enfonce.

Donald Trump affaibli

Les scénaristes de la série *House of Cards* n'auraient osé imaginer une telle scène. Le 24 avril 2020, Donald Trump tient un nouveau point presse à la Maison-Blanche. Jusqu'ici, rien de très surprenant : il s'auto-congratule,

répète qu'il faut rouvrir le pays au plus vite. Puis, on le perd : « Imaginez que l'on envoie une lumière très puissante vers le corps, des ultraviolets ou juste une lumière forte par exemple. » Il tourne la tête en direction des experts, estomaqués, comme pour chercher leur approbation : « Il faudrait faire rentrer la lumière dans le corps *via* la peau. Ce serait intéressant de vérifier tout ça. » La médecin Deborah Birx, membre de la cellule de crise de la Maison-Blanche, le coupe pour dire que ce n'est pas un traitement, après avoir discrètement fait la grimace. Mais le président, décidé à jouer les apprentis sorciers, poursuit sur une autre piste : « Je vois que le désinfectant détruit en une minute le virus. Une minute. Alors y a-t-il un moyen de faire quelque chose comme ça avec une injection à l'intérieur ou presque comme un nettoyage ? Il faudra sûrement faire appel à des médecins pour ça mais ça me paraît intéressant. » Un moment lunaire, surréaliste. Donald Trump devient la risée de ses opposants. Joe Biden surfe sur la vague et tweete : « J'ai du mal à croire que je doive le dire mais, s'il vous plaît, ne buvez pas d'eau de Javel. » En enchaînant les déclarations consternantes, dans le pays le plus touché au monde par la pandémie, dans lequel des hôpitaux de campagne sont dressés en plein Central Park à New York, le président s'affaiblit peu à peu. Il vante également, avec un immense enthousiasme, les effets de la chloroquine, alors qu'aucune étude scientifique ne prouve son efficacité pour lutter contre le coronavirus.

L'opposition reproche au président son manque d'empathie et d'avoir largement minimisé la gravité de la crise. Le 26 février, Trump déclare : « On a quinze personnes (infectées), d'ici à quelques jours, ça sera proche de zéro. » Un mois plus tard, jour pour jour : les États-Unis ont dépassé la Chine et l'Italie pour devenir le pays le plus touché par le coronavirus, jeudi 26 mars, avec plus de quatre-vingt-trois mille cas confirmés. Fin juillet, selon l'Université Johns Hopkins, plus de 4,35 millions d'Américains ont été touchés par la Covid depuis le début de la pandémie. Et près de cent cinquante mille en sont décédés. Des milliers de personnes meurent seules, dans des hôpitaux, des maisons de retraite ou chez elles. L'économie est dans un état catastrophique, le taux de chômage a atteint un record depuis la Grande Dépression. Le 9 juillet, Biden tweete : « Face à l'épidémie de #COVID, Donald Trump a abandonné le champ de bataille, il s'est enfui. »

Le chercheur Shadi Hamid* analyse : « Le côté imprévisible et incohérent de Trump est révélé en temps de crise. Et je pense que même les gens qui soutiennent Trump, qui voteront pour lui en novembre, admettent

qu'il n'est pas génial. Il est en train de renoncer à ses responsabilités, il n'a pas envie de s'occuper de tout ça, on a même parfois l'impression qu'il ne veut pas être président⁶. »

La crise du coronavirus divise un peu plus une Amérique fracturée, qui ne se parle plus.

Donald Trump a réussi à faire du port du masque un problème partisan, il refuse de le porter pendant les quatre premiers mois de la pandémie. Selon plusieurs sources proches de la Maison-Blanche, il considérerait que c'est un signe de faiblesse et craindrait d'être ridiculisé en le portant. Du coup, nombre de ses partisans suivent son exemple. Il suggère même, dans une interview accordée au *Wall Street Journal* le 18 juin 2020, que le port du masque est « contre-productif ». Le président, qui veut absolument continuer sa campagne comme si de rien n'était, décide de reprendre la route des meetings électoraux en pleine pandémie. Il annonce un énorme meeting à Tulsa, en Floride. Ce rassemblement est censé relancer la campagne avec des roulements de tambour. Mais c'est un échec : l'arène est à moitié vide. Il a annoncé dix-neuf mille personnes, il n'y en a que six mille deux cents. Il agite la peur comme il sait bien le faire et matraque devant ses partisans déchaînés que le pays « sera détruit » si Joe Biden remporte l'élection. La gauche, assure-t-il, lancera « une attaque totale sur l'Amérique ». Les républicains continuent de l'appuyer à une large majorité – 85 % d'entre eux disent le soutenir en juin. Mais le soutien s'effrite et, surtout, il a du mal à élargir cette base. Ce qui inquiète les figures du parti. Fin juin, le gouverneur du New Jersey Chris Christie, un fidèle du président, admet sur ABC News : « La tendance est claire, elle est en faveur de Joe Biden alors que Joe Biden n'a pas dit un mot. Joe Biden se cache dans sa cave et ne dit rien. Ce n'est pas pour discréditer le vice-président – mais si le fait de ne rien faire fonctionne, pourquoi faire quelque chose ? » Chris Ruddy, le patron du média ultra-conservateur *Newsmax* et confident du président s'inquiète dans les colonnes du *Washington Post* : « L'équipe de campagne souhaite avant tout satisfaire sa base, je pense que c'est une erreur. En politique, il faut additionner, pas soustraire. Dans cet environnement, le président devrait tenter d'ajouter des soutiens dans tous les groupes d'électeurs possibles. »

On entend de plus en plus parler de défections chez ses soutiens, notamment parmi un électorat clé : les personnes âgées blanches. Certaines ont été déçues par sa gestion de la pandémie. Donald Trump a poussé à la

réouverture du pays au plus vite et des républicains ont même suggéré que les seniors devraient accepter le risque pour la reprise de l'économie. Dans un sondage du *New York Times*, 52 % des plus de 65 ans interrogés dans les États « pivots » désapprouvent la gestion de la pandémie par le président. Liz Mair* est l'une des fondatrices de la campagne « Never Trump » (« Jamais Trump ») initiée en 2016. Cette républicaine, très conservatrice sur les sujets de société, est aujourd'hui plus clément envers Trump : elle est satisfaite de certaines de ses décisions, notamment en matière d'économie, mais cette crise l'inquiète beaucoup. Elle pense voter blanc : « Si l'élection se déroulait aujourd'hui et si Donald Trump gagnait, je pleurerais. Mais attendons de voir en novembre. Le problème avec Trump, c'est qu'il fait tant de choses horribles que, pendant plusieurs mois, tu te dis c'est pas possible. Et puis, d'un coup, il revient à une présidence que je ne qualifierais pas de "normale" dans la culture politique américaine, mais ça s'en rapproche un peu. Et je ne me dis pas, ah oui je vais voter pour lui, mais je me dis que c'est tolérable. Ces dernières semaines ont été dramatiques. Mais il peut encore changer d'attitude dans les prochains mois. Et si l'économie rebondit et qu'il n'y a pas une deuxième vague de coronavirus, Trump pourrait être réélu⁷. » Entre sa gestion de la pandémie et des manifestations antiracisme, sa cote de popularité a chuté de 10 points selon un sondage Gallup, passant de 49 % en mai 2020 à 39 % début juin.

Panique dans le camp Trump? L'équipe de campagne du président demande en juin à CNN de retirer un sondage montrant Joe Biden en tête dans la course à la présidentielle, et de s'excuser. Selon ce sondage, Joe Biden recueille 55 % des intentions de vote contre 41 % pour Donald Trump. La plupart des sondages nationaux, au cours de l'été 2020, donnent une avance de 8 points au candidat démocrate. C'est l'avance la plus stable d'un candidat sur un président sortant depuis 1944. Luis Navarro*, l'ancien directeur de campagne de Biden en 2008, résume : « Trump a bénéficié d'un léger rebond à la mi-mars, ce qui est la réaction typique je dirais de l'Amérique, de se rallier autour de son leader en temps de crise. Mais sa performance lors des conférences de presse a sapé la confiance des gens. Elles ont eu l'effet inverse qu'escompté. Et puis, même si Biden n'a pas beaucoup parlé, il l'a fait avec empathie et a témoigné du réconfort, deux qualités qui lui sont naturelles. Le contraste avec l'approche de Trump est très clair⁸. »

Donald Trump est d'autant plus frustré qu'en raison du quasi-silence de son opposant, il n'a pas de quoi alimenter sa campagne, lui qui se « nourrit » des petites phrases des autres, qui savoure de tourner en ridicule ses adversaires. La stratégie politique de ce président friand, presque drogué aux chaînes d'information, repose en grande partie sur les erreurs et les faux pas de ses rivaux. Sans cela, le roi est nu. La campagne Trump décide alors de changer d'angle d'attaque. Des conseillers du président confient au site Axios que le précédent surnom « Joe l'endormi » n'a pas entraîné de réaction viscérale des partisans de Trump, comme son équipe de campagne l'espérait. Ils présentent donc désormais le candidat démocrate comme un vieillard sénile à moitié saisi de démence qui sera « la marionnette » de la « gauche radicale ». Selon le *Washington Post*⁹, une note interne de deux pages a circulé à la Maison-Blanche avec de nouvelles flèches venimeuses (*bullet points*) à utiliser contre Joe Biden. Cette note a été rédigée par l'ultra-conservateur Stephen Miller, son conseiller qui se cache derrière la plupart de ses discours les plus controversés, notamment sur l'immigration. L'un des rejetons de Trump s'y met aussi, accusant carrément le candidat démocrate désigné de pédophilie sur sa plate-forme Instagram. Donald Trump Jr. a plus tard dit que c'était « pour rigoler ». Biden contre-attaque et déclare pendant un événement diffusé en direct sur Yahoo News : « Mon Dieu, c'est répugnant. Répugnant. Répugnant. Répugnant. Il est bien le fils de son père. » Le président est conscient qu'il perd du terrain et, presque résigné sur *Fox News*, il décrit ainsi Joe Biden : « Le gars ne parle pas. Personne ne l'entend et, quand il parle, il n'arrive pas à enchaîner deux phrases (...) Ce type n'arrive pas à parler mais il va être votre président car certaines personnes ne m'aiment peut-être pas, alors que je ne fais que mon travail. » C'est la première fois dans son mandat qu'il admet une éventuelle défaite.

Le 20 juillet 2020, coup de théâtre : Donald Trump poste une photo de lui masqué sur son compte Twitter et parle de « geste patriotique ». Le 21 juillet, il tient son premier point presse depuis fin avril et, après des semaines de dénégation, admet la gravité de la crise. « Cela va sûrement malheureu-vement empirer avant de s'améliorer. » Puis il plaide pour le port du masque : « Je n'ai aucun problème avec le masque. Je me dis que tout ce qui peut potentiellement aider à lutter contre le virus, et le masque peut aider, est une bonne chose. » Il aura fallu au président américain quatre

mois et une bonne chute dans les sondages pour enfin reconnaître l'importance du masque.

Joe Biden rassure

Face à Donald Trump, Joe Biden passe pour l'adulte de la maison. La pandémie redonne un sens à sa candidature. Il répond d'ailleurs à ceux qui critiquent le caractère surtout virtuel de sa campagne : « Vous savez, l'autre face de tout ça, c'est que Trump, lui, continue de l'ouvrir. Et plus il parle, plus on monte dans les sondages. » Alors que l'économie est en chute libre, le vice-président, qui a eu l'expérience du pouvoir après la crise de 2008, tente de se poser comme l'homme de la situation.

Lors d'une levée de fonds en ligne avec des donateurs de Wall Street, Joe Biden souligne à quel point son rival n'est pas préparé pour gérer les conséquences d'une telle crise économique. Le 5 juin, il émerge de son sous-sol pour prononcer un discours sur l'état de l'économie depuis l'Université du Delaware, masqué. Les chiffres du chômage sont catastrophiques aux États-Unis : 14,7 % de la population active se retrouve sans emploi en avril, le taux le plus élevé depuis des décennies. « La profondeur de cette crise économique n'est pas un acte de Dieu, c'est l'échec d'un président. » Il se présente comme le champion de la classe moyenne et s'insurge contre celui qui a tenu à signer lui-même les chèques du gouvernement envoyés aux Améri-cains sans emploi, quitte à retarder leur envoi.

Il propose pendant l'été un gigantesque plan de relance de l'économie appelé « Reconstruire mieux » (*Build Back Better*), estimé à 700 milliards de dollars (600 milliards d'euros). Il prévoit de créer plus de cinq millions d'emplois supplémentaires grâce à des investissements publics massifs sur quatre ans. Il donne la priorité aux productions natio-nales, un thème de campagne dont s'est emparé Donald Trump dès 2016. Le candidat démocrate s'applique en termes de communication : il prend soin de retirer et de mettre son masque avant et après chaque intervention, face caméra.

Lorsque le président reprend le chemin des meetings de campagne, Biden l'accuse de tenter de faire diversion. Son équipe multiplie, à l'approche de l'élection, les fameux spots de campagne, que les candidats mitraillent jusqu'au jour J.

Dans une vidéo de campagne dévoilée en mars, on voit un Donald Trump répondre de façon agacée à une journaliste sur une question à propos des masques, alors que Joe Biden s'adresse à elle de façon posée, circonstanciée. Conclusion du spot : « Choisissez la vérité plutôt que le mensonge. Nos héros méritent mieux. »

Le vice-président accorde une interview à la chaîne CNN, depuis son immense jardin, en respectant la distanciation sociale. Les chaises de la journaliste Dana Bash et de Joe Biden sont à plusieurs mètres d'écart, une installation un peu surréaliste, étrange, que personne n'aurait imaginée quelques mois auparavant. Il adopte un ton présidentiel, plein de compassion, pour remercier les Américains de leurs efforts : « Vous voyez l'âme de l'Amérique désormais. Regardez ce que font les gens, regardez les secouristes... C'est l'Amérique que nous connaissons, c'est qui nous sommes. » Alors que Donald Trump divise, Joe Biden se pose en rassembleur. Il dénonce le fait que Trump, à la mentalité de « macho », refuse de porter le masque : « Il est censé montrer l'exemple. » Il reproche également au président de vouloir abroger l'Obamacare, en pleine flambée de coronavirus. En effet, fin juin, son administration demande à la Cour suprême l'abrogation de l'assurance santé emblématique de l'ancien président. « Pourquoi ajouter à toute cette anxiété la panique de ne pouvoir être soigné en cas de maladie ? » Un autre jour, il ironise sur le comportement de Trump : « Il est comme un enfant incrédule de ce qui lui arrive. Il ne fait que pleurnicher et demander à ce que l'on s'apitoie sur son sort. »

Le 14 juillet, il déclare pendant une conférence de presse à Wilmington, où seuls quelques journalistes américains sont accrédités, assis en respectant la distanciation sociale : « C'est devenu suffisamment grave pour que même Donald Trump se résolve à porter un masque en public. »

Il rappelle également qu'une structure était en place pour lutter contre les pandémies à la Maison-Blanche et que l'administration Trump l'a démantelée.

Il redémarre très doucement sa campagne sur le terrain, après plus de deux mois de confinement. Il choisit avec précaution ses déplacements : dans une église de Wilmington ou sur les lieux des manifestations antiracisme, proches de son domicile, et affiche sa prudence en matière de précautions sanitaires.

Le 30 juin, le candidat démocrate annonce qu'il n'organiserait pas de grand meeting électoral avant la présidentielle.

-
1. Entretien avec l'auteure le 1^{er} mai 2020.
 2. Entretien avec l'auteur le 28 mars 2020.
 3. Entretien avec l'auteure le 9 juin 2020"
 4. En référence à Obi-Wan Kenobi, personnage de fiction dans la série cinématographique *Star Wars*.
 5. Entretien avec l'auteure le 10 avril 2020.
 6. Entretien avec l'auteure le 30 juin 2020.
 7. Entretien avec l'auteure, le 5 juin 2020.
 8. Entretien avec l'auteure le 20 avril 2020.
 9. Michael SCHERER, Josh DAWSEY, "From Sleepy Joe to a Destroyer of the American Way of Life, Trump's Attacks on Biden Make a Dystopian Shift", *Washington Post*, 18 juillet 2020.

XVI

Pourquoi Joe Biden peut l'emporter

Référendum

« La meilleure chance pour Biden de battre Trump, ce serait qu'il y ait écrit sur les bulletins de vote "Joe 'pas Trump' Biden", explique, avec une pointe d'amusement, le politologue Larry Sabato*. « En tant qu'homme, disons-le comme cela, il est fade, ennuyeux. Si les républicains avaient un candidat du même style que Trump, sans tous les problèmes, ils gagneraient certainement, car ce dernier déclencherait bien plus de passion et d'enthousiasme que Biden. Mais un candidat sans relief est sûrement le meilleur choix face à Trump. Trump provoque de l'amour d'un côté, de la haine de l'autre. Biden est difficile à attaquer ; c'est difficile de le faire passer pour un politique corrompu ou malfaisant. Il est juste *boring*, "ennuyeux"¹. »

En effet, sa candidature ne déclenche aucun enthousiasme. Le candidat, est avant tout perçu comme un rempart face à l'impétueux président.

Tony Blinken* admet, à propos du 3 novembre 2020 : « L'élection en novembre sera un vrai référendum sur le président Trump. Donc, on a une chance. Si c'était un choix entre deux personnes, je crois que ç'aurait été plus serré, plus difficile. »

Joe Biden, démodé et peu dynamique, en est bien conscient. Dans de nombreux discours, il rappelle que cette élection est avant tout une bataille « pour l'âme de l'Amérique ».

Lors d'une rencontre virtuelle avec ses partisans, il admet : « Bernie, Pete Buttigieg, Amy Klobuchar se sont unis autour de moi d'une façon

inédite, car ils savent quelle est l'alternative. Tout le monde sait que ce gars est une menace existentielle. »

Dans des courriels de campagne, l'équipe de Joe Biden écrit : « Ce n'est pas une élection normale. Donald Trump n'est pas un opposant normal. »

Le message de Biden est clair : l'Amérique n'est pas Trump. Je ne suis pas Trump. Je vais nous sortir de là. C'est moi ou le chaos. L'Amérique anti-Trump mise tout sur Joe Biden, qui serait sûrement en train de profiter des plages du Delaware cet été 2020 si la « menace » Trump ne l'avait pas transformé en homme providentiel.

Conscient du scepticisme qui entoure sa candidature, il se présente en candidat « de transition », qui laissera très vite sa place à la jeune génération : « Mon boulot, c'est de faire venir les Pete Buttigieg de ce monde dans mon administration. » Il joue aussi sur sa capacité à négocier avec les élus des deux bords : « Je suis assez bon pour rassembler les gens, y compris des républicains et des indépendants. »

Il a de bonnes chances de l'emporter si les démocrates se mobilisent en masse.

L'historien et spécialiste des États-Unis Corentin Sellin* explique, à propos de Trump : « La popularité de Donald Trump, en 2016, est extrêmement clivée. C'est un président minoritaire dès l'origine, qui n'a été élu qu'au collège électoral et qui, durant toute sa présidence, n'est jamais parvenu – ce qui est une première – à dépasser les 50 % de popularité dans les deux grands sondages de référence, que sont Gallup et le *Washington Post*. Pourquoi ? Parce que c'est un président diviseur vénéré par un socle de Blancs : Blancs évangéliques, Blancs *working-class*, qui ne forment pas une majorité dans la population. Et il est détesté par un tout petit peu plus de 50 % de la population. Et la crise de la Covid, au lieu de mettre au jour un Trump rassembleur, l'a rendu encore plus clivant. Il y a vraiment une division partisane, un clivage plus radicalisé encore. Donc, forcément, ce sera un référendum d'autant que, en face, que dit Biden à part : “Je ne suis pas Trump. Il est mauvais et on ne peut pas le supporter quatre ans de plus !”²

Selon un sondage Gallup, en mai 2020, 31 % des Américains interrogés s'identifient comme démocrates, tandis que 25 % se disent républicains et 40 % indépendants.

L'élu de Caroline du Sud et ami de Joe Biden, James Clyburn*, veut y croire : « J'ai l'impression que ce pays a toujours été capable de réparer ses

erreurs. Je pense qu'il a pris une très mauvaise décision il y a quatre ans. Et qu'il va réparer son erreur³. »

Le taux de participation à cette élection devrait être plus important en 2020, car cette fois-ci, l'électorat démocrate ne sous-estime pas la capacité de Trump à gagner. Une bonne indication est le taux de participation élevé lors des élections de mi-mandat en 2018 : 50 %. Mais les proches du candidat ne préfèrent pas crier victoire trop tôt. Luis Navarro, son ancien directeur de campagne, se dit que tout est possible jusqu'au jour de l'élection : « Vous savez, Trump est un personnage imprévisible et je pense que personne n'aurait pu imaginer à quoi cette année 2020 allait ressembler. Que ce soit ce qui s'est passé pendant les primaires, la procédure d'*impeachment* et, maintenant, la pandémie de coronavirus ! 2020 sera un tournant comme nous n'en n'avons pas connu depuis 1968⁴. »

Un candidat normal

Avec son énergie communicative et son large sourire, Whoopi Goldberg confie : « J'aime Joe Biden. Il n'est pas parfait mais lui et moi partageons certaines choses, dont la capacité à se mettre dans le pétrin. On est comme ça : parfois, on fait des erreurs. Mais ce que je sais, c'est que c'est la personne la plus capable d'améliorer la situation de nous tous. » L'actrice afro-américaine de 64 ans, star de *La Couleur pourpre* et de *Sister Act*, s'exprime lors d'une soirée virtuelle, le 28 mai, en même temps que d'autres célébrités comme la chanteuse Sheryl Crow, dont Biden dit être un grand fan. Les billets se vendent de 250 à 100 000 dollars.

Goldberg, qui a plusieurs fois défendu Biden, que ce soit face à ses relations amicales avec des ségrégationnistes ou son comportement avec les femmes, le « normalise ». C'est ce côté M. Tout-le-monde, authentique, qui rassure de nombreux Américains. L'ancien sénateur est prévisible, son visage familier. On sait à quoi s'attendre avec lui. Mouse*, son ami d'enfance, ne tarit pas d'éloges à son sujet : « Il est très sociable. S'il rencontre quelqu'un aujourd'hui, dans trois ans il se rappellera son prénom. Il met les gens à l'aise. Il ne donne pas l'impression d'être un homme politique inabordable. Il est normal, comme nous⁵. » Après quatre années

d'une présidence folle, surprenante, parfois absurde, beaucoup d'Américains, lassés et fatigués, souhaitent avoir un président « normal ».

Ils sont prêts à accepter ses gaffes et ses faux pas.

Devenu la coqueluche des émissions satiristes pendant cette campagne présidentielle, Joe Biden déclare sur le *Daily Show*, en juin 2019 : « Vous connaissez cette vieille expression ? Une gaffe à Washington, c'est un politicien qui dit la vérité ! »

Molly Montgomery*, qui a travaillé au côté de Biden sur le dossier ukrainien déclare : « Oui, il y a ce stéréotype selon lequel il fait toujours des gaffes. Mais ce qui est fascinant, c'est de se demander comment il a pu faire toutes ces gaffes et être là où il est aujourd'hui. Peut-être que ça l'a empêché d'être président plus tôt. Je pense aussi que ça révèle que, malgré ses erreurs, on l'aime. Pourquoi? Parce que c'est le genre d'erreurs que les gens normaux commettent. Il le fait parfois par un trop-plein d'enthousiasme ou lorsqu'il parle vraiment du cœur. Au bout du compte, est-ce vraiment une gaffe ou n'est-il que simplement humain? Je pense que c'est ce qu'on aime chez lui: il ressemble tout simplement à un homme comme les autres⁶. »

Liz Mair* croit qu'il peut attirer les électeurs indépendants : « Après quatre années de Trump, je pense qu'il y aura assez d'électeurs indépendants prêts à avoir un président normal et pas très excitant. Il a des qualités qui plaisent aux électeurs indépendants qui ont voté pour Trump en 2016 et sont prêts à changer de camp cette année⁷. »

À l'heure où les États-Unis sont en crise économique et sanitaire, beaucoup sont rassurés par ce candidat sans relief, conformiste. Le journaliste Ezra Klein écrit dans son ouvrage *Why we're Polarized* que les démocrates sont davantage motivés pour s'engager et donner de l'argent à un candidat s'ils ont une opinion très défavorable des républicains plutôt qu'une vision très favorable de leur parti. Il explique ainsi que la présence continue de Trump sur les écrans et sur les ondes n'a fait que renforcer l'engagement des démocrates. La fureur du président, qui ne peut s'empêcher de tout commenter, de provoquer et de tweeter, a épuisé une partie de l'Amérique, arrivée à saturation. De nombreux Américains veulent un retour à la « normale », comme sous l'administration Obama-Biden: des points presse ennuyeux, des semaines sans tweets outrageux, des soirées CNN sans le bandeau « *Breaking News* » affiché toutes les demi-heures...

Une époque où le « scandale » consistait dans le costume beige trop grand qu'avait arboré Barack Obama lors d'un point presse.

Le Joe Biden un peu *old school* est donc accueilli avec un certain soulagement. Les plus jeunes auraient préféré renverser le système, voir de nouveaux visages, des *outsiders*, mais les plus âgés veulent appuyer sur le bouton « pause » devant cette série aux multiples rebondissements, plus inattendus les uns que les autres.

Enhardi par la conjoncture et les sondages, Biden ose désormais parler de transformation et n'hésite pas à comparer sa campagne à celle de Franklin D. Roosevelt. Il a déclaré à un journaliste du *New York Times*, le 13 juillet 2020 : « Je pense que nous avons atteint un point d'inflexion dans l'histoire américaine [...] Nous avons l'occasion d'entreprendre un changement systémique. Il se passe quelque chose. Les Américains se disent : "Allez, nous devons faire quelque chose." » Le candidat qui ne voulait pas faire de vagues agite désormais la promesse d'une nouvelle ère.

Consolateur en chef

« Je peux vous promettre, et c'est mon expérience, qu'un jour le souvenir de votre défunt vous fera sourire avant de vous donner les larmes aux yeux. »

Cette phrase, Joe Biden la répète depuis des années, pour consoler. Il l'a dite aux femmes de policiers tués dans l'exercice de leurs fonctions quand il était vice-président, aux proches de ses amis politiques décédés et, plus récemment, à ceux qui ont perdu quelqu'un dans la crise du coronavirus.

Le vice-président, révèle le *New York Times*, a prononcé quelque soixante éloges funèbres au cours de sa vie, pour des membres de sa famille, des amis, des sénateurs, des universitaires... Il a même un calepin rempli de citations et de phrases qu'il prononce lors de telles occasions.

Le jour où les États-Unis ont passé le triste cap des cent mille morts du coronavirus, le 27 mai, le vice-président a publié sur Twitter une vidéo pleine de compassion, dans laquelle il trouve les mots justes pour reconforter des Américains sous le choc. À ceux qui ont perdu un ami, un membre de leur famille, il déclare : « Je pense savoir ce que vous ressentez. Vous avez l'impression d'être aspiré par un trou noir. C'est suffocant. Votre cœur est brisé et vous n'éprouvez rien d'autre qu'un sentiment de vide en ce

moment. » Celui qui a perdu une femme, une fille et un fils dans des conditions tragiques apparaît sincère, vrai, lorsqu'il s'exprime devant la nation en des temps si difficiles. Il se pose en consolateur en chef, un atout face au président Trump qui manque souvent de compassion et rapporte tout à lui.

Ce dernier déclenche une polémique lorsque, lors d'un discours à propos de la baisse surprise du chômage en pleine pandémie, il déclare, après avoir évoqué rapidement l'importance de l'égalité devant la justice : « J'espère que George nous regarde de là-haut en pensant que ce qui arrive au pays est grandiose. C'est un grand jour pour lui, c'est un grand jour pour tout le monde. » Sa comparaison douteuse provoque un tollé. La Maison-Blanche précise que le président parlait de l'égalité de justice et de traitement devant la loi. Il est vrai qu'avec les discours souvent méli-mélo du président, il est parfois difficile de s'y retrouver. Son rival démocrate en profite pour le dénigrer : « Les derniers mots de George Floyd, "Je ne peux pas respirer" ont résonné à travers notre pays et à travers le monde. Que le président s'essaye à mettre d'autres mots dans sa bouche est méprisable. »

Alors que, au début de la crise sanitaire, Donald Trump lui fait de l'ombre, la pandémie et la mort de Floyd lui donnent l'occasion de faire ce qu'il sait le mieux faire : se montrer réconfortant, offrir une épaule sur laquelle s'appuyer.

En mars, en direct sur la chaîne CNN, il a des larmes dans la voix lorsqu'il évoque le décès de sa première femme avant d'encourager les proches des victimes du coronavirus à « se faire aider ». Il est ensuite à deux doigts de donner son numéro de téléphone lorsqu'il parle du deuil et finit par dire : « Vous pouvez appeler mon équipe de campagne, je serai heureux de vous parler si je le peux. » Il réserve l'une de ses rares sorties, en mai, à des membres de la communauté noire de Wilmington, alors que les Afro-Américains sont touchés de manière disproportionnée par la crise. Le 1^{er} juin, il se rend dans une église de Wilmington, dans le Delaware, un masque sur le visage.

Il parle peu et écoute les doléances de ses hôtes, des responsables religieux et politiques, les rassure, les console. Puis le groupe pose pour une photo. On y voit Joe Biden, masqué, un genou à terre, symbole de la lutte contre le racisme. « Le sparadrap qui masquait les inégalités et le racisme a été arraché par cette pandémie et ce président. »

Alors que les pertes humaines sont immenses dans le pays, l'expérience du deuil de Joe Biden et ses paroles teintées d'émotion illustrent un nouveau contraste par rapport à Donald Trump qui a passé plus de temps à s'auto-congratuler qu'à parler des victimes pendant la crise.

L'ancienne employée du Département d'État Molly Montgomery* reconnaît que c'est là une force chez Biden : « Je pense que l'un des mots que vous entendez fréquemment pour décrire Joe Biden c'est l'"empathie". Il aime les gens et a une grande capacité à se mettre à leur place, à comprendre qui ils sont, quels sont leurs problèmes et quelles souffrances ils traversent. Ça fait de lui une personne de laquelle on se sent proche⁸. »

Biden n'est pas Clinton

« La grande force de Biden, c'est qu'il n'est pas du tout clivant. C'est l'anti-Trump. Personne ne l'adore, personne ne dira : "Ah je suis allé voir pour la trente-septième fois le meeting de Biden." En revanche, très peu de gens le détestent, le haïssent », déclare le professeur et chroniqueur Corentin Sellin⁹.

En 2016, il suffisait de sortir de Washington D.C. ou de New York pour se rendre compte que Hillary Clinton provoquait beaucoup d'animosité chez les démocrates.

Selon un sondage *NBC-Wall Street Journal* publié en avril 2020, seuls 25 % des électeurs ont une opinion « très négative » de Biden. Le même sondage, en avril 2016, révélait que 42 % des électeurs avaient une opinion « très négative » de Clinton.

En privé, même les conseillers de Trump avouent qu'il sera difficile de rendre Biden méprisable alors que Hillary Clinton était la cible de nombreuses attaques, très dures, orchestrées par les médias conservateurs depuis des décennies. Cela a contribué à nourrir la méfiance, voire la haine, à son égard chez de nombreux électeurs. La personnalité de Joe Biden ne provoque pas autant d'antipathie. Le chercheur Shadi Hamid* explique : « C'est très difficile d'être en colère contre Biden, et tant mieux car, du coup, Donald Trump a du mal à le présenter comme une menace pour la civilisation occidentale. Personne ne regarde Biden et se dit : "Mon Dieu, s'il est élu ce sera la fin du monde." Alors qu'il y avait un argument en ce

sens avec Hillary¹⁰. » Sans compter que certains électeurs ne souhaitent pas voter pour une femme lors de la précédente élection présidentielle. En 2016, 19 % des électeurs interrogés considèrent que l'Amérique n'est pas prête à avoir une femme présidente (sondage CNN-ORC International). Aussi, pendant cette campagne présidentielle, les erreurs de Biden sont pardonnées et oubliées beaucoup plus vite que celles de Clinton.

Et le contexte est différent.

Peter Clerkins*, l'ancien directeur de campagne de Bernie Sanders en Virginie, explique : « Je pense que Biden a beaucoup plus de chances de gagner qu'Hillary. On ne désire plus vraiment renverser le système. Les gens contraints de composer avec l'anxiété et l'incertitude veulent de la stabilité¹¹. »

Le candidat démocrate est moins détesté que l'ancienne première dame, mais il ne déchaîne pas les passions.

Alicia Garza*, la cofondatrice de Black Lives Matter, s'inquiète : « Je pense que l'équipe de campagne Biden fait des erreurs, notamment sur les moyens de mobiliser les gens pour qu'ils votent. Il y a un grand danger qu'ils restent chez eux. Et cela ferait le miel de l'autre candidat. Vraiment, ça m'inquiète¹². »

La magie Obama

Pendant toute la primaire, Barack Obama est resté discret, ne soutenant aucun candidat officiellement pour ne pas diviser le parti et apparaître comme un arbitre neutre s'il y avait une primaire contestée.

Il les a tous conseillés mais, selon Tony Blinken, il a passé beaucoup de temps à discuter avec Joe Biden. Avant la crise du coronavirus, ils ont quelquefois déjeuné ensemble et l'ancien président s'est permis quelques petites remarques. Il s'est notamment dit déçu que les conseillers de son ancien colistier soient trop vieux et trop centristes par rapport à la manière dont évolue le parti. Depuis, l'équipe de campagne Biden met en avant des conseillères plus jeunes et issues de la diversité, comme l'Afro-Américaine Symone Sanders, 30 ans, Karine Jean-Pierre, 43 ans, une Américaine d'origine haïtienne. Pour tenter de gagner des votes latinos, Biden a aussi

recruté Julie Chávez Rodriguez, la petite-fille de César Chávez, le célèbre syndicaliste d'origine mexicaine.

Dès que la désignation de Joe Biden est devenue évidente, il est sorti du bois.

Dans une vidéo qui a fait le *buzz*, le 14 avril, il déclare : « Je suis fier de soutenir Joe Biden dans sa candidature à la présidentielle des États-Unis. » « Le choisir en tant que vice-président est une des meilleures décisions que j'ai prises, et il est devenu un ami proche. » « Il n'y a personne en qui j'ai plus confiance que mon grand ami Joe Biden pour panser les blessures de ce pays et le remettre sur les rails. » C'est une affaire sérieuse. Ce qui a été fait jusqu'à maintenant n'est pas suffisant. Donald Trump s'est appliqué à détricoter l'héritage d'Obama. Pour l'ancien président, son élection a été un double coup de massue. Il sait que l'argent est le nerf de la guerre, particulièrement dans une élection américaine et, sur ce point, Donald Trump a une nette avance. Début mars, son trésor de campagne est estimé à 225 millions de dollars ; à la même période, Joe Biden et le parti national démocrate n'ont récolté que 20 millions de dollars. Alors, pour lui donner de l'élan, Barack Obama participe, le 23 juin, à une levée de fonds en ligne en sa faveur et le succès est immédiat, impressionnant : en quelques heures, il récolte 11 millions de dollars. C'est un record pour sa campagne.

Et c'est un formidable « coup d'accélérateur » : fin juin, le parti démocrate annonce avoir levé plus de 141 millions de dollars de dons, contre 131 millions par le parti républicain.

Selon sa directrice de campagne, Jen O'Malley Dillon, le montant moyen du don est de 34 dollars par personne et il y a 2,6 millions de nouveaux donateurs. Alors que ses apparitions sont très rares depuis son retour à la vie civile, Obama fait désormais campagne sans relâche pour son ancien vice-président.

Il sait motiver les troupes et, en cette période de tensions raciales, son aide est la bienvenue, comme l'explique le sondeur Ben Tulchin dans *Politico* : « Le passé de Biden sur les réformes judiciaires est un peu problématique; donc, avoir Obama pour le soutenir sur ce point, ça aide. Vu ce qui se passe en ce moment avec le mouvement Black Lives Matter, avoir le premier président afro-américain qui appuie publiquement Biden, c'est extrêmement utile. »

Au moment des manifestations antiracisme, Obama déclare : « Ce qui me rend optimiste, c'est le fait qu'il y ait un grand sursaut à travers le pays,

particulièrement chez les plus jeunes, qui disent non seulement qu'ils en ont assez de l'approche chaotique, désorganisée, mesquine du gouvernement, mais qui, en plus, ont envie de s'attaquer aux défis qui pèsent sur ce pays depuis des siècles. »

Selon Corentin Sellin, l'intervention d'Obama est historique : « Je n'ai jamais vu un ancien président faire autant campagne. Le problème, c'est qu'il ne fait pas simplement campagne, il donne des consignes politiques. Pour l'instant, on a l'impression que c'est lui le général. Et Biden reste son vice-président. Il sourit, il est là. C'est Oncle Joe, tranquille ; il est sur le tandem mais ne pédale pas. Et ça, c'est un vrai problème. Pour l'instant, nul ne sait pourquoi il veut être président sinon pour éviter un second mandat de Trump. Peut-être qu'il le dira avant novembre. Le problème, c'est que, en plus, en mettant autant Obama en avant, on a l'impression que Biden nous dit qu'il poursuivra les mandats d'Obama. »

Le 23 juillet, gros coup de communication : Biden et Obama diffusent un entretien de quinze minutes qu'ils ont *teasé* la veille. Au début de la vidéo, on pourrait croire à une nouvelle série *Netflix* : les deux complices sortent chacun de leur 4 x 4 aux vitres teintées, sous haute sécurité, en costume et masqués. Les images sont tournées au ralenti, la musique est intrigante. Biden a ses lunettes Aviator qui lui donnent des airs d'acteur dans la série *Miami Vice*. La suite est plus attendue. Barack Obama est assis en face de son ancien colistier en respectant la distanciation sociale ; il loue ses qualités humaines et de leadership. Il est là pour permettre à Joe Biden d'avoir une tribune, d'être écouté. En l'absence de rallyes de campagne et de foule survoltée, il faut trouver d'autres stratégies pour faire campagne... et pour donner envie aux Américains de cliquer sur une vidéo de Biden. Ce dernier insiste sur le contraste entre sa façon de gouverner et celle de Donald Trump : « Pouvez-vous imaginer, lorsque vous étiez président, vous lever et dire : “Ce n'est pas ma responsabilité. Je n'assume aucune de mes responsabilités” ? » Il fait ici référence à la crise sanitaire. Ce à quoi Obama répond de façon convenue : « Ces mots ne sont pas sortis de ma bouche quand j'étais aux responsabilités. »

Mais, alors que Obama reste très populaire chez les démocrates, le parti est de plus en plus ancré à gauche. D'anciens candidats à la présidentielle comme Elizabeth Warren, Bernie Sanders ou Kamala Harris promettaient de prendre des positions plus progressistes que celles prises par l'administration Obama, que ce soit sur l'immigration, la réforme de la

justice ou l'environnement. Corentin Sellin explique : « Obama est quand même un peu à côté des débats actuels. C'est déjà un homme du passé sur tout ce qui est violences policières, identité, etc. En plus, ce sont des thèmes qu'il a toujours soigneusement évités lorsqu'il était au pouvoir. Je ne suis pas convaincu qu'il fasse gagner Biden sur ces thèmes de gauche. Il conforte ses points forts, mais je ne suis pas sûr qu'il le fasse gagner, en particulier chez les jeunes. »

Une carte électorale mouvante

En 2016, Donald Trump a perdu le vote populaire avec près de 3 millions de voix en moins que Hillary Clinton. Mais il a remporté l'élection grâce au système du collège électoral¹³ et à sa victoire dans trois États pivots, d'habitude acquis aux démocrates : la Pennsylvanie, le Michigan et le Wisconsin.

Ces États du Midwest industriel seront de nouveau cruciaux en 2020. Tony Blinken* est plutôt confiant : « Il y a un enjeu très important : qui est mieux placé pour regagner les électeurs qui ont voté pour Obama et qui, en 2016, ont soit voté pour Trump soit sont restés chez eux ? Il faut surtout regarder vers la Pennsylvanie, le Michigan, et le Wisconsin. Et c'est exactement cet électorat, la classe moyenne blanche, qui est la grande force de Biden¹⁴. »

Le politologue Larry Sabato* pense qu'il gagnera sans difficultés la Pennsylvanie, dont il est originaire, et le Michigan où il est populaire auprès des cols bleus.¹⁵

Corentin Sellin* précise : « Le Wisconsin, c'est beaucoup moins sûr. Pourquoi ? Parce que c'est l'État où il y a le plus de Blancs non diplômés. Le Wisconsin va donc être très compliqué. »

Dans cet État du Midwest, les Blancs non diplômés représentent en effet plus de 60 % de la population. Pour tenter de séduire ces électeurs, l'équipe de campagne de Biden y multiplie les meetings en ciblant des populations déterminées. En mai par exemple, Biden s'entretient avec des fermiers, auxquels il promet des aides financières s'il est élu. Certains, déprimés et inquiets pour l'avenir, lui confient devoir abattre des animaux en raison de la baisse importante de la production en pleine pandémie. Ce à quoi il

répond : « Nous n'avons pas de pénurie de nourriture mais une pénurie de dirigeant. » Et il leur donne un numéro qu'ils peuvent appeler s'ils veulent lui parler.

En 2020, les regards sont aussi tournés vers d'autres États comme la Caroline du Nord ou l'Arizona, le nouveau *Battleground State*. Le professeur d'histoire, spécialiste des États-Unis, explique : « Premièrement, en Arizona la population blanche diminue au profit d'une population beaucoup plus multi-ethnique. Évidemment, en particulier des Hispaniques, mais aussi des Afro-Américains. L'électorat est donc beaucoup plus favorable aux démocrates. Il est très jeune aussi. En Arizona, comme dans tous ces États frontaliers du Sud, la fécondité était encore très, très élevée il y a vingt ans. Ce sont des États très jeunes, complètement renouvelés par l'immigration, qui amène forcément une modification de l'électorat. » Certains sondages indiquent même une victoire du candidat démocrate en Floride.

Dans un pays où les Blancs devraient se retrouver en minorité d'ici à 2045, la carte électorale évolue rapidement et les démocrates gagnent du terrain. L'équipe de campagne de Joe Biden met le paquet et organise régulièrement des événements virtuels dans ces États. Une personne est chargée d'aller à la rencontre des électeurs afro-américains dans le Michigan, une autre vise les électeurs latinos en Arizona et un membre de la campagne s'occupe à plein temps de mobiliser les jeunes électeurs dans le Wisconsin. En Floride, le Comité national démocrate (DNC) a décidé d'ajouter, au début de l'été, quarante salariés aux cent soixante personnes déjà sur le terrain.

L'ex-directeur de la campagne de Bernie Sanders en Virginie, Peter Clerkins*, se réjouit : « Vous savez, si la campagne Biden arrive à gagner l'Arizona et la Floride, eh bien, l'élection est terminée! Le camp Biden sera au plus haut niveau avec 272 votes du collège électoral¹⁶. »

L'équipe de campagne de Biden dépense des millions de dollars en publicités anti-Trump dans les États pivots. Certaines sont diffusées sur la chaîne conservatrice Fox News, ciblant les électeurs de Trump ; d'autres lors de courses automobiles. En Floride, elles sont en anglais et en espagnol.

Signe que le candidat a le vent en poupe : sa campagne investit même dans des spots publicitaires au Texas, un État qui n'a pas été remporté par les démocrates depuis quarante-quatre ans.

Toutefois, cette année, l'élection s'annonce encore plus complexe en raison du plus grand recours au vote par correspondance. À cause de la pandémie, les démocrates militent pour cette pratique alors que Donald Trump s'y oppose, assurant que le vote par correspondance avantage l'opposition et favorise la fraude.

Peter Clerkins avertit que les États-Unis ne sont pas encore préparés pour un vote par correspondance à grande échelle : « Je peux vous assurer que la majorité des États n'ont pas l'infrastructure nécessaire pour procéder à une forte augmentation du vote par correspondance. »

L'équipe de campagne de Biden, qui craint que certains États mettent en place des mesures pour entraver l'accès aux urnes, a prévu de déployer quelque six cents avocats et dix mille volontaires à travers le pays pour observer l'élection. Biden déclare, lors d'une levée de fonds en ligne en juillet 2020 : « Franchement, ce qui m'empêche de dormir, c'est de ne pas être sûr que quiconque souhaite voter pourra le faire. Je veux être sûr que chaque vote compte pour que nous puissions tous croire en l'honnêteté de cette élection. »

Il révèle, le 17 juillet 2020, recevoir des informations des services de renseignement. Selon lui, la Russie continue d'essayer de s'immiscer dans l'élection présidentielle de novembre. Il assure également que la Chine aurait des activités « conçues pour que nous perdions confiance dans le résultat ».

Corentin Sellin admet que cette année 2020, le résultat du scrutin pourrait être marqué par la controverse : « Le premier problème vient de toutes les plaintes juridiques déposées par Trump et le parti républicain ; il y aura un effort colossal à fournir. Ils ont déjà investi 20 millions de dollars ; ils viennent d'attaquer en Pennsylvanie, un État très important, car il veut au maximum étendre le vote par correspondance. Le premier problème est donc cette guérilla juridique. Les procédures seront-elles terminées au moment de l'élection ? Pas sûr. Ce qui veut dire qu'on va peut-être voter ou commencer le vote avec des procédures en cours. Certains gouverneurs républicains vont limiter le vote par correspondance ; il pourrait y avoir très peu de bureaux de vote à cause de la Covid et pas de possibilité de vote par correspondance. Il y a un risque d'empêchement d'accès au vote. Le troisième problème, même si, finalement, il y a quand même un maximum d'États qui étendent le vote par correspondance, c'est que ça va entraîner un énorme délai avant la diffusion des résultats. On ne

les aura pas tous tout de suite. C'est la porte ouverte à toutes les contestations et chicaneries juridiques. Tout se met en place pour une éventuelle catastrophe électorale en novembre, à cause des plaintes juridiques, de la rhétorique de Trump qui est déjà en train de discréditer le scrutin. »

Certains s'inquiètent déjà de le voir, lui et ses électeurs, ne pas accepter une éventuelle défaite. À ce propos, Joe Biden a déclaré au populaire satiriste Trevor Noah, dans son émission *The Daily Show* : « C'est ma plus grande inquiétude. Le président va tenter de voler cette élection. » Si Trump refusait de reconnaître les résultats, l'armée interviendrait certainement pour « l'escorter très rapidement » hors de la Maison-Blanche.

Or, plutôt que de rassurer, Donald Trump joue la provocation. Lors d'une interview sur *Fox News* diffusée le 19 juillet, il refuse de dire s'il acceptera le résultat de l'élection présidentielle : « Il faudra que je voie. Je ne vais pas me contenter d'acquiescer. Je ne vais pas me contenter de m'y opposer. »

Le 30 juillet, il évoque pour la première fois un possible report de l'élection présidentielle. « Avec le vote par correspondance, 2020 sera l'élection la plus inexacte et la plus frauduleuse de l'histoire. Ce sera très embarrassant pour les États-Unis. Faut-il reporter l'élection jusqu'à ce que les gens puissent voter normalement en toute sécurité ? ? ? » Une déclaration choc ; l'opposition est à cran. La Constitution américaine est claire : le président n'a pas le pouvoir de décider du report d'une élection présidentielle. Seul le Congrès peut prendre une initiative en ce sens. Or, avec une Chambre des représentants dominée par les démocrates, il n'y a aucune chance qu'un report de l'élection soit voté. C'est avant tout une stratégie politique de la part de Trump: en tenant ce genre de discours, cela augmente le risque que lui et ses partisans n'acceptent pas la légitimité de l'élection si Joe Biden est élu.

-
1. Entretien avec l'auteure le 1^{er} mai 2020.
 2. Entretien avec l'auteure le 21 juillet 2020.
 3. Entretien avec l'auteure le 15 juillet 2020.
 4. L'année 1968 est considéré comme un tournant politique aux États-Unis. Cette année là, Martin Luther King Jr. et Robert F. Kennedy sont assassinés,

des émeutes ont lieu dans la capitale, la contestation bat son plein contre la guerre au Vietnam.

5. Entretien avec l'auteure le 24 juin 2020.

6. Entretien avec l'auteur le 27 avril 2020.

7. Entretien avec l'auteur le 5 juin 2020.

8. Entretien avec l'auteur le 27 avril 2020.

9. Entretien avec l'auteur le 21 juillet 2020.

10. Entretien avec l'auteur le 30 juin 2020.

11. Entretien avec l'auteur le 8 mai 2020.

12. Entretien avec l'auteur le 3 juillet 2020.

13. Aux États-Unis, le Président est choisi par un système de grands électeurs. Le collège électoral est composé de 538 grands électeurs. Pour être élu président, un candidat doit obtenir les voix d'au moins 270 d'entre eux.

14. Entretien avec l'auteure le 1^{er} mai 2020.

15. Entretien avec l'auteure le 10 avril 2020.

16. Entretien avec l'auteure le 8 mai 2020.

XVII

Joe Biden et le reste du monde

Une carrière à l'international

Joe Biden a passé une grande partie de sa carrière, au Sénat et à la Maison-Blanche, à traiter de dossiers de politique étrangère. Il a parcouru le monde et a noué des relations étroites avec de nombreux dirigeants, en particulier en Europe. Pour lui, la politique internationale passe avant tout par les relations personnelles. Il n'a pas une doctrine très claire : songeons au réalisme de Henry Kissinger, à l'interventionnisme musclé de Hillary Clinton ou au nationalisme de Donald Trump. Quelle est sa vision du monde ? Quelle stratégie adoptera-t-il s'il est élu président ? Dans le passé, il a volontiers été interventionniste.

En 1991, il s'intéresse de près aux guerres de Yougoslavie après qu'un moine croate a débarqué dans son bureau du Congrès accompagné d'un lobbyiste pour lui décrire la situation dans son pays. Dans ses *Mémoires, Promises to Keep*, l'ancien élu écrit : « Il me disait que les catholiques en Bosnie et en Croatie se faisaient tuer par les Serbes, que Milosevic était en train, dans sa rage, de les éliminer. » La guerre oppose la Croatie qui a proclamé son indépendance le 25 juin 1991 à l'armée populaire yougoslave. À cette époque, Biden est membre du comité des Affaires étrangères du Sénat. Alors qu'il commence à organiser des auditions sur la Yougoslavie, beaucoup de ses collègues le jugent alarmiste. Lorsque la guerre de Bosnie-Herzégovine éclate en 1992, il plaide auprès de l'administration de George Bush, puis auprès de celle de Bill Clinton pour qu'elles agissent. Il réclame notamment la levée de l'embargo sur les armes à destination des Bosniaques pour qu'ils puissent se défendre et appelle l'Otan à effectuer

des raids aériens sur des positions serbes. Mais l'administration Bush considère pendant longtemps que c'est une « crise locale » et que sa gestion incombe essentiellement aux Européens¹. Pendant sa campagne, Bill Clinton avait promis de faire preuve de plus de fermeté à l'égard de la Yougoslavie mais, à son arrivée au pouvoir, il met la politique étrangère au second plan, d'autant plus que les militaires américains craignent que la Bosnie soit un borbier.

Joe Biden est très déçu par la réaction de la Maison Blanche mais aussi par celle des Européens : « Les Britanniques et les Français, dont les alliances avec les Serbes remontent à plusieurs générations, assuraient, malgré toutes les preuves, que la situation en Yougoslavie correspondait à une guerre civile avec des atrocités commises des deux côtés (la CIA estime que les agresseurs serbes ont commis 90 % des atrocités)². »

En 1993, l'ambassadeur de Belgrade à Washington rend visite au sénateur Biden pour tenter de le convaincre qu'il a tort. « Les musulmans de Bosnie vont créer un État islamique. Nous les Serbes sommes les gentils³. » Puis il lui glisse une invitation, de la part du président de la Serbie, Slobodan Milosevic. Au départ, Biden craint d'être embarqué dans une opération de propagande, mais il décide d'accepter, à condition que la rencontre se fasse en privé, sans journalistes. « Je me suis promis que je ne romprai pas le pain avec un tueur de masse. »

Le sénateur démocrate visite tout d'abord des écoles puis un camp de réfugiés en Bosnie. Arrivé dans son hôtel à Belgrade, il enrage contre la télévision d'État : « De jeunes détenus musulmans étaient forcés par des journalistes de télévision serbes lourdement armés de confesser avoir tué des bébés serbes. Ils menaçaient de tuer les parents, les femmes, les frères et sœurs, si les hommes refusaient d'obéir devant les caméras⁴. »

Accompagné d'assistants et d'un attaché militaire, Joe Biden retrouve Milosevic dans le palais présidentiel peu après 20 heures. Il refuse de lui serrer la main. Imperturbable, ce dernier tente de prouver aux Américains que ce sont les Serbes qui se font attaquer ; il déroule une carte de la Yougoslavie et fait son cinéma. Niant tout génocide, il regarde Biden sans laisser transparaître aucune émotion et lui demande : « Que pensez-vous de moi ? » À quoi le jeune élu se targue d'avoir répondu : « Je pense que vous êtes un fichu criminel de guerre et vous devriez être jugé en tant que tel. » « Il m'a alors regardé sans même froncer les sourcils. Comme si je lui avais dit qu'il était un type formidabile. » Peu de temps après, Radovan Karadzic,

le président de la République serbe de Bosnie, les rejoint. Le sénateur intervient auprès des deux dirigeants yougoslaves afin de permettre à l'Onu de mettre en place un cessez-le feu. Ils ne cèdent pas. Lorsque Milosevic suggère d'aller dîner pour poursuivre la discussion, Biden décline l'invitation. Des années plus tard, des critiques de l'ancien élu du Delaware, connaissant sa propension à exagérer, mettent en doute le fait qu'il ait traité les yeux dans les yeux Milosevic de criminel de guerre. Mais un assistant, présent à ce moment-là, confirme au *Washington Post* qu'il l'a bien accusé, de façon toutefois un peu plus diplomatique, et Biden est fier d'avoir tenu tête au dictateur. À son retour aux États-Unis, alors que la communauté internationale est frileuse, il s'insurge contre les Européens et déclare, livide, au secrétaire d'État américain Warren Christopher, venu témoigner devant le comité des Affaires étrangères : « Il me semble juste de dire que la situation aurait été complètement différente si les musulmans avaient fait aux Serbes ce que ces derniers leur ont fait, si cela avait été une agression des musulmans au lieu d'une agression serbe. »

En 1995, le sénateur est épouvanté après le massacre de Srebrenica, lors duquel plus de huit mille hommes et adoles-cents bosniaques sont tués. Il s'en rappelle comme de « son jour le plus triste au Sénat ». Révolté contre l'inaction des Nations unies, il déclare : « Ce fut un déshonneur pour l'Onu. Et j'ai l'impression d'avoir personnellement échoué face aux Bosniaques. Quoi que j'ai fait, ce n'était pas assez⁵. » Le lendemain, alors que cela fait trois ans que d'autres élus et lui appellent à agir, le Sénat vote enfin pour la levée de l'embargo sur les armes à destination de la Bosnie. L'Otan lance une série de frappes contre l'artillerie serbe de Bosnie et d'autres cibles militaires. Les accords de Dayton, négociés dans la ville de l'Ohio, aux États-Unis, sont signés à Paris le 14 décembre 1995. Les combats interethniques qui ont lieu en Bosnie-Herzégovine prennent fin. Mais Biden enrage de voir que Milosevic est maintenu au pouvoir. Ses forces serbes commettent alors de nombreux massacres au Kosovo. En 1999, Biden fait passer une résolution au Congrès, avec son collègue le républicain John McCain, autorisant le président Bill Clinton à user de la force pour y faire cesser les violences.

La pédiatre et diplomate Vjosa Dobruna⁶ a ouvert le premier centre pour la protection des femmes et des enfants au Kosovo. Elle salue le rôle de Biden dans le conflit : « Ce fut l'un des premiers hommes politiques américains à attirer l'attention sur les viols commis pendant la guerre, tout

d'abord en Bosnie, puis au Kosovo. C'était important que cela vienne d'un homme. Il a non seulement qualifié Milosevic de criminel de guerre, mais il a aussi dénoncé la responsabilité des forces serbes dans le viol systématique des femmes. » Elle a participé à plusieurs réunions à Washington pendant les guerres de Yougoslavie lors desquelles elle a rencontré le sénateur. Son rôle fut salué par de nombreux observateurs.

Tony Blinken⁷, son complice depuis près de vingt ans, s'étonne parfois de l'image qu'ont les Américains de ce vice-président dont le côté gaffeur peut faire oublier les qualités intellectuelles : « Ce qui m'a frappé quand je l'ai rencontré, c'est qu'il y avait un décalage entre l'image publique et la réalité. Parce que c'est quelqu'un de très volubile, je pense que certaines personnes seront surprises de savoir qu'il correspond vraiment à la définition d'un intellectuel : c'est un boulimique de livres et d'idées. Quand un livre le marquait, il avait tendance à en acheter, à l'époque, une vingtaine pour les distribuer à ses amis ou même à des gens qui passaient par son bureau. Par exemple, le livre de Robert Kagan sur la différence entre les États-Unis et l'Europe l'avait vraiment frappé. » Blinken a conservé son exemplaire.

Un ancien employé du Département d'État confirme, sous couvert d'anonymat : « Vous savez, je pense qu'il est bien plus futé intellectuellement et qu'il s'y connaît bien mieux dans les affaires du monde que ce dont on le crédite à Washington. Parce que les gens le voient avant tout comme un politicien. Mais c'est à la fois un expert reconnu et un politicien. »

Mais il n'a pas que des partisans et ses positions sur l'Irak ont été très critiquées. Robert Gates, ancien secrétaire américain à la Défense de Barack Obama, a écrit dans ses *Mémoires, Duty: Memoirs of a Secretary at War* : « Biden a eu tort sur pratiquement tous les sujets majeurs de politique étrangère et de Sécurité nationale ces quatre dernières décennies. » Emma Sky⁸, experte du Moyen-Orient et ancienne conseillère auprès de l'armée américaine en Irak pendant l'administration Obama, confie : « Je ne pense pas que Biden ait un grand intellect. Il se fonde sur ses instincts et ses sentiments. »

Joe Biden assure aujourd'hui qu'il s'est opposé à la guerre en Irak dès son commencement mais, dans les faits, il a soutenu activement la campagne de l'administration Bush à ses débuts. À cette époque, il est à la tête du comité des Affaires étrangères au Sénat et organise des auditions

sur l'Irak. Il fait témoigner, en majorité, des personnes pro-guerre. Il vote, en octobre 2002, en faveur de la résolution qui autorise le président Bush à mener une opération militaire en Irak. Quelques jours avant le vote, il déclare : « Je ne pense pas que l'on se précipite vers la guerre. Je pense que c'est une marche vers la paix et la sécurité. »

Il est également convaincu de l'existence d'armes de destruction massive en Irak, après le discours de Colin Powell à l'Onu en 2003. Son vote sur l'Irak le poursuivra jusqu'aux campagnes présidentielles de 2008 et de 2020. Les plus progressistes lui reprochent encore sa prise de position. En 2020, devant ses partisans dans l'Iowa il déclare avoir été induit en erreur par George W. Bush : « Il m'a regardé dans les yeux dans le Bureau ovale et m'a promis que tout ce qu'il voulait, c'était d'avoir l'autorisation d'envoyer des inspecteurs. »

Dans un article intitulé « Joe Biden est la Hillary Clinton de 2020 », Matthew Yglesias, co-fondateur du site *VOX*, écrit : « Quelle était l'excuse de Biden? Il présidait le comité des Affaires étrangères – il avait donc un accès privilégié aux plus hauts dignitaires dans le gouvernement américain et dans le monde. Il n'aurait peut-être pas pu stopper la folie de Bush, mais aurait au moins pu nous avertir. »

À partir de 2004, il devient un virulent critique de la guerre. En 2006, il propose la partition de l'Irak entre chiites, sunnites et Kurdes. Un plan qui n'aura pas beaucoup d'écho.

Un ancien haut fonctionnaire de l'administration Obama, qui souhaite garder l'anonymat, confie : « Son idée de diviser l'Irak en trois blocs n'a jamais été réaliste. Qui aurait dessiné les frontières ? Qui aurait forcé les déplacements ? Qui aurait financé tout ça ? »

Shadi Hamid, chercheur à la célèbre Brookings Institution, déclare : « Ce n'est pas un brillant intellectuel. Et je pense qu'il a un côté un peu trumpiste : il lance des idées en l'air sans aucun suivi⁹. »

Durant sa vice-présidence, Barack Obama confie à Joe Biden le dossier irakien. Le président n'a pas envie de s'embourber dans le chantier laissé par son prédécesseur. Lors d'une réunion dans le Bureau ovale en juin 2009, il lance à son colistier : « Joe, toi tu fais l'Irak. » Biden a une lourde responsabilité sur les épaules : mettre fin à la guerre dans le pays, l'une des promesses de campagne d'Obama. Il va en Irak environ tous les deux mois. De nombreuses personnes proches du dossier assurent qu'il assistait aux réunions extrêmement bien préparé. À ce moment-là, le Premier ministre

irakien, Nouri al-Maliki, perd de plus en plus de crédibilité à Washington ; il dirige son pays d'une main de fer et attise les tensions sectaires en favorisant largement les chiites et en mettant à l'écart les sunnites. Toutefois, Joe Biden, pour qui les relations personnelles sont primordiales en politique, continue de soutenir cet allié de Washington. Al-Maliki perd les élections législatives en 2010 mais, avec l'appui des États-Unis, il conclut un accord avec les autres partis politiques et conserve son poste. Joe Biden « sauve » la carrière de l'homme politique irakien. Mais, après d'intenses négociations, la Maison-Blanche ne parvient pas à un accord avec son gouvernement et les États-Unis retirent quelque quarante-cinq mille soldats américaines en 2011. Le Premier ministre irakien chiite poursuit et intensifie sa politique sectaire et autoritaire. Robert Ford*, le numéro 2 de l'ambassade américaine à Bagdad de 2008 à 2010, dit de Biden : « Il a négocié avec les politiciens irakiens comme avec des caïds du Delaware ou de la Pennsylvanie. »

L'administration Obama se trouve prise de court lorsque l'Organisation de l'État islamique s'étend en Irak et en Syrie. Le groupe terroriste recrute notamment parmi les sunnites affaiblis et terrifiés par la politique du gouvernement irakien.

Un ancien haut fonctionnaire du gouvernement américain déclare : « Il n'y a aucune garantie que maintenir quelque cinq ou dix mille soldats américains en Irak aurait eu une influence suffisante pour empêcher le Premier ministre al-Maliki de prendre des décisions désastreuses à partir de fin décembre 2011. Mais maintenir des forces armées sur différentes bases aurait permis à l'armée américaine d'aider les forces irakiennes à lutter contre Daesh bien plus rapidement et efficacement que ce qu'on a pu faire plus tard, quand on a renvoyé des troupes. »

Sous la pression des États-Unis, al-Maliki finit par démissionner en août 2014.

Depuis l'expérience irakienne sous l'administration Bush, Joe Biden fait davantage preuve de prudence en termes d'intervention militaire. Le candidat démocrate déclare en 2020 : « Je n'hésiterai pas, pour protéger le peuple américain, à utiliser la force si nécessaire. » Mais seulement, dit-il, « pour défendre les intérêts vitaux du pays ».

En outre, l'électorat démocrate a changé, lassé des « guerres lointaines ». Il ne croit plus que les États-Unis doivent jouer le rôle de gendarme du monde et promouvoir la démocratie.

Un retour à l'ère Obama ?

Pour autant, l'ancien vice-président fera-t-il du Obama 2.0 en termes de politique étrangère ? Barack Obama est arrivé à la Maison-Blanche après le fiasco irakien en se méfiant de l'utilisation de la force militaire. Il était très réticent à engager les États-Unis dans des conflits à l'étranger, comme l'a montré son refus d'intervenir en Syrie. Le repli américain entamé sous Obama s'est ensuite installé sous l'ère Trump.

On retrouve en tout cas dans l'équipe de politique étrangère de Biden des visages familiers de l'ère Obama. Parmi eux, Jake Sullivan, qui a travaillé sur les négociations de l'accord sur le nucléaire iranien ou encore Julianne Smith, ancienne employée du Conseil de Sécurité nationale sous l'administration Obama.

Tony Blinken, son principal conseiller dans le domaine des affaires étrangères, était numéro 2 du Conseil de Sécurité nationale puis secrétaire d'État adjoint dans l'administration Obama.

Sous la présidence de Trump, le diplomate a cofondé une boîte de consultants spécialisée en géopolitique, WestExec Advisors, avec Michèle Flournoy, sous-secrétaire à la Défense des États-Unis sous Obama. D'anciens membres de l'administration Obama, qui avaient déjà pensé à la décoration de leur bureau sous une présidence Clinton, se sont empressés de les rejoindre après l'échec de la candidate démocrate en 2016.

Aujourd'hui, plusieurs salariés du groupe conseillent l'équipe de campagne de Biden et devraient rejoindre la Maison-Blanche si le candidat démocrate est élu.

Mais Tony Blinken assure qu'une présidence Biden saura s'adapter aux nouveaux enjeux : « Le monde ne s'organise pas tout seul, qu'on le veuille ou non. Si ce n'est pas nous, ce sera quelqu'un d'autre et d'une façon qui ne fera probablement pas avancer nos intérêts et nos valeurs. Donc, pour Joe Biden, l'engagement américain est quelque chose de très important. Le monde a changé de façon radicale ; il n'est pas question de revenir au monde tel qu'il était en 2008 ou en 1989¹⁰. » Selon Benjamin Haddad, directeur du programme Europe dans le *think tank* The Atlantic Council, il ne faut pas s'attendre à ce que la politique étrangère de l'administration Biden soit identique à celle d'Obama : « Il va y avoir à peu près les mêmes équipes, oui. Mais je crois que Barack Obama, au fond, se voyait comme un

réaliste et il avait une approche très prudente de la puissance américaine. Il a une vision plus pessimiste de cette puissance. On verra peut-être, comme sous Obama, l'application de méthodes de pouvoir plus hybrides : l'utilisation de forces spéciales, de drones, de sanctions... Le fait que le département du Trésor devienne un organe de politique étrangère va être renforcé. Ça a été accéléré sous Obama, puis sous Trump et ça ne va que continuer sous Biden, car tout ce qu'on peut utiliser qui n'est pas la guerre comme instrument de contrainte et de puissance, on l'utilise¹¹. »

Barack Obama a aussi cherché à pivoter du Moyen-Orient vers l'Asie. Il est très probable qu'une administration Biden confirme ce désengagement.

Shadi Hamid, craint que sa politique étrangère manque de créativité et ne soit pas assez offensive : « Dans le passé, Biden a souvent été indulgent avec les régimes autoritaires au Moyen-Orient. Au début de la révolution en Égypte, il a refusé de qualifier Hosni Moubarak de dictateur. Et, durant les printemps arabes, il était souvent, selon moi, du mauvais côté des débats. Il est toujours très prudent : “Il ne faut pas se retourner contre nos alliés, il ne faut pas être trop radical.” Je connais un peu Tony Blinken : il a une approche très prudente également. Et donc la question est de savoir si Biden a changé ou à quel point il est prêt à changer, maintenant que le parti démocrate met vraiment l'accent sur les droits de l'homme et la démocratie au Moyen-Orient, en réaction à Trump. Je suis de l'avis que l'approche des démocrates, sur le Moyen-Orient en particulier, a été un échec. On ne peut pas juste faire comme si de rien n'était ; il faut qu'il y ait des idées novatrices. Il faut une volonté de bousculer le consensus bipartisan. Contrairement à Bernie Sanders ou Elizabeth Warren, Joe Biden n'a pas vraiment encore fait ça¹². »

Toutefois, Biden, qui est avant tout un pragmatique, a récemment changé de ton concernant l'Arabie Saoudite. Sa campagne adopte aussi des idées du camp Sanders dans le domaine international.

L'administration Obama-Biden a soutenu la guerre de l'Arabie Saoudite au Yémen et a vendu plus d'armes à Riyad, quelque 100 milliards de dollars, que les administrations précédentes.

Cependant, en 2019, Joe Biden déclare que l'Arabie Saoudite sera traitée comme un État « paria » s'il remporte l'élection présidentielle. Après l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi au consulat d'Arabie Saoudite à Istanbul, en 2018, le candidat hausse le ton. Il promet la fin de la vente d'armes aux Saoudiens et qualifie la guerre du prince héritier

Mohammed ben Salman au Yémen de « catastrophe humanitaire ». Cette déclaration marque un tournant dans les relations entre Washington et Riyad, des alliés historiques depuis que le président Franklin D. Roosevelt a déclaré en 1943 : « La défense de l'Arabie Saoudite est indispensable à la défense des États-Unis. »

America is back : le retour de l'Amérique sur la scène internationale

« L'idée qu'a Trump de l'Amérique a isolé l'Amérique... Si je suis élu président, le jour où je suis élu, avant même d'être investi, j'appelle immédiatement des dirigeants européens et asiatiques pour leur dire que l'Amérique est de retour, *America is back* », déclare Joe Biden, enthousiaste, lors d'une levée de fonds en ligne.

La politique étrangère de Donald Trump, « transactionnelle » et unilatéraliste, a bouleversé les relations entre Washington et le reste du monde. Dans l'Amérique de Trump, les intérêts du pays doivent toujours primer sur la coopération internationale.

Joe Biden, fort et fier de son expérience à l'étranger, a tenté au départ de placer les Affaires étrangères au cœur de sa campagne mais la crise sanitaire a redistribué les cartes et le sujet est relégué au second plan. Toutefois, ses nombreuses déclarations avant et pendant la crise sanitaire permettent d'imaginer à quoi pourrait ressembler les relations entre l'Amérique et le reste du monde, s'il est élu.

Dans la revue *Foreign Affairs*, en mars 2020, il accuse Donald Trump d'avoir « parlé aux autocrates et montré son dédain aux démocrates ». Il a négocié avec le dictateur nord-coréen Kim Jong Un et a chanté les louanges du président égyptien al-Sisi.

Il dit vouloir restaurer la crédibilité des États-Unis sur la scène internationale. « La crédibilité et l'influence des États-Unis dans le monde ont diminué depuis que le président Barack Obama et moi avons quitté la Maison-Blanche le 20 janvier 2017. Le président Donald Trump a dénigré, affaibli et parfois abandonné les alliés et les partenaires des États-Unis. » Il regrette de voir « le système international que les États-Unis ont si prudemment échafaudé » se désintégrer.

Le candidat désigné du parti démocrate promet que l'Amérique « guidera » de nouveau le monde et s'engage à organiser, lors de sa première année au pouvoir, un sommet mondial de la démocratie. Seront également conviés les géants du numérique et des réseaux sociaux.

Mais avant de renforcer les démocraties dans le monde, il suggère de « réparer notre propre démocratie ». « En présidant l'une des administrations les plus corrompues de l'histoire américaine moderne, Trump a donné le feu vert à tous les kleptocrates à travers le monde. » Il promet d'annuler sa politique qui consiste à séparer les enfants immigrés de leurs parents à la frontière entre les États-Unis et le Mexique, de mettre fin au *travel ban*, la politique qui restreint l'accès aux États-Unis à des ressortissants de plusieurs pays musulmans. Il souhaite également fixer le taux annuel de réfugiés autorisés à entrer sur le territoire américain à cent vingt-cinq mille par an avant de l'augmenter plus tard.

Alors que Trump a fait de la République islamique son ennemi juré, Joe Biden assure que les États-Unis rejoindront de nouveau l'accord sur le nucléaire avec l'Iran s'il est élu président. « Je ne me fais aucune illusion sur le régime iranien, qui a un comportement déstabilisateur au Moyen-Orient, a brutalement réprimé ses manifestants et a détenu de manière injuste des Américains. Mais il y a une façon intelligente de contrer la menace que pose l'Iran. » Tony Blinken a participé à l'élaboration de l'accord sur le nucléaire iranien : « Si l'Iran respecte ses obligations, Biden sera prêt à faire de même. Évidemment, il s'est écoulé beaucoup de temps depuis que l'accord a été signé. Nous pouvons non seulement le renouveler, mais aussi essayer de négocier quelque chose de plus longue durée et d'encore plus efficace. »

Biden a également promis, pendant sa campagne, qu'il maintiendrait une présence militaire américaine dans le nord-est de la Syrie. Trump a secoué la communauté internationale, en octobre 2019, en décidant de retirer les forces spéciales américaines stationnées en Syrie près de la frontière turque. Une jeune chercheuse américano-syrienne, qui conseille Biden sur la Syrie, confie, sous couvert d'anonymat : « Je pense que Biden prendra des décisions avec, en tête, l'intérêt des États-Unis à long terme, tout en comprenant les inquiétudes et les intérêts des personnes qu'elles concerneront. Que ce soient les Kurdes, les Arabes, les Turcs... Alors que Trump, lui, ne pense qu'à son électorat. Il arrivera aussi davantage à convaincre le Congrès de faire appliquer ses politiques. Barack Obama

n'était pas très bon sur ce point. Et Donald Trump était un désastre. » Elle avait initialement rejoint la campagne de Pete Buttigieg avant de faire partie de celle de Joe Biden : « Biden n'était pas le candidat que j'imaginai rejoindre pour 2020. Mais je sais qu'il a de l'expérience en politique étrangère et il va s'entourer de personnes qui en ont aussi. Nous n'aurons plus honte d'être Américains comme sous l'administration Trump. »

Au cours de sa longue carrière, l'ancien vice-président a évolué sur plusieurs sujets. Il ne devrait pas entreprendre de réorientation radicale dans les relations entre Washington et Israël, mais il se montre plus critique à son égard. Il suit la ligne du parti démocrate, soutien traditionnel d'Israël, qui a durci le ton envers son allié, notamment sous l'impulsion de nouvelles jeunes élues de gauche, comme Ilhan Omar ou Rashida Tlaib.

Le candidat s'est plusieurs fois vanté, dans le passé, de sa relation de proximité avec le Premier ministre israélien, qu'il fréquente depuis plusieurs décennies et qu'il aime surnommer « Bibi ». Mais il a déclaré, en 2020, avoir été déçu de le voir « virer à droite toute ».

Il a dénoncé le soutien sans condition de Trump à Israël pour satisfaire sa base électorale, notamment les évangéliques. « Trump et ses alliés ont utilisé de cette relation à leurs fins politiques et cela a heurté les intérêts de notre pays. » Biden dit aujourd'hui que l'ambassade américaine « n'aurait pas dû être déplacée » par l'administration Trump à moins que cela entre dans le cadre d'un accord de paix plus large au Proche-Orient, mais a annoncé qu'il la maintiendrait à Jérusalem s'il était élu.

Tony Blinken s'en explique : « Faire marche arrière là-dessus n'a pas vraiment de sens pratique et probablement pas de sens politique. La question est de savoir si Biden, une fois élu président, pourra remettre sur pied l'idée d'une solution à deux États et, dans un deuxième temps, mettre fin aux actions qui rendent cela plus difficile¹³. » Il se dit opposé à la politique de colonisation de l'État hébreu en Cisjordanie. Lors d'une levée de fonds pendant sa campagne, il déclare que cela « étouffe tout espoir de paix ». Une future administration Biden ouvrirait un consulat américain à Jérusalem-Est.

Il a également pris ses distances avec la Chine qui représente « un défi majeur ». Les États-Unis doivent « jouer les durs avec Pékin qui n'en fait qu'à sa tête », sans quoi « elle continuera de voler les technologies et la propriété intellectuelle des entreprises américaines ». Lors d'un débat démocrate, en février 2020, il se flatte d'avoir passé beaucoup de temps

avec Xi Jinping : « Ce type n'est pas démocrate pour un sou. C'est un voyou. »

Il a aussi accusé Trump d'ignorer les violations des droits de l'homme envers la minorité musulmane chinoise, les Ouïghours, pour ne pas mettre en péril son accord commercial avec Pékin.

Mais Joe Biden, qui a emmené une délégation du Congrès en Chine en 1979, n'a pas toujours été aussi dur avec l'Empire du Milieu. Comme de nombreux élus à Washington, républicains comme démocrates, il a longtemps considéré que l'intégration économique de la Chine était dans l'intérêt des États-Unis, et que cela conduirait le pays vers une ouverture démocratique.

La coopération entre Washington et la puissance asiatique a été interrompue après le massacre de Tiananmen, mais la bonne entente a repris dans les années 1990. Les entreprises américaines étaient pressées d'avoir accès au vaste marché chinois.

En 2016 encore, Biden mettait en avant son « amitié » avec le président chinois.

Aujourd'hui, les élus des deux bords s'accordent à dire que la Chine pose une menace fondamentale contre les valeurs américaines, et même à la sécurité des États-Unis. Ils souhaitent restreindre les investissements chinois dans le pays, maintenir la vente d'armes à Taïwan, continuer de bannir le groupe chinois Huawei des équipements 5G par crainte des risques d'espionnage...

En 2019, il déclarait au *think tank* Council on Foreign Relations : « Le monde libre devrait unir ses forces pour se battre contre les efforts de la Chine consistant à propager son modèle d'autoritarisme *high-tech*. »

Selon la plupart des observateurs américains, un président démocrate devrait rester assez protectionniste sur le commerce, notamment en période de crise économique.

Thomas Wright, chercheur à la Brookings Institution, spécialiste de l'Europe, explique que certains conseillers de Biden plaident pour une réforme des accords commerciaux dans le but de cibler les paradis fiscaux ou encore d'augmenter les salaires et de générer des investissements aux États-Unis.

Selon Wright, les « démocrates de 2021 », comme il les appelle, sont prêts à éloigner les alliés européens de l'objectif de dépenses de 2 %¹⁴ de

Trump en échange d'une coopération dans certains domaines comme contrer la « menace » chinoise ou encore réformer l'économie mondiale.

Pressé de satisfaire sa base électorale à l'approche de l'élection présidentielle, Donald Trump a annoncé, le 6 juillet 2020, le retrait des États-Unis de l'Organisation mondiale de la santé. Un coup dur pour l'OMS, car Washington est son plus gros contributeur. Le président américain lui reproche notamment de s'être montrée trop favorable aux autorités chinoises et d'avoir tardé à agir pendant la crise du coronavirus. Alors que lui-même a longtemps minimisé la gravité de la situation sanitaire. Le retrait sera effectif au terme d'un délai d'un an, soit le 6 juillet 2021. Mais son rival, Joe Biden, promet que les États-Unis réintégreront le giron de l'organisation onusienne s'il accède au pouvoir, le 3 novembre prochain.

Pour montrer son attachement aux affaires du monde, Biden assure que l'une des premières choses qu'il fera s'il est élu sera de « repeupler » le Département d'État et d'augmenter son budget. Sous l'ère Trump, ce département a été malmené par une baisse drastique des ressources allouées à la diplomatie et à l'aide internationale.

Madeleine Albright, ancienne secrétaire d'État américaine, a déclaré en avril 2020 : « Nous pouvons soit assumer nos responsabilités internationales soit tenter de nous isoler. Nous pouvons nous satisfaire du dirigeant que nous avons subi ces dernières années ou nous battre pour élire un président qui comprend à quel point le destin de l'Amérique est inséparable de celui du monde. Le choix est clair pour moi : nous devons nous battre pour Joe Biden. »

Quelles relations avec l'Europe ?

Joe Biden, qui fait de la politique depuis l'époque de la guerre froide, a toujours été un transatlantique convaincu.

Luis Navarro, qui qualifie Biden d'« internationaliste », assure : « Pour lui, le monde est défini par les valeurs transatlantiques de l'après Seconde Guerre mondiale¹⁵. »

Il a fréquenté la plupart des dirigeants européens depuis les années 1970.

Le sénateur Tom Carper, ami de Joe Biden, déclare : « Joe croit dans le système des alliances. Il pense que nous sommes plus forts ensemble. Et l'alliance avec l'Europe, l'Union européenne, c'est très important pour lui. Il connaît tous les dirigeants européens qui ont eu de l'importance ces trente dernières années. Il les connaît bien, il ne leur a pas juste serré la main¹⁶. » Il s'enorgueillit, dans ses *Mémoires*, d'avoir par exemple réussi à nouer une relation de confiance avec l'ancien chancelier allemand Helmut Schmidt alors que ce dernier « n'aimait pas » le président de l'époque, Jimmy Carter.

Une administration Biden rétablira sans aucun doute le lien historique entre les États-Unis et l'Europe, malmené par Donald Trump, qui voit les pays européens comme des concurrents.

Alors que Donald Trump a plusieurs fois menacé de se retirer de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord et accuse les pays membres de ne pas participer assez au budget de l'Otan, Joe Biden assure : « L'Otan est au cœur de la sécurité nationale » des États-Unis. Le candidat démocrate, qui a plusieurs fois dénoncé l'ingérence de Moscou dans l'élection américaine de 2016, se satisfait de voir l'organisation contrer « l'agression de la Russie ». Il suggère d'étendre les capacités de l'Otan pour pouvoir lutter contre les cyberattaques et la désinformation.

Le 22 juillet, il déclare, devant des donateurs qui l'écoutent attentivement derrière leurs ordinateurs : « Trump cède devant Poutine de façon dangereuse. Poutine a un souhait : faire en sorte que l'Otan soit démantelée. »

Pour le candidat démocrate, l'engagement des États-Unis au sein de l'Otan est « sacré et non conditionnel ». Il a plusieurs fois répété, pendant la campagne, que si Donald Trump était réélu, ce serait la fin de l'Otan dans quatre ans.

Tout comme Trump, il réclame toutefois un plus grand partage des tâches au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord. Molly Montgomery* proche de l'équipe de campagne Biden, déclare : « Oui, partager le fardeau financier est important. C'est dans la continuité de ce que disait l'administration Obama. Mais cela n'empêche pas de reconnaître l'objectif de l'Otan, qui est de faire en sorte que nous soyons tous en sécurité¹⁷. »

À Munich, en 2009, Biden avait annoncé la politique de *reset* (« redémarrage ») d'Obama avec la Russie. Il déclarait, confiant dans un avenir meilleur, que « les États-Unis et la Russie peuvent être en désaccord

mais travailler ensemble là où nos intérêts coïncident. Et ils coïncident en plusieurs points ». Mais les relations entre Washington et Moscou, loin de s'améliorer, deviennent exécrables à la fin du mandat Obama. À la suite des accusations d'ingérence russe dans l'élection présidentielle de 2016, le président Obama ordonne l'expulsion de trente-cinq diplomates russes de l'ambassade de Washington et du consulat de San Francisco, la fermeture de deux sites de renseignement russe dans le Maryland et à New York, et impose des sanctions économiques contre les services de renseignements russes et des entreprises. En janvier 2017, alors qu'il s'apprête à quitter la Maison-Blanche, Joe Biden lance, dans un discours, que la Russie « constituerait la principale menace pour l'ordre libéral voulu par le monde occidental ». Il assure que le président russe, Vladimir Poutine, « se sert de tous les outils disponibles pour raboter le projet européen ».

Malgré tout, il est peu probable que l'alliance atlantique soit tout à fait restaurée. De nombreux observateurs assurent que le repli américain est acté, qu'il sera difficile de revenir en arrière, comme l'explique Benjamin Haddad, auteur du livre *Le Paradis perdu. L'Amérique de Trump et la fin des illusions européennes* : « Mon inquiétude est qu'il y a un profond malentendu entre les Européens et Biden. Sa vision en politique étrangère, c'est le retour à la normale : on efface les années Trump qui sont une sorte de parenthèse aberrante. C'est ce qu'on voit dans son discours à la conférence de sécurité de Munich il y a deux ans. Mais je pense qu'on risque d'avoir des désillusions. Certes, on n'aura pas les guerres commerciales de Trump, on n'aura pas le discours hostile du type : "L'Union européenne est notre ennemi." Il va mettre les alliances au centre de sa politique étrangère. Mais, premièrement, il va devoir faire face à des contraintes de politique intérieure considérables : crise économique, crise sanitaire, tensions raciales, etc. Deuxièmement, au sein du parti démocrate, personne ne souhaite se lancer à nouveau dans des interventions militaires sur des terrains à la périphérie de l'Union européenne, que ce soit en Libye ou au Nord-Est syrien. Donc, ce sont encore des théâtres de guerre qui vont peser sur la sécurité des Européens, car les États-Unis ne veulent pas s'engager. Ça, c'est une ligne de continuité entre Obama et Trump. »

Pour l'administration Biden, la relation transatlantique devrait être centrale, mais pas prioritaire. En politique étrangère, tout comme sur le plan domestique, une présidence Biden sera la combinaison d'un retour à l'*establishment*, avec des conseillers recyclés de l'administration Obama et d'une

volonté d'innover, sous l'impulsion des démocrates les plus à gauche, des démocrates de 2021.

-
1. Stephen LARABEE, « La politique américaine et la crise yougoslave », *Politique étrangère*, 1994.
 2. Joe BIDEN, *Promises to Keep*, *op. cit.*
 3. Joe BIDEN, *Promises to Keep*, *Ibid.*
 4. Joe BIDEN, *Promises to Keep*, *Ibid.*
 5. Joe BIDEN, *Promises to Keep*, *op. cit.*
 6. Entretien avec l'auteure le 24 juillet 2020.
 7. Entretien avec l'auteure le 1^{er} mai 2020.
 8. Tara GOLSHAN, Alex WARD, "Joe Biden's Iraq Problem", *VOX*, 2019.
 9. Entretien avec l'auteure le 30 juin 2020.
 10. Entretien avec l'auteure le 1^{er} mai 2020.
 11. Entretien avec l'auteure le 23 juillet 2020.
 12. Entretien avec l'auteure le 30 juin 2020.
 13. Entretien avec l'auteure le 1^{er} mai 2020.
 14. Les 28 États membres de l'OTAN se sont engagés à consacrer au moins 2 % de leur PIB aux dépenses militaires à l'horizon 2024. En 2019, seuls sept pays membres de l'OTAN respectent ou dépasse déjà cette règle : les États-Unis, le Royaume-Uni, la Grèce, la Pologne et les trois États baltes (Estonie, Lituanie et Lettonie).
 15. Entretien avec l'auteure le 20 avril 2020.
 16. Entretien avec l'auteure le 17 avril 2020.
 17. Entretien avec l'auteure le 27 avril 2020.

Conclusion

Vous l'aurez compris, cette élection présidentielle américaine de 2020 ne ressemble à aucune autre. Tout est chamboulé.

Les candidats font à peine campagne, il n'y a pas de porte à porte, de meetings, beaucoup vont voter par correspondance...

Même les conventions, qui sont d'habitude l'occasion de motiver les troupes, de présenter le candidat et sa famille aux partisans et d'énoncer les priorités du parti, sont cette année quasi intégralement virtuelles.

De toute manière, dans ces circonstances, cette grand-messe perd de son importance puisque les démocrates n'ont pas l'intention de militer avec ardeur pour Joe Biden. Le candidat n'est pas l'homme providentiel qu'ils espéraient, ils misent tout sur lui sans vouloir pour autant se démener pour sa campagne. La plupart iront voter comme des automates, avec l'espoir de voir une nouvelle ère s'ouvrir aux États-Unis.

En attendant, les électeurs croisent les doigts, ils espèrent que Biden ne fera pas de gaffes monumentales ou ne se fera pas écraser par la tornade Trump lors des débats présidentiels.

De son côté, Joe Biden semble avoir retrouvé un regain d'énergie. Car la pandémie pour lui est un atout. Il économise ses forces et son argent en restant chez lui, il évite les bourdes car il n'y a pas de meetings et surtout il apparaît comme une alternative un peu terne peut-être mais calme, posée, mesurée, sérieuse, bref, présidentielle, à Donald Trump.

C'est même une aubaine car depuis des mois Trump ne cesse de s'autodétruire sans que Joe Biden ait à lever le petit doigt.

Alors que le grand jour approche, il se montre plus audacieux. Celui qui se posait en président de la « transition », prudent, ose maintenant se présenter comme le président de la « transformation ». Il promet de remettre sur pied un pays ravagé par la crise économique et sanitaire, donne des gages à l'aile gauche et compte sur ses décennies d'expérience au Sénat pour faire passer des lois. Il se compare même à Franklin Delano Roosevelt,

un des grands héros des démocrates, qui a laissé une très forte empreinte sur son pays et dans le monde. La comparaison, à première vue exagérée, n'est pas complètement saugrenue.

Lorsqu'il se présente à l'élection présidentielle de 1932, Roosevelt apparaît comme une figure respectée de l'establishment démocrate mais pas très inspirant.

À l'époque, le journaliste Walter Lippman écrit à son propos : « C'est un homme plaisant qui, sans avoir de grandes qualifications pour le job, aimerait beaucoup être président. »

Comme Joe Biden, il n'est pas en grande forme physique lorsqu'il se présente à l'élection. À 39 ans, il a contracté une maladie qui a paralysé ses deux jambes.

Comme Joe Biden, il fait preuve de courage et d'un certain optimisme dans la vie, ne laissant jamais sa maladie l'empêcher d'avancer. Au final, sa victoire est largement due à l'impopularité de son opposant républicain, le président sortant Herbert Hoover.

Roosevelt prend les rênes du pays dans le contexte de la Grande Dépression et fait voter rapidement des mesures permettant de relancer l'économie. Il devient l'homme du New deal, la nouvelle donne.

L'Histoire ne se répétera peut-être pas, mais Joe Biden a le vent en poupe, à quelques mois de l'élection présidentielle. Tout peut arriver d'ici là, évidemment. Donald Trump, frustré par les sondages, inquiet pour sa réélection, a même évoqué le report de l'élection, mettant de nouveau en cause le vote par correspondance. Si Biden réussit, il aura pour défi de satisfaire les différents courants du parti démocrate, les centristes comme les progressistes, qui pour les uns souhaitent réparer le système, pour les autres, le renverser. Il devra surtout œuvrer à unifier le pays, déchiré, presque irréconciliable après quatre années d'une présidence Trump.

Remerciements

Merci à mon éditeur, Jean Muller, pour son enthousiasme, sa disponibilité et ses encouragements.

Je remercie chaleureusement ma chère consœur et amie Hélène Vissière pour son accompagnement dans ce projet.

Ce livre n'aurait pas été complet sans les témoignages des personnes citées dans ces pages, merci à elles d'avoir pris de leur précieux temps pour me parler de Joe Biden.

J'adresse toute ma gratitude à Nabil Ait Akkache, Alice Mugnier, Myriam Hayatou, Corentin Sellin, Benjamin Haddad et Antoine Vitkine pour leur relecture minutieuse.

Merci aux « superwomen » de Washington D.C., croisées au fil des années dans les couloirs du Congrès, du Département d'État, de la Maison Blanche ou sur les meilleurs rooftop de la capitale, pour leur aide et leur soutien : Vivian Salama, Reema Dodin, Yousra Fazili, Ani Chkhik-vadze, Jomana Qaddour, Rachel Rizzo, Dina Badawy, Kim Ghattas, Yasmina Chergui, Leila El Mergawi, Adea Kryeziu. Merci à John Hudson.

Je voudrais témoigner ma reconnaissance à Mariam Pirzadeh, Clémence Dibout, Aurore Dupuis, Jessica Lederman, Soraya Bahgat, Raja Ameer, Ibtissam Rahile, Adela Taulla, Leila Fadel, Sherine Tadros et Claire Davanne pour leur support moral et intellectuel.

Un grand merci à Courtney Vinopal qui m'a aidée à retranscrire des heures d'interviews.

Mes sincères remerciements à Farimah Ilkhan pour son aide dans les dernières semaines de ce marathon.

Je remercie la formidable équipe du podcast *Washington d'Ici* et la RTBF pour sa confiance. Merci à Loick Berrou de France 24 qui m'a soutenue dans mon passage de correspondante du Caire à Washington. Je remercie les autres rédactions avec lesquelles je collabore régulièrement : M6, Europe 1 et BFM TV.

Enfin, un grand merci à ma famille toujours présente et disponible malgré le décalage horaire. Merci à ma mère pour ses conseils très avisés et à Nadia, la meilleure des alliées.

Merci à Leila et Tewfik.

Merci infiniment à Jeremy de s'adapter à mon style de vie si particulier, très prenant et sans horaires. Merci de m'avoir accompagnée et guidée avec enthousiasme lors de nombreux reportages, du Caire au Sinaï en passant par la Virginie de l'Ouest jusqu'aux rues un peu glauques de Wilmington !

Bibliographie

Livres

Joe Biden, *Promises to Keep*, Random House, 2007.

Joe Biden, *Promise me, Dad*, Flatiron Books, 2017.

Jules Witcover, *Joe Biden, A life of Trial and Redemption*, William Morrow, 2010.

Jill Biden, *Where the Light Enters: Building a Family, Discovering Myself*, Flatiron Books, 2019.

Jean-Pierre Martin et Daniel Royot, *Histoire et civilisation des États-Unis*, Armand Collin, 2005.

Ezra Klein, *Why we're polarized*, Simon & Schuster, 2020.

David Plouffe, *The Audacity to Win*, Penguin Books, 2010.

John Heilemann et Mark Halperin, *Game Change*, Harper, 2010.

Robert M. Gates, *Duty: Memoirs of a Secretary at War*, Knopf, 2014.

Articles

« La politique américaine et la crise yougoslave », Stephen Larabee, *Politique étrangère*, 1994.

“What Joe Biden can’t bring himself to say”, John Hendrickson, *The Atlantic*, Janvier/février 2020.

“The Long Arc of Joe Biden”, Todd S. Purdum, *The Atlantic*, 18 mars 2020.

- “Have You Heard the One About President Joe Biden?”, Jeanne Marie Laskas, *GQ*, 18 juillet 2013.
- “Joe Biden in winter”, Glenn Thrush, *Politico*, Mars/avril 2014.
- “Biden’s Brief”, Ryan Lizza, *The New Yorker*, 13 octobre 2008.
- “Obama and Biden’s Relationship Looks Rosy. It Wasn’t Always That Simple.” Glenn Thrush, *The New York Times*, 16 août 2019.
- “Joe Biden is the Hillary Clinton of 2020” Matthew Yglesias, *VOX*, 25 avril 2019.
- “Joe Biden: “Everyone Calls Me Joe”, Nancy Doyle Palmer, *Washingtonian*, 1^{er} février 2009.
- “What a lifeguarding job on the black side of Wilmington taught Joe Biden about race”, Robert Samuels, *The Washington Post*, 12 juillet 2019.
- “Biden campaign agonizes over Iowa shellacking”, Natasha Korecki et Marc Caputo, *Politico*, 6 février 2020.
- “Drop out, Joe Biden. New Hampshire proves you are done”, Anthony L. Fisher, *Business Insider*, 12 février 2020.
- “Joe Biden gambles that ‘No Malarkey’ tour finds foothold in Iowa” Mike Memoli, Marianna Sotomayor and Kailani Koenig, *NBC NEWS*, 9 décembre 2019.
- “‘It kind of failed us’: With eyes of the world on Iowa, another hiccup in American democracy” Isaac Stanley-Becker, *The Washington Post*, 4 février 2020.
- “How the Iowa caucuses became an epic fiasco for Democrats”, Reid J. Epstein, Sydney Ember, Trip Gabriel et Mike Baker, *The New York Times*, 9 février 2020.
- “Jim Clyburn changed everything for Joe Biden’s campaign. He’s been a political force for a long time.”, Donna M. Owens, *The Washington Post*, 30 mars 2020.
- “‘Middle-Class Joe’ rakes in millions”, Holly Otterbein et Marc Caputo, *Politico*, 18 mars 2019.
- “The Biden family’s strange business history” Ben Shreckinger, *Politico*, 3 août 2019

“How Frank Biden leveraged his famous name for business gain”; Lucien Bruggeman, *ABC News*, 17 janvier 2020

“Will Hunter Biden jeopardize his father’s campaign ?” *The New Yorker*, Adam Entous, 1^{er} juillet 2019

“Joe Biden’s Sister Isn’t Running The Campaign This Time — And It’s ‘Damn Frustrating’” Henry J. Gomez, *Buzzfeed*, 6 novembre 2019.

“Biden Is Losing the Internet. Does That Matter?”, Kevin Roose, *The New York Times*, 16 avril 2020.

“What went wrong for Joe Biden in Iowa”, *New York Times*, Katie Glueck, Jonathan Martin, Thomas Kaplan, 5 février 2020.

“Obama and Biden’s relationship looks Rosy. It wasn’t always that simple”, Glenn Thrush, *The New York Times*, 16 août 2019.

“An Awkward Kiss changed How I saw Joe Biden” Lucy Flores, *The Cut*, *New York Magazine*, 29 mars 2019.

“Wife of ex-Defense secretary defends Biden, says viral photo of them used “misleadingly”, William Cummings, *USA TODAY*, 1^{er} avril 2019.

“The agonizing story of Tara Reade” Laura McGann, *VOX*, 7 mai 2020.

“Obama team fully vetted Biden in 2008 and found no hint of former aide’s allegation” David Axelrod, *CNN*, 1^{er} mai 2020.

“Alexandria Ocasio-Cortez Has Never Spoken to Joe Biden. Here’s What She Would Say.” Astead W. Herndon, *The New York Times*, 13 avril 2020.

“Freshman Sen. Joe Biden didn’t like Roe v. Wade in 1974” Ryan Grim, *The Huffington Post*, 30 septembre 2015.

“Pandemic has yet to slow Joe Biden’s high-dollar fundraisers -he’s had 20 in 6 weeks”, Bo Erickson, *CBS NEWS*, 5 mai 2020.

“Joe Biden: My Plan to Safely Reopen America”, Joe Biden, *The New York Times*, 12 avril 2020.

“This Is Joe Biden’s Moment”, Lili Loofbourow, *Slate*, 9 avril 2020.

“Joe Biden, the Normalcy Candidate, Keeps Winning in Abnormal Times”, Eric Lach, *The New Yorker*, 18 mars 2020.

“Inside Joe Biden’s bizarre coronavirus bunker”, Ryan Lizza, *Politico*, 27 mars 2020.

- “From Sleepy Joe to a destroyer of the American way of life, Trump’s attacks on Biden make a dystopian shift” Michael Scherer et Josh Dawsey, *Washington Post*, 18 juillet 2020.
- “Joe Biden Expresses Regret to Anita Hill, but She Says ‘I’m Sorry’ Is Not Enough”
- Shery Gay Stolberg et Carl Hulse, *New York Times*, 25 avril 2019.
- “How Donald Trump’s mistakes became Joe Biden’s big breaks”, Charlotte Alter, *Time magazine*, 26 juin 2020.
- “How Frank Biden leveraged his famous name for business gain”, Lucien Bruggeman, *ABC NEWS*, 17 janvier 2020.
- “Joe Biden in 2016: What Would Beau Do?”, Maureen Dowd, *The New York Times*, 1^{er} août 2015.
- “Ashley Biden knows a presidential campaign is coming. For now, she’s talking hoodies and economic inequality.”, Robin Givhan, *The Washington Post*, 12 juin 2019.
- “There’s a New Artist in Town. The Name Is Biden.”, Adam Popescu, *The New York Times*, 28 février 2020.
- “Politics, Money, Siblings: The Ties Between Joe Biden and Valerie Biden Owens”, Stephanie Saul, *The New York Times*, 25 février 2020.
- “From sleepy to senile: Inside the Trump campaign’s effort to rebrand Biden”, Jonathan Swan, *Axios*, 28 juin 2020.
- “Trump Faces Mounting Defections From a Once-Loyal Group: Older White Voters”, Alexander Burns and Katie Glueck, *The New York Times*, 28 juin 2020.
- “Biden Proves an Elusive Target, Adding to Trump’s Frustration”, Jonathan Martin and Maggie Haberman, *The New York Times*, 19 juin 2020.
- “For Biden and Democrats, confidence comes with a chaser: Fear”, Matt Viser, *The Washington Post*, 21 juin 2020.
- “Joe Biden let police groups write his crime bill. Now, his agenda has changed”, Michael Kranish, *The Washington Post*, 8 juin 2020.
- “Black voter turnout fell in 2016, even as a record number of Americans cast ballots” Jens Manuel Krogstad et Mark Hugo Lopez, *Pew Research Center*, 12 mai 2017.

- “Black Voters are coming for Trump”, Juan Williams, *The New York Times*, 3 juin 2020.
- “How young black voters could break Biden — and why Democrats are worried”, Elena Schneider et Laura Barron-Lopez, *Politico*, 28 juin 2020.
- “Joe Biden, Emissary of Grief”, Katie Glueck et Matt Flegenheimer, *The New York Times*, 11 juin 2020.
- “Jill Biden: All the Vice President’s Women”, Jonathan Van Meter, *VOGUE*, 17 mars 2020.
- “What 74 former Biden staffers think about Tara Reade’s allegations”, Daniel Bush et Lisa Desjardins, *PBS NEWS*, 15 mai 2020.
- “Trump asked top political advisors whether he should worry about running against Joe Biden”, Brian Schwartz, *CNBC*, 6 mars 2019.
- “Joe Biden personifies the ‘Delaware Way.’ In Wilmington, that clubby style of politics is being questioned”, Melanie Mason, *Los Angeles Times*, 23 février 2020.
- “Biden’s Big Opportunity”, David Leonhardt, *The New York Times*, 14 juillet 2020.
- “Why America Must Lead Again”, Joseph R. Biden, *Foreign Affairs*, 23 janvier 2020.
- “Joe Biden’s Iraq problem”, Tara Golshan and Alex Ward, *VOX*, 15 octobre 2019.
- “Joe Biden: How he defended his Iraq vote”, Andrew Kaczynski, *CNN*, 17 janvier 2020.
- “The quiet reformation of Biden’s foreign policy”, Thomas Wright, *Brookings*, 20 mars 2020.
- “Biden touts his foreign policy credentials, but faces doubts”, Cleve R. Wootson Jr., *The Washington Post*, 6 janvier 2020.
- “Biden Championed Close China Ties and Then Xi Came Along”, Peter Martin and Daniel Ten Kate, *Bloomberg Businessweek*, 22 avril 2020.
- “Biden’s ridiculous claim he was arrested trying to see Mandela” Glenn Kessler, *The Washington Post*, 25 février 2020.

Table

Introduction

I. Un revenant

L'ouverture du bal

L'Iowa, une catastrophe

Le New Hampshire, la fin de Joe Biden ?

La Caroline du Sud, la renaissance

Super Tuesday, le triomphe

II. « Middle-class Joe »

Scranton

Le bégaiement

Wilmington

III. Joe et Neilia, l'ascension en politique

Quand Joe rencontre Neilia

Le virus de la politique

La campagne pour le Sénat, une affaire de famille

Sénateur

IV. Rêves brisés

L'accident

Amtrak Joe

V. Le Sénat, une seconde famille

Entente cordiale

Liaisons dangereuses

Le busing, au cœur de la tempête

Étoile montante du parti

La loi contre les violences faites aux femmes

VI. Jill, le pilier

Le mariage

D' Jill

Un soutien indéfectible

VII. Campagnes et faux pas

1988, Joe le plagiaire

Une longue traversée du désert

2008, nouveau fiasco

VIII. Joe Biden, vice-président

Le choix d'Obama

Premier mandat : Biden et Obama s'appriivoisent

Deuxième mandat, le rapprochement

IX. Jamais deux sans trois

Charlottesville, le déclic

Philadelphie

Un Joe Biden diminué, vieilli

Donald Trump voit rouge

X. L'affaire ukrainienne

Un appel « parfait »

Tel est pris qui croyait prendre

XI. Dans la famille Biden, je demande...

Hunter, le mouton noir

Beau Biden, le fils modèle

Les frères, gênants

La sœur, le roc

Ashley, la discrète

XII. L'épine *Me Too*

Anita Hill

Des gestes qui dérangent

Tara Reade

Volte-face sur l'avortement

XIII. Les Afro-Américains, un atout électoral

La piscine

La loi sur le crime de 1994

L'électorat noir, un électorat clé

Nouvelle campagne, nouvelle gaffe

George Floyd

Kamala Harris : un choix tactique

XIV. Opération séduction à gauche toute

Joe Biden, candidat désigné sans enthousiasme

À la conquête des progressistes, désenchantés

La carte AOC

Virage à gauche

XV. La crise du coronavirus, une aubaine

Une campagne dans la cave

Donald Trump affaibli

Joe Biden rassure

XVI. Pourquoi Joe Biden peut l'emporter

Référendum

Un candidat normal

Consulateur en chef

Biden n'est pas Clinton

La magie Obama

Une carte électorale mouvante

XVII. Joe Biden et le reste du monde

Une carrière à l'international

Un retour à l'ère Obama ?

America is back : le retour de l'Amérique sur la scène internationale

Quelles relations avec l'Europe ?

Conclusion

Remerciements

Bibliographie

Achévé d'imprimer par
Nouvelle Imprimerie Laballery,
Allée Louis Blériot, 58500 Clamecy
en septembre 2020,
N° d'imprimeur : XXXXXX

Dépôt légal : septembre 2020

Imprimé en France